

Année 1945

536

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

(Diplôme d'État)

PAR

D^r CANLORBE Pierre, Charles, Henri

Externe supérieur des Hôpitaux de Paris

Né le 7 octobre 1918 à Paris

25 JUIN 1945

Présentée et soutenue publiquement le 1945

LE SERVICE DE SANTÉ
DE LA
RÉSISTANCE

Président : M. LEMIERRE, Professeur.

AMÉDÉE LEGRAND ET JEAN BERTRAND

33, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 33

Année 1945

THÈSE

N°

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

(Diplôme d'État)

PAR

Dr CANLORBE Pierre, Charles, Henri

Externe supérieur des Hôpitaux de Paris

Né le 7 octobre 1918 à Paris

Présentée et soutenue publiquement le 1945

LE SERVICE DE SANTÉ DE LA RÉSISTANCE

Président : M. LEMIERRE, Professeur.

AMÉDÉE LEGRAND ET JEAN BERTRAND

33, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 33

DOYENS HONORAIRES :

MM. H. Roger, Balthazard, Roussy et Tiffeneau

PROFESSEURS HONORAIRES :

MM. Balthazard, Bar, Basset, Bezançon, Brindeau, Carnot, Chiray, Claude, Clerc, A. Couvelaire, Cunéo, Delbet, Hartmann, Heitz-Boyer, Jeannin, Laignel-Lavastine, Laubry, Lenormant, Marion, Mulon, Ombrédanne, H. Roger, Roussy, Sannié, Sébilleau, Sézary, Tanon et Tiffeneau

DOYEN BAUDOUIN.

ASSESSEUR Léon BINET.

I. — PROFESSEURS

	MM.
Anatomie	ROUVIERE.
Anatomie pathologique	LEROUX.
Assistance Médico-sociale	N...
Bactériologie	GASTINEL.
Chimie médicale	POLONOVSKI.
Clinique de cardiologie	DONZELOT.
	BROCQ.
Cliniques chirurgicales	CADENAT.
	MONDOR.
	QUENU.
Clinique chirurgicale infantile et d'orthopédie	LEVEUF.
Clinique chirurgicale orthopédique	MATHIEU.
Clinique gynécologique	MOCQUOT.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	GOUGEROT.
Clinique des maladies des enfants	DEBRE (R.).
Clinique des maladies infectieuses	LEMIERRE.
Clinique des maladies mentales et de l'encéphale ..	LEVY-VALENSI.
Clinique des maladies du système nerveux	GUILLAIN.
	ABRAMI.
Cliniques médicales	FIESSINGER.
	HARVIER.
	P.-VALLERY-
	RADOT.
Clinique médicale propédeutique	VILLARET.
Clinique de Neuro-chirurgie	VINCENT (Cl.).
	LANTUEJOUL.
Cliniques obstétricales	LEVY-SOLAL.
	PORTES.
Clinique ophtalmologique	VELTER.
Clinique oto-rhino-laryngologique	LEMAITRE.
Clinique thérapeutique chirurgicale	SENEQUE.
Clinique thérapeutique médicale	LOEPER.
Clinique de la Tuberculose	TROISIER.
Clinique urologique	N...
Histoire de la médecine et de la chirurgie	LIAN.
Histologie	CHAMPY.

	MM.
Hydrologie thérapeutique et climatologie	BESANÇON (Justin)
Hygiène et clinique de la première enfance	CATHALA.
Hygiène et médecine préventive	JOANNON.
Médecine légale	DUVOIR.
Parasitologie et histoire naturelle médicale	BRUMPT (E.).
Pathologie chirurgicale	PETIT-DUTAILLIS
Pathologie expérimentale et comparée	BÉNARD (Henri).
Pathologie médicale	CHABROL.
Pathologie et thérapeutique générales	BAUDOUIN.
Pharmacologie et matière médicale	HAZARD.
Physiologie	BINET (Léon).
Physique médicale ..	STROHL.
Technique chirurgicale	MOULONGUET.
Thérapeutique	AUBERTIN.

PROFESSEURS SANS CHAIRE :

MM. DOGNON (*Physique médicale*), GAILLARD (*Parasitologie*),
 GIROUD (*Histologie*), JAYLE M. (*Chimie médicale*),
 LAROCHE G. (*Médecine générale*), OLIVIER (*Anatomie*),
 VERNE (*Histologie*).

II. — AGREGES EN EXERCICE

	MM.		MM.
Anatomie	{ CORDIER. N...	Médecine générale ...	{ GARCIN. DE GENNES. HAGUENAU. LELONG. LENÈGRE. MARCHAL. MOLLARET. MOUQUIN. SOULIE.
Anatomie pathologique	{ DELARUE. Mlle GAUTHIER- VILLARS.	Médecine légale	{ DESOILLE. DIGONNET. LACOMME. SUREAU. N...
Bactériologie	BONNET.	Obstétrique	{ RENARD. HALPHEN. LAVIER. N...
Chimie médicale	N... AMELINE. FÈVRE. FUNCK-BREN- TANO.	Ophthalmologie	RENARD.
Chirurgie générale	{ MÈNÈGAUX. PATEL. SICARD. N... N... N...	Oto-rhino-laryngologie	HALPHEN.
Histologie	BULLIARD.	Parasitologie	LAVIER.
Hydrologie	N...	Parasitologie coloniale	N...
Hygiène	N... BARIETY. BERNARD (Et.). BOULIN.	Pathologie expériment.	LEMAIRE.
Médecine générale	{ EROUET. CACHERA. COSTE. DELAY.	Pharmacologie	{ Mlle J. LEVY. N... RICHET. N...
		Physiologie	N...
		Physiologie médicale ..	DESGREZ (H.)
		Thérapeutique	TURPIN.
		Urologie	COUVELAIRE.

III. — PROFESSEURS HONORAIRES ET AGREGES
RAPPELES A L'EXERCICE
pour le service des examens

MM. BASSET (*Chirurgie générale*), HUGUENIN (*Anatomie pathologique*),
LE LORIER (*Obstétrique*), PIEDELIEVRE (*Médecine légale*)
VAUDESCAL (*Obstétrique*)

IV. — AGREGES CHARGES DE COURS DE CLINIQUE ANNEXE
à titre permanent

	MM.
Clinique chirurgicale	GATELLIER.
	DE GAUDART
	D'ALLAINES.
Clinique obstétricale	ECALLE.
	ALAJOUANINE.
Clinique médicale	CHEVALLIER.
	LAROCHE Guy.
	MOREAU.
Clinique urologique	FEY.

V. — CHARGES DE COURS

	MM.
Puériculture	N...
Radiologie	LEDOUX-LEBARD.
Stomatologie	DECHAUME.

	MM.
Secrétaire de la Faculté	J. MOREL.
Secrétaire-adjoint	M. BRISSIAUD.

Bibliothécaire en Chef ... A. HAHN.

Bibliothécaires ... Mlles DUMAITRE, GOICHON, LAURENT.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A LA MÉMOIRE DE MON GRAND-PÈRE

D^r HENRI MARCIGUEY

A MON PÈRE

A MA MÈRE

AU FONDATEUR DU SERVICE DE SANTÉ DE LA RÉSISTANCE

MONSIEUR LE PROFESSEUR PASTEUR VALLERY-RADOT

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

MONSIEUR LE PROFESSEUR LEMIERRE

A MES MAÎTRES DANS LES HOPITAUX

Stage :

- 1937-1938. M. LE PROFESSEUR LENORMANT et M. LE
PROFESSEUR AGRÉGÉ WILMOTH (in memoriam)
M. LE PROFESSEUR LOEPER
1938-1939. M. LE DOCTEUR RAMON
M. LE DOCTEUR MOURE

Externat :

1939. M. LE DOCTEUR CAPETTE
1941-1942. M. LE DOCTEUR GAUTIER
M. LE PROFESSEUR CHABROL
1942-1943. M. LE DOCTEUR DEGOS
M. LE PROFESSEUR DEBRÉ

Externat en premier :

- 1943-1944. M. LE DOCTEUR ROUQUÈS

A MES CONFÉRENCIERS

MM. LES DOCTEURS TURIAF, LEGER, MALLARMÉ,
DELINOTTE, GRENET, DARRIS

LE SERVICE DE SANTÉ DE LA RÉSISTANCE

« Or, ces Français, comme ils sont, ce sont mes meilleurs serviteurs.

Ils ont été, ils seront toujours mes meilleurs soldats dans la Croisade.

Or il y aura toujours la Croisade.. »

PÉGUY (Le Mystère des Saints Innocents.)

AVANT-PROPOS

Encore un mot : nous n'avons pas cru utile de préciser la part qui revenait dans l'organisation de telle ou telle Région, de tel ou tel maquis à l'un des trois grands mouvements de Résistance médicale : Libération, Front National ou Service de Santé National. Ce qui hier encore présentait quelque intérêt ne nous semble plus de mise aujourd'hui que tous se sont réunis et ne mènent qu'un seul et même combat, pour une seule et même cause : celle de la France.

De même les Régions dont nous ne parlons pas ou dont nous parlons peu — qu'elles soient situées en zone Nord ou Sud — ne voudront bien y voir aucun oubli ni aucun parti pris. La raison en est simple et évidente : nous ne possédions pas de documents sur toute la France.

Ambition modeste et démesurée à la fois, je souhaite seulement que l'on découvre dans les pages qui suivent, ce que beaucoup ont oublié avant même de l'avoir su : la figure humaine et pure de la Résistance Médicale Française...

HISTORIQUE

« J'invite tous les Français qui veulent rester libres à m'écouter et à me suivre. » Cet appel lancé dans l'horrible nuit de juin par le Général de Gaulle, déjà les meilleurs l'ont compris : en même temps que la France combattante de l'extérieur, est née la France combattante de l'intérieur : la Résistance.

La deuxième phase de la sombre et glorieuse histoire commence (mais gloire n'est pas synonyme de joie).

A tous et à toutes nous voudrions rendre d'abord ici un hommage, notre modeste hommage. Du sol même de la France, de tous les milieux se sont levés ces hommes et ces femmes qui allaient défendre obscurément la cause que d'autres croyaient perdue. Sans uniforme, sans armes, sans autre espoir, sans autre ambition que de voir un jour une France ressuscitée. Combien ne l'ont pas vue ! A eux nous penserons d'abord, eux sans lesquels nous ne serions rien et auprès desquels nous ne sommes rien. A ceux aussi qui ne l'ont pas encore vue et que leur combat volontaire a conduits vers les camps de l'Allemagne inhumaine.

Ils n'ont pas attendu, ces hommes de la Résistance, d'être sollicités pour agir ; au contraire, ils sont allés spontanément au combat secret. Ainsi en même temps que se rassemblait outremer le premier noyau de la nouvelle armée française, se levaient ici les troupes de la Résistance. Dans les villes, les villages, les campagnes, Résistance fut véritablement synonyme de réaction française.

Isolés les uns des autres, de petits groupes se formaient sous l'impulsion de quelques Français réunis d'abord pour affirmer entre eux leur foi en la résurrection. Et affirmer cette foi, d'une façon têtue, au milieu du désordre des consciences, des mensonges, ne fut pas toujours si facile.

Puis de la réunion de ces « hommes de bonne volonté » à travers le territoire naquirent très simplement les premiers mouvements de la Résistance dont les noms s'étalent maintenant au grand jour. Bien d'autres encore qu'il serait impossible d'énumérer, organisations locales ou régionales, qui ne se sont amalgamées que tardivement pour former de grands mouvements. De contact en contact se trouva établi un réseau relié bientôt à l'Angleterre, au Général de Gaulle.

De bons esprits ne trouvaient pas cela sérieux ou raisonnable, mais le propre de la résistance est de n'être pas raisonnable. A ceux qui critiquaient — ou critiquent encore — je demanderai simplement : Que serions-nous, que serait la France sans la Résistance? Et puis disaient-ils, ces gens à la tête bien faite, lutter ? résister ? Comment résister, quand le monde tremble : c'est la lutte du pot de terre contre le pot de fer. Attendez, nous verrons plus tard : pour l'instant soyons conciliants et diplomates. Contre ce machiavélisme mal compris devenu veulerie, il fallait aussi résister. Contre lui précisément autant que contre les Allemands. Mais ne sont-ce pas eux, en définitive, qui entretenaient avec un soin jaloux la médiocrité française ? Comme elle prospéra cette médiocrité des cœurs et des esprits déjà cultivée avec art par les professionnels de la III^e République ! Le fameux attentisme n'en fut que la forme plus raffinée, plus intellectuelle. Nous verrions bien maintenant ceux qui étaient rivés de façon indéracinable à leurs pantoufles et ceux pour qui la France représentait encore l'aventure, le risque et la joie. Les Français, avant guerre, interdisaient à leurs enfants d'être aviateurs, métier de fous ; ils interdisaient le départ aux colonies, considérées comme un mauvais lieu ; de même, bien souvent, dans des familles catholiques l'apparition d'une vocation frappait comme une catastrophe ; de même tout simplement, l'enfant était-il toujours poussé vers la carrière paternelle : lorsqu'il se retournait, trop tard ; de même fallait-il se marier vieux, prendre sa retraite en quelque sorte dans le mariage, en s'encombrant le moins possible de tout inattendu, de tout enfant : toujours la peur du risque. Comme les jeunes S.S. devaient en effet nous regarder avec mépris tandis que leurs maîtres tiraient les ficelles !

Avant la guerre tout ceci se matérialisait par quelques papiers gras, mais maintenant plus de comédie, plus de Courteline, plus de drame même, la tragédie dans sa pure nudité. Alors... alors il fallait secouer toute cette masse qui déjà écoutait une voix d'outre-mer lui disant des choses folles. L'autre folie, la Résistance, apparut ainsi et ce qui aurait été ridicule avant la guerre devenait tragique. Le revolver qui abattait un officiel allemand ne frappait pas seulement un ennemi de la France, il frappait le Français amorphe et la mort de l'un fut la résurrection de l'autre.

Les médecins devraient être sans doute des gens raisonnables. Leur grand honneur fut et reste leur généreuse folie, qui, dès la naissance de la Résistance, les conduisit à son ber-

ceau. Ils sont là depuis nos maîtres les plus éminents jusqu'aux plus humbles médecins de campagne. Je reviendrai sur le rôle étonnant et modeste de ces médecins qui, seuls — du moins au début — permirent au service de santé de la Résistance d'exister autrement que dans la tête de quelques-uns. Les premiers médecins du maquis, les premiers médecins des F.F.I. ce furent eux, au risque de leur liberté et de leur vie.

Les chiffres, le nombre, la masse, même motorisée, la froide logique demeurent assez éloignés de l'esprit médical, esprit d'intuition avant tout quoiqu'on dise et quoiqu'on fasse. Aussi ont-ils senti que la déchéance de la France ne pouvait être définitive. Ils ont compris que d'appartenir à une élite entraînait, imposait même des devoirs et qu'ils devaient être à l'avant-garde du combat pour la libération. La connaissance ou le contact direct avec les méthodes scientifiques et culturelles allemandes mettait en garde plus que tout autre le corps médical contre des « vainqueurs » qui ne sauraient pas « dominer leur victoire ». La connaissance et le respect des médecins pour la personne humaine les dressaient dans leur majorité, dans leur immense ensemble et, dès la première heure, contre l'envahisseur. Résistance fut pour eux, symbole de la défense de l'homme menacé, dans ses biens, dans son corps, dans son esprit, dans son âme même; refus de la déchéance, de l'esclavage des Français et par eux et au-delà d'eux de la France et du monde.

Ainsi, avant même qu'il puisse être question d'un service de santé de la Résistance, des Médecins français étaient-ils à la pointe du combat — à l'honneur et à la peine. Ils n'ont pas attendu l'heure où des tâches purement médicales les appelleraient et, dès les premiers mois, participèrent plus ou moins directement, à la « non-obéissance ». Ce refus, mais ce refus actif et constructif affirme hautement les vraies valeurs du Corps Médical Français.

Nous devons résister (nous aussi!) à la tentation de parler ici des hauts faits accomplis, ce serait toute l'histoire de la Résistance qu'il faudrait écrire, alors que nous nous proposons seulement de montrer, du mieux que nous le pourrons, ce que fut le Service de Santé de la Résistance.

Citons quelques exemples, choisis au hasard des souvenirs ou des lectures, de cette lutte para-médicale, qui témoigne pour la France.

La plupart, à cette époque, travaillaient dans des organisations militaires ou de renseignements. Hélas, ils manquent presque tous à l'appel, ceux de Bressuire, Thouars, Lyon, Lille, Paris ou ailleurs, fusillés ou déportés en Allemagne.

Leur activité, leur dynamisme s'exercèrent dans tous les domaines : l'afflux de personnes dans leurs cabinets, de nombreux prétextes de déplacement permettaient à ces médecins de remplir efficacement le rôle d'agents de liaison avec les Unités de Résistance, avec les Alliés — par la frontière, les airs ou les ondes — partageant les nuits entre leurs malades et la surveillance de l'ennemi, récupérant les armes abandonnées par l'armée et non saisies par les Allemands.

Beaucoup de médecins étaient prisonniers de guerre, beaucoup le furent après l'armistice contre toutes les lois internationales. Dans les camps ils multiplièrent les « maladies », facilitant les réformes et les évasions. Oui, assez paradoxalement, l'un des premiers rôles des Médecins de la Résistance, fut de donner des maladies... apparentes. Ecoutez, entre bien d'autres, cette histoire que raconte le « Médecin Français » :

« ...Nous eûmes alors l'idée d'appliquer des sels de métaux lourds sous forme de pommade sur la région thoracique dans l'intention de créer des ombres suspectes à la scopie. Mais une intervention en superficie présentait trop d'inconvénients, nous devions trouver mieux. Aussi nous eûmes recours au lipiodol à 20 et 40 p. 100 qui se révéla être le moyen le plus pratique pour le but que nous poursuivions.

TECHNIQUE. — Suivant la technique employée et, il faut bien le reconnaître, suivant le hasard des formations tissulaires, nous obtînions deux sortes d'images plus ou moins hybrides suivant les cas :

a) Une image linéaire simulant une scissurite, en injectant dans la masse des inter-costaux du 3^e ou 4^e espace intercostal droit antérieur une goutte de lipiodol à 40 % et en faisant fuser cette goutte par écrasement le long des fibres musculaires ;

b) Une image se rapprochant grossièrement de l'infiltration nodulaire en injectant en étoile la valeur de 2 à 3 gouttes de lipiodol à 20 % dans le tissu cellulaire sous-cutané de la région anatomique correspondant à la région radiologique parahilaier.

Nous prenions la précaution de repérer préalablement le lieu de l'injection et adoptions toujours le côté le plus suspect radiologiquement. La résorption de l'huile était lente. Dans certains cas nous avons retrouvé les ombres après un délai d'un mois. Cette lenteur de résorption avait l'avantage de permettre l'effacement des traces de piqûres avant comparution devant la commission ; elle présentait par contre l'inconvénient de l'indélibilité en cas de maquillage defectueux. C'est ainsi que nous vîmes, un jour, avec appréhension, partir à la visite du « Kontrôlarzt » un candidat, porteur de deux images de scissurites droites distantes l'une de l'autre de deux travers de doigts. Ajoutons qu'il fut réformé, car, par bonheur, les médecins du S.T.O. de notre région n'ont jamais été ptisiologues... »

Tant que les prisonniers demeurèrent en France — et après encore — ce furent souvent des médecins qui créèrent

les filières permettant le passage de la frontière allemande qui coupait la France en deux. Des milliers de prisonniers, ainsi camouflés en malades dans les hôpitaux, attendaient leur départ. Citons en plein Paris l'hôpital des Médaillés militaires et, à Poitiers, cet hôpital où arrivaient chaque semaine des prisonniers français et indigènes que médecins et étudiants soignaient, sous les yeux d'une garde diligente, en attendant que le commissariat de police leur procure les papiers nécessaires et que l'occasion soit favorable à un départ; enfin ces camps près d'Orléans et de Blois où, pendant plusieurs semaines, la complicité des médecins du camp et ceux du voisinage permit l'évasion de 5 ou 6 prisonniers à chaque sortie de l'ambulance.

On pourrait multiplier les exemples comme encore cette filière créée par les étudiants de Paris, prenant en charge des prisonniers français ou alliés à la gare du Nord, pour ne les abandonner qu'une fois franchie la ligne de démarcation ou même la frontière des Pyrénées. Ce furent d'inoubliables épopées qui, malgré les faux papiers, se terminaient quelquefois mal. Ceux qui y participèrent connaissent bien la gare de Bayonne avec ses doubles issues et l'attente énervante tandis que la sentinelle, justement ce jour-là, ne s'éloigne pas du parcours prévu. Puis les routes, les charmantes routes basques par où l'on gagnait à pied, en charrette ou à bicyclette, les petits postes de montagne, accompagné de quelque contrebandier à la mine plus ou moins inquiétante, seul à connaître l'horaire des patrouilles et les chemins détournés. En face l'Espagne désirée et menaçante derrière ses pics brumeux. Et là attendre, attendre souvent plusieurs jours, si près du but. Un désastre toujours possible imposait mille précautions agaçantes avant de descendre enfin vers l'autre versant où le guide vous abandonnait en disant : « Suivez ce chemin et vous arriverez à... » Ici le nom d'un village frontière... On a surnommé cette terre espagnole « l'antichambre de la liberté »... Curieuse antichambre à la vérité, sur laquelle il y aurait beaucoup à dire. Le nom de Miranda évoque la plus célèbre de ces salles d'attente. Entassement, crasse, parasites, nourriture... mot un peu optimiste quand il s'agit d'une infecte ragougnasse d'eau sale et de débris de légumes mais fort prisée car il n'était pas question, même pour les plus pistonnés, de recevoir des colis. Celui qui avait pu dissimuler quelques pesetas lors de la classique arrestation, celui-là seul — comme dans toute l'Espagne et à n'importe quel échelon de la hiérarchie — pouvait jouer au grand seigneur. Peu de temps cependant car les prix noirs espagnols surpassent l'imagination.

De l'avis de certains « experts » emprisonnés en Russie,

en Espagne, en France, rien n'égale l'infection sordide des prisons espagnoles : humides, noires, puantes et grouillantes de parasites où des centaines d'Espagnols et d'étrangers crèvent de faim; encore ceux-ci avaient-ils l'espoir d'être un jour « réclamés » et délivrés après le versement de la prime non moins classique que l'arrestation. A propos de l'Espagne, qu'il me soit permis de relater une anecdote déplaisante mais pittoresque, qui me fut contée par un de ces évadés, maintenant capitaine auprès d'une division américaine. Un dimanche, libéré du camp de concentration, alors qu'il attendait le bateau pour l'Afrique du Nord, il entre à l'église. Partout des gens couchés, vautrés, bavardant, jouant aux cartes, se livrant aux jeux les plus divers, voire même les moins innocents. A la fin notre ami n'y tient plus et, s'adressant au groupe le plus proche de lui : « Tout de même, dans mon pays, quand on va à la messe, on se tient convenablement. Pourquoi venez-vous ici, pour bavarder et jouer aux cartes ? » — « C'est que, lui dirent-ils, le curé est maire de notre commune et ne donne les tickets d'alimentation qu'à ceux qui vont à l'église... »

Des médecins, des étudiants surtout, ont emprunté aussi ce parcours hasardeux et constituent une partie du Service de Santé des émouvantes armées de la libération, participant aux campagnes de Libye, de Tunisie, d'Italie, de France, d'Allemagne maintenant. D'autres ont préféré abandonner le caducée, tel cet étudiant, externe des hôpitaux, capitaine de parachutistes.

Dès que furent ouvertes dans les hôpitaux des salles de malades surveillés — cela hélas ne tarda pas plus que les tortures de la Gestapo — de combien d'évasions les médecins ne furent-ils pas responsables ! A Niort l'évasion d'un prisonnier blessé et opéré entraîna l'arrestation, le lendemain, du chirurgien. Le surlendemain c'est l'évasion d'un prisonnier juif, après tant d'autres. A Toulouse l'évasion, grâce à l'interne préposé à ses soins, d'un des chefs de la résistance mutilé par la Gestapo : quelques heures de plus et celle-ci revenait continuer son horrible besogne. A Paris, à l'hôpital de la Pitié, l'évasion du responsable d'un service d'armement et de renseignements : soigné pour fracture du bassin et de la colonne vertébrale dans le service du Professeur Clovis Vincent, il réussit à réapprendre à marcher et à s'enfuir un beau matin... avec son plâtre !

Ne faut-il pas citer aussi telle clinique de Seine-et-Oise, surtout cette petite clinique de l'Oise où, pendant les annés de l'occupation, un grand nombre de résistants français et d'aviateurs anglo-américains furent soignés sur l'initiative d'un chirurgien en compagnie de sa femme, de la panseuse, d'une ou

deux sœurs de son hôpital et d'une équipe d'ambulancières de la Croix-Rouge.

D'autres hélas, ne réussirent pas à s'évader : tel ce médecin de Clermont-Ferrand, chef de la résistance locale, transporté chaque semaine pendant deux mois des chambres de tortures de la Gestapo à l'hôpital où les policiers venaient le rechercher pour de nouveaux interrogatoires. Ce brave n'a pas trahi un secret et travaille depuis deux ans dans les mines de sel de l'ennemi. Tel cet assistant des hôpitaux de Paris, responsable de plusieurs départements de zone Sud, arrêté par la police italienne à Toulon, transporté à Fresnes, maintenant en Allemagne depuis plus d'un an.

Mais ce qui montre bien que les médecins entendaient défendre par *tous les moyens* la France contre l'avilissement et la servitude, c'est leur présence à *tous* les postes de combat. Sans se contenter de la résistance médicale, chacun a voulu, selon ses « contacts », ses capacités, son tempérament, participer au travail de la résistance, même quand il n'entrait pas dans le cadre professionnel. Citons par exemple :

L'Organisation de Renseignements : à Paris, dans la Loire, dans le Nord où un professeur de la Faculté, un agrégé, de nombreux médecins ont été à l'avant-garde de la lutte contre la Gestapo en accord complet avec les organisations franco-anglaises.

L'Organisation de la Résistance militaire : combien de médecins ont participé à la constitution de dépôts d'armes, aux opérations de parachutage, à l'organisation des corps francs, à la réunion des équipes de sabotage. Nombreux sont ceux qui transportaient dans leurs voitures, sur leurs motos ou leurs bicyclettes bien autre chose que la trousse d'urgence et dont les sorties nocturnes étaient motivées plus par les messages de la radio de Londres que par les appels de malades :

A Dijon le chef régional de la Résistance était un jeune médecin interne de Paris.

A Bourges, un des promoteurs de l'organisation militaire de libération, un médecin père de 4 enfants qui ne s'est enfui, poursuivi par la Gestapo, que pour continuer la lutte.

A Chartres, deux médecins conduisaient le corps franc de sabotage.

A Bordeaux, quatre médecins montaient l'organisation militaire et de renseignements de la région. L'un d'eux est mort pour la France, fusillé par la Gestapo.

A Morlaix, deux médecins furent les chefs de la Résistance.

Dans les Deux-Sèvres, plusieurs furent arrêtés pour dépôt d'armes.

Les Médecins militaires, eux aussi, ont participé à la résistance, camouflant les stocks de médicaments qu'ils ont pu soustraire aux Allemands, aidant aux réformes de prisonniers et à leur passage en lieu sûr.

Pour donner une idée de l'activité fantastique déployée par certains médecins, je ne puis résister au plaisir de citer quelques passages du passionnant rapport du docteur Maheo sur la Résistance dans le Morbihan ; c'est le plus extraordinaire roman d'aventures que je connaisse :

« Dès le début la Résistance dans le Morbihan fut assez active, le tempérament breton et morbihannais en particulier ne pouvant admettre l'armistice et ne pouvant supporter la présence des boches dans un pays qui ne l'avait jamais connue... Le centre de la Résistance se trouvait à Vannes et à Ploërmel ; dès 1942, dans la région de Ploërmel, il y avait une compagnie de choc organisée. La région morbihannaise était particulièrement surveillée. Les Allemands avaient une Gestapo nombreuse et se servaient comme indicateurs des membres d'un parti national breton autonomiste qui avaient la même mentalité, et parlaient la même langue. Ce parti comprenait quelques cultivateurs, pouvait ainsi s'infiltrer partout, et était connu de tout le monde. Il obtenait des renseignements très précieux et c'est ce qui explique qu'en Bretagne tous les chefs départementaux furent arrêtés ou fusillés à l'exception d'un seul, le Colonel Maurice, qui échappa, par miracle, à de nombreux traquenards et commande actuellement les F.F.I. du Morbihan.

En ce qui concerne les liaisons, je vous raconterai une anecdote assez typique qui m'est personnelle.

Un matin, de bonne heure, je pars avec ma voiture pour chercher des armes à 60 kms : le Commandant qui devait me les fournir refuse de me les donner. Il a, paraît-il, reçu un contre-ordre. Sur le chemin du retour, je tombe dans une embuscade boche. Je suis collé à un arbre, les bras en l'air, on fouille ma voiture. Le contre-ordre m'a évidemment sauvé la vie et m'a permis de mettre au point la tactique de fuite en cas de coup dur semblable. Si j'avais eu des armes dans ma voiture, je ne me serais certainement pas arrêté aux sommations et je crois que j'aurais pu passer, mais 300 mètres plus loin, il y avait une embuscade avec deux fusils-mitrailleurs et cette fois, alertés par les coups de feu de la première embuscade, les boches ne m'auraient certainement pas laissé passer. La tactique consistait à passer le premier barrage coûte que coûte, foncer pendant cinq cents mètres, s'arrêter et abandonner la voiture. Tant pis pour le matériel pourtant si précieux...

Une autre partie de notre action, on peut dire la plus importante, était les déraillements. Mon groupe de dérailleurs, commandé par un chef de bataillon d'artillerie coloniale en retraite, comprenait de 9 à 12 hommes ; j'en étais l'adjoint. Comme éléments, nous avions un officier supérieur, un médecin, deux élèves de la marine marchande, un forgeron, deux paysans, deux ostréiculteurs, un ouvrier agricole, deux marins pêcheurs.

Le premier déraillement de notre groupe eut lieu en octobre 1943 ;

au début de 1944, notre travail augmenta considérablement, pour arriver à un déraillement tous les quinze jours, puis fin mai deux par semaine, et dès le 8 juin aucun train ne pouvait plus circuler.

Tactique. du déraillement. — Jamais nous ne pûmes avoir de matières explosives. Une seule fois, on essaya de nous faire parvenir dix kilos de plastic, mais la voiture, qui transportait ce précieux chargement, fut arrêtée en cours de route et nous n'insistâmes point. Nous dûmes donc nous débrouiller tout seuls ; heureusement dans notre groupe nous avions un forgeron : il alla un jour à un passage à niveau et réussit à prendre l'empreinte d'un boulon ; revenu chez lui il nous fabriqua une grande clef. Mais pour les boulons de la voie descendante seulement, c'est-à-dire la direction de Vannes-Auray car les boulons n'étaient pas de même grosseur pour les deux voies. Nous avions notre clef, nous décidons de tenter un déraillement. Tout d'abord nous envoyons une estafette dans la journée pour repérer le terrain : c'était un paysan, typique breton, petit, râblé, fouineur et intelligent, nous l'avions surnommé « le renard ».

Le soir, à 10 h. 30 nous enfourchons notre bicyclette car il n'est pas question de se faire repérer avec notre voiture, et en route. A 3 kms de mon bourg, je rencontre le reste de l'équipe, car nous sortons isolément pour ne pas nous faire remarquer. Nous faisons ensuite 3 kms, silencieusement, en file indienne, pas de cigarette, les armes ne sont plus au cran d'arrêt. A 2 kms de la voie ferrée, il nous faut abandonner nos vélos derrière un buisson, car maintenant nous allons à travers champs. La première fois, c'est vraiment impressionnant car nous sommes entre la route nationale et la ligne de chemin de fer. A chaque passage de voiture qui éclaire la campagne ou d'un train qui fait du charbon, nous nous couchons et attendons, car, dans la nuit, nos ombres prennent des dimensions fantastiques.

Voici la voie ferrée. Première difficulté : elle est protégée par un réseau de fils de fer barbelés. Le « renard » nous avait prévenus et nous avons emporté des pinces. Mais quel bruit ! Les fils sont tellement durs qu'en les sectionnant ils font un vacarme de tous les diables.

Voici enfin le rail. La première fois descendre sur le ballast, cela fait quelque chose vraiment, on se se trouve pas dans son élément, on n'est pas très à l'aise. D'autant plus que le forgeron a fait notre clef trop grande et nous ne pouvons pas travailler tout de suite. Notre premier déplacement a servi toutefois à quelque chose, nous avons repéré le terrain et nous avons vu qu'il fallait apporter du gas-oil pour dérouiller les écrous, nous avons combiné un plan de travail, et, surtout, nous avons pris confiance car, à une heure du matin, nous nous retrouvons tous à la maison sains et saufs.

Notre plan de travail le voici : vers huit heures, deux hommes partent en éclaireurs. Ils se mettent à proximité de la voie, leur rôle est de nous prévenir au cas où les boches prépareraient une embuscade, car la voie est très surveillée. Sur la voie, nous sommes divisés en trois groupes. Au centre ceux qui déboulonnent la voie, surveillés par le chef de groupe. A 150 mètres de chaque côté une équipe de deux hommes qui fait la protection ; le chef du groupe central est relié à chaque groupe de protection par une longue ficelle : en cas d'alerte la sentinelle avancée donne une secousse brusque, immédiatement les hommes

qui sont sur la voie sortent du ballast et se mettent en position de défense. Le chef du groupe donne deux coups à la sentinelle qui est de l'autre côté et qui est ainsi prévenue qu'il y a alerte derrière.

Si tout marche bien nous déboulonnons le rail à une extrémité, nous enlevons l'éclisse qui relie les deux rails et nous la coinçons entre les deux portions de rail. Cela a un double avantage : silencieux grâce au gas-oil et peu apparent. Une seule fois les gardes-voies s'en aperçurent et arrêterent le train par pétard. De plus, en ne coupant la solution de continuité que sur le rail intérieur, nous dirigeons notre déraillement car les roues de la locomotive, en sortant, sont tout de suite à un niveau plus bas, alors la locomotive bascule, se couche avec la vitesse sur le rail voisin et les deux voies sont ainsi inutilisables.

Pour notre premier déraillement, nous travaillâmes pendant une heure et quart, au vingt-cinquième nous ne restions plus que douze minutes exactement sur la voie ; nous avions vraiment pris l'habitude.

Quelques anecdotes du déraillement. — Nous avions dans notre équipe un ancien combattant de la guerre 1914-18, médaillé militaire, croix de guerre, âgé de 61 ans, mais alerte encore. Il nous servait d'agent de liaison et quand il apprit que nous préparions des déraillements il fit un boucan de tous les diables pour y venir. Je le pris avec moi pour faire une protection, mais je ne connaissais pas mon vieux « Popo » (Popo c'est son surnom). Il était légèrement sourd et par surcroît vieux fumeur et toussait continuellement. A ce déraillement nous avions oublié notre ficelle de téléphone ; nous nous mîmes au travail sur la voie ; je me mis en alerte et je dis à Popo d'aller voir ce qui se passait. Il revient deux ou trois minutes après en me disant : « Tu n'as rien vu, c'est incompréhensible, il y a un garde-cycliste qui est passé devant toi. » Etant sur le ballast je suis bien sûr que non. A cet instant j'entends tout près de moi (il fait nuit noire), j'entends siffler et chanter *Sambre-et-Meuse* ; ce sont quatre gardes-voies français heureusement car ils ont dû s'apercevoir de quelque chose pour chanter et siffler si fort. Le déraillement réussi, j'ai cherché alors l'explication du cycliste qui censément était passé devant moi. C'était une transformation du tympan de « Popo » à qui le commandant avait dit : « Préviens le docteur qu'il y a des gardes-voies qui viennent, ils ont dû s'apercevoir de quelque chose car ils sifflent pour se donner du courage. » Inutile de dire que Popo ne fut plus des déraillements. Cette anecdote est une des dernières aventures des dérailleurs. Elle est assez piquante.

Un soir nous préparâmes notre déraillement. Comme il pleuvait et que les hommes avaient froid, nous décidâmes de rentrer sans assister à la catastrophe. Malheureusement des gardes-voies français s'aperçurent de la coupure du rail, ils mirent un pétard et notre travail fut annihilé. Le lendemain le « renard » envoyé aux informations nous prévint que les boches étaient venus enquêter et étaient fous furieux, particulièrement un capitaine de S.S. qui avait dit à la ferme qui se trouvait à proximité : « Madame, terroristes plus venir ici, nous dresser demain embuscade, tous les prendre et pan... pan... » Le commandant absent, mon réflexe fut immédiatement : puisqu'ils comptent dresser une embus-

cade demain, pourquoi ne pas travailler ce soir ? C'est ce qui fut fait. Mais pour être sûr que les gardes-voies ne mettraient pas de pétard, j'envoyai le « renard » leur porter un papier ainsi conçu : « Si vous mettez des pétards ou si vous prévenez les Allemands de quelque façon que ce soit, le Commandant vous fera tous exécuter sans exception. » Le soir nous déboulonnâmes le même rail, les mêmes boulons, nous coupâmes les fils téléphoniques réparés au même endroit, le déraillement réussit et la fermière ne revit plus l'officier allemand. Deux jours après, l'officier des gardes-voies, qui était lieutenant attaché à la Gestapo, réussit à entrer en contact avec nous et nous demanda si nous lui permettions de passer dans notre camp avec tous ses hommes. Deux jours après tous les gardes-voies, officier en tête, rejoignaient le maquis avec tous leurs pistolets.

Les déraillements furent assez nombreux dans le Morbihan. On peut évaluer à 72 environ. En particulier, dans la période du 12 au 20 mai, nous reçûmes l'ordre d'arrêter tous transports par voie ferrée pendant huit jours et effectivement, pendant 12 jours, aucun train ne put passer, les locomotives étant sur le ballast à peu près tous les 30 kms.

...Nous fûmes trahis quelquefois par les Français et à ce propos voici une anecdote personnelle :

J'habitais à Tréguian et malheureusement il y eut quelques fuites qui apprirent aux gens que j'étais médecin et je fus amené, par la force des choses, à les soigner. Une personne très suspecte alerta les Allemands et une nuit ceux-ci vinrent cerner le village, tout d'abord avec cyclistes, puis ensuite avec des soldats et à 4 heures du matin des camions accompagnés d'une voiture légère arrivaient. Ils s'arrêtèrent à la première maison, réveillèrent la propriétaire, une femme de prisonnier, qui était infirme et lui dirent de se lever avec son enfant de cinq ans, lui laissant juste le temps de jeter sur ses épaules un manteau en lui demandant d'indiquer la maison de M. D... c'est-à-dire l'endroit où j'habitais. La personne essaya de se défendre en disant qu'elle ne connaissait pas exactement l'endroit. L'officier allemand lui dit : « Madame, vous êtes du pays et nous savons que vous connaissez l'endroit étant donné que vous allez chercher du beurre chez cette personne. » Il la fit monter en voiture et la brave femme le conduisit à proximité de la maison. Là, elle fit celle qui ne savait pas et, en descendant de voiture, elle cria assez fort : « mais non, mais non, monsieur, je ne sais pas quelle est exactement la maison ». Le boche lui imposa silence et lui dit qu'il fallait qu'elle parle plus doucement de façon à ne pas donner l'éveil. Elle pinça alors le bras de sa fille pour que l'enfant pousse un cri et se mette à pleurer pour nous alerter. Les voisins se réveillèrent, les Allemands demandèrent où était la maison de M. D..., la cernèrent, entrèrent avec une échelle par derrière et allèrent directement dans la chambre où j'avais l'habitude de coucher. Heureusement, depuis deux jours j'étais en éveil et j'avais fait partir le propriétaire avec tout ce qu'il avait de précieux dans la maison. La femme du propriétaire n'avait pas voulu nous suivre et était restée dans la maison avec sa fille. L'officier allemand lui demanda tout de suite : « Où sont les officiers français que vous logez ? » Elle répondit : « Je n'ai pas d'officiers français ici. » — « Si, si, Madame, nous savons que

vous avez un officier français. D'ailleurs, où est votre mari ? » — « Mon mari n'est pas ici, il est parti faire sa tournée de beurre depuis hier et il ne rentrera que demain. » — « Eh bien, dit l'officier allemand, ce doit être cela. Nous avons reçu une lettre de votre mari hier, disant qu'il avait peur de la répression allemande, qu'il cachait un officier français et qu'il préférerait le dénoncer pour éviter la fusillade pour lui et sa famille. » La personne, qui avait quitté son mari juste quelques heures avant, était donc certaine du mensonge et elle n'eut pas de peine à insister sur la non-dénonciation de son mari. Les Allemands fouillèrent partout, ne trouvèrent personne évidemment, et s'en allèrent déçus. Nous sûmes, cinq jours plus tard, quelle était la femme qui nous avaient dénoncés ; inutile de dire qu'elle fut exécutée...

Le premier contact que j'eus avec les Américains fut dans la région de Tréguian. Le matin du 4 août on vint nous prévenir qu'un groupe de 80 boches environ se baladait dans la région en incendiant les fermes ; nous décidâmes de les attaquer avec un groupe de vingt patriotes et d'une douzaine de parachutistes. Partis à la recherche des Allemands, au bout d'une heure et demie, nous entendîmes un grand bruit, nous nous camouflâmes, croyant avoir à faire à des chars allemands, mais quelle ne fut pas notre joie d'entrer en contact avec les premières autos-mitrailleuses et chars américains. Nous étions à proximité d'un très beau château, le château de Beauchenne, appartenant à M. de Charrette, descendant de l'ancien grand chef de la Révolution. Les Américains vinrent avec nous dans ce château, nous sablâmes le champagne, car il en restait encore en France. Ils visitèrent même le château et M. de Charrette, qui était le Maire du pays, demanda au capitaine américain de venir à la mairie hisser le drapeau bleu, blanc, rouge qui n'avait pas flotté depuis quatre ans. Et l'on vit ainsi un descendant de Lincoln hisser le drapeau à la mairie d'un maire portant un des plus grands noms de France. »

Cet aperçu trop rapide des premiers mois de la Résistance française, de la « lutte du peuple français pour sa libération » nous montre déjà que partout les médecins français, professeurs, praticiens, étudiants, répondirent présent. A eux nous devons d'abord rendre justice, à ceux de la première heure qui montrèrent la voie et grâce à qui les grands rassemblements de l'avenir devinrent possibles. La foi aveugle les guidait seule au début, mais une foi agissante qui rapidement fut un exemple entraînant tous les autres qui n'osaient pas encore espérer, et l'espoir n'est-il pas le plus grand des dons de Dieu ? Quelle joie pour nous de voir les médecins participer à tous les postes de combat, à la grande aventure de la libération du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest ! Et n'est-ce pas le moment de rappeler la magnifique et sanglante activité de la Faculté de Médecine de Strasbourg repliée en Auvergne ? Ils faisaient leurs, les paroles prononcées par Churchill, à la fin de 1941 . « Il n'y a pas de place dans cette guerre pour les dilettantes, les faibles, les embusqués et les poltrons. »

Ainsi les jours passent, jours de souffrance et d'espoir. Pour ceux qui se livrent au travail clandestin, ils connaissent les rendez-vous aux carrefours, aux cimetières, aux cafés, les itinéraires en zig-zag, alors qu'il serait tellement simple les jours de fatigue... mais la Gestapo veille, elle qui peut-être frappera un matin à l'aube chez cet « Arzt » qui a l'audace de la braver.

1941 : l'Allemagne attaque la Russie. Espoir et crainte mêlés, mais espoir surtout en voyant l'Allemagne, même victorieuse, s'enfoncer, s'enliser vers l'Est.

1942 : les premières attaques aériennes alliées vraiment importantes ; mais elles apportent avec elles, un accroissement de travail pour les médecins, de douleurs pour la France.

Novembre 1942 : à la fin de l'année, contre toute attente, un dimanche matin, les troupes alliées débarquent en Afrique du Nord ; l'Algérie, le Maroc libérés, tandis que la campagne de Tunisie débute victorieusement, et c'est une victoire française. Les appels du Général de Gaulle ne retentissent plus comme les seules exhortations passionnées, les seules affirmations d'un prophète : ces victoires témoignent d'une façon éclatante pour le camp de la vérité. Les Français — plus exactement beaucoup de Français — sortent de leur indifférence, de leur apathie et de leur expectative. Sans compter la déchirante lumière que le sabordage de Toulon jeta dans la plupart des consciences.

A mesure que l'occupation allemande se faisait de plus en plus lourde, devant l'attitude hostile des populations françaises qui ne « marchaient pas » malgré les encouragements officiels ; les facilités diverses — de circulation en particulier — dont jouissaient encore les médecins, devinrent de plus en plus précieuses et l'on a fait appel à eux de plus en plus. Ils ont répondu toujours plus nombreux à cet appel. Pour ne citer qu'un exemple, celui des maquis, les médecins furent souvent les agents actifs de constitution et de direction de ces maquis : leur connaissance de la Région les indiquait tout particulièrement pour ce dangereux travail et leur rôle fut capital parmi ces hommes rassemblés dans des conditions physiques et morales très dures.

Mais surtout nous assistons à la naissance d'un véritable service de santé dont le noyau se crée à l'intérieur même des divers mouvements de Résistance : Service médical de l'organisation civile et militaire (O.C.M.) de Libération, du Front National (F.N.). Le F.N. médical diffusait de son côté depuis la fin de 1942 un journal clandestin : *Le Médecin Français*, dont nous aimerions à lire un jour l'histoire, s'attachant à créer un lien vivant entre les membres résistants du corps médical, étudiant

déjà les problèmes de l'organisation future de la médecine française; tandis que, principalement en zone non occupée, le Comité National des Médecins (C.N.M.), rattaché au Front National, menait une propagande active dans les milieux médicaux et recrutait de nombreux adhérents qui formèrent une partie des futurs cadres du service de santé de la Résistance.

Dès la fin de l'année 1942, se forma, à Paris, un groupe uniquement médical composé des professeurs Pasteur-Vallery-Radot et Debré, Mme Bertrand Fontaine et le docteur Clovis Vincent. Bientôt ce premier Comité s'élargit faisant appel aux docteurs Milliez, Merle d'Aubigné et Descomps. Ce groupe avait des buts qui, à l'époque, semblaient déjà très ambitieux : assurer l'organisation médicale, tant civile que militaire, de la région parisienne.

Environ cent vingt médecins ou étudiants en médecine furent alors rassemblés par main de cinq, avec un chef qui seul connaissait le nom de ses quatre subordonnés, deux membres de ce service de santé parisien seulement se trouvant en contact avec tous les chefs de groupe.

Grâce à l'organisation civile et militaire (O.C.M.) ces différentes formations purent être réparties entre les chefs militaires d'arrondissement. Sans ressources et sans moyens de liaison, chaque responsable sanitaire d'arrondissement reçut cependant une caisse de matériel médico-chirurgical rappelant, en mieux, le panier n° 6 de l'armée.

Beaucoup des camarades d'alors n'avaient pas fait la guerre, il fallait instruire ces équipes inexpérimentées. Dans ce but un médecin prit la direction départementale de l'enseignement de la Croix-Rouge Française et, avec l'aide des instructeurs déjà dans la maison, apprit à ses jeunes « terroristes » à brancarder, à immobiliser des fractures, même avec des appareils de fortune.

Au mois d'avril 1943 s'imposa, à la demande de l'Etat-Major de l'armée secrète, la création d'un service de santé dont l'activité rayonnerait sur l'ensemble du territoire national et destiné à tous les Français résistants ou non. Un médecin qui accomplissait en zone sud un travail parallèle à l'organisation parisienne fut dépêché dans la capitale : le docteur Maurice Mayer, accoucheur des hôpitaux dont on ne rappelle pas assez l'inlassable activité. Il mit trois mois, au prix d'innombrables difficultés, à prendre le contact et c'est en juillet seulement que put être discutée et mise sur pied l'organisation provinciale. Nous dirons plus loin les effroyables difficultés rencontrées mais

comment, grâce à un seul homme d'abord, aidé ensuite de toute une cohorte de jeunes, ce projet devint une réalité vivante. Ainsi fut véritablement fondé, au mois de juillet 1943, le *Service de Santé national de la Résistance* (S.S.N.R.) sous la direction du professeur Pasteur Vallery-Radot qui groupa autour de lui Mme Bertrand Fontaine, les docteurs Merle d'Aubigné, Meyer, et Milliez.

Arrêtons-nous ici un instant et qu'on nous permette, maintenant que les masques sont tombés dans la France retrouvée, de dire publiquement notre gratitude au Professeur Vallery-Radot, connu déjà de tous comme l'un des maîtres de la pensée médicale française, célèbre désormais comme le « grand patron » de la Résistance Médicale. Il fut sans doute le premier médecin résistant de France, puisque, dès le 18 juin 1940, sa foi patriotique lui faisait rallier presque ouvertement le Général de Gaulle. C'est, en pleine Sorbonne, au mois de juillet 1940 qu'il affirmait publiquement sa certitude de la victoire finale. Cette conférence fit trembler tous ses amis : ils devaient en voir bien d'autres ! Les conversations, les cours de la Faculté et de Bichat, tout lui fut prétexte à fustiger spirituellement l'ennemi et à glorifier de façon émouvante le rôle de la France ; témoin encore son édition des « *Plus Belles Pages de Pasteur* », autre erreur monumentale de la censure allemande comme le petit recueil de poèmes d'Eluard, les *Voyageurs de l'Impérial* d'Aragon, ou *Pilote de Guerre* de Saint Exupéry. Quand on parlait de « P.V.R. » chacun avait un hochement de tête entendu : les Allemands ne pouvaient pas ne pas le savoir. Leur surveillance date de 1941, leur première visite à son domicile, de 1942. Il est absent. Revenu, il les attend de pied ferme et conserve sa liberté grâce à un interrogatoire brillant. Mais les meilleurs amis peuvent être dangereux. La presse anglo-saxonne apprend l'incident et annonce que le professeur Vallery-Radot a échappé à la Gestapo. Celle-ci revient furieuse, armée de coupures de journaux. Une défense habile écarte encore une fois les Allemands et l'accusé reste maître du terrain... avec un trophée de prix : la poignée de la serviette du policier, subtilisée durant l'interrogatoire !

Tout cela ne suffit pas à cet homme de pensée et d'action. Dès 1942 il travaille pour un service de renseignements, héberge des pilotes alliés. Lui, l'ainé, il entraîne les jeunes à l'action.

Nous avons vu la création, à la fin de 1942, de ce petit groupe parisien, noyau du service de santé clandestin ; et comment, grâce au contact avec la zone Sud, représentée par le Docteur Maurice Maver, naquit, en juillet 1943, le Service de Santé National de la Résistance.

Enfin, à la demande de la délégation civile en France du Gouvernement Provisoire, il crée le Comité Médical de la Résistance dont il devient Président. Dès ce moment, la Résistance fut toute sa vie. A partir du mois de septembre 1943 aucune autre activité ne devait lui être permise : à la suite d'une perquisition de la police dans un local du C.F.L.N. à Paris, fut saisi un câble destiné à Alger. Sur ce câble, se trouvaient les noms de trois personnalités dont le délégué général demandait l'entrée au Conseil National de la Résistance : Jolliot, Mauriac, Valléry-Radot. Recherches, perquisitions, interrogatoire de la famille, de la secrétaire, des domestiques, se succèdent en vain. Les Allemands le voient partout, arrêtent d'autres médecins en les prenant pour lui, se promènent avec sa photographie, l'appelant, on ne sait trop pourquoi « le Commandeur ». Mais comment le reconnaîtraient-ils avec sa moustache, ses favoris, ses lunettes noires, son béret basque et sa médaille des vieux serviteurs ? Avec cela, de curieux faux papiers au nom de Manet, Renoir, Royer ou Roy.

Quel dynamisme extraordinaire ! Il veille à tout, organise tout, assure les liaisons comme n'importe lequel d'entre nous. Il va jusqu'à faire le guet en compagnie de la police allemande, devant les immeubles surveillés pour empêcher ses amis de tomber dans une souricière. Le soir, au moment du couvre-feu, il rentre dans la chambre glacée de quelque rue isolée, exténué et ravi. Il a couru sans arrêt, pris ses repas sur le marbre d'un restaurant de dernière catégorie, mais il « tient » et mieux que ses jeunes collaborateurs.

Grâce à lui tout est prêt au moment de l'insurrection. On le voit partout : à la Préfecture de Police, à Bichat et surtout au Ministère de la Santé où il fut, avec brio et humour, le secrétaire général du Gouvernement Provisoire.

Et maintenant, plus jeune que jamais, sans aucune fonction officielle, après avoir été le meneur incontesté de la Résistance Médicale Française, il reste le guide idéal du Corps Médical, car il a su rester digne de lui-même et de ses ancêtres, car il a su grouper autour de lui toute la jeunesse médicale de son pays.

Le Service de Santé National de la Résistance réunissant, sur un plan strictement français et apolitique, les médecins de toute provenance, se proposait d'organiser sur le plan national les services sanitaires de la Résistance, de perfectionner ceux qui existaient, d'en créer partout de nouveaux.

Au fur et à mesure que se développait son activité, le S.S.N.R. entra en contact avec d'autres éléments médicaux qui déjà avaient tendu à travers la France un réseau plus ou moins

dense : médecins de Libération-Nord, des F.T.P., du F.N. essentiellement.

Fait capital dans l'histoire du Service de Santé, le Comité français de la Libération Nationale demanda, au mois de septembre 1943, la coordination de ces différents groupes médicaux : ainsi s'imposait la nécessité d'un Service de Santé unique et un jeune médecin, résistant de la première heure, fut envoyé en France pour établir la liaison avec le Gouvernement Provisoire.

A cette date, en dehors du service de santé national, un seul mouvement de Résistance médicale existait vraiment : *Le Front national des Médecins*. Il fut donc demandé au chef communiste, connu sous le pseudonyme de Pierre Villon, de désigner deux médecins pour représenter l'un le Front National proprement dit, l'autre le Service de Santé des Francs Tireurs et Partisans Français.

Ainsi, par l'adjonction au petit groupe du début des docteurs Descomps et Leibovici, fut créé un des premiers comités de coordination de la résistance : le *Comité médical de la Résistance* (C.M.R.) sous la présidence du professeur Pasteur Vallery-Radot et avec le concours, particulièrement actif et précieux du professeur Robert Debré, résistant de la première heure, président du Front National des Médecins et l'un des chefs indiscutés du mouvement médical clandestin. S'élargissant encore il accueillit par la suite un représentant du Comité National des Médecins : le docteur Garipuy et enfin, au mois de juin 1944, un représentant du service de santé de Libération-Nord, le docteur Plichet.

Le C.M.R. coordonna sur le plan national la lutte de tous les médecins véritablement unis et, sous son impulsion, l'œuvre entreprise modestement vit s'ouvrir devant elle des perspectives inespérées. La province fut largement prospectée, partout des médecins furent recrutés.

Ainsi peut-on mesurer le chemin parcouru depuis le mois de juin 1940 grâce essentiellement à la foi des médecins français dont la chair et l'esprit jamais ne purent admettre la disparition de la France, et qui luttèrent isolément d'abord, puis tous ensemble sous l'impulsion du Comité Médical de la Résistance.

Dans l'affreuse nuit de la France, un espoir de plus en plus précis illuminait ce sombre tunnel où nous rampions. Peut-être est-ce de cela surtout qu'il faut rendre grâce au C.M.R., cette possibilité *d'agir* en commun qui fut donnée aux médecins de France. Car, dès lors que nous agissions, nous n'étions plus les masses de l'exode, ces populations abandonnées à leur vainqueur.

Nous pouvions à peine parler, nous ne pouvions pas encore écrire, mais mieux : nous pouvions agir. L'action, l'action patiente et continue nous rachetait aux yeux du monde, à nos yeux, ce qui me semble plus précieux encore. Et je prends à témoins tous nos camarades de la lutte clandestine pour affirmer que ces souvenirs-là resteront comme nos biens les plus purs. Secourir au milieu du désordre universel, soulager alors que d'autres torturaient, être présents à tous les postes de combat, telle fut l'ambition du corps médical français, effaçant les hontes éprouvées par lui comme par les autres en l'an 40. Contribuer à rendre, pour notre part, à la France sa place dans le monde, tel fut en définitive le but de la Résistance Médicale française.

ORGANISATION GÉNÉRALE
DU SERVICE DE SANTÉ
DE LA RÉSISTANCE

Nous voudrions montrer, dans cette seconde partie de notre étude, comment fut tendu le réseau médical clandestin, sa structure, ses moyens d'action et ses buts. Quelques exemples choisis parmi les plus significatifs permettront de se faire une idée d'ensemble du travail du S.S.R. dont la plupart ne mesurent pas encore toute la portée.

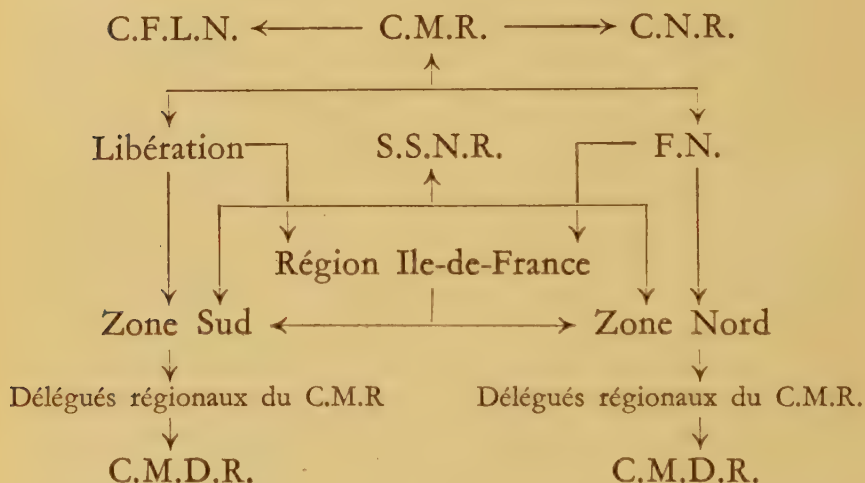
...Mais je ne veux pas aller plus loin sans vous dire un mot de certain... « géant blond » qui se nommait Olivier... ou si vous préférez : Milliez. Il n'accepterait pas un long dithyrambe qui s'accorderait aussi mal que possible avec sa simplicité et son ironie. Mais nous savons bien son inlassable activité, son travail épuisant et que, sans lui comme sans son maître, sans sa foi, rien n'eût été possible. On le vit partout, recrutant, entraînant, organisant, récupérant, distribuant un matériel considérable; dirigeant le plan d'ensemble en liaison avec l'Etat-Major F.F.I. et le Gouvernement d'Alger; s'occupant d'une foule de détails. Nous n'insisterons pas, mais l'image d'Olivier restera pour tous indissolublement liée aux dangers et aux victoires de la Résistance.

L'organisation générale à partir du Comité Médical de la Résistance, se divise en deux parties bien distinctes : la région parisienne, la province. Nous reviendrons sur l'organisation de la région parisienne ou, pour mieux dire, de la région Ile de France.

En province, à la tête de chaque département, un Directeur Départemental du Service de Santé, entouré d'un noyau de médecins éprouvés, représentait l'autorité sanitaire. Ainsi furent créés, à peu près partout, les *Comités médicaux départementaux de la Résistance* (C.M.D.R.) dont l'autorité était reconnue par les circulaires de la Délégation du Gouvernement Provisoire en

France. Rappelons que le docteur Leibovici joua un rôle capital dans l'élaboration théorique de cette formule du « C.M.D.R. ». Lorsque, pour une raison quelconque, la formation d'un tel Comité s'avéra impossible, un médecin approuvé par la Résistance assumait la direction sanitaire du département.

Au-dessus du responsable départemental un délégué régional (chaque région correspondant à peu de chose près aux régions militaires) était chargé de la coordination du travail médical clandestin, se tenant en rapports aussi fréquents que possible avec le délégué zone Nord ou zone Sud du C.M.R. Voici un tableau qui rendra mieux compte qu'un long discours, du schéma réalisé :



A l'intérieur même de chaque département, le Comité départemental désignait les responsables des divers secteurs et sous-secteurs, ceux-ci calqués autant que possible sur le découpage militaire du Département. A leur tour les chefs de secteurs et sous-secteurs désignaient les responsables des villes ou localités situées sur leur territoire.

« Désigner » voilà à la réalité un bien mauvais mot. Souvent le processus se fit en sens inverse. Des médecins locaux, résistants peut-être de longue date, ne furent pas « contactés » par le délégué dont ils apprirent fortuitement l'existence : ce sont eux qui vinrent mettre à sa disposition des organisations sanitaires souvent parfaites.

Car — heureusement sans doute pour la Résistance —

deux résistants convaincus pouvaient se croiser sans se connaître, cela même dans les petites villes ou dans la même maison. Ainsi en Seine-et-Oise, où le médecin-chef d'un hôpital assurait les fonctions de chirurgien F.F.I. de secteur alors que deux collègues, affiliés à un groupe de résistance, le considéraient comme « jaune ». Heureusement la liaison fut établie à temps sinon la résistance locale eut sans doute kidnappé notre chirurgien pour le « contraindre » à opérer les blessés clandestins.

En décembre 1944, une telle organisation semble facile à réaliser. Il y a seulement quelques mois, en pleine période clandestine, il n'en était rien. On ne pouvait aller que lentement et prudemment d'une personne à l'autre. Un seul nom au départ, cette première visite en entraînant une autre, celle-ci une troisième et ainsi de suite jusqu'à ce que tout un département, toute une région fussent prospectés après de nombreux détours et de nombreux méandres. Il ne suffit pas de partir en tournée sachant exactement où l'on va, avec comme nous disions « un point de chute » bien déterminé, il faut encore savoir comment partir. Bien que médecins, seuls de rares privilégiés furent motorisés et connurent le danger des barrages allemands. D'ailleurs l'approche d'une voiture dans un département comme la Nièvre, faisait sensation : les femmes se précipitaient à l'intérieur des maisons, entraînant les enfants qui jouaient avec leurs mitraillettes de bois, tandis que les hommes sortaient prudemment la tête de l'atelier ou du bistrot pour voir passer « la Résistance ». Voiture devenait synonyme de Résistance, de Maquis : cela manquait par trop de discrétion. Soit dit en passant, on voit l'énorme avantage dont jouissait le médecin *local* car sa présence, même en voiture, n'étonnait nulle part. Mais alors se posait la question de l'essence ! Odieux problème, et il ne suffisait pas — oh de très loin pas — d'être résistant pour l'avoir résolu. Le train, certes, permit des déplacements à longue distance, réservant de charmantes surprises alors que toute modification d'horaire entraînait dans les rendez-vous clandestins de désastreux contre-temps. Aussi avons-nous adopté le principe du « rendez-vous de rattrapage » fixé en cas d'absence au lendemain, au même endroit, à la même heure. En définitive, toute cette époque vit le triomphe de la bicyclette, instrument discret et passe-partout. La bicyclette fut vraiment, pendant ces quatre années, l'instrument de travail fidèle de la Résistance. Nul besoin de faux papiers, de laissez-passer, de carburant. On se souviendra que les Allemands n'aimaient guère les cyclistes : contraventions, barrages de toutes sortes, fouilles minutieuses des paquets, sens interdits aux cyclistes, obligation

de descendre la nuit en passant devant les hôtels occupés. De même à la campagne, ils se livraient à des interrogatoires soupçonneux à l'examen attentif des papiers de tel ou telle cycliste qui filait vers les petites routes de l'intérieur.

Ainsi vivions-nous avec de fausses identités, hébergés chez des amis sûrs, cachant chez d'autres les documents — ces documents détestables mais fatalement nécessaires — n'utilisant pour téléphoner que la cabine des cafés, des gares, des postes ou du métro. Tout au long de la journée, des rendez-vous où l'on attendait, assis sur le banc de quelque square plongé dans la lecture du journal, tout en surveillant attentivement du coin de l'œil ce Monsieur un peu chauve dont la tête ne nous revenait décidément pas et qui s'incrustait en face de vous. Ou bien à l'angle d'une rue, quel temps infini fallait-il mettre à gonfler ce pneu, remonter cette chaîne qui sautait toujours, en espérant le camarade qui n'arrivait pas ! Ne croyez pas ces précautions enfantines, car la Gestapo surveillait étroitement certains lieux publics et les gens qui s'y rencontraient. C'est pourquoi des centres animés comme la Bourse du Commerce, se prêtaient admirablement à notre genre d'entretien... Savoir attendre ! Impossible même de se fâcher, car ne serait-on pas soi-même en retard la prochaine fois ? Cependant, comme de défaite en défaite l'Angleterre allait vers la victoire, de rendez-vous manqué en rendez-vous manqué nous allions vers le succès de notre vaste entreprise. Qu'importe s'il n'y avait pas eu aussi ceux qui ne revenaient pas. Ceux qui, le lendemain et le surlendemain, ne venaient pas au rendez-vous. Quels que soient le courage et l'endurance du camarade arrêté, les tortures de la Gestapo furent telles que jamais on ne pouvait être assuré de son silence. Ecoutez plutôt le récit d'un médecin français qui approcha l'un de ces martyrs :

« Après la bastonnade *habituelle* sur la tête, les lombes et les fesses, répétée plusieurs jours de suite, ayant entraîné la constitution de deux énormes hématomes des régions fessières et de nombreuses plaies suppurantes, ce blessé subit la baignoire, l'extinction des cigarettes allumées sur les cuisses et une électrode placée sur la tête, l'autre dans le rectum. Comme les aveux ne venaient toujours pas, le malheureux fut placé en position genu-pectorale et ses bourreaux pratiquèrent, à l'aide de ciseaux, une véritable dissection de l'anus qu'ils sectionnèrent en étoile. Il fut jeté dans un cachot et laissé, sans soin, jusqu'à son arrivée à Drancy, dix jours plus tard. Il était alors porteur d'hématomes étendus, les plaies de ses brûlures profondes étaient suppurantes, une néphrite oedémateuse hypertensive, une anémie profonde complétant la scène. Quelques jours plus tard il était déporté. »

L'arrestation d'un seul camarade mettait en danger tout

un réseau. D'où une nouvelle difficulté dans l'organisation, chacun devant connaître le moins possible de collègues. Mais lesquels mettre en rapport et comment ? Voici ce que dit Milliez à ce propos :

« La création d'un important service de liaison se heurta à de nombreux obstacles. Nous établîmes des liaisons à cloisons étanches, chaque service ignorant le voisin. Dans chaque compartiment, chaque poste comportait deux titulaires, de façon que l'arrestation éventuelle de l'un d'eux ne supprimât pas notre activité. Dans Paris, chaque liaison employait au moins deux agents transmetteurs : celui qui allait chercher le pli et celui qui nous le remettait. Ils ne se connaissaient pas l'un et l'autre sous leur véritable identité. Nous nous rencontrions au coin des rues, au fond des églises et des squares. Un grand nombre de nos filles et garçons ne savaient même pas pour quelle organisation ils travaillaient ; grâce à leur discipline, nous n'avons eu que peu d'arrestations à déplorer ; et celles-ci n'ont jamais entraîné de catastrophes. Nos liaisons provinciales comportaient à partir de ce moment une même double organisation : deux de nos amis portaient par le même train mais dans deux wagons différents, l'un portait les documents et l'argent mais ne savait rien, l'autre ne portait rien mais savait tout. »

Deux médecins très proches ne pouvaient pourtant s'ignorer sans de graves inconvénients. D'autre part, les chirurgiens de secteur devaient forcément connaître la distribution des blocs opératoires et des asiles clandestins. Les responsables militaires devaient forcément connaître les médecins auxquels ils pouvaient faire appel. Comment prétendre en effet, que dans cette guerre de coups de mains (underground work comme disent nos amis), le service de santé soit chaque fois alerté avant une opération ? Le système ne pouvait pas ressembler, même de loin, au Service de Santé de l'armée. Autant de problèmes où l'on oscille entre l'excès de prudence — si bien que personne n'arrive plus à se retrouver — et le travail à visage découvert entraînant un risque, peut être mortel pour de nombreux camarades. Avouons-le, tôt ou tard, trop de gens se connurent. Mais il fallait tout de même que quelqu'un sût votre véritable adresse : sans cela, en cas d'urgence, on assistait à une course tragi-comique de « boîte aux lettres » en boîtes aux lettres pour ne se joindre enfin qu'au bout de plusieurs jours.

Encore n'aurais-je pas rendu exactement l'atmosphère hasardeuse et variée du travail clandestin, si le lecteur s'imagina des gens affairés en proie à une perpétuelle inquiétude, guettant chaque mouvement, chaque coup de sonnette, se cachant pour sortir derrière de lourdes lunettes noires.

Tout au contraire, la situation irrégulière devenait rapide-

ment la seule normale (oserais-je avouer pour certains de nous préférée !) les faux papiers, aussi confortables que les vrais, les rendez-vous avec de grands suspects aussi banaux qu'une Réunion de l'Académie de Médecine. Bien sûr nous savions ce qui nous menaçait, mais la rue des Saussaies paraissait loin... jusqu'au jour où... c'est que, pendant ces années étouffantes, seule l'action permettait de respirer librement.

Certes, la critique semble aisée, la perfection, surtout clandestine, n'étant pas de ce monde : mais, à travers tous les pièges, toutes les difficultés extérieures et intérieures, s'organisa d'une façon qu'il est permis de considérer comme remarquable, le Service de Santé de la Résistance. Après en avoir donné un bref schéma, nous voudrions étudier maintenant, du haut en bas de la pyramide, l'organisation qui naquit de ce passionnant travail, mené à bien sous le nez des Allemands malgré tous les sourires tentateurs, malgré toutes les menaces, malgré toutes les sinistres affiches rouges bordées de noir, dans l'esprit de camaraderie le plus tonique qu'il se puisse imaginer.

L'ORGANISME SUPREME : LE C.M.R.

A la conférence nationale du C.M.R., tenue les 13 et 14 novembre 1944, au Ministère de la Santé, sous la présidence du Professeur Valléry-Radot, celui-ci disait : « Je souhaite la bienvenue à tous nos délégués régionaux. De toutes les provinces de France, ils ont répondu à notre appel. C'est une grande joie pour nous de les voir ici. Si longtemps nous avons travaillé ensemble et lutté pour la même cause, bien souvent sans nous connaître... Mes chers amis, nous pouvons être satisfaits de ce que nous avons accompli depuis que nous avons décidé de nous grouper afin de venir en aide à la patrie. Pour juger de notre action, il suffit de se demander quel serait aujourd'hui le niveau moral de la médecine française, si nous n'avions pas pris part au mouvement de la Résistance qui a dressé le pays contre l'envahisseur. Durant ces années d'oppression, le devoir était de lutter, par tous les moyens, contre les Allemands et le pseudo gouvernement de Vichy : c'est ce que nous avons fait, »

Quel fut donc le rôle et l'action de ce Comité ? Le C.M.R. peut se définir comme un organisme rassemblant tous les mouvements médicaux et toutes les organisations sanitaires de la Résistance, ayant essentiellement un *Rôle directeur et coordinateur*. « Il a pour mission principale de diriger le service de santé

de la Résistance (S.S.R.), Fédération au sein du C.M.R. des organisations sanitaires de la Résistance. Il coordonne la répartition du personnel médical ; du travail sanitaire et des fonds dont il dispose, d'après les besoins qui lui sont signalés et les demandes qui lui sont transmises par les responsables sanitaires ; il provoque la création et aide au développement d'organisations de traitement. Le C.M.R. procède aux nominations dans le cadre du Service de Santé des F.F.I. et contrôle ce service au point de vue administratif et technique en accord avec les autorités militaires et civils. « L'ensemble des tâches dévolues au C.M.R. peut se classer sous les rubriques suivantes :

— RÉSISTANCE CLANDESTINE :

Soins et secours à donner aux militants, maquis F.F.I. et F.T.P.

En un mot à tous les illégaux.

— INSURRECTION :

Assurer le service de santé des F.F.I.;

- les services de la Défense Passive (en particulier dans l'éventualité de bombardements ou de destructions massives) ;
- le fonctionnement de la Croix-Rouge ;
- l'envoi d'équipes chirurgicales mobiles.

— EQUIPEMENT SANITAIRE :

Dépistage des dépôts de médicaments existants.

Formation de stocks clandestins.

Ravitaillement du Service de Santé.

— PROPAGANDE :

Par le journal;

— la radio;

- les mots d'ordre diffusés aux médecins, aux Sociétés savantes (rappelons ici que le Professeur Charles Richet a été déporté pour avoir courageusement dénoncé à la Tribune de l'Académie de Médecine les graves conséquences, tant au point de vue de l'hygiène publique que de la santé, des restrictions imposées par l'occupant).

— SANTÉ PUBLIQUE :

Problèmes de l'hygiène publique;

— de l'alimentation;

— du travail;

— des fléaux sociaux.

Préservation des enfants : tuberculose, syphilis, épidémies.

— BUDGET :

Répartition des crédits sur tout le territoire national.

De ce bref tableau il ressort déjà que, dès sa création, le C.M.R. avait envisagé les trois phases de son action : pendant la période clandestine, pendant l'insurrection, au moment et après la libération. Les deux premières nous intéressent à peu près exclusivement ici.

Laissons maintenant la parole au Président du C.M.R. qui, dans un article publié peu après la Libération, résume ainsi son activité :

« Le Service de Santé clandestin prit une grande ampleur. Dans toute la France furent désignés des représentants régionaux du C.M.R. et formés des Comités régionaux ou départementaux. Le but de ces Comités était de recruter des médecins susceptibles de donner leurs soins aux blessés de la Résistance et d'agir, en toute circonstance, contre les autorités allemandes et le gouvernement de Vichy. Partout où ce fut possible, les C.M.D. furent mis en contact avec les autorités civiles et militaires de la Résistance. Le C.M.R. fournit à ces Comités le matériel et les subsides nécessaires pour qu'ils puissent accomplir leur œuvre patriotique. En certains cas le C.M.R. alla même jusqu'à se substituer aux autorités vichysoises pour aider la population civile des régions sinistrées... Il s'appliqua à noyauter les services de la Croix-Rouge, du Secours National, de la Défense Passive, de l'Assistance Publique. D'incessantes liaisons entre les membres du C.M.R. et les autres organismes de la Résistance furent établies. D'autre part, le C.M.R. fit exécuter d'innombrables déplacements par les médecins résistants, chargés de faire du recrutement ou de coordonner les efforts : la France fut sillonnée de ces agents clandestins. Ainsi, au moment de l'insurrection nationale, les patriotes purent-ils trouver des soins soit auprès des médecins locaux, soit auprès des médecins ou étudiants qui avaient tout abandonné pour suivre les F.F.I. Déjà depuis les mois, beaucoup des nôtres soignaient les gars du maquis et souvent se battaient à leurs côtés. Dès le début de juin, des équipes d'étudiants, faisant partie de la Résistance, s'étaient installées dans les villes de l'arrière-front pour soigner les blessés civils et militaires. Des équipes chirurgicales, avec un matériel fourni par le C.M.R. s'étaient jointes à ces premières équipes et s'étaient rendues dans les régions particulièrement vulnérables ou démunies de chirurgiens. Pen-

dant les journées d'août, le C.M.D. de la Seine, émanation du C.M.R., eut la satisfaction de voir fonctionner, d'une façon remarquable, le dispositif, qu'avec grand soin, il avait préparé depuis plusieurs mois : le jour où Paris se souleva, nous étions prêts.

A la demande du Gouvernement provisoire, le C.M.R. fut chargé de prendre possession du Ministère de la Santé Publique pendant la période insurrectionnelle et d'assurer l'intérim jusqu'à la constitution du Gouvernement Provisoire du Général de Gaulle.

Cette organisation du C.M.R. à laquelle concourent les différents services de santé de la Résistance, ne put mener sa tâche à bien que grâce à la bonne volonté de tous et à l'esprit d'entente qui anime ses membres. Un seul but les guide, et les a guidés quelle que soit leur tendance : la libération de la France.

Certes le C.M.R. n'a pas la prétention d'avoir groupé tous les médecins patriotes. On ne saurait passer sous silence ces innombrables médecins de France qui, chacun dans sa sphère, travaillaient d'une façon très efficace contre l'oppresseur. On ne saurait oublier enfin l'action magnifique des médecins des forces françaises de l'extérieur auxquels la nation doit une grande reconnaissance.

Le C.M.R. n'a pas terminé son œuvre. Il convie tous les médecins français à continuer son action contre l'Allemagne tant qu'il restera un Allemand sur le sol de la Patrie. Cette union, réalisée sous l'oppression, ne devra pas cesser avec la libération. Comme l'a dit notre chef à tous, le Général de Gaulle : « la France a besoin de tous ses fils ».

Ce sur quoi je voudrais insister, c'est que le C.M.R. ne fut pas, comme certains auraient tendance à le croire, un simple Comité parisien se préoccupant uniquement ou même avant tout de la création d'une organisation de soins et de camouflage destinée aux résistants de la région parisienne. Certes le travail fut facilité dans cette région par la fréquence des contacts et des liaisons. Mais jamais, bien au contraire, on ne négligea la province et ceci, grâce aux deux délégations, zone Nord et zone Sud, aux deux délégués dont l'activité permit à une organisation effective de se développer dans toute la France. Dans les deux zones, mais surtout en zone Sud où il prit une grande extension, le Comité national des médecins (C.N.M.) aida grandement à la réalisation de ce travail, en mettant à la disposition du C.M.R. zone Sud ses médecins recrutés en vue du service de santé des F.F.I., son dispositif de soins médico-chirurgicaux, ses responsables régionaux et départementaux. Le secrétaire du C.N.M., qui était un des deux délégués du C.M.R. pour la zone Sud, assura automatiquement la liaison avec ce dernier. Rappelons que le C.N.M. fut essentiellement un organe de propagande et de recrutement et, comme tel, assura la diffusion du journal médical clandestin du Front National : *Le Médecin Français*. Là aussi — et les nombreux confrères qui reçurent le journal le

savent bien — n'étaient pas seuls envisagés les problèmes de la lutte contre l'occupant mais tout ce qui intéressait la santé publique et au-delà même de ces questions d'actualité, l'organisation future de la profession médicale — et les vastes débats sur ce sujet sont encore, à l'heure actuelle, bien loin d'être terminés.

N'oublions pas, en effet, que le C.M.R. avait pour mission — expressément définie par le Comité français de la Libération Nationale — non seulement le service de santé des résistants de tout bord, mais la charge de la santé de l'ensemble des Français si gravement menacée par le régime que l'ennemi imposa de plus en plus durement à la France pendant ces quatre longues années, ces quatre années d'esclavage horriblement consenti, voire prôné par certains et que d'aucuns auraient trop vite tendance à oublier. Mais, nous dira-t-on, il y avait tout de même, organisation « de fait » ou non, la Santé Publique dirigée par Vichy. Ecoutez plutôt :

« En mars 1944, la France épuisait ses derniers médicaments, ses dernières boîtes de matériel sanitaire. Des malades mouraient parce qu'on ne pouvait leur appliquer le traitement convenable. Des interventions chirurgicales ne pouvaient être faites faute de compresses, faute d'instruments. En mars 1944, existaient encore en zone Sud, des stocks fort importants de matériel sanitaire camouflés, détenus à peu près partout par les autorités civiles de la Santé Publique ou par les autorités militaires... Ces stocks, dont le pays avait un besoin vital, ce matériel, ces médicaments qui eussent empêché des morts de Français, furent livrés aux Allemands, ceci à une époque où les Allemands ne les demandaient plus, par une servile trahison des directeurs civils et militaires vichyssois de la Santé. » Voici à ce sujet une note de la délégation Z. S. du C.M.R. en date du 25 avril 1944 : « Il existait jusqu'en mars 1944 dans la plupart des régions de zone Sud, des stocks encore fort importants de matériel sanitaire, camouflés, détenus à peu près partout par les autorités militaires. C'est le cas en particulier dans les régions de Clermont-Ferrand, Toulouse, Limoges, Lyon et Marseille. Or des incidents navrants se sont produits à la suite de l'intervention du Directeur régional de la Santé Publique de Clermont-Ferrand. Celui-ci a posé au Préfet Régional la question de savoir ce qu'il devait faire des stocks camouflés existant dans sa région. Le Préfet Régional a immédiatement, sans autre information, transmis cette note aux autorités allemandes : celles-ci ont immédiatement alerté Vichy ; la question a été évoquée à un Conseil des Ministres, et réglée, comme on pouvait le supposer, par l'ordre de livraison immédiate aux autorités occupantes. Certains inspecteurs régionaux ou inspecteurs d'hygiène recevant l'ordre de livraison ont encore essayé de parer le coup : ainsi, à Toulouse, le directeur régional avait réussi à faire passer les stocks à la Croix Rouge ; cette manœuvre a échoué après l'intervention du médecin général B... qui s'est formellement opposé à s'y prêter.

De même dans l'Ain, à Bourg, existait un stock considérable qui avait été constitué par le Colonel Thierry ; l'Inspecteur départemental a voulu tout sauver en dernière heure ; il s'est heurté à une interdiction absolue du médecin général, directeur régional de l'hygiène et de la santé publique de la région de Lyon et du Colonel directeur du Service de Santé de l'Armée à Bourg ».

Nous n'insisterons pas davantage : ces deux extraits sont suffisamment éloquentes (un exemple pourtant entre bien d'autres) pour convaincre, me semble-t-il, ceux qui pourraient en douter encore, de l'impossibilité absolue et organique pour Vichy de prendre une décision utile à la France.

Dans le vaste domaine de la Santé publique, le C.M.R. devait, par conséquent, suppléer ou se substituer aux rouages officiels, devenant une sorte de Ministère de la Santé avant la lettre. Nous nous permettons d'insister quelque peu sur cette partie du travail clandestin car elle paraît, je crois, à beaucoup inattendue et reste même ignorée, éclipsée par l'organisation du Service de Santé militaire que l'on a généralement uniquement en vue.

Il fallait d'abord dénoncer le danger que faisaient courir à la population françaises les restrictions de l'ennemi, opposer à la propagande idyllique de l'Europe Nouvelle une contre propagande énergique et efficace. Hélas ! celle-ci n'avait pas besoin de chercher longtemps, ni de grossir les faits précis que tout médecin pouvait certifier exacts. Dénoncer le danger, mettre en garde le pays par l'intermédiaire des journaux médicaux autorisés, des Sociétés Savantes et tout spécialement par la voie de l'Académie de Médecine. Le pesant esprit des censeurs allemands ne soupçonna le plus souvent même pas le piège ; nous avons vu cependant que certains payaient de leur liberté cette propagande « officielle », le professeur Charles Richet, pour ne citer que le plus célèbre. Mais bien d'autres choses avaient besoin d'être dites, les plus graves. A cet effet le C.M.R. propagea de nombreux tracts, tandis que des articles documentés paraissaient dans *Le Médecin Français*. Cela encore ne suffit pas alors, par l'intermédiaire de la B.B.C., le C.M.R. s'adressa à tous les Français. Voici le texte d'un de ces appels que vous avez peut-être écouté, fenêtres fermées, un des soirs pesants de l'occupation :

« Le Comité médical de la Résistance ne se contente pas de lutter contre l'oppression nazie et pour la libération de la Patrie, mais, dès maintenant, s'efforce par tous les moyens qui sont en son pouvoir, d'aider la population civile de la France dont on ne dira jamais assez les souffrances stoïquement supportées. Pensant que la Résistance

doit le plus promptement possible prendre la place du Gouvernement de Vichy aussi incapable que vil, le Comité Médical de la Résistance s'est soucié du ravitaillement, des soins aux civils blessés ou malades ; par sa propagande, par ses mots d'ordre, ses distributions d'objets de pansements et de médicaments réalisés malgré la clandestinité de son action, ses démarches auprès des Conseils de l'Ordre des Médecins et des administrations il a déjà réalisé une œuvre importante. Il demande maintenant à la B.B.C. de diffuser ses conseils. Que les Français fidèles à la radio de Londres entendent les mots d'ordre du porte-parole du C.M.R. Aujourd'hui voici les indications que nous voudrions donner le plus rapidement possible aux habitants de Paris et des grandes villes.

Une épidémie de fièvre typhoïde a éclaté dans différents quartiers de Paris. Par suite des mauvaises conditions d'hygiène et de la destruction des conduites d'eau, des filtres, cette épidémie risque de s'étendre ; d'autres villes peuvent être menacées du même fléau.

Il sera difficile aux municipalités d'organiser la désinfection de l'eau potable. Les particuliers doivent donc se prémunir d'antiseptiques pour réaliser eux-mêmes cette désinfection. On la pratique en ajoutant à un litre d'eau :

- soit une goutte d'eau de javel du commerce (attendre une demi-heure après avoir bien agité) ;
- soit trois gouttes de teinture d'iode (attendre une demi-heure après avoir agité) ;
soit dix gouttes d'une solution à 1/100^e de permanganate de potasse (agiter, attendre deux heures : pour faire disparaître le goût ajouter, si possible, une cuillerée de vin blanc ou de cidre).

L'eau ainsi désinfectée peut se conserver plusieurs jours. Pour obtenir une désinfection des aliments crus qui ont poussé au contact de la terre (radis, fraises, salades) les tremper une demi-heure dans la solution sus-indiquée de permanganate, puis les laver à l'eau bouillie ou stérilisée.

Mais on risque de manquer d'antiseptiques. Il est donc urgent d'organiser en grand la vaccination contre la typhoïde. »

Voici l'appel qui fut lancé à Paris pour inaugurer cette campagne sanitaire :

« Habitants de la région parisienne et des grandes villes, vaccinez-vous contre la fièvre typhoïde et faites vacciner vos enfants. Ne vous contentez pas de vaccins pris par la bouche, ils sont inefficaces. Il faut injecter le vaccin par piqûres sous la peau et pratiquer trois injections absolument. Il faut après chaque injection se reposer une heure et se nourrir légèrement. Il faut vacciner contre la fièvre typhoïde à partir de cinq ans et jusqu'à 45 ans. Ceux qui ont été vaccinés quatre ans auparavant, enfants et adultes, doivent être revaccinés. Parisiens, habitants des grandes villes, si vous avez de la peine à faire pratiquer ces vaccinations vous-mêmes, demandez aux mairies d'organiser des séances de vaccinations. »

Puisque ce sont des civils qu'il faut protéger, comment agir ouvertement, car la police veille? Comme toujours en matière de résistance, diverses méthodes suivant les périodes et suivant les régions : la tactique la plus habile et la plus souvent employée fut la création par le C.M.R. de différentes organisations para-médicales, ces formations étant ensuite consacrées et même félicitées par Vichy, tels les fameux groupes médicaux de secours (G.M.S.) sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir.

Dans les préfectures mêmes de la zone Nord, le C.M.R. envoya des milliers d'ampoules de sérum-anti-tétanique, de pansements individuels, des kilogs de sulfamides. Enfin, comme exemple de cette œuvre de protection de la Santé Publique, citons une note du C.M.R. diffusée au plus fort des bombardements de l'année 1944 :

« Le C.M.R. a étudié le problème de l'eau et a pris les mesures d'urgence qui lui ont paru indispensables :

PARIS : a) Le C.M.R. et le C.M.D. de la Seine se sont mis en rapport avec le Commandant régional et départemental des F.F.I. pour la préparation de toutes mesures nécessaires à la protection des pompes, bassins, conduites ;

b) Le C.M.R., après étude technique, choisit le permanganate de potasse comme désinfectant. Le C.M.R. s'est procuré un stock très abondant de ce produit (500 kgs) ;

c) La distribution de ce produit aux pharmaciens responsables des secteurs de la région parisienne a commencé avec des indications sur le mode de distribution d'une solution toute prête à la population ;

d) des indications sur les dangers de l'eau souillée et les mesures à prendre ont été fournies à la B.B.C. pour diffusion ;

e) une campagne pour la vaccination contre la fièvre typhoïde a été entamée (tracts diffusés par l'U.F.F. ; exposés faits à la radio de Brazzaville).

PROVINCE : Des provisions de permanganate ont été livrées aux Comités médicaux départementaux avec indication sur le mode d'emploi. Dans le cas de souillure de l'eau potable la désinfection pourra être assurée immédiatement grâce au dispositif mis en place.

Au bas de cette note, on pouvait lire les instructions techniques suivantes : « A la suite d'une réunion, sous la direction de M. Flaubert, d'un pharmacien et du responsable du matériel, il a été décidé ce qui suit pour la distribution du permanganate de potasse :

1° La moitié de notre stock va être distribuée dans les différents secteurs de la Seine. La quantité, entreposée dans chaque secteur, sera proportionnelle à la densité de la population ;

2° Les pharmaciens résistants seront les dépositaires de ce produit et se chargeront, lorsqu'on leur en donnera la consigne, de le distribuer à tous les pharmaciens de leur zone d'influence ;

3° Le permanganate, ayant été distribué à tous les pharmaciens, ceux-ci devront en faire une solution mère à 50 gr. pour mille ;

4° La population sera prévenue qu'elle doit aller chez le pharmacien de son îlot avec des récipients remplis d'eau à désinfecter ;

5° Le pharmacien ou son préparateur mettra, dans l'eau qu'on lui apportera, deux gouttes par litre de la solution mère à 50 gr. pour mille ;

6° Dans les localités où la densité des pharmaciens s'avèrera insuffisante, le pharmacien du secteur fera distribuer le permanganate par des personnes de bonne volonté qu'il choisira de préférence dans le personnel infirmier ou enseignant. »

Ces quelques exemples auront montré que le Comité médical de la résistance se préoccupait de la santé de tous les Français de façon efficace et sans nulle exclusive ou équivoque. Cela est naturel me dira-t-on. Bien sûr, mais cela devait aussi être dit.

La fonction essentielle, la raison d'être même du C.M.R. demeure la direction et la coordination du service de santé clandestin. Dans ce but il désigna aussitôt deux délégués : l'un pour la zone Nord, l'autre pour la zone Sud qui rendaient compte de l'activité dans les deux moitiés de la France aux réunions hebdomadaires du Comité. Encore une fois ceci semble simple, facile : la réalité fut tout autre. Si le problème demeurerait, en effet, relativement aisé en zone Nord, puisque le C.M.R. siégeait à Paris, la liaison avec la zone Sud — c'est-à-dire Lyon — posa toujours en ces temps de voyages rocambolesques, des problèmes compliqués. Et Dieu sait si la Gestapo n'aimait pas les grands voyageurs, sans doute avec raison. Aussi faut-il adresser un salut reconnaissant aux « itinérants » (excusez ce néologisme issu de la clandestinité) qui, à bicyclette, comprimés dans les couloirs ou les soufflets des trains imprévus, assurèrent au mépris de leur sécurité et de leur fatigue les contacts indispensables sans lesquels l'œuvre du C.M.R. fut restée lettre morte.

Cela ne suffisait encore pas, car l'ampleur du programme soumis au C.M.R. exigeait un contact permanent avec le C.F.L.N. d'Alger. Assurer au mieux ces relations, tel fut le but de la note suivante adressée par la direction nationale du service de santé au chef des services sanitaires du C.F.L.N.

« Nous avons adressé par un courrier précédent au médecin général S... un memorandum précisant dans quelles conditions s'est constituée la direction nationale du service de santé de la résistance ainsi que tous les organismes qui sont sous son contrôle. Nous avons exposé dans cette note les trois objets essentiels de notre activité, à avoir :

1° Actuellement la coordination de tous les efforts réalisés par la résistance dans le domaine sanitaire et le traitement dans des condi-

tions de sécurité des membres de la Résistance blessés en action ou atteints d'affections de toutes natures dans le maquis ;

2° L'organisation, pour le jour « J » et jusqu'à la libération, d'un service de santé destiné à porter secours aux membres de l'A.S. et à la population civile ;

3° L'élaboration d'un dispositif sanitaire précis et complet destiné à être mis en place au moment même du départ des troupes allemandes. Les concours que nous avons obtenus pour l'organisation de nos services nous permettent d'affirmer que nous avons réuni les représentants les plus éminents de la médecine française, tant par leur valeur technique que pour leur courage et leur élévation morale.

Il nous semble essentiel que des rapports soient établis dans un délai aussi réduit que possible avec l'organisme sanitaire du C.F.L.N. à Alger. Nous désirons connaître dans quelle mesure ce service sanitaire du C.F.L.N. est susceptible de contribuer à l'organisation sanitaire constituée par la résistance de la métropole. Si cela est nécessaire nous pouvons envisager l'envoi auprès du C.F.L.N. d'un émissaire qui pourra discuter sur place des problèmes sanitaires qui se posent dans la métropole et qui pourra, par ailleurs, nous rapporter des notions précises sur le secours que nous sommes en droit d'attendre de l'extérieur au moment de la libération. »

Un jeune médecin, à l'heure actuelle membre de l'assemblée consultative, fit plusieurs fois le voyage d'Alger à Paris pour assurer la liaison avec le monde libéré d'où nous venaient, chaque soir, l'espoir et la poésie de phrases étranges, chargées de mystère et d'aventure, les soirs de clair de lune, jadis destinés aux seules fêtes galantes...

Ainsi fut établi le contact avec le C.F.L.N. à l'extérieur, avec le C.N.R., c'est-à-dire les responsables militaires et les groupes d'action directe à l'intérieur.

Examinons maintenant de quelle façon le C.M.R. étendit sur la France un réseau auquel, malgré tout, échappèrent bien peu des activités sanitaires.

Toutefois, auparavant, se posèrent deux graves questions qui ne pouvaient être résolues à l'échelon local mais seulement à l'échelon national et par les plus hautes autorités : le secret médical directement attaqué par Vichy, la protection du service de santé de la résistance par la Croix Rouge.

On sait, en effet, que les autorités allemandes prétendaient imposer par simple ordonnance aux médecins français la trahison du secret médical, trahison particulièrement abjecte puisqu'elle signifiait purement et simplement la livraison, par leurs compatriotes, d'autres Français à l'ennemi. On comprend bien l'intérêt que les occupants portaient à cette mesure : imaginez les magnifiques auxiliaires qu'eussent été pour la Gestapo des médecins serviles dépositaires de tant de « secrets ». Notons

cependant, chose curieuse, que sur le terrain du droit pur, la position du corps médical unanime se défendait assez difficilement. En effet, si l'article 378 du Code pénal impose aux médecins le secret professionnel, la loi peut, dans certains cas, l'obliger à se porter dénonciateur et punit, en particulier, des peines prévues contre les atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat « toute personne qui, ayant connaissance de projets ou d'actes de trahison ou d'espionnage, n'en fera pas la déclaration aux autorités militaires, administratives, ou judiciaires ». D'après le droit international, d'autre part, l'Etat occupant peut exercer le pouvoir législatif « dans la mesure nécessitée par le besoin de pourvoir à la sécurité de l'armée et de tous ceux qui relèvent d'elle ». Et en ce qui concerne les attentats, infractions contre l'armée occupante « c'est la propre loi de l'envahisseur qui est applicable aux coupables ». Il faut savoir aussi qu'en Allemagne le médecin ne peut se retrancher derrière le secret médical pour se refuser à témoigner en justice ou pour ne pas dénoncer les crimes dont, par sa profession, il a pu avoir connaissance.

Mais si ces arguments ont de la valeur dans leur sécheresse juridique même, il en est d'autres, fondés sur la tradition et la conscience humaine. Je laisse la parole à l'un de nos juristes éminents consulté sur ce grave problème par le Comité Médical de la Résistance :

« ... S'il paraît difficile de motiver une protestation au strict point de vue juridique, il est possible cependant de tirer argument des traditions médicales et juridiques françaises. »

» Le législateur, s'il a le pouvoir souverain et le droit de promulguer les textes qui lui plaisent, doit cependant éviter de blesser la conscience morale et juridique du peuple qui lui est soumis. S'il ne prend pas cette précaution, il s'expose à ce que ces textes ne soient que lettre morte. Et ceci s'applique à l'Etat occupant comme à tout autre législateur. En droit, l'Etat occupant peut et doit assurer le salut de ses troupes et est « le seul juge des nécessités de la situation ». Mais s'il atteint profondément la conscience juridique du peuple qu'il occupe, il s'expose à une résistance accrue, il accentue l'hostilité des populations et compromet l'ordre qu'il a en vue d'assurer.

Or, à tort ou à raison, c'est un fait que la rigueur du secret médical est une tradition française solidement établie. Celle-ci s'oppose à ce que l'on transforme le médecin en un auxiliaire de la police. Chacun connaît la réponse de Dupuytren, faite au cours d'une de nos guerres civiles au début du XIX^e siècle : « Je ne connais pas d'insurgés dans mes asiles, je ne vois que des blessés... » L'édit de 1666 (obligeant les chirurgiens à faire connaître aux Commissaires de Police les blessés qu'ils avaient pansés), les ordonnances de 1816, 1822, 1932, échouèrent devant la résistance des médecins et la réprobation de l'opinion publique. Tous les juristes sont d'accord sur le fait que ces

ordonnances étaient illégales car si la loi peut relever le médecin du secret médical, une simple ordonnance gouvernementale ne peut le faire.

En outre, la jurisprudence a toujours appliqué l'article 378 du Code Pénal dans un sens favorable au secret médical. Ainsi il avait été soutenu que le médecin n'était tenu au secret que pour les faits qui lui avaient été expressément « confiés » et non pour les faits que son examen lui avaient révélés sans que le malade lui ait fait confidence ; mais cette doctrine restrictive a été rejetée par la Cour de Cassation, notamment dans la fameuse affaire Watelet, par arrêt du 19 décembre 1885. Ainsi encore il avait été soutenu que le malade pouvait dispenser le médecin du secret et qu'alors le médecin pouvait valablement témoigner en justice. Mais la Cour de Cassation a encore rejeté cette doctrine. Le secret médical est absolu, en aucun cas la déposition du médecin ne peut être reçue.

Dans ces conditions il est certain que l'ordonnance allemande est contraire, non seulement aux traditions du Corps Médical français, mais encore au sentiment public de notre pays, car c'est en s'appuyant sur ces traditions et sur ce sentiment que notre Jurisprudence a pu, malgré les protestations d'un certain nombre de juristes, donner un caractère aussi strict au secret médical. »

Il est bien évident qu'au point de vue pratique, tout cela n'avait d'ailleurs aucune espèce d'importance. Les Allemands, en ce domaine, comme en tous les autres, ne tenant aucun compte de la légalité. La seule loi valable à leurs yeux durant ces monstrueuses « vacances de la légalité » fut toujours leur bon plaisir.

Aucune protestation d'aucun Conseil de l'Ordre ne s'éleva contre cette mesure bruyamment applaudie par les journaux d'alors. Cependant il était bon, il était nécessaire qu'en face de la force brutale s'affirmassent une fois de plus avec sérénité, les exigences de la conscience humaine violée car, en définitive, contrairement à l'opinion communément admise, le droit et la justice priment toujours la brutalité. La position des médecins, en face de la nouvelle ordonnance, fut d'emblée unanime : jamais ils n'accepteraient de trahir le secret médical. Certains payèrent de leur vie leur attachement à ce principe sacré. Nous leur disons ici très simplement notre reconnaissance émue car leur mort à eux nous permet, à nous qui restons, de vivre la tête haute.

La B.B.C., sur l'initiative du C.M.R., diffusa une protestation solennelle et un avertissement à ceux des médecins que l'amour de l'ordre nouveau ou la seule veulerie auraient pu entraîner à exécuter les prescriptions de l'odieuse ordonnance :

1° « Les médecins français sont tenus, en matière de secret professionnel, d'obéir à la loi française à l'exclusion de toute autre considération ;

2° « Dans les circonstances de guerre présente, la rupture de ce secret à l'égard d'un soldat des Forces Françaises de l'Intérieur est un acte de trahison ;

3° « Le crime de trahison en temps de guerre est puni de la peine de mort. »

Qu'allait devenir le personnel du service de santé, qu'allaient devenir les blessés F.F.I. capturés par les Allemands durant l'insurrection nationale ? Comment même ramasser ces blessés dans la zone de combat, les conduire aux postes de secours, à la salle d'opérations si l'ennemi n'acceptait pas de leur reconnaître le bénéfice de la convention de Genève et la protection par la Croix Rouge ? Problème angoissant qui se posait très vite au C.M.R., bien longtemps avant le débarquement, en face de l'assassinat de médecins et de blessés par l'armée allemande. Là non plus personne ne se faisait d'illusions sur les démarches entreprises ; la question se posait une fois de plus sur le plan moral et humain. C'est pour cette raison même qu'il fallait le proclamer à la face du monde, car la guerre actuelle n'est pas autre chose que la défense de l'« humain » contre toutes les forces obscures et sordides déchaînées.

Voici la réponse d'une haute personnalité qui, en toute objectivité, examina cette question de vie ou de mort à la demande du C.M.R. :

« Des troupes françaises participent actuellement aux opérations de guerre contre l'Allemagne : elles l'ont fait, dans ces derniers mois, en Tunisie, en Italie, en Corse, sur mer et dans les airs. Elles continuent à le faire. Ces troupes, combattant sous le drapeau français, sont commandées par des officiers français, relèvent d'un chef français ; elles sont sous les ordres d'une autorité française, le Comité Français de Libération Nationale. Ce sont des troupes régulières. Il n'est pas douteux que leurs opérations de guerre sont soumises aux règles du droit des gens et aux conventions internationales auxquelles la France a adhéré spécialement, aux conventions de La Haye du 18 octobre 1907 et aux conventions de Genève du 27 juillet 1929 concernant le traitement des blessés, des malades, et la condition des prisonniers de guerre. Ces troupes, comme toutes les troupes régulières d'un Etat belligérant, ont droit à la qualité de combattants réguliers : les membres de ces troupes, s'ils tombent au pouvoir de l'ennemi, ont droit au traitement de prisonniers de guerre, les formations sanitaires dépendant de ces troupes ont droit de se couvrir du drapeau de la Croix Rouge et ont droit à la protection énoncée par la convention de Genève...

Contre cette application des règles du droit des gens aux troupes françaises participant aux opérations militaires contre l'Allemagne, on ne saurait évoquer l'article 10, alinéa 3 de la convention d'armistice du 22 juin 1940 avec l'Allemagne, lequel dispose : « Le gouver-

nement français interdira aux ressortissants français de combattre contre l'Allemagne au service d'Etats avec lesquels l'Allemagne se trouve en guerre. Les ressortissants français, qui ne se conformeraient pas à ces prescriptions, seront traités par les troupes allemandes comme francs-tireurs. » Cet article annonce sans doute l'intention des autorités militaires allemandes — intention devant laquelle l'Etat français, signataire de l'armistice, s'est incliné — de refuser la qualité de combattants réguliers aux ressortissants français qui ne se conformeraient pas à la prescription ici visée. Mais, sans qu'il y ait à examiner ici quelle autorité peut bien avoir la convention d'armistice pour régler la condition des troupes françaises combattant contre l'Allemagne et en supposant même que cette autorité soit reconnue, il suffit de constater que ce texte, par ses termes mêmes, ne vise que les ressortissants français qui combattent contre l'Allemagne au service d'Etats avec lesquels l'Allemagne se trouve en guerre. Il entend manifester par ces derniers mots des Etats autres que la France, spécialement l'Angleterre. Il ne concerne pas les troupes françaises combattant sous commandement français. Ce texte, d'un caractère exceptionnel, dérogeant au droit commun, ne saurait être étendu par voie d'interprétation au-delà de ce qu'énonce sa lettre même.

On ne saurait non plus refuser à ces troupes françaises la qualité de combattants réguliers, la protection du droit des gens et le bénéfice des conventions internationales, sous le prétexte que ces troupes sont sous l'autorité du C.F.L.N., alors que le gouvernement allemand reconnaît, comme gouvernement de la France, le gouvernement de Vichy. En effet, d'une part l'autorité politique est, de fait, exercée dans une partie du territoire français par le gouvernement de Vichy et, d'autre part, l'existence du C.F.L.N. ne saurait faire disparaître l'existence de la France sur le plan des rapports internationaux. Il n'enlève pas la qualité de Français aux habitants, aux originaires de l'une ou l'autre de ces parties du territoire national ; il n'enlève pas davantage la qualité de troupes françaises aux forces militaires régulières, recrutées et organisées dans l'une ou l'autre de ces parties. D'autre part, la division de l'autorité politique ne saurait donner à l'Allemagne le pouvoir de décider quel est, en France, le pouvoir légitime, le pouvoir qualifié et seul qualifié pour recruter et organiser une armée française. Le fait que l'armée allemande se heurte à une armée régulière, suffit pour que celle-ci doive être traitée selon les règles ordinaires du droit des gens sans égard pour la qualité du pouvoir politique dont elle relève, et, quand bien même ce pouvoir politique n'est pas reconnu par le gouvernement allemand. Après le 4 septembre 1871, le gouvernement prussien a continué à considérer Napoléon III comme Empereur des Français et il est resté, pendant assez longtemps, sans reconnaître le gouvernement de la Défense Nationale : il n'a cependant jamais refusé à l'armée française la qualité de combattant régulier et les prérogatives attachées à cette qualité par le droit des gens.

La qualité de combattants réguliers et les prérogatives qui y sont attachées, appartiendront-elles aussi, aux troupes qui, le cas échéant, viendraient à se constituer sur le terrain métropolitain de la France et qui y participeraient à des opérations de guerre contre l'Allemagne ? Le territoire métropolitain de la France est occupé par les troupes

allemandes. Cette opération a été effectuée partie en conformité, partie en contradiction de la convention d'armistice. On ne s'arrêtera pas ici à cette distinction. On se bornera à constater que la prise d'armes, ici envisagée en territoire métropolitain, s'effectuerait en territoire occupé par l'ennemi.

Il n'y a pas lieu ici d'examiner les difficultés de fait que peut rencontrer une telle opération en territoire occupé, mais seulement de déterminer la condition juridique de ceux qui y participeraient, spécialement en ce qui touche l'obtention de la qualité de combattants réguliers, qualité leur rendant applicables les lois, les droits et les devoirs de la guerre.

La prise d'armes peut avoir un caractère inorganique, ne pas aboutir à la formation de corps effectuant des opérations militaires coordonnées par une autorité supérieure. En 1813, une ordonnance prussienne avait ordonné une levée en masse devant agir par tous les moyens : elle avait signifié que le « Landsturm » devait dissimuler ses armes et agir sans uniforme ni signes particuliers qui pourraient le faire reconnaître. Le cas d'une levée en masse en territoire occupé n'est pas expressément réglé par la convention de La Haye : il reste dans le domaine du droit des gens. Or, sur ce point, les auteurs sont divisés et la pratique mal établie, en sorte que ceux qui participeraient à une telle levée en masse, peuvent se trouver exposés à une sévère répression, sous prétexte que celle-ci n'est pas interdite par la convention de La Haye. Toutefois, si l'on veut rester fidèle à l'esprit de la convention, on doit tenir compte de ce que, dans son préambule, les puissances contractantes ont pris soin de constater que, dans le cas non compris dans les dispositions conventionnelles adoptées par elle : les populations et les belligérants restent sous la sauvegarde et sous l'empire des principes du droit des gens tels qu'ils résultent des usages établis entre nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique. Ce préambule spécifie même que c'est dans ce sens que doivent s'entendre les articles 1 et 2 du règlement adopté, articles concernant la qualité de belligérants : c'est clairement indiquer que la question de levée en masse, en territoire occupé, relève des principes du droit des gens ainsi entendus. Or, il est bien clair que les lois de l'humanité et les exigences de la conscience publique conduisent, pour le moins, à faire bénéficier du traitement de prisonniers de guerre et des conventions de Genève, ceux qui ont participé à une levée en masse contre l'ennemi, même en territoire occupé.

La prise d'armes en pays occupé peut avoir, le cas échéant, un caractère organisé. On peut concevoir qu'elle aboutisse à la formation de corps de volontaires, remplissant les quatre conditions posées par l'article premier du règlement joint à la convention 4 de La Haye sur les lois et coutumes de la guerre sur terre, à savoir :

1° D'avoir à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés ;

2° D'avoir un signe distinctif, fixe et reconnaissable à distance ;

3° De porter les armes ouvertement ;

4° De se conformer dans leurs opérations aux lois et coutumes de la Guerre.

Ledit article premier dispose que « les lois, les droits et les devoirs de la guerre s'appliquent aux milices et aux corps de volontaires réunissant ces conditions ». Il ne pose aucune autre condition. Par conséquent, et en vertu de la généralité des termes de cet article, les lois, droits et devoirs de la guerre s'appliquent aux milices et corps de volontaires réunissant ces conditions, même si ces milices et corps de volontaires ont été constitués en territoire occupé... »

Telles sont les conclusions du juriste et de l'homme. On connaît les conclusions allemandes : les massacres des Glières, du Vercors, pour ne citer que les plus affreusement célèbres. Au lendemain du débarquement les affiches oranges, bordées de noir, annonçaient que « tout volontaire » serait abattu comme franc-tireur. Nous aurons la triste occasion de revenir, pour l'honneur et la justice, sur les assassinats de blessés, de brancardiers, de médecins dont le SEUL TORT fut de s'avancer sous la protection de la Croix Rouge. Je dis bien LE SEUL TORT, comme les documents suivants le prouvent :

« Le Service de Santé,
à la Direction de l'Armée Secrète.

Nous demandons que, dès le début de l'insurrection armée, une note soit radiodiffusée, annonçant que les voitures et les personnes portant l'insigne de la Croix Rouge de Genève font partie du service de santé, et sont couvertes par la Croix Rouge de Genève. Ceci nous paraît indispensable, car il ne faut pas que le service de santé ne puisse pas évacuer ses blessés. Ces blessés seront peut être très peu nombreux, mais il est possible également, en cas de levée en masse, ou en cas de bombardement par une flotte aérienne, que nous ayons un nombre considérable de sujets grièvement atteints. Il faut donc que, dans la mesure du possible, ces blessés puissent être soignés, de part et d'autre, dans les meilleures conditions.

Nous savons bien que l'ennemi ne respecte pas ces emblèmes internationaux ; mais il est nécessaire justement qu'une proclamation ne permettant pas de suspecter notre bonne foi, soit diffusée dès le début de l'action. Nous demandons, en retour, que les insignes de la Croix Rouge ne servent pas à des fins militaires et QU'ILS SOIENT RESERVES A LA MISSION TRES ELEVEE QUI LEUR A ETE ASSIGNEE. »

Voici une deuxième note :

« S.Sa. 19

Le Service de Santé
au C.F.L.N.

pour communication urgente à l'Etat-Major interallié.

Le Service de Santé pense que tous les éléments sanitaires doivent être placés, à partir de l'heure H, sous le couvert de la Croix Rouge de Genève et ceci sur tout le territoire de la métropole. La protection de la Croix Rouge doit couvrir les médecins et les bran-

cardiers, étant bien entendu que, seuls, sont considérés, comme brancardiers, les hommes ayant reçu à l'avance cette affectation spéciale. La Croix Rouge protège également les blessés des deux camps, le devoir des médecins étant de prendre sous leur garde les hommes qu'ils soignent. Il est donc de l'intérêt de l'armée d'occupation de respecter la convention de Genève puisque, ainsi, les blessés allemands, mis hors de combat, pourraient être soustraits aux vengeances de la population.

Une consultation écrite demandée à plusieurs juristes autorisés et destinés à préciser les conditions dans lesquelles la convention de Genève peut être appliquée dans le cas présent vous sera adressée ultérieurement.

Dès à présent :

1° Des mesures sont prises pour que tous les membres du personnel sanitaire des F.F.I. soient pourvus du brassard réglementaire, validé par l'apposition d'un tampon portant la mention « Service Sanitaire F. F.I. » et la Croix de Lorraine ;

2° Des ordres doivent être donnés pour que les insignes de la Croix Rouge soient exclusivement réservés au personnel sanitaire et ne puissent, sous aucun

prétexte être utilisés à d'autres fins.

Pour assurer la protection de ces éléments, le service sanitaire demande à l'Etat-Major Interallié :

1° Que, dès l'heure « H » du jour « J », les émissions radio-phoniques alliées et clandestines diffusent une proclamation plaçant tous les éléments de la Croix Rouge sous la protection de la convention de Genève et montrant l'intérêt pour l'ennemi à la respecter. Cette émission devra être répétée plusieurs fois en français et en allemand ;

2° Que le même jour, la même déclaration soit notifiée à l'organisme central de la Croix Rouge Internationale et, par son intermédiaire, transmise aux autorités allemandes.

Le Service sanitaire demande à l'Etat-Major Interallié une réponse rapide à cette suggestion dont le haut intérêt ne peut lui échapper. »

On sait que cette réponse fut donnée, que la déclaration demandée fut faite solennellement en même temps que le commandant suprême du Corps expéditionnaire, le Général Eisenhower annonçait que les Forces Françaises de l'Intérieur, sous le commandement du Général Koenig, faisaient partie intégrante des armées alliées.



On sait la suite aussi et de quel côté on rencontra les barbares et les terroristes marqués, non de la Croix de Lorraine, mais de la croix gammée. Et maintenant — inconscience ou cynisme — ce sont les troupes de la « Volksturm » qui osent se mettre sous la protection du brassard !

Nous avons insisté quelque peu sur le secret professionnel et la protection par la Croix Rouge, nous ne nous en excuserons pas, car nous sommes de ceux qui ont la faiblesse de croire, même en cette fin d'année 1944 — et plus que jamais peut-être — que le droit prime la force et qu'en réalité ce sont les idées qui mènent le monde.

Dans toute la France, le Comité Médical de la Résistance était représenté par les *directeurs régionaux du service de Santé* ayant sous leurs ordres les *directeurs départementaux*. Rouages essentiels du Service de Santé, c'est leur rôle que nous étudions maintenant.

Comment furent nommés — ou plus exactement choisis — les délégués régionaux du C.M.R. ?

Voici comment s'exprime à ce sujet une note du service de santé soumise à l'approbation du Comité des mouvements unis de Résistance (C.M.D.U.), puisque — comme dans toute armée, clandestine ou non — l'accord et la coopération sans réticence avec l'E.M. conditionnent le bon fonctionnement du Service de Santé :

« S.Sa. 2

19 Septembre 1943.

SERVICE DE SANTÉ RÉGIONAL

Note proposée à l'acceptation du C.M.D.U. pour être adressée dans chaque région à MM. les chefs de Région, chefs de l'A.S. (Armée Secrète), chefs de Maquis, chefs du N.A.P. (Noyautage des Administrations Publiques) :

1° Il existe, dans chaque région, un responsable de tous les services sanitaires : *CHEF REGIONAL DU SERVICE DE SANTE* ;

2° La désignation du chef régional du Service de Santé est réalisée dans les conditions suivantes : la direction nationale propose certains noms dont le choix est dicté uniquement par des considérations d'ordre national et technique. Il n'est pas nécessaire que ces personnalités appartiennent à des mouvements de résistance, à condition qu'elles aient les qualités morales et professionnelles requises. Il est bien évident que le choix se portera sur des personnalités dont l'attitude nationale n'a pas fait de doute depuis l'armistice. Il y a intérêt à choisir des personnalités qui rallient la majorité du monde médical ; c'est ainsi qu'on pourra être amené à rejeter le nom de certaines personnes offrant toutes garanties nationales et techniques,

mais dont la personnalité très marquée ou l'attitude politique antérieure créerait la division plutôt que l'union. Aucune considération de parti politique ou de mouvement d'origine, n'est intervenue pour ces désignations. Dans chaque région, le délégué régional est chargé de la direction et de la coordination de sa région... »

Direction et coordination... deux mots qui paraissent clairs, mais sous lesquels se cache un travail clandestin remarquablement difficile et complexe, souvent tragique. Songez à ces trois ou quatre départements où rien n'est encore organisé, ou du moins coordonné, sinon les services et les pièges de l'ennemi qui guette et attend la première fausse manœuvre. Ce territoire qu'il faut patiemment explorer sous quelque prétexte anodin, toutes ces portes auxquelles il faut ouvertement et imprudemment frapper. Tous ces responsables départementaux, ces chefs d'A.S. ou de Maquis qu'il faut retrouver d'abord grâce à quelques points de repères fragiles, mettre en confiance et convaincre parfois de l'impérieuse nécessité du labeur entrepris. Il ne suffit pas encore de se déplacer en tous sens, d'essayer de tout voir, de tout organiser, mais encore être sûr de soi. Je veux dire, sûr que toutes les précautions sont bien prises, que personne ne court, à cause de vous, un danger mortel et peut-être pire : la torture. Etre sûr encore, connaissant tout, que l'on ne dira rien quoiqu'il arrive ; penser que peut-être, dans certains cas, le suicide n'est pas doublement la mort, mais le plus beau don que l'on puisse faire aux camarades et à Dieu même... Oui, voilà ce qui dort dans ces syllabes : direction, coordination. Croyez que je n'invente rien. La Résistance, la vraie Résistance, celle des jours obscurs et des lendemains glorieux de la Libération la seule dont nous voulons parler ici, n'a nul besoin de quelque thuriféraire qui célèbre, plus ou moins brillamment, ses exploits. La plupart de ceux qui restent pourront conter à leurs enfants et petits enfants des souvenirs à côté desquels les élucubrations du « Masque » et autres succédanés, sembleront bien pâles. Qu'il me suffise ici d'évoquer deux histoires. La première, celle de mon ami « Molitor », se passe quelque part sur une route du Nord de la France. Au volant de son camion il est arrêté par un barrage de feldgendarmes, ceux-ci fouillent le camion et s'étonnent d'abord de la présence dans une valise d'un nombre insolite de paquets de cigarettes. Mais que dire de leur surprise lorsque d'autres valises anodines ouvertes laissent voir... des appareils émetteurs de T.S.F. Molitor descend de son camion et bricole dans le moteur, tandis que les deux Allemands continuent leurs investigations. Alors le miracle se produit. Le barrage était établi à un croise-

ment de routes; par la route perpendiculaire arrive un gros camion qui ralentit pour prendre le virage et Molitor saute sur le marchepied, tandis que le chauffeur, sans poser de question, appuie à fond sur l'accélérateur : les feldgendarmes ne sont pas prêts de revenir de leur surprise et de leur rage. La prise était belle et, quelques supplices habiles aidant, la Gestapo pouvait espérer mettre la main sur tout un réseau. Je ne raconterai pas la suite de l'histoire qui se termine par l'atterrissage en Angleterre d'un avion emportant Molitor en lieu sûr.

L'autre histoire, hélas! se termine par la mort de l'un des nôtres, chargé, lui aussi, d'assurer les liaisons et la coordination dans une région de zone sud. Arrêté par la Gestapo grâce à une souricière habilement tendue, on l'amène immédiatement à la « chambre » d'interrogatoire. Là, les inspecteurs enlèvent ses menottes et, sans un instant d'hésitation, lui qui savait tant de choses, avala une pilule de cyanure de potassium et s'écroula mort. Alors on assista à un spectacle horrible : fous de rage, les policiers se mirent à frapper le corps avec leur ceinturon, le traitant de lâche. Cela encore ne suffisait pas, sans doute. Ils traînèrent sa femme auprès du cadavre en l'injuriant et, devant elle, le mutilèrent ignoblement.

A l'échelon régional, comme partout ailleurs, se posait en premier lieu le grand problème des *liaisons*. Comme le dit parfaitement une circulaire du C.M.R., peu de temps avant le débarquement, aux responsables régionaux :

« A la veille de l'insurrection nationale et de la libération du territoire, nous tenons à attirer encore une fois votre attention sur l'importance des liaisons que vous devez assurer avec les services militaires et civils de la Résistance. Ces liaisons sont indispensables et fondamentales à votre tâche qui est multiple ; si vous ne voulez pas être débordés, ni réduits à un isolement stérile ou à une inactivité coupable, vous devez garder par tous les moyens les contacts nécessaires à l'accomplissement de votre mission. »

Suivant le dispositif établi pour reprendre la terminologie de la clandestinité, les liaisons ont à s'effectuer dans les deux sens *verticaux* avec les échelons supérieurs ; *horizontaux* avec les organismes situés sur le même plan régional. Nous n'insisterons pas sur les liaisons verticales, le contact s'établissant, en principe, sans grande difficulté, avec le responsable régional, point fixe, et le secrétaire général du C.M.R., zone Nord ou Sud suivant le cas. Le Secrétaire général ou plus exactement un de ses agents de liaison, transmet les directives administratives, techniques, d'organisation générale; recevant, en contre partie, les deman-

des de matériel sanitaire et de crédit qui furent satisfaites, de façon inégale, il faut l'avouer, mais en générale suffisante.

Beaucoup plus difficiles à établir correctement et surtout régulièrement, sont les liaisons « horizontales ». Trois ordres de contact présentent un intérêt vital pour le service de santé :

1° *Sanitaires* :

— Avec des dispositifs du service de santé militaire des F.F.I. : médecins de bataillons, vivant dans les maquis ou participant à la vie et aux risques des groupes d'action directe.

— Avec les délégués départementaux.

2° *Militaires* :

— Avec l'E.M. régional des F.F.I.

— Avec le délégué militaire régional, le régional maquis.

3° *Civiles* :

— Avec le Président du Comité de Libération et le futur préfet.

— Avec le Commissaire régional de la République désigné par le C.F.L.N.

— Avec le service social de la Résistance (Comité des Œuvres sociales de la Résistance qui s'écrit plus simplement : C.O.S.O.R. — encore une abréviation ! Ces contacts correspondent aux trois tâches *sanitaires*, *militaires* et *civiles* du chef régional. Or celui-ci est le plus souvent une personnalité en vue du monde médical, extrêmement absorbée par sa vie professionnelle et obligée, de par sa situation et pour des raisons de sécurité faciles à comprendre, de réduire au minimum indispensable ses relations avec le monde de la Résistance. Chaque fois que la chose parut nécessaire, c'est-à-dire, en fait, dans la majorité des cas, le responsable sanitaire régional fut doublé d'un jeune médecin, ayant complètement et volontairement abandonné toute occupation civile ou d'un étudiant en médecine.

Ceux-ci devaient être prêts à répondre à toute heure à un ordre du Responsable régional dont ils devenaient ainsi les adjoints directs et les collaborateurs les plus intimes. La lourde responsabilité des liaisons incombe à ces adjoints grâce auxquels le centre régional peut remplir son rôle de « plaque tournante » recevant et répartissant aux départements le personnel, le matériel sanitaire, les crédits. Dans certaines régions, où se trouvaient des groupes militaires déjà organisés, régions

de maquis particulièrement abondantes en zone sud, à côté de cet adjoint aux liaisons, fut placé un adjoint aux questions militaires, quelquefois médecin militaire tel le Colonel « St Albin » de la région de Marseille.

Ce « médecin inspecteur des services sanitaires F.F.I. » est chargé « de la liaison avec l'Etat-Major F.F.I. et, en accord avec lui, décide du nombre et de l'affectation des médecins de maquis, de l'emplacement des postes de secours et postes chirurgicaux, de l'utilisation des équipes chirurgicales mobiles, enfin de la mise au point et de la méthode des évacuations, de la répartition du matériel sanitaire ». Rien n'a jamais pu être rigide, fixe, ni même stable dans l'organisation clandestine, tant les conditions diffèrent d'une région, d'un mois, parfois d'une semaine à l'autre. Tel fut, cependant, le schéma de l'organisation régionale, le responsable se trouvant ainsi entouré d'un véritable directoire sanitaire apte à le seconder, non seulement dans son travail d'organisateur, mais encore au point de vue médico-chirurgical, technique, à proprement parler.

Trois charges avons-nous dit plus haut, incombent au délégué régional : sanitaires, militaires, civils.

Nous n'insisterons pas de nouveau sur le rôle sanitaire (il est à l'échelon régional, celui du C.M.R. sur le plan national), ni sur les problèmes médico-militaires qui se posaient au chef régional. Ces derniers ne pouvaient être résolus que d'une manière très large de ce poste de commandement englobant de vastes territoires, aussi en reparlerons-nous à propos du délégué départemental dont ils dépendent plus directement.

Quant aux affaires civiles, elles furent envisagées longtemps avant la libération, bien que les différentes mesures ne pussent prendre plein effet qu'après le départ de l'ennemi : accueil des populations en exode, hébergement des sinistrés, aide aux familles de blessés, distribution de lait condensé, de vivres, regroupement des isolés et, en particulier, des enfants perdus. En outre, le délégué régional (ou départemental) devait prendre en mains tout l'appareil sanitaire régional, contrôler toutes les organisations officielles et para-officielles, mettre sous son autorité à la tête de tous les services, des hommes à la fois qualifiés du point de vue technique et d'un patriotisme éprouvé dans la résistance.

« Vous devez en particulier, dit une note datée de juin 1944 du C.M.R., contrôler les services de la Défense Passive, de la Croix Rouge française, du Secours National, qui prendra le nom de Secours Social, et ce qui peut subsister du dispositif du service de santé de l'armée, enfin les services sanitaires des départements (inspection

d'hygiène, hôpitaux, consultations publiques, dispensaires, etc...) pour le fonctionnement de ces divers services vous devez conseiller le Commissaire de la République ou le Préfet et demander aux autorités civiles, soit de confirmer dans sa situation le personnel actuellement en fonctions, soit de prononcer des suspensions de fonctions et des nominations à titre provisoire... Vous devez entrer en contact, **LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE AVEC LES AUTORITES SANITAIRES DE L'ARMEE FRANÇAISE ET DES ARMEES ALLIEES** et avec les organismes sanitaires internationaux comme la Croix Rouge, leur transmettre vos besoins, leur indiquer l'aide que vous pouvez en attendre, leur montrer également les services que vous pouvez leur fournir pour les blessés et les malades français et alliés. Tout en collaborant, comme il est évident, de la façon la plus active avec les autorités sanitaires alliées, vous devez mettre en valeur à leurs yeux, l'effort admirable accompli dans la résistance par notre corps médical et les organismes sanitaires français, garder votre pleine indépendance et veiller à ce que, partout et dans tous les domaines, soit respectée la souveraineté nationale. »

Nous croyons intéressant de reproduire pour terminer le « questionnaire n° 1 » transmis aux délégués régionaux par la direction nationale du service de santé :

I — QUESTIONS MILITAIRES :

1° Période actuelle

- a) Effectifs actuels : Maquis (répondre par groupes de 30 corps francs et 300) A.S. ;
- b) Matériel sanitaire et chirurgical :
 - existant : instrumentation, accessoires,
 - demandé : matériel de pansements, pharmacie.

2° Jour « J » •

- a) Effectifs prévus, A.S.
- b) Matériel sanitaire et chirurgical :
 - existant,
 - demandé.

II — ÉTAT ACTUEL DE LA SITUATION ADMINISTRATIVE

1° Santé Publique.

- a) Directeur Régional,
- b) Médecins, Inspecteurs départementaux.

2° Croix Rouge.

3° Défense passive.

4° Secours National.

Il y a lieu de nous donner des renseignements précis sur :

- a) L'attitude des dirigeants de ces administrations ;
- b) Le matériel sanitaire (médical, chirurgical et pharmaceutique) dont disposent ces organisations ;
- c) Les possibilités d'entrer en possession de ce matériel.

III — ÉQUIPEMENT SANITAIRE :

1° *Lits* dont on peut disposer actuellement (hôpitaux, cliniques, hospices, sana, etc...).

2° *Lits* prévus dans le plan de la S.I.P.E.G. (service interministériel de protection contre les événements de guerre).

- a) Lits d'hospitalisation ;
- b) Lits d'accueil.

3° *Produits pharmaceutiques* (sérums antidiphté, strepto, méningo, pneumo, polyo, huile camphrée, digitale, ouabaine, morphine, quinine, permanganate, sérum physiologique, atropine, adrenaline, caféine, etc...) ;

- a) Existant ;
- b) Demandé pour la période d'isolement.

4° *Prévisions d'ordre sanitaire du point de vue :*

- adduction d'eau : *très important.*
- gaz, électricité, chauffage.

5° *Epidémiologie :*

S'agit-il d'une bonne ou mauvaise région aux points de vue :

- tuberculose,
- carences alimentaires,
- carences vestimentaires.

6° *Réserves alimentaires :*

(Stock de sécurité).

Blé, farine, lait, sucre.

La Direction Nationale du Service de santé demande à ses responsables de lui faire tenir d'une façon urgente et aussi précise que possible, un rapport sur ces différentes questions.

Il est indispensable, en effet, que le service de Santé ne mette pas seulement sur pied un dispositif pour le jour « J », mais organise également, dès à présent, le Service sanitaire du territoire pour la période insurrectionnelle. Cette période qui, selon les régions, peut s'étendre de quelques jours à plusieurs semaines, sera caractérisée avant tout par un *isolement* plus ou moins complet des différentes régions ou des différents départements. Il est à prévoir, en particulier, que, du fait des destructions étendues causées par les opérations militaires ou organisées par les troupes allemandes battant en retraite,

les conditions d'hygiène, d'alimentation et de traitement médical risquent d'être gravement compromises (eau, électricité, chauffage, alimentation, médicaments).

Il est donc urgent d'établir dès maintenant, un plan d'action pour limiter les désastres qu'un tel état pourrait entraîner pour la santé publique. »

Suit ce bref post-scriptum qui nous ramène à la dangereuse réalité de chaque jour : « rédiger le rapport comme s'il s'agissait d'une pièce officielle destinée à la Santé Publique ».

Ces quelques pages auront montré, je l'espère, la multiplicité des problèmes qu'avait à résoudre un délégué régional. l'immensité et l'importance de sa tâche et l'on devine facilement le labeur écrasant que cela a pu exiger. Je ne dis pas si son travail lui tenait à cœur, car tous, ne l'oublions pas, étaient des volontaires, puisque la voix du volontariat présidait aux destinées françaises, et, comme tels, se donnèrent tout entiers à la Résistance.

Sous les ordres du Responsable Régional, sont placés les *Chefs Départementaux du Service de Santé*. Ceux-ci, opérant dans un cadre relativement limité, susceptibles de connaître dans les moindres détails géographiques et administratifs leurs départements respectifs, constituent véritablement la *cheville ouvrière du Service de Santé*.

Je devrais revenir ici sur le problème des liaisons car ce fut pour nous à tous les échelons la plaie chronique et sans cesse récidivante. Mais je me suis promis d'essayer d'éviter l'ennui en conduisant, de mon mieux, le lecteur éventuel à travers le labyrinthe passionnant de la Résistance. Aussi n'insisterai-je pas à nouveau, d'autant que les fils reliant le délégué départemental dessinent à peu de chose près, le même réseau que ceux que tient en mains son Chef régional seulement plus enchevêtrés et plus nombreux encore.

Chaque département fut divisé en secteurs, de nombre variable évidemment suivant l'étendue du département, bien souvent quatre, comme en Seine-et-Oise : Nord, Sud, Est, Ouest. Un chef de secteur est désigné pour chacun d'eux, en relation avec le département sanitaire et les camarades des secteurs voisins. Contrairement aux grands « patrons », ces chefs de secteur devaient consacrer la majeure partie de leur temps à l'organisation de la Résistance, aux déplacements, aux contacts avec les confrères et les responsables militaires. Aussi, chaque fois que la chose fut possible, y eut-il intérêt à confier cette mission des médecins non installés, à des étudiants en fin de scolarité

ayant abandonné clientèle, examens ou concours, ayant tout abandonné, pour le travail clandestin.

Pour un « itinérant » muni d'une unique bicyclette, un secteur constitue tout un monde à explorer, d'où la nécessité de le découper, à son tour, en sous secteurs plus limités, susceptibles d'être entièrement parcourus pendant une journée par quelque cyclo touriste d'aspect anodin. Ce sont eux vraiment qui recrutèrent le personnel *soignant* de la Résistance. Comment? Oh la réponse, comme toujours en pareil cas, semblera un peu simple : grâce à l'annuaire Rosenwald! Ce fameux annuaire avec sa couverture cartonnée bleue et ses pages un peu jaunies par l'usage fut — destinée inattendue et inespérée — le guide parfait du médecin résistant. Mais oui, au hasard des pages « départements » ou de « l'index alphabétique », nous retrouvions des camarades de jadis : Faculté, conférence, externat, que sais-je encore, ces souvenirs permettaient de juger, avec une approximation suffisante, de l'opinion vraisemblable du médecin à « prospecter ». A vrai dire peu d'erreurs psychologiques furent ainsi commises ; en tous cas grâce à l'utilisation du pseudonyme, aucun désastre ne se produisit. Bien sûr, il y avait un risque : Résistance = risque. Mais me direz-vous, comment le malheureux médecin, visité par ce client étrange qui commençait la conversation sur un rhume de cerveau et finissait au maquis, pouvait-il distinguer le véritable résistant de l'agent provocateur? Ainsi en zone sud, certain personnage fit-il, pendant un mois environ, quelques ravages dans le corps médical. Imaginez un grand gaillard d'une cinquantaine d'années, mutilé de l'autre guerre, portant force décorations, et se disant d'origine belge, traqué par la Gestapo, rigoureusement anti-allemand, voire en insistant un peu, membre d'une organisation de résistance — en tous cas — admirateur passionné du Général de Gaulle. Après un bavardage jugé suffisamment compromettant, le personnage se retire aux crix de « Vive de Gaulle ». Le lendemain, visite de la Gestapo qui emmène le médecin trop confiant. Au local d'interrogatoire, il se trouve en présence du même Belge qui, au milieu des larmes et des protestations s'écrie : « Docteur, inutile de nier, ils m'ont torturé, j'ai tout avoué ». Jusque là le scénario était toujours identique ; à partir de ce point, l'échec ou le succès de l'ignoble bonhomme dépendait du sang-froid de notre confrère.

Mais il fallait éviter à tout prix de semblables incidents qui, en se reproduisant, eussent risqué de jeter un certain désarroi dans le Service de Santé. C'est pourquoi, le C.M.R. fit diffuser d'extrême urgence par la B.B.C. le message suivant :

« Médecins français, ATTENTION ! »

Certains jeunes membres du P.P.F. se présentent chez des médecins français leur demandant un certificat tendancieux soi-disant pour échapper à l'emprise germano-vichyssoise, devant un conseil de revision.

Médecins français ATTENTION à tout individu qui vient au nom de la Résistance et que vous ne connaissez pas. Beaucoup de membres du P.P.F. et autres traîtres se camouflent.

Aussi, le médecin prospecteur ne se présentait-il jamais — à moins de relations amicales antérieures, bien entendu — les mains vides, mais porteur d'une lettre d'introduction d'un ami sûr ; ainsi la visite ne recevait pas seulement un accueil bienveillant — les temps ne sont plus à la seule bienveillance — mais était le plus souvent suivie de résultats féconds. Nous utilisons — pour reprendre une comparaison enfantine, pas tellement déplacée, puisque beaucoup nous considéraient comme des enfants jouant à la guerre — le système de la boule de neige. Le voyageur partait avec une seule lettre, souvent un seul « pointe de chute » celui-ci lui en indiquant un autre et autre encore jusqu'à ce que l'ensemble d'un département fût jalonné de médecins de bonne volonté dans les villes, les villages et les bourgs qui, à leur tour, rassemblaient d'autres confrères qui n'avaient à connaître que le responsable de leur localité.

Et maintenant, nous voici dans un département. n'importe quel département de France : à sa tête, un Directeur départemental du Service de Santé en rapport avec son responsable régional, assisté d'un conseil ou directoire, noyau du futur Comité médical départemental de la Résistance (C.M.D.R.) tels que nous les voyons actuellement constitués. Le territoire, lui-même, a été découpé en secteurs et sous-secteurs, les chefs de secteurs et sous-secteurs ayant à leur disposition, dans toutes les localités, même — je dirai surtout — les plus petites un ou plusieurs médecins. Ce cadre hiérarchique, fixe, articulé, que reste-t-il à faire ? Beaucoup. Le principal peut-être, car ce dont nous disposons-là n'est qu'un squelette sanitaire auquel il faut donner la vie. De quelle façon, c'est ce qu'il nous reste encore à montrer.

Par définition, le Service de Santé doit soigner, grâce aux médecins pressentis à travers les divers départements. Une question immédiate : où soigner ? Nous ne parlerons pas des malades susceptibles d'être examinés et hospitalisés n'importe où, sans danger, avec de faux papiers faciles à se procurer. Mais il en allait tout différemment des blessés qui couraient, les exemples

l'ont prouvé, non seulement un danger personnel, mais faisaient courir presque le même danger aux médecins ou chirurgiens traitants. Nous devions, par conséquent, trouver et équiper des « cachettes » clandestines; véritables petits hôpitaux de capacité bien variable. Le mot « hôpital » semblera trop prétentieux, lorsqu'il s'agissait de deux ou trois lits de fortune, mais ces installations ont pu, dans certain cas, prendre un développement beaucoup plus important : 30 ou 40 lits et plus. Il n'y avait aucun intérêt à enfler ces formations, car l'action des F.F.I., même pendant la période insurrectionnelle, fut celle de guérillas extrêmement mobiles, obligées de décrocher pour attaquer ailleurs par surprise; aussi telle zone, en apparence calme et sûre, pouvait du jour au lendemain devenir intenable. On imagine alors le désastre qu'eussent entraînés de grands rassemblements de blessés. Dans deux cas néanmoins, on hospitalisa des blessés dans les établissements publics, cliniques ou hôpitaux : lorsque les circonstances de l'action — souvent déclenchée inopinément — ne permettaient pas de procéder autrement; vers la fin de la période insurrectionnelle, alors que tout danger de perquisition allemande se trouvait écarté.

Quant à la première éventualité, fort dangereuse, elle exigeait, comme corollaire, l'évacuation secondaire en lieu sûr le plus tôt possible après l'intervention : l'expérience montra que, deux ou trois heures s'écoulaient en moyenne, avant que les Allemands n'entreprissent des recherches dans des établissements hospitaliers. Mais parfois la gravité de la blessure interdisait tout transport secondaire. Pour cette raison, s'organisa le noyautage administratif des hôpitaux, le bureau pouvant, en effet, faire disparaître facilement toute trace de l'« entrant » compromettant. Un hôpital possède toujours de nombreux coins et recoins ; aussi, avec la complicité de médecins et infirmières, peu de blessés ainsi camouflés purent-ils être retrouvés. Dans d'autres cas les choses se passèrent moins bien, les blessés découverts et gardés prisonniers à l'hôpital... nous donnerons un peu plus loin en parlant de Marseille l'exemple d'une évasion particulièrement réussie.

Laissons cela, car, à vrai dire, même en l'absence de service de Santé organisé, les blessés amenés par des camarades dans n'importe quel hôpital — ou presque — ont été traités et camouflés avec autant de bonne volonté.

La vraie solution demeurait la création de cliniques clandestines. Chacun en a repéré de différentes : maison de campagne avec de nombreuses pièces inoccupées, annexe d'une maison de repos pour maladies mentales, fermes isolées, voire tout simple-

ment appartement privé. Là une difficulté : la concierge qui ne pouvait manquer de remarquer les allées et venues. D'ailleurs on peut indiquer, semble-t-il, des « caches » variés et faciles à installer. Déterminez-vous, car à y regarder de près les nombreuses conditions nécessaires se trouvent rarement réunies. En dehors des fermes, il y a peu de maisons isolées ou ce sont des châteaux extrêmement attirants pour les boches. Et chacun sait que, dans un village ou une bourgade, les nouveaux venus sont soigneusement observés, les bavardages font le reste, ces terribles bavardages de « gens informés » qui firent autant de mal à la Résistance que la Gestapo et les dénonciateurs professionnels. Il fallait donc une maison éloignée de celle du collaborateur local, à l'extrémité du pays, d'accès facile, avec deux entrées. Alors même tous les dangers ne se trouvaient pas écartés car restent les domestiques. Je me souviens ainsi d'une maison avec annexe, parfaite à tous points de vue, mais l'honorable patronne étant à couteaux tirés avec sa cuisinière, on ne put utiliser ce local. Aussi, quelque soit le dévouement du personnel, je préférerai toujours, pour un tel travail, les ménages seuls et sans enfants, ces enfants redoutables et inconscients, qui remarquent juste ce que l'on cherchait à leur cacher.

Nourrir ces « hôtes inconnus » ne fut pas toujours commode ; heureusement, là, comme pour le logement, la bonne volonté, la solidarité de la majorité des Français permirent de résoudre le problème. Nous connaissons, entre autre, un ménage de concierges parisiens qui vécurent de longs mois de pain et de bouillon afin de nourrir leurs clandestins. Héros anonymes qui ne réclament rien et ont tant mérité !

Réparties dans le secteur, certaines maisons devaient comporter, en plus des lits d'hospitalisation, une salle d'opération. Le Service de Santé basa le nombre de ces postes de secours chirurgicaux, d'une part, sur l'effectif F.F.I. prévu — toujours très approximatif — d'autre part, sur les particularités géographiques faisant présager des opérations plus ou moins importantes dans telle zone susceptible de se trouver complètement isolée. Enfin, j'ajoute que la multiplication de tels centres se heurtait à une difficulté matérielle considérable : la quantité relativement très minime de matériel chirurgical dont nous pouvions disposer. Suivant les cas, cette salle d'opération clandestine s'installa en permanence, — en particulier chez les médecins, mais il y avait alors grand danger d'une perquisition de la Gestapo — ou le matériel fut simplement rangé, prêt à être déployé en cas de nécessité ! La stérilisation souleva autant de difficultés, à

résoudre suivant les cas d'espèce, de même la pénurie de gants, de linge opératoire, de masques d'anesthésie. Chose remarquable cependant, comme nous le verrons plus loin, malgré les conditions rudimentaires dans lesquelles s'effectua cette chirurgie — souvent à domicile, le chirurgien opérant mains nues sur la table de la salle à manger — on observa dans l'ensemble d'excellents résultats.

Il aurait fallu aussi, une installation radiologique. Dans de rares cas celle-ci fut possible grâce à des postes transportables en valises et fonctionnant sur le courant lumière. Mais si le courant venait à être coupé que faire ! Mon Dieu j'avoue que là, comme bien souvent dans la Résistance, le maximum de précautions étant prises, il fallait bien compter, sinon sur le miracle, du moins sur un sort bienveillant qui, en effet, tira de bien des embarras apparemment inextricables. Ceci dit, un phare d'auto branché sur quelque batterie encore utilisable remplaça en mains endroits le groupe électrogène dont nous rêvions.

Outre ces installations montées de toutes pièces, propres seulement à la chirurgie d'urgence, rarement aux interventions abdominales et crâniennes, il fallait se résoudre à utiliser ce qui existait déjà. Nous avons parlé des établissements publics, mais bien souvent on trouve en province, même dans de petites localités imprévues, des cliniques médicales, chirurgicales ou obstétricales. Celles-ci servirent largement, grâce au dévouement de tous, le blessé opéré étant transporté ensuite le plus tôt possible dans une maison amie où le visitait le chirurgien, celui-ci excellait d'ailleurs à « transformer » rapidement une blessure de guerre en accident banal et anodin. Ajoutons, résultat inattendu, que, vers la fin des opérations, la fréquence des bombardements et des mitraillages autorisait souvent à mettre sur le compte des Alliés avec force invectives à l'appui, les blessures des balles allemandes.

La création de ces petits hôpitaux auxiliaires fut également favorisée par ceux qui, sans doute, en préoyaient le moins l'utilité : les autorités de la Santé du Gouvernement de Vichy. Vers le début de juillet 1944, une circulaire adressée à toutes les mairies, enjoignait aux municipalités, devant le redoublement des raids aériens, de prévoir, même en pleine campagne, la création d'hôpitaux complémentaires de débordement destinés à la population civile. Imaginez quel magnifique parti le Service de Santé, sut tirer de ces instructions.

Ainsi répartis, les postes de secours, les postes chirurgicaux, les cachettes clandestines, les cliniques, les hôpitaux ou

sanatoria utilisables, fallait-il encore pouvoir y transporter les blessés. Problème angoissant, affreusement difficile à résoudre car nous ne pouvions savoir d'avance quelles seraient les conditions de l'action, les possibilités de manœuvres que les Allemands laisseraient aux équipes du Service de Santé, même munies du brassard de la Croix Rouge.

Nous verrons, en parlant du fonctionnement du Service de Santé, comment, en pratique, les choses se passèrent, essentiellement variables d'un point à l'autre, d'un moment à l'autre, suivant l'humeur des vaincus de demain.

Le C.M.R. fixa une technique des évacuations, très souple, modifiable très largement d'après les événements.

Disons d'abord que les équipes de sabotage ou d'action directe, opérant en petit nombre, ne s'encombraient évidemment pas d'un personnel purement sanitaire. Si des médecins participèrent à ces opérations, c'est avant tout en combattants, quittes à intervenir médicalement le cas échéant. Tout au plus l'un des hommes reçut-il quelquefois une instruction sommaire d'infirmier, transportant une musette de première urgence. Mais l'on ne peut vraiment pas parler ici d'évacuation, car, ou bien l'opération se passait sans le moindre incident, ou bien le petit groupe, surpris, se voyait obligé de décrocher en combattant sans qu'il puisse être, hélas, question en général d'évacuer un camarade grièvement atteint. Les blessés « s'évacuaient » eux-mêmes, le chef de groupe sachant ensuite où trouver rapidement une voiture et chez quel médecin conduire le blessé grâce au *plan sanitaire* du secteur communiqué au Responsable militaire.

Cependant il est terrible et toujours insupportable de laisser un camarade sur le terrain, aussi des tentatives héroïques aboutirent souvent à la mort de deux Français au lieu d'un seul. Vérité brutale mais qui commandait plus impérieusement que les élans de la charité. L'on peut, en effet, accepter de tels risques pour soi seul, en tant qu'individu, mais non pas en tant que membre d'une armée dont le but n'est pas de voir mourir glorieusement ses soldats, mais de vaincre. Le même cas de conscience se pose au médecin trieur dans une formation chirurgicale de l'avant, encombrée de blessés « ...choisir les cas à évacuer lors du décrochage : certains blessés sont intransportables, dit une note du C.M.R., avec les moyens dont on dispose; shokés, blessés graves de la racine des membres, de la poitrine, de l'abdomen. Si on doit rapidement battre en retraite, il faut se résoudre à les laisser, autant que possible dans une formation

hospitalière pour restreindre les dangers de la répression. Si l'ennemi les fait prisonniers et, s'ils guérissent, on pourra plus tard essayer de les délivrer ».

Un véritable système d'évacuation ne pouvait être envisagé d'avance que pour les groupes combattant en guérilla — et à plus forte raison lorsque les opérations prirent de l'envergure — mais avec l'appui de troupes suffisantes pour protéger, en principe du moins, les blessés. Le premier stade était l'évacuation de la ligne de combat. Comme à toutes les époques et dans toutes les guerres, un seul moyen, le brancardage. Celui-ci toujours dangereux, exigeant des hommes un courage exceptionnel était encore plus périlleux que lors d'une guerre « normale » à cause de la férocité des combats et du sort réservé à tout homme ou femme, combattant ou non. Des envois de personnel et de matériel furent quelquefois possibles, mais, en général, brancards et brancardiers s'improvisèrent sur place et se débrouillèrent, sous la protection des mitraillettes, pour transporter le blessé à l'abri. Parmi les hauts faits du Service de Santé les exploits de ces hommes figurent au premier rang.

Mais à conditions nouvelles, méthodes nouvelles. Il apparut, à la suite de certains incidents dramatiques, que le brancardage habituel s'avérait totalement impossible et que, loin de secourir véritablement les blessés, on ne faisait qu'offrir des cibles faciles à l'ennemi.

« Il y aura lieu, disait une note du Service de Santé, adressée au C.M.R., d'étudier pour les blessés du ventre et des membres inférieurs, un mode de transport sur planches, taillées en forme de skis, sur lesquelles serait fixé un sac dans lequel le blessé pourrait être attaché. Ce moyen de transport permettrait le glissement sur le sol par des infirmiers pratiquant la marche rampante. Nous allons mettre à l'étude ce moyen de transport et des exercices permettant d'en apprécier les possibilités. »

Ainsi naquit le « brancard Prospero » du nom tout shakespearien de son auteur. Extrêmement ingénieux, il se compose, comme l'on voit, de tubulures métalliques comparables au grand cadre de Rouvillois, mais dont l'avant profilé en forme de ski, permet le glissement en terrain varié, alors que les roues escamotables en font un traîneau commode dès que le sol s'y prête. Par ailleurs, la potence, figurée à l'avant, s'accroche facilement à une bicyclette (les bicyclettes et la Résistance !) et la luge devient remorque sur route. Enfin, un avantage et non des moindres, ce brancard est complètement démontable, si bien qu'avant le combat, il se transporte très discrètement en ruck-sac. J'ajouterai que le modèle devait être sorti en grande série par... la Dé-

fense Passive lorsque la poussée des armées libératrices le rendit merveilleusement inutile.

Quels que soient les moyens employés, ce transport en brancard demeurerait difficile et dangereux, d'où la nécessité de le réduire au minimum, en amenant *les voitures d'évacuation* le plus près possible du lieu des combats. Voitures bien diverses : ambulances de Défense Passive, ambulances municipales ou privées, camionnettes plus ou moins démodées ou simplement voitures particulières. On utilisa tous les moyens... jusqu'aux chars à bœufs d'aspect tellement inoffensif !

La voiture (les voitures peut-être), prête à partir au premier appel, était garée en un point central du secteur, connu du commandement militaire. Encore une fois, véritable leitmotiv, nous voyons réapparaître la nécessité absolue de liaisons parfaitement établies avec les groupes d'action directe. La plupart des défaillances locales du Service de Santé sont dues à des contacts trop lâches avec les groupements de Résistance. Les blessés, embarqués dans l'ambulance, que faire ? De multiples discussions eurent lieu sur le point de savoir s'il fallait évacuer loin ou près, amener le blessé au chirurgien, ou le chirurgien muni de ses valises d'urgence vers le blessé. La question ne se posait de cette façon que dans les zones de maquis ; nous aurons l'occasion de revenir sur le Service de Santé du Maquis, véritable service d'une armée en temps de guerre et dont l'organisation à cet égard présentait quelques facilités, compensées, il est vrai, par les conditions tellement spéciales de vie du maquis.

Deux écueils à éviter : transporter le blessé trop loin et risquer des barrages sur route, le laisser au contraire trop proche d'une zone d'opération récente, risquant d'être battue en tous sens par l'ennemi et, primant toutes les autres considérations, la gravité de la blessure. Comme dans tous les problèmes médicaux, le raisonnement abstrait ne sert de rien, mais essentiellement le bon sens.

« Certains blessés graves ne peuvent être opérés avec les moyens clandestins dont on dispose sur place : une plaie pénétrante du ventre, certaines plaies graves de poitrine, du cou ou de la tête exigeant une opération délicate, donc une installation bien outillée. Là encore, le risque vital l'emporte sur le risque policier, il est souvent plus sage de laisser le blessé sur place pour qu'il ait une chance d'être opéré et sauvé. Ceux qu'on a délivrés ensuite sont assez nombreux pour justifier une aussi pénible conduite. »

Autrement dit, à moins d'installations clandestines d'une qualité exceptionnelle, ces blessés graves doivent être conduits

dans un hôpital, une clinique, outillé pour la chirurgie, où ils seront opérés par le chirurgien du secteur, aussitôt alerté, et camouflés dans la mesure du possible... à Dieu vat ! Au contraire, les blessés moyens et légers peuvent être opérés dans les salles (mot bien ambitieux, en vérité) clandestines. De grandes précautions s'imposaient, comme en témoigne cette note de sécurité de la Direction Nationale du Service de Santé :

« Nous attirons l'attention des chefs de Région sur la nécessité de pousser jusqu'aux limites du possible les précautions de clandestinité au cours du traitement que le corps sanitaire de la Résistance est amené à donner aux blessés frappés dans les conditions actuelles.

Un événement, survenu récemment, a abouti à l'arrestation des deux responsables médicaux sanitaires les plus importants d'une région et au passage dans le maquis du chirurgien qui avait traité un blessé. On avait commis la faute d'amener le blessé au lieu de traitement dans des conditions telles que ceux-ci avaient été parfaitement reconnus par lui. Celui-ci fut arrêté plusieurs semaines après et interrogé par la Gestapo. Il la renseigna sur le lieu où il avait été soigné, ce qui a entraîné immédiatement des arrestations dans le personnel sanitaire.

Cet incident regrettable doit servir d'exemple. Toutes les fois qu'un blessé a gardé connaissance, il devra être amené dans des locaux aussi discrets et anonymes que possible. Il faut éviter, autant que faire se peut, les établissements publics en particulier, car ils sont facilement reconnaissables, et prendre toute mesure pour qu'à aucun moment le blessé ne connaisse avec précision l'endroit dans lequel il a été traité. Il devrait être inutile d'insister sur la nécessité absolue de cacher au patient le nom des chirurgiens ou médecins qui l'ont traité : or, il semble bien que, dans le cas cité plus haut, le blessé connaissait le nom du chirurgien et du responsable sanitaire principal.

Cette note devra être diffusée immédiatement à tous les médecins susceptibles d'être amenés à donner des soins aux membres de la Résistance qui pourraient être actuellement blessés en Service. »

Le blessé, opéré et hospitalisé dans cette cachette clandestine, doit cependant y rester le moins longtemps possible, une évacuation secondaire devenant par elle-même sans danger à un stade tardif, et permettant de le loger jusqu'à guérison chez des particuliers... mais toute menace n'est pas encore écartée ! Supposons que, chez ces admirables braves gens, se présente un monsieur qui leur tienne ce discours : « Je fais parti de la Résistance et je viens chercher le camarade que vous avez soigné avec tant de dévouement, etc., etc... » Comment savoir si ce « Résistant » n'a pas dans sa poche une paire de menottes, autrement dit, s'il ne s'agit pas d'un sondage — peut-être au hasard — de la Milice ou de la Gestapo ? D'où la nécessité d'un mot de passe.

De même pour les blessés légers pouvant regagner leur domicile après pansement et piquûre de sérum. Ils se présentaient chez

le plus proche médecin du secteur avec le fameux « mot », le respectable cabinet devenant ainsi un poste de secours, puis ils disparaissaient.

Voilà le schéma de l'organisation : si vous voulez bien penser qu'elle s'étendait à toute la France, vous aurez une idée du travail accompli pour repérer et installer les postes, répartir les médicaments, trouver ou créer des brancards, pressentir des voitures d'évacuation et se procurer les stocks d'essence nécessaires. Une fois le dispositif mis en place, la plus grande erreur eut été de se tenir quitte, car, sans des tournées incessantes, le Service se fut momifié et à nos appels n'eût répondu qu'un léger nuage de poussière. Oui, travailler sans cesse; j'expose ici une organisation qui semble figée, alors qu'à la réalité, tout en domaine de Résistance était, ne pouvait être que le fruit d'une création continue, toujours remaniée, chacun à n'importe quel échelon, risquant de se trouver d'une heure à l'autre, complètement isolé et obligé, par lui seul de résoudre tous les problèmes. Je crois que c'est là une des caractéristiques les plus remarquables de la Résistance, comme la bonne humeur, l'entrain, la camaraderie. Malgré toutes ces précautions, ces difficultés, ces mots de passe, ces drames, l'atmosphère demeurerait extraordinairement sympathique. Quand on parle de Résistance, ce sont les grands mots maintenant, les poses tragiques : l'opéra d'ailleurs plutôt que l'hymne. A vrai dire, nous aimons l'hymne, mais guère l'opéra. Pas plus que les combattants du front, les hommes de la Résistance ne prononçaient de sentences définitives ou de mots héroïques en essayant furtivement une larme photogénique au coin de l'œil. Non, on savait que c'était pour la France ; on le savait simplement une bonne fois pour toutes. Oserai-je avouer que je pensais quelquefois à la collection « La guerre des cerveaux », aux romans de Fenimore Cooper et qu'il me semblait vivre une de ces aventures dont nous rêvions jadis. Mais, il y avait l'exaspérante, l'ignoble réalité de la présence allemande et de sombres coups qui, brutalement rompaient le charme.

Il n'empêche que je regretterais toute ma vie d'être resté spectateur, alors qu'une telle occasion nous était offerte. Je parle évidemment pour moi seul, mais je crois que mes camarades ne me démentiraient pas, car, dans le fond de nous-mêmes, nous avons tous soif d'horizons nouveaux et d'aventures.

Et maintenant, il nous faut montrer ce qui fut le plus passionnant, le plus tragique aussi : le maquis; l'organisation du

Service de Santé dans les maquis. Nous ne verrons ici que l'organisation schématique générale, quitte à donner plus loin des détails pris sur le vif et des photographies de quelques-uns de ces singuliers « camps de jeunesse ».

Avant toute chose, la vérité et la justice nous font un devoir de rendre hommage aux *médecins de campagne*, grâce à qui la médecine du maquis fut *pratiquement* réalisable. Dans les zones montagneuses ou boisées où se développa le maquis, ce furent eux véritablement qui portèrent à ces hommes vivant dans des conditions dures et dangereuses, le secours physique et souvent moral dont ils avaient tant besoin. Ils paraîtront, à d'aucuns, siéger dans notre hiérarchie tout en bas de l'échelle, mais, à plus d'un égard, c'est d'eux qu'il aurait fallu parler d'abord. Imagine-t-on bien pour un médecin de campagne, harassé de tournées où le manque d'essence se faisait cruellement sentir, ce que représentaient des expéditions au cœur du maquis ? D'autant que ces médecins figuraient en bonne place sur la liste des suspects. Malgré cela, au risque d'avoir à abandonner du jour au lendemain leur situation, leur famille, ils ne marchandèrent pas leur concours au Service de Santé de la Résistance. Beaucoup furent obligés à leur tour de prendre le maquis, vivant l'existence migratrice et mouvementée des groupes armés. Le contact s'établissait facilement entre le Responsable maquis et le médecin, souvent unis de longue date par les hasards de la clientèle. Les liaisons là au moins n'offraient en général pas de difficultés ; le plus difficile, au contraire, était de les rendre secrètes et ignorées des mouchards et des bavards, car la Gestapo se montrait habituellement impitoyable, et les médecins ne manquent pas, qui moururent ainsi torturés par l'ennemi. De leur propre initiative, par leurs propres moyens, avant tout contact officiel avec le Service de Santé — *sur cela nous voulons insister* — les praticiens organisèrent la visite des maquis, le traitement et l'évacuation des blessés souvent dans leur propre voiture par des routes extrêmement dangereuses. Rien souvent, les délégués du C.M.R. n'eurent qu'à coordonner et à ravitailler un Service déjà préparé de façon remarquable. Cette réaction spontanée du corps médical en dit plus que de longs discours. Les médecins de campagne furent ainsi les premiers « médecins auxiliaires » des F.F.I. Honneur à eux !

Les maquis constituant des groupes organisés, des médecins auxiliaires, assistés d'infirmiers et de brancardiers, leur étaient en effet nécessaires, véritables médecins de corps de troupe

vivant avec les hommes, et qui souvent, en cas de danger, échangeaient leur Croix Rouge contre une mitrailleuse :

En outre, il fallait prévoir des équipes chirurgicales mobiles, des hôpitaux d'évacuation entre ces diverses formations. Impossible en effet de compter ici sur le secours des chirurgiens installés, toute opération de quelque envergure entraînant l'isolement de la zone de combat. Je ne veux pas prétendre que ce dispositif idéal fut partout réalisé. En particulier, les pays de montagne posèrent aux évacuations des problèmes presque insolubles.

L'infirmierie du camp, suivant l'importance de celui-ci et son installation plus ou moins complète, ne possédait aucun local que la terre et les arbres ou bien une tente, quelquefois même une baraque de bois démontable, tels ces camps de la Nièvre et du Morvan où fonctionnaient de véritables Q.G. reliés téléphoniquement au Poste de commandement. La qualité diverse des campements entraîna pour les hommes une très grande variabilité dans la morbidité. Ne l'oublions pas — surtout au début — les opérations furent relativement rares : il s'agissait avant tout de se soustraire à l'ennemi pour le frapper plus tard.

Dans des conditions de vie aussi précaires (mais on avait aussi des permissions au maquis !) l'état de santé des troupes devait faire l'objet d'une surveillance attentive. Malgré quelques ressemblances — plus apparentes que réelles — avec le camping et le scoutisme, la vie du maquis sembla très pénible à de nombreux garçons des villes, ouvriers, employés ou étudiants, habitués à une existence sédentaire et abritée. Passe encore pour l'été, mais beaucoup ont vécu un hiver dans les bois ou les montagnes de France. (Dans ces dernières, les chalets ou refuges de montagne, faciles à défendre, se révélèrent des asiles remarquables). L'ingéniosité de chacun fit merveille. Oh ! certes, les magnifiques maquis allemands en préparation que nous décrivent les journaux, seront sûrement plus luxueux, plus confortables, de même que les tranchées allemandes furent mieux aménagées que les tranchées françaises — mais reste à savoir s'ils seront plus efficaces. Les maquis de fortune permirent la construction d'abris convenables où chacun se calfeutrait de son mieux, tandis qu'aux alentours du camp, les sentinelles veillaient. Mais parfois, le camp dut se replier en toute hâte, abandonnant une installation longuement et péniblement préparée. Alors, plus rien, pendant des jours et des nuits que le froid et la pluie. Il faut admirer l'allant des chefs qui, dans de telles conditions, surent maintenir, pendant des mois, le moral de leur troupe, la confiance et la

bonne humeur, (ce mot me vient naturellement sous la plume quand je parle de Résistance), tout en l'entraînant aux combats de demain. La présence de médecins ou étudiants — trop rares au début — ne fut peut-être pas tout à fait étrangère à cet état de choses.

Malgré cela, malgré le manque croissant d'équipement et particulièrement de chaussures, dans l'ensemble, l'état sanitaire demeura bon. J'extrais les lignes suivantes d'un rapport à la Direction Nationale du Service de Santé sur « l'état sanitaire des maquis » :

« Dans l'ensemble, les règles élémentaires d'hygiène ont été bien observées : sources séparées quand cela est possible pour l'alimentation et les soins corporels; mise à l'écart, à une bonne distance, des feuilles. Par contre, on doit noter une quantité croissante de parasites (poux).

Au cours de l'été et de l'automne, on n'a pas eu à déplorer d'épidémies sérieuses. Le nombre des typhoïdes est certainement très faible, car d'aucune région nous n'avons reçu de rapport à ce sujet. Cependant, on a eu à traiter une quantité relativement importante de troubles intestinaux à caractère bénin. Ceux-ci plus liés au déséquilibre alimentaire qu'à une pollution de l'eau. La grande majorité des maquis est, en effet, pourvue de sources de bonne qualité; toutefois on doit noter une insuffisance de légumes, une quantité à peine suffisante de pain, alors qu'au contraire, il semble y avoir eu des excès de viande. Souvent aussi, les viandes consommées étaient acheminées avec du retard et, sans être véritablement avariées, provoquaient des troubles digestifs. On a remarqué la quantité très réduite d'accidents pulmonaires et grippaux.

Les troubles *dentaires* constituent un des aspects les plus fréquents de la pathologie du maquis. Les hommes ont trop souvent à leur arrivée une bouche en mauvais état, il n'est pas rare de trouver 2, 3, 4 sujets porteurs de chicots infectés dans le même maquis. Or, nous ne disposons pas, jusqu'à présent, de dentistes ambulants. »

On voit, dans ce rapport, soulevés quelques-uns des problèmes que posait l'organisation sanitaire des maquis : soins dentaires — d'où la nécessité de « correspondants », non seulement parmi les médecins mais aussi les dentistes — surveillance du ravitaillement. Souvent celui-ci était parfaitement organisé avec l'aide des paysans et des fermiers qui pratiquaient l'abattage clandestin au profit des seuls maquis (alors que d'autres, ne l'oublions pas, ravitaillaient le marché noir) tandis que le boulanger délivrait du pain avec ou sans remise de faux tickets. Ailleurs, ou dans les périodes de remaniement, après le déplacement d'un camp, les expéditions de ravitaillement — tant critiquées — s'imposaient pour obtenir le minimum vital nécessaire. A vrai

dire, les choses se passèrent, en général, le mieux du monde et l'on ne doit pas se montrer surpris que des soldats se présentent en armes pour de telles opérations.

La surveillance sanitaire des maquis exigeait également, afin d'éviter des désastres ultérieurs, la vaccination des hommes. Voici ce que dit à ce sujet le même rapport :

« Une évaluation approximative doit faire apprécier à environ 2/5 des effectifs, le nombre des hommes de maquis non vaccinés. Nous envoyons, en ce moment, aux médecins chefs départementaux du vaccin Pasteur triple associé (antityphoïdique, paratyphoïdique, diphtérique et tétanique). Nous recommanderons aux médecins qui font la vaccination, de procéder par doses plus réduites que dans la technique habituellement usitée. »

Un point important préoccupa les médecins du maquis : la fréquence par moments inquiétante des blennorragies. Heureusement, grâce au traitement sulfamidé (les sulfamides ne man-

quèrent jamais), les désastres purent être évités et les effectifs se maintinrent à un niveau normal. Je ne dirai pas que les conseils d'abstinence ou simplement prophylactiques eurent toujours un grand succès !

Au début de 1944, l'extraordinaire développement du maquis, devenu une véritable armée avec ses chefs, ses officiers de liaison, ses camps, ses postes de commandement répartis sur le territoire, son activité croissante à mesure que



Le poste de secours
du Théâtre Moncey

croissait l'armement, imposa au C.M.R. la création d'une « *Inspection Sanitaire des Maquis* », le terme s'explique de lui-même ; je ne ferai donc que citer la note adressée par la Direction Nationale du Service de Santé à la Direction des Maquis :

Au début de 1944, l'extraordinaire développement du maquis, devenu une véritable armée avec ses chefs, ses officiers de liaison, ses camps, ses postes de commandement répartis sur tout le territoire, son activité croissante à mesure que croissait l'armement, imposa au C.M.R. la création d'une « *Inspection Sanitaire des Maquis* », le terme s'explique de lui-même ; je ne ferai donc que citer la note adressée par la Direction Nationale du Service de Santé à la Direction des Maquis :

« Il est créé à la date du 1^{er} janvier 1944 une Inspection sanitaire des Maquis : il existe en principe un inspecteur sanitaire par région (au moins au début) ; il est prévu pour R1 (Région de Lyon) et R5 (Région de Limoges) que chacune de ces régions en aura deux.

« Ces inspecteurs sanitaires sont nommés par la Direction Nationale du Service de Santé à laquelle ils rendront compte de leur activité. Ils font leur tournée sur les indications de la Direction Nationale du Service de Santé, mais, dans certains cas particuliers, se rendent en un point signalé par la Direction Régionale des Maquis à laquelle ils sont affectés.

Tous les moyens d'assurer leur fonction doivent leur être assurés par le chef responsable, régional maquis. Ils doivent être en rapport constant avec celui-ci ; ils établissent une liaison permanente entre les Directions Sanitaires régionales et nationales, la Direction régionale maquis et les Maquis eux-mêmes. Leur ressort est le suivant :

- Inspection de l'état de santé des hommes du Maquis ;
- Inspection de l'état du matériel sanitaire ;
- Etablissement des demandes de matériel ;
- Liaison avec le personnel médical (Maquis et Régions) ;
- Compte rendu de leur activité aux Directions Régionale et Nationale du Service de Santé et Information auprès de la Direction Régionale Maquis. »

Le Service de Santé du Maquis, tel que nous l'avons envisagé jusqu'à présent, ne constitue qu'un des aspects de la question, le plus important demeurant le traitement des blessés.

Pour le Maquis, comme pour les autres formations de la Résistance, les cachettes et cliniques clandestines offraient un premier lieu d'asile. Mais ces régions, placées à l'avant-garde de la libération, étaient aussi les plus surveillées, les plus menacées par les représsailles de l'ennemi. Ainsi, dans le Morbihan, à Malestroît, les Allemands firent une descente à la clinique chirurgicale.. Le médecin allemand passa la visite de tous les blessés. Tous étaient atteints par balle ou éclats d'obus. Le sort du médecin-chef de la clinique ne faisait de doute pour personne, la fusillade certaine. L'officier allemand lui dit : « Monsieur, vous êtes un terroriste. — Non, répondit le docteur Q..., je suis médecin français et je soigne tous les blessés qui m'arrivent ici. — Mais enfin, répliqua l'Allemand, vous savez très bien que soigner des terroristes est puni et que vous n'avez pas le droit de le faire. — Oui, Monsieur, je n'ai pas le droit de le faire, mais je n'ai pas le droit de soigner des blessés allemands non plus, et pourtant je le fais. »

L'officier allemand fut-il touché du courage de ce chirurgien français, en tout cas, il n'insista pas et le docteur Q..., ne fut pas

inquiété. Ailleurs, contre toutes les règles de la sécurité, officiers allemands et F.F.I. voisinaient dans la même clinique.

L'expérience montra qu'en réalité, la seule façon possible de traiter rapidement et avec sécurité de tels blessés, résidait en la création et la multiplication d'*équipes chirurgicales mobiles*.

Le passage d'une note diffusée aux chefs régionaux du Service de Santé expose très clairement la situation :

« L'expérience des dernières semaines a montré qu'il est nécessaire et urgent de disposer sur place d'équipes chirurgicales prêtes à fonctionner à tout moment.

Ce principe est commandé par les quatre faits suivants :

1° Les obstacles de plus en plus grands apportés à la circulation entre départements et régions (obstacles dus à la carence des moyens de transport et surtout aux mesures policières de Vichy et des Allemands) font qu'il sera illusoire de vouloir envoyer des équipes chirurgicales dans les points névralgiques au moment où une action sera déclenchée;

2° Nécessité de mettre, dès maintenant, les futurs médecins traitants en rapport avec les éléments militaires qu'ils auraient éventuellement à traiter ;

3° L'insécurité totale dans laquelle on se trouve à la suite de traitements chirurgicaux ou médicaux faits dans les cliniques ou hôpitaux publics ou privés;

4° L'ignorance totale dans laquelle nous nous trouvons du moment auquel se déclenchera l'action et des circonstances dans lesquelles elle se déclenchera, fait que nous avons le devoir impérieux de placer immédiatement le personnel et le matériel à la disposition des organismes qui en ont besoin. »

Jamais, à la réalité, ces équipes ne furent assez nombreuses, ni réparties assez tôt dans les divers maquis; malgré tous les appels et tous les efforts du Service de Santé, ceux-ci en manquèrent toujours.

Quatre personnes en principe appartiennent organiquement aux équipes chirurgicales :

Un chirurgien : interne ou chef de clinique susceptible de quitter à tout moment son poste officiel et possédant les qualités physiques et morales indispensables pour ce travail périlleux ;

Un aide : étudiant ou externe des hôpitaux ;

Un anesthésiste, ces deux derniers devant être interchangeables.

Une infirmière enfin munie d'une instruction au moins sommaire, capable de passer correctement les instruments au chirurgien, de les stériliser avec des moyens de fortune, de faire piqûres et pansements.

Bien entendu ce personnel se complétait d'éléments pris sur place. Dans ce but, le service de santé fit distribuer un manuel élémentaire de secourisme car des accidents déplorables — mort par hémorragie — avaient été signalés, faute des connaissances rudimentaires. Les équipes ainsi constituées rejoignirent au premier appel, grâce à des voitures prévues à l'avance, disposant de trois laissez-passer : faux « ausweiss » allemand, laissez-passer français et sauf-conduit du maquis... pour éviter que la voiture, comme cela s'était déjà produit, ne soit réquisitionnée par des F.F.I. trop zélés.

Quelquefois, la situation, embrouillée à l'extrême, obligea les membres de l'équipe à partir séparément à bicyclette, emportant en ruck-sacs le minimum de matériel prévu d'après le tableau suivant :

5 bistouris	2 rugines
2 pinces à disséquer à griffe	2 pinces de J.-L. Faure
1 pince à disséquer sans griffe	4 pinces de Chaput
2 pinces de Kocker	2 masques d'Ombredanne
2 paires de ciseaux courbes	3 litres d'éther anesthésique
1 paire de ciseaux droits	2 seringues de Pauchet
1 paire d'écarteurs de Farabeuf	50 ampoules de 20 cc. de Novocaïne
2 aiguilles de Reverdin courbes	50 bobines de catgut N° 1
2 aiguilles de Reverdin droites	50 bobines de catgut N° 3
2 sondes cannelées	25 bobines de lin N° 1
10 tubes de Kelène	25 bobines de lin N° 3
50 petites éponges Spontex	25 tubes crin de Florence
1 kg compresses stériles	25 aiguilles de lin N° 1
1 kg coton hydrophile	2 bobines fil ordinaire
01,500 teint. d'iode	50 ampoules de morphine
1 l. alcool à 90°	50 ampoules solucamphre
500 gr. de sulfamide en poudre	50 ampoules serum antitétanique
2 savons de Marseille	4 seringues de 20 cc
6 piles de poche	4 seringues de 1 cc
10 paires de gants de caoutchouc	50 aiguilles à injection
serum	6 tubes de caoutchouc avec gtt à gtt, serum physiologique, pansements, bandes plâtrées
2 curettes	
1 davier de Farabeuf	
1 scie à amputation	

Comme on le voit, ce matériel est plus que sommaire. Chaque fois il devait être complété sur place : par du linge prélevé dans les maisons voisines, des récipients pour faire bouillir le linge et les instruments ; la réquisition de tout ce qui pouvait être utile chez les médecins ou pharmaciens, surtout grâce à l'existence de matériel clandestin dans toutes les régions susceptibles de faire appel à une équipe volante. Ces équipes devaient, pour fonction-

ner, s'installer dans des locaux aussi convenables que possible comprenant — idéal rarement réalisé — une salle d'hospitalisation, une salle d'opération et une salle de stérilisation. Bien souvent ces locaux furent comprimés dans les deux pièces d'une ferme, d'une maison forestière ou d'une cabane improvisée. On a même vu les chirurgiens opérer, en pleine campagne, sous la pluie battante. Ici plus que jamais les possibilités demeurèrent fonction des circonstances, le chef d'équipe jugeant en maître de la conduite à tenir.

Beaucoup d'équipes ne desservaient pas un seul maquis, mais plusieurs groupes, « volant » d'un lieu à l'autre par des routes infestées d'ennemis, laissant au médecin auxiliaire les soins post-opératoires, les pansements et la surveillance des blessés.

Quelquefois de véritables hôpitaux de campagne fonctionnaient dans les départements partiellement libérés par les F.F.I. Mais cette libération, sujette aux fluctuations de la bataille, souvent provisoire ; ne permettait pas une sécurité suffisante et de telles installations entraînèrent souvent de graves déboires : la perte du matériel chirurgical si rare et si précieux, la capture et l'exécution des blessés et du personnel médical.

Une fois de plus le Service de Santé se trouvait pris entre le souci d'une installation chirurgicale la meilleure possible et la sécurité des blessés. Fallait-il risquer d'amener les blessés dans un centre déjà outillé (telles ces petites cliniques de campagne où le chirurgien voisin venait opérer une ou deux fois par semaine) ? Fallait-il les transporter très loin de la zone de combat ou, au contraire, opérer seulement à quelques kilomètres de là avec des moyens de fortune ? Les événements, certaines expériences amères fixèrent la conduite à tenir. Dans la majorité des cas, devrions nous dire car, dans de telles conditions les directives ne peuvent être que très souples, à chacun de s'adapter aux circonstances.

Finalement les instructions du C.M.R. déterminèrent la marche des opérations de la façon suivante :

— Amener le chirurgien au blessé, non le blessé au chirurgien ; c'est le principe même des équipes chirurgicales.

— Installer celles-ci dans un local aussi discret que possible, quitte à devoir l'aménager complètement. Tant pis pour l'asepsie !

— Réduire au minimum le transport en voiture (ou tout autre moyen) du lieu de combat : quelques kilomètres seulement pour échapper à la zone de feu.

— Au poste où s'est déployée l'équipe volante, celle-ci fonc-

tionne comme centre chirurgical, si toutes les liaisons sont supprimées avec les centres voisins ; comme centre de triage et petite chirurgie, si l'évacuation est possible.

— En tout cas évacuer de l'ambulance chirurgicale de première ligne vers un hôpital de l'arrière (c'est-à-dire un grand centre) aussitôt que l'état du blessé et la sécurité du transport le permettent.

Voilà le schéma de l'organisation sanitaire des maquis... nous le verrons s'en approcher ou s'en éloigner suivant les diverses régions. En date du 1^{er} Juillet 1944, comme le dit très bien une note du délégué zone sud du C.M.R. : « Il y a lieu plus qu'à aucun moment jusqu'ici de laisser au dispositif sanitaire la plus grande souplesse. Cela tient essentiellement au fait que le Service de Santé se trouve conduit à fonctionner dans des conditions qui sont totalement différentes d'une région à l'autre et dans les différents secteurs même très rapprochés d'une même région. »

Souplesse et initiative personnelle : tels me semblent les traits dominants de l'organisation du Service de Santé de la Résistance.

En vérité, la libération du peuple français ne fut pas l'effet d'un hasard, mais le résultat d'un obscur et patient travail d'organisation.

Beaucoup de gens seraient surpris encore aujourd'hui, ces gens qui souriaient ironiquement quand on leur parlait de Résistance, de l'extraordinaire minutie avec laquelle fut tendu le réseau de l'armée secrète. Depuis le modeste retraité qui servait de « boîte aux lettres » jusqu'au brillant chef de maquis, tous ont joué leur rôle. Aucun n'était inutile, aucune besogne n'était médiocre car chacune engageait tout l'être et non seulement lui, mais sa famille, suivant les principes de l'horrible loi allemande. Imagine-t-on toute cette armée d'agents de renseignements, de saboteurs, de propagandistes, d'insurgés de demain avec leurs points de ralliement, leurs camps d'entraînement, leurs chefs et leur discipline ?

Parallèlement nous avons essayé de montrer l'organisation que prépara et mis en place le Service de Santé de la Résistance, grâce à qui les combattants ne se trouvèrent pas seuls dans leur isolement et dans leur souffrance.

Le hasard ici a des noms humains et douloureux si le succès de l'entreprise fut une espèce de miracle.

LE SERVICE
DU
MATÉRIEL SANITAIRE

Si je voulais entrer dans le détail de toutes les difficultés rencontrées par le Service de Santé dans la récupération et la distribution du matériel, ce chapitre serait sans doute le plus long du volume. Je serai bref, au contraire, mais veuillez imaginer cependant, vous qui connaissez les difficultés de n'importe quel ravitaillement dans ce pays consciencieusement et légalement drainé par les Allemands, le travail immense, les débrouillages incessants qu'exigèrent des responsables du service du matériel l'achat, sous cinquante noms différents, (7 millions rien que pour la zone Sud, 10 millions pour la zone Nord) et la distribution des milliers d'articles médico-chirurgicaux que nous énumérerons plus loin ! Avouons que tout ne fut pas acheté et je n'ai pu m'empêcher de sourire, l'autre jour, en entendant un respectable médecin colonel me raconter comment il avait organisé le « cambriolage » d'un hôpital militaire de la zone Sud.

A part ces « reprises » aussi nombreuses que possible, laissées à l'initiative des responsables régionaux et départementaux, les fabricants — consciemment ou inconsciemment — en arrivèrent à travailler presque uniquement pour la résistance : ainsi, pour les pansements individuels, indispensables au maquis, et que les Allemands n'arrivaient jamais à se procurer. Je pourrais donner bien d'autres exemples du même ordre.

Puis il fallut trouver des camions pour transporter ce matériel, en apparence abondant, à la réalité jamais suffisant. Les dévouements ne manquèrent pas. Les faux-papiers et les faux ordres de mission non plus. Quand tout était prêt, il arrivait que l'essence fit défaut et la Résistance, malgré sa pureté, se trouvait contrainte au marché noir...

Les voitures partaient donc avec leurs précieuses cargaisons... Mais pour répandre ensuite la manne, les plus respectables, comme les plus jeunes, devaient enjamber leur fidèle bicyclette et apporter à chacun en sacs à dos son lot de matériel. Cela n'est encore rien, car songez que d'autres, pendant ce temps, transportaient en aussi grande quantité des armes et des explosifs et si nous, nous risquions quelques explications embarrassées, eux risquaient la mort.

Sans parler de multiples achats locaux qu'il serait impossible de préciser exactement, le service central du matériel dépendant du CMR livra environ :

- 300.000 pansements individuels
- 1.000 kilogs de sulfamide en poudre
- 500 kilogs de permanganate de potasse
- 85.000 ampoules de novocaïne
- 30.000 ampoules de morphine
- 25.000 tubes de catgut et de crin
- 300 kilogs de mercurochrome
- 100 valises chirurgicales
- 2.000 kilogs de coton.

Des milliers de doses d'Evipan, des dizaines de milliers d'ampoules de sérum antitétanique, de toni-cardiaque, de Kelène, des milliers d'ampoules de sérum antigangréneux, des kilomètres de bandes de gaze, de bandes plâtrées, des milliers de comprimés de sulfamide, de grosses quantités de savon, etc... etc... Il est juste, après les dangereuses ténèbres, de célébrer maintenant le nom du grand centre de ravitaillement clandestin : l'Institut Pasteur, qui, non seulement fournit des dizaines de milliers d'ampoules de sérum, mais fut encore le dépôt principal de médicaments et de matériel chirurgical. A côté de lui signalons le Laboratoire de Bioénergétique de la Société Scientifique d'Hygiène où le responsable du matériel vivait en troglodyte, manipulant le matériel et composant ses valises au deuxième sous-sol de la maison ; les innombrables pharmacies de Paris et de province, véritables « points d'appui » du Service de Santé. Nous avons cité quelques chiffres certainement très inférieurs à la réalité. Voici des tableaux détaillés qui montrent ce dont disposaient les différentes unités :

Equipement des Postes de Secours de Médecins du Maquis :

- 2 bistouris
- 1 paire de ciseaux droits
- 1 » » courbes
- 1 » » à pansements

1 pince à disséquer à griffes
 1 » » sans griffes
 6 pinces de Kocher
 1 paire d'écarteurs de Farabeuf ou de Volkmann
 1 aiguille de Reverdin courbe
 1 porte-aiguille + 6 aiguilles à suture courbes
 Seringues : 3 de 2 cc.
 » 3 de 10 cc.
 Catgut n° 1 : 10 tubes
 Crins moyens : 10 tubes
 Pansements individuels : 100
 Compresse de gaze stérilisée : 200
 Coton hydrophile : 1 kg
 Coton cardé : 1 kg
 Bandes de gaze : 50
 Bandes de crêpe : 150
 Leucoplast : 22 rouleaux
 Alcool à 90° : 150 gr.
 Ether sulfurique : 150 gr.
 Teinture d'iode ou mercurochrome : 150 gr.
 Eau oxygénée : 500 gr.
 Sulfamide en poudre : 500 gr.
 Chlorhydrate de morphine : 25 ampoules
 Caféine : 25 ampoules
 Adrénaline : 25 ampoules
 Huile camphrée : 25 ampoules
 Novocaïne : 50 ampoules de 10 cc.
 Sérum antitétanique : 50 ampoules
 » antigangréneux : 25 ampoules
 » antivenimeux : 25 ampoules
 Aspirine : 200 comprimés
 Pilules parégoriques : 200 comprimés
 Alcool à brûler solidifié : 25 boîtes
 Thermomètres : 2
 Garrots : 5
 Épingles de sûreté : 3 douzaines
 Bandes plâtrées : 100
 Attelles membre inférieur : 16
 Attelles membre supérieur : 6
 Savon de Marseille : 2
 Brosses à main : 2
 Lampe de poche : 1
 Piles de rechange : 5

On aura une idée des quantités globales distribuées, quand nous aurons dit qu'il y avait à pourvoir 40 postes de maquis dans la région de Lyon, 25 dans la région de Marseille, 15 dans la région de Montpellier, 30 dans la région de Toulouse, 25 dans la région de Limoges, 15 dans la région de Clermont Ferrand, 25 dans la région de Dijon ; et que dans la zone Nord ont été distribuées environ 500 musettes de médecin de bataillon.

A côté de ces colis destinés aux postes de maquis, voici un type de colis médical envoyé aux différentes « cachettes » de soins et hospitalisation :

Alcool : 5 litres
Mercurochrome : 100 gr.
Eau oxygénée à 100 vol. : 2 litres
Permanganate de potassium : 500 gr.
Ampoules de morphine à 1 cg. : 100
» caféïne à 0,25 : 50
» adrénaline : 20
» ergotine : 20
Sérum physiologique à 125 cc : 20
» » à 250 cc : 10
» » à 500 cc : 5
Sérum glucosé hypertonique à 300 cc. : 10
Farine de moutarde : 2 kgs
Théobromine : 100 gr.
Caféïne : 50 gr.
Iodure de potassium : 125 gr.
Iode : 50 gr.
Extrait d'opium : 10 gr.
Solucamphre : 10 boîtes de 1 cc.
Soludagénan : 2 boîtes de 1 cc.
Thiazomide, Dagénan, Septoplix : 20 boîtes
Exoseptoplix : 20 boîtes
Digitaline : 10 flacons
Pressyl : 2 boîtes
Strophantus granulés : 10 tubes
Propidon injectable : 3 boîtes
Hémostyl : 10 boîtes
Arrhémapectine : 10 boîtes
Hépatrol injectable : 3 boîtes de 12
Sérum antitétanique : 25 ampoules
» antipneumo : 10 ampoules
» antiméningo : 10 ampoules
Gardénal à 0,05 et 0,10 : 20 tubes
Ampoules de Novo à 1 % : 100 de 2 cc.

Enfin l'équipement individuel distribué, dans la mesure du possible, aux milliers de F.F.I. prévus par le commandement militaire se composait de :

2 pansements individuels
1 flacon de teinture d'iode ou mercurochrome de 25 cc.
1 flacon poudreux de sulfamide de 10 gr.

Je m'arrête dans ces énumérations, un peu fastidieuses, qui donnent un aperçu de la quantité de médicaments répartis par le Service de Santé.

Cependant je me permettrai de donner encore un exemple

que je crois intéressant, le matériel contenu dans les fameuses « valises » des équipes chirurgicales mobiles :

Valise N° 1 :

Coton : 1 kg
Alcool : 1 litre
Sérum antitétanique : 30 doses
Catgut : 50 tubes
Lin : 25 tubes
Chloroforme : 25 ampoules de 30 cc.
Novocaïne à 1 % : 25 ampoules de 5 cc.
» à 4 % : 25 ampoules de 2 cc.
Aspirine : 100 comprimés
Parégorique : 50 comprimés
Pansement abdominal : 1
3 bouchons verseurs pour sérum
2 goutte à goutte
6 mètres de tube à sérum
5 garrots
3 m. de drains assortis
4 paires de gants de caoutchouc
6 rouleaux adhésifs
10 champs opératoires
5 brosses à ongles

Valise N° 2 :

4 bistouris
1 scie
1 curette à os
1 rugine de Farabeuf
1 écarteur de Farabeuf
1 » malléable
2 ciseaux
2 pinces à disséquer
6 » de Kocher
4 » de Terrier
3 » Péan
1 » porte-aiguilles
1 » gouge
1 » de Museux
1 miroir de Sloog avec piles
2 seringues de 20 cc.
1 » 5 cc.
1 » 2 cc.
4 embouts
10 aiguilles à injection
1 » à P. L.
10 » de couturière
2 éprouvettes
Ether anesthésique : 25 ampoules de 50 cc.

Chlorure d'éthyle : 10 ampoules de 50 cc.
Protocaïne à 1/2 % : 5 ampoules de 10 cc.
Sérum antitétanique : 20 doses
Sulfamide : 500 gr.
Chlorure de sodium : 500 gr.
Mercurochrome : 300 gr.
Savon : 1 morceau
Coton : 1 kilog
Pansements individuels : 50
 » abdominaux : 2
 » moyens : 2
Gaze : 1 pièce
Tarlatane : 6 mètres
Bandes plâtrées : 20
Evipan : 20 doses

Un mot encore, car je veux rester véridique : les locaux parfaitement ordonnés — quoique avec des moyens de fortune — de la Pharmacie Nationale d'Approvisionnement des F.F.I. (P.N.A. transformée à l'heure actuelle en Réserve Avancée de Matériel Sanitaire du front de l'Atlantique), n'existaient pas, il faut l'avouer, dans la clandestinité. Non, tout était beaucoup plus embrouillé, aventureux et compliqué. Je ne suis pas absolument sûr que mon ami le pharmacien commandant, ordonnateur des fastes de la P.N.A., ne regrette pas, lui aussi quelquefois — secrètement — cette époque « glorieuse » de l'approvisionnement pharmaceutique !

L'ORGANISATION
PARTICULIERE
DE QUELQUES RÉGIONS

Je voudrais montrer rapidement ici, l'organisation précise, la répartition des postes de secours dans quelques départements et grandes villes de France. On aura ainsi, du moins je l'espère, une image plus vivante du Service de Santé de la Résistance...

C'est de Paris que je veux d'abord parler, ou plus exactement de la région « Ile de France », et non pas du « Grand Paris », comme le disaient d'une façon grossière les affiches allemandes.

Organisation de la Région Parisienne

Le département de la Seine (Paris et sa banlieue) possédait une organisation particulièrement poussée, ceci pour deux raisons : d'une part, Paris fut le premier centre doté d'une organisation médicale clandestine; d'autre part, le C.M.R. prévoyait la possibilité d'un isolement complet et de longue durée de la capitale, transformée en véritable citadelle, où la guerre des rues ferait rage pendant des semaines, interdisant l'utilisation par les F.F.I. d'un grand nombre de centres hospitaliers encore aux mains de l'ennemi. Paris se trouvait inclus dans la région Ile de France (Seine, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise) et la Direction du Service de Santé fut assurée, avec une fermeté remarquable, par le Comité médical départemental de la Seine, sous les ordres du Professeur Debré. D'accord avec les responsables militaires, la ville et sa banlieue étaient divisées en quatre secteurs : Nord, Sud, Est et Ouest. Opération, simple en apparence, qui, en réalité, donna lieu à de nombreuses rencontres et discussions, car les

frontières de la Résistance se montrèrent le plus souvent aussi changeantes que celles du traité de Versailles. En définitive, les secteurs se répartissaient de la façon suivante :

- *Secteur Sud* : 5°, 6°, 7°, 13°, 14°, 15° arrondissements et la banlieue Sud de Clamart à Vitry.
- *Secteur Ouest* : 16°, 17° arrondissements et les localités suivantes : Clichy, Sèvres, Asnières, Courbevoie, Puteaux, Suresnes.
- *Secteur Nord* : 1^{er}, 2°, 3°, 4°, 8°, 9°, 10°, 18°, 19° arrondissements et la banlieue nord, en particulier Saint-Denis.
- *Secteur Est* : Avec les 20°, 11°, 12° arrondissements et toute la proche banlieue entre le canal de l'Ourcq et la Seine.

D'accord avec les trois grands mouvements de résistance médicale, le C.M.R. nomma les médecins chefs de secteurs et attribua la direction de deux secteurs au Service de Santé National, un au Front National, un à Libération.

Le tableau que nous reproduisons développe l'organisation d'un secteur de Paris, le secteur Sud, choisi comme exemple.

Schématiquement, dans chaque arrondissement, étaient prévus :

- un chef d'arrondissement disposant de personnel médical et infirmier;
- des postes de secours clandestins;
- un hôpital auxiliaire : garage, école, magasin, pharmacie, maison particulière;
- des voitures d'évacuation;
- des dépôts de matériel sanitaire et pharmaceutique;
- des équipes d'étudiants (en général) assurant le service médical des Corps francs.

Ce n'est pas toujours chose facile, bien au contraire, que de découvrir des locaux répondant aux nécessités d'un hôpital auxiliaire ou même d'un poste de secours clandestin. La note de service du C.M.R. portant l'indicatif S.Sa. 21, donnait les instructions suivantes aux responsables des grandes villes :

« LOCAUX DU POSTE DE SECOURS

« Eviter les maisons, les hôtels, les petites cliniques, car peu de capacité, aménagement et accès peu commodes.

Préférer les locaux spacieux et vides, avec accès facile, avec postes d'eau et lumière.

1) *Les garages* semblent l'idéal :

- énorme capacité pour les blessés couchés sur brancards, surtout s'ils sont à étages ;
- accès commode pour les ambulances qu'on charge à l'abri ;
- protégés s'ils sont souterrains ;
- circulation facile avec les étages par rampe et vastes ascenseurs ;
- postes d'eau nombreux, électricité, téléphone ;
- possibilité de trouver sur place des voitures pour liaisons, ravitaillement, évacuations.

2) *Les grands halls d'usines* vides.

3) *Certains édifices publics*, s'ils sont d'accès facile pour voitures et brancards : écoles à vastes préaux, ou cours abritées, *églises* (mais pas d'eau), *marchés couverts*. Plus rarement grandes brasseries, grands hôtels...

4) *Les Postes Sanitaires de la Défense Passive*.

PERSONNEL DU POSTE DE SECOURS

Son importance varie évidemment avec le nombre de blessés prévus.

Le personnel nécessaire comprend :

Des médecins : un chef responsable ayant si possible des notions de chirurgie ;

des adjoints, jeunes médecins ou étudiants, un pour 20 ou 30 blessés, ils seront pris parmi les médecins du quartier ou prévus spécialement à l'avance.

Des brancardiers : il faut qu'ils soient nombreux pour libérer les infirmiers des groupes ou les combattants qui ont amené les blessés et aussi pour faire le *brancardage* dans le poste et le chargement des ambulances. Tout homme vigoureux peut brancarder.

Des infirmières pour surveiller les pansements, faire les piqûres, distribuer les boissons, etc... (1 pour 20 blessés).

Des aides bénévoles seront toujours utiles pour les soins, la surveillance, les liaisons, les écritures.

MATÉRIEL DU POSTE DE SECOURS

Matériel d'hospitalisation :

— Avant tout *beaucoup de brancards* pour coucher les blessés et un *stock près de l'entrée* pour remplacer ceux laissés par les brancardiers avec les blessés ;

— des *tables* trouvées sur place serviront de porte-brancards pour examiner et panser ; des tables pour instruments, pansements, médicaments ;

— des *bancs* nombreux, pour les blessés assis ;

— un peu de *matériel de cuisine* pour chauffer l'eau, les boissons et faire bouillir quelques instruments.

Matériel de pansement :

Boîtes d'instruments de pansement.

Pansements individuels

» préparés, petits

» » moyens

» » grands

Seringues hypodermiques et aiguilles.

Médicaments :

Teinture d'iode

Morphine

Toniques camphre

» caféine

» éphédrine, etc...

Appareils :

Ne pas s'encombrer puisqu'il y aura peu d'attente et un trajet court.

— écharpes

— attelles et gouttières simples en store.*



Un des postes de secours
clandestins de Paris

En outre, le noyautage de la Défense Passive et des hôpitaux du Secteur (pour le Secteur Sud : Laënnec, la Salpêtrière, Boucicaut, le groupe hospitalier Necker-Enfants Malades) permettait de prévoir l'utilisation dès que possible — en fait, dès le début de l'insurrection — des installations officielles, préférables évidemment au dispositif clandestin toujours relativement sommaire. Voici comment fut conçue l'organisation hospitalière :

« Il avait été désigné, dans chaque hôpital, un interne responsable du Service de Santé, qui, conformément aux renseignements qui lui avaient été donnés et grâce à sa connaissance des autres membres de la salle de garde, avait formé un noyau comprenant à la fois des internes en médecine et en chirurgie et des externes. Ce responsable était chargé :

1° De se mettre en rapport ou de créer au sein du personnel hospitalier et administratif, un groupe d'éléments résistants qui, en cas de besoin, pourraient l'aider; d'entrer en rapport également avec le chef de service désigné par le Service de Santé comme responsable médical de l'hôpital.

2° De faire appel aux collègues de bonne volonté afin de connaître les noms de ceux d'entre eux désireux de partir en province comme

équipe chirurgicale du Service de Santé des F.F.I. et de constituer ces équipes, ce qui a permis au moment utile d'envoyer en province de nombreuses formations.

3° D'organiser de même, chez les externes, des équipes de secours attachées à l'hôpital pour la relève des blessés dans la rue.

4° Enfin et surtout de prévoir la possibilité de soustraire à la police allemande, les blessés des F.F.I., au cas où dans Paris, les combats se seraient prolongés.

A cet effet, voici ce que nous avons demandé à chaque responsable : tout d'abord d'envisager plusieurs catégories de blessés :

a) blessés légers recevant les premiers soins à l'hôpital et immédiatement renvoyés chez eux sans laisser de trace de leur passage au point de vue administratif. Ces blessés seraient revenus au pansement à jour fixe ou auraient été visités chez eux par des collègues en chirurgie.

b) blessés très graves, intransportables, irrécupérables par les F.F.I. et qui, étant donné la gravité même de leur état, ne pouvaient être inquiétés par les Allemands. Ceux-ci étaient laissés à l'hôpital et déclarés à la police, afin de ne pas risquer de compromettre l'organisation. Si l'état du blessé s'améliorait, on envisageait le moyen de le soustraire ultérieurement aux Allemands.

c) blessés nécessitant des soins continus :

— certains devaient obligatoirement rester à l'hôpital, après avoir été opérés. Ils étaient dirigés dans un service de médecine ou cachés dans les chambres isolées des différents services qui avaient été prévues par les collègues de médecine.

— d'autres, restant dans le service, une fois le projectile extrait, étaient camouflés sous l'étiquette de blessés par accident du travail ou de blessés de la rue.

— enfin, d'autres, transportables et très recherchés, étaient dirigés vers des cachettes situées aux alentours de l'hôpital dans des appartements particuliers et prévus à cet effet. Dans certains hôpitaux (Cochin, La Salpêtrière, Bicêtre), on avait même la possibilité d'évacuer les blessés par des sorties détournées de l'hôpital ou en passant par le domicile particulier d'une infirmière logée dans l'établissement. De plus, avaient été transmis à « Philippe » les mots de passe pour faciliter l'admission de ces blessés et établir les liaisons avec les médecins chefs de secteurs de Paris.

Heureusement, ce dispositif de dissimulation des blessés eut très peu à fonctionner.

5° Dès l'arrivée des troupes alliées, chaque Comité de Résistance devait se muer en Comité de Libération... »

Deux considérations guidèrent l'établissement du plan sanitaire de la région parisienne :

— le peu de distance à parcourir pour évacuer les blessés vers un hôpital.

— le nombre considérable et la densité des centres hospitaliers et chirurgicaux.

En conséquence, la *technique des soins*, utilisant les différentes installations officielles ou clandestines, pouvait se concevoir de la façon suivante :

« 1° *Ramassage des blessés* :

— Prévu comme très difficile si les Allemands, ce qui semblait à craindre, ne respectaient pas la Croix-Rouge. — Du lieu de combat, les blessés seront conduits en brancards ou en voitures au Poste de Secours le plus proche.

2° *Rôle du Poste de Secours* :

— Rassembler et trier les blessés pour les répartir en catégorie de 1^{re}, 2^e, 3^e urgence ou intransportables.

— Assurer les premiers soins très simples :

Pansement protecteur;

Immobilisation des fractures pour le transport;

Pose de garrot et éventuellement d'une pince sur un vaisseau qui saigne;

Traitement antishock et anti-infectieux (sulfamide, sérum antitétanique).

Aucun acte chirurgical ne doit être réalisé au Poste de Secours; expédier le blessé le plus rapidement possible sur les centres d'hospitalisation et de traitement. Toutefois, dans la banlieue éloignée, il fallait prévoir des Postes de Secours plus importants susceptibles de réaliser une hospitalisation d'attente.

3° *Transport à l'hôpital* :

Problème bien plus simple qu'en campagne: les trajets sont courts, nombreux et protégés; l'évacuation à gros débit toujours possible.

— Véhicules disponibles :

Pour les blessés assis : camions, camionnettes, autobus et cars, autos réquisitionnées ou bénévoles.

Pour les blessés couchés : ambulances civiles (Assistance publique et privée); ambulances de la Défense passive; ambulances militaires (Police, Pompiers, Armée).

Accompagnant chaque voiture, un infirmier ou une infirmière ou un étudiant muni d'un petit nécessaire d'urgence.

4° *Traitement des blessés* :

Là aussi, l'organisation était bien plus facile à établir qu'en campagne, étant donné l'importance et le nombre des centres hospitaliers.

— *Choix des Hôpitaux* :

Dicté essentiellement par les considérations militaires, mais il était entendu que l'on utiliserait évidemment, de préférence, les hôpitaux les plus commodes par leur capacité hospitalière et leur éloigne-

ment relatif de la zone de combat : mieux vaut faire quelques kilomètres de plus en ambulance que d'être soigné au milieu de la bataille.

Comme nous l'avons dit, furent prévus pour recevoir les blessés des F.F.I. :

- les hôpitaux de l'Assistance publique à Paris;
- les hôpitaux de la Seine et de la Seine-et-Oise;
- les hôpitaux privés, certains hôpitaux militaires,
- les cliniques importantes de Paris et de la Seine.

Tout poste de secours doit être en liaison avec un ou plusieurs hôpitaux sur lesquels il évacuera les blessés. Il doit être tenu au courant des disponibilités hospitalières et opératoires de ces hôpitaux : ceux-ci réservent un nombre X de lits immédiatement disponibles et en communiquent chaque jour le chiffre. Dès la période pré-insurrectionnelle, chaque hôpital établit ses capacités opératoires calculées de la façon suivante : pour une table et pour 24 heures d'activité, 3 équipes pouvant débiter en moyenne 20 blessés, en prévoyant d'autre part, environ 100 lits pour 60 opérés.

5° *Fonctionnement* :

— *Au poste de secours* : uniquement, nous l'avons dit, le triage, sauf nécessité imposée par les circonstances.

— *A l'hôpital* :

Pour les petits blessés, faire une révision du triage et les diriger ensuite immédiatement sur la salle d'opération.

Simple pansement pour les éclopés qui sont renvoyés chez eux.

Pour les grands blessés : ceux de première urgence sont immédiatement conduits dans les services; ceux de 2^e et 3^e urgence sont inscrits, déshabillés, préparés avant l'envoi dans le service. »

Le médecin responsable du Service de Santé pour l'hôpital se chargeait d'assurer le contact avec les postes de secours et de régler les arrivages de blessés.

Si nous examinons le plan d' « Organisation du Service de Santé dans le département de la Seine », nous voyons que chaque chef de secteur disposait encore d'un certain nombre de renforts sanitaires auxquels il pouvait faire appel, soit directement, soit par l'intermédiaire du Comité médical départemental de la Seine.

Nous ne nous attarderons pas sur le ravitaillement en matériel ni sur le service des ambulances parisiennes, remarquablement organisé par l'un de nos camarades, avec des moyens, dont le moins qu'on puisse dire, c'est qu'ils étaient extraordinairement réduits.

Nous voulons insister davantage sur le Groupe Médical de Secours (G.M.S.), dirigé par le médecin capitaine Deniker et sur les équipes chirurgicales parisiennes, commandées par le Docteur Funck-Brentano et le médecin capitaine Coury.

Le groupe médical de secours fut fondé par quelques jeunes médecins, faits prisonniers en 1940 et utilisés dans les camps et les convois sanitaires jusqu'à leur mise en congé sans solde en avril 1941. L'idée directrice était de grouper de jeunes médecins de bonne volonté pour les tâches de secours que l'on savait, dès ce moment, devoir être, hélas ! très nombreuses. Aussi, l'une des premières préoccupations fut-elle d'organiser les instructeurs de secourisme de la Croix-Rouge française. A l'été 1943, le groupe, qui comptait environ 200 membres, se scinda en deux parties :

— Une moitié restant à la Croix-Rouge.

— L'autre moitié, organisant, au titre de la Croix-Rouge, l'enseignement du Secourisme aux équipes nationales récemment créées. Le G.M.S. prit ainsi en mains la section sanitaire des équipes nationales.

Ceci fut réalisé sur les conseils d' « Olivier » qui prévoyait la nécessité pour le Service de Santé de la Résistance, de disposer d'une unité travaillant à visage découvert et bénéficiant des facilités de la légalité. Comme nous l'avons dit, le Service de Santé se considérait comme responsable, non seulement des secours aux combattants, mais à l'ensemble des Français. Grâce en particulier au G.M.S. nombreux furent ceux qui, à leur insu, ne durent le salut qu'aux médecins de la Résistance.

Le tableau suivant résume rapidement les principales activités du Groupe Médical de Secours :

— 1.500 blessés au moins secourus lors des bombardements de Paris et de la région parisienne.

— Mission sur les trains de secours à Nantes et à Rouen.

— Surtout activité extraordinaire sur le front de Normandie où les médecins du G.M.S. méritèrent leur magnifique citation collective.

— De nombreuses autres missions dont plusieurs actuellement en cours sur les arrières des armées alliées ou même en avant d'elles, les envoyés du G.M.S. devenant les véritables médecins du no man's land.

— Enfin, nous reviendrons sur le rôle joué par les équipes de secours, au moment de la libération de Paris qui leur permit enfin de lever le masque.

Les équipes chirurgicales parisiennes, au nombre de sept, comprenaient chacune : un chef d'équipe, un assistant, un médecin auxiliaire, une infirmière et souvent un anesthésiste ; un matériel suffisant pour la chirurgie d'urgence : musettes de méde-

cins auxiliaires, boîtes chirurgicales pour chirurgie générale, matériel de pansement et médicaments, appareillages d'urgence pour fractures — sans compter la réserve de matériel propre aux équipes.

Attachés à celles-ci, un Service autonome de transfusion sanguine et des ambulances (municipales, D.P., métropolitaines) qui permettaient les déplacements rapides, indispensable à l'uti-



lisation des équipes mobiles. Emportant avec elles leur matériel, elles devaient être en mesure d'opérer n'importe où, le blessé étant ensuite hébergé dans un hôpital, une clinique ou un appartement ami. Cependant, quelques salles d'opération clandestines avec matériel fixe avaient été prévues au cas de nécessité dans des appartements privés, des postes de la D. P. et même des villas de la banlieue.

Les équipes chirurgicales du Service de Santé de la Résis-

tance se tenaient en contact avec le C.M.D. de la Seine et les Chefs de Secteur de Paris qui pouvaient ainsi les alerter directement. Enfin, dirigées par « Corvisart » (Lt. Colonel Merle d'Aubigné), puissamment secondé par « Doyen » (Denisart), d'autres équipes chirurgicales, destinées aux maquis de province, gardaient Paris comme port d'attache. N'oublions pas, en effet, que le C.M.R. siégeait à Paris, mais dirigeait l'ensemble du Service de Santé et s'appropriait à assurer la prise du pouvoir. Et, de fait, dès les premiers jours de l'insurrection, le nouveau Ministère de la Santé fonctionna rue de Laborde, avant de s'installer rue de Tilsitt.

Organisation de la Seine-et-Oise

Le département de Seine-et-Oise, dirigé par le Dr Robert Monod, est, sans conteste, l'un de ceux où l'organisation d'un Service de Santé, proprement militaire, fut la plus remarquablement poussée.

On divisa le département en deux zones, Sud et Nord, partagées elles-mêmes en secteurs délimités de la façon suivante :

Zone Nord avec quatre Secteurs :

- 1) Secteur de Luzarches (entre N. 16 et N. 1) ;
- 2) Secteur de l'Isle-Adam (entre N. 1 et N. 328) ;
- 3) Secteur de Pontoise (entre N. 328 et N. 14) ;
- 4) Secteur de Magny-en-Vexin (entre N. 14 et Seine).

Zone Sud, quatre Secteurs également :

- 1) Secteur de Corbeil (entre Seine et N. 20) ;
- 2) Secteur de Dourdan (entre N. 20, N. 191 et N. 320) ;
- 3) Secteur de Montfort (entre N. 12 et N. 306) ;
- 4) Secteur de Mantes (entre N. 12 et N. 183).

A ces deux zones, pour faire le tour complet de la Seine-et-Oise, il faut en ajouter une troisième, la zone Est (rattachée en réalité au secteur Paris-Est, pour des raisons administratives un peu complexe) et comprenant deux secteurs :

1° Secteur de Villeneuve-Saint-Georges (dit Sous-Secteur Agro) entre la Marne et la Seine.

2° Secteur allant de la Marne à la Nationale 16.

Comme on peut s'en rendre compte, chaque secteur était véritablement parsemé de postes de secours, postes chirurgicaux, hôpitaux complémentaires clandestins, etc., avec un réseau d'évacuation par brancards et ambulances extrêmement efficace.

Par ailleurs, le Service de Santé possédait des intelligences dans la majorité des sanatoria de Seine-et-Oise, ce qui sauva la vie à de nombreux blessés. En effet, ceux-ci, hospitalisés dans les sanas, jouissaient d'une convalescence absolument à l'abri de toutes les indiscretions et de toutes les perquisitions.

Ajoutons qu'un plan soumis aux « autorités » exposa la nécessité, vu l'intensité croissante des bombardements, de décentraliser les organisations hospitalières du département et, en particulier, de créer des services chirurgicaux dans certains sanatoria... Deux surtout furent utilisés avec l'approbation de toutes les Préfectures et Ministères : dans la zone Nord, le sanatorium de Franconville; dans la zone Sud, l'établissement de Perray-Vaucluse...

En Seine-et-Oise, les médecins chefs de zone ou de secteur étaient tous « full time », envoyés spécialement de Paris, ce qui

permet de pousser très à fond l'organisation du Service de Santé. A leurs côtés, nous trouvons :

— les médecins de corps de troupe, vivant avec les corps francs, F.T.P. ou les maquis, particulièrement en Seine-et-Oise Nord, véritables médecins combattants, honneur du Service de Santé;

— les médecins du territoire appartenant à un groupe de résistance ou sympathisants;

— les équipes chirurgicales mobiles.

Nous ne reviendrons pas sur les différentes fonctions des chefs de secteurs : liaisons, organisation et rôle proprement médical. Toujours, à travers toute la France, ce sont les mêmes, disons seulement qu'ici les instructions précises du médecin chef départemental ne restèrent pas dans le domaine théorique : dès que les circonstances le rendirent nécessaire, dans chaque secteur, fonctionna une *permanence sanitaire* en un point central connu de la troupe et des médecins, en liaison étroite avec le commandement. De cette façon, quand se déclenchait une attaque, un coup de main, la permanence sanitaire alertée faisait appel aux voitures sanitaires, et si cela était nécessaire au chirurgien du secteur, aux équipes chirurgicales de renfort et même aux médecins des secteurs voisins. Ainsi, par exemple, dans le sous-secteur « Agro », la permanence sanitaire s'installa à Valenton dans une ferme qui abritait également le commandant militaire. La voiture sanitaire (ambulance de la D.P.), garée à Ville-neuve-Saint-Georges, fut toujours alertée rapidement, soit par estafette cycliste, soit sur simple coup de téléphone. Disons, à ce propos, que, grâce aux F.F.I. des P.T.T., la liaison, même durant la période insurrectionnelle, put être maintenue téléphoniquement avec tout le secteur, en dépit de la surveillance allemande.

De plus, les responsables militaires, les différents médecins, reçurent en temps utile *le plan sanitaire* du Secteur avec les instructions suivantes :

« Il existe deux sortes d'installations :

1° *Postes de secours* :

Réservés aux soins de première urgence et aux blessés pouvant être évacués par leur propres moyens, pour être ensuite suivis chez eux.

2° *Postes chirurgicaux* :

Réservés aux blessés graves nécessitant une intervention chirurgicale et une hospitalisation prolongée sous surveillance médicale. Le

triage des blessés ne doit être fait que par le médecin d'un poste de secours ou d'un poste chirurgical dont la liste suit.....

— Les médecins F.F.I. doivent donner leurs soins aussi bien aux blessés civils qu'aux militaires.

— Pour ceux-ci il convient de noter le groupement auxquels ils appartiennent et succinctement l'action au cours de laquelle est survenue la blessure.

— Les médecins des F.F.I. ont, d'autre part, à assurer le bon fonctionnement des services d'hygiène de leur commune ou secteur... »

Organisation fortement disciplinée, sous le commandement du responsable médical départemental, mais souple cependant, afin de pouvoir fonctionner même en cas de rupture des liaisons : dispersion des nids de blessés, pour parer aux représailles allemandes, mobilité des formations chirurgicales : tels sont les grands principes du dispositif sanitaire de Seine-et-Oise. De nombreuses tournées d'inspection du médecin chef assurèrent une mise au point parfaite pour le jour J. Ces voyages, surtout les derniers temps, offraient un imprévu charmant... et des risques très réels.

« ...En arrivant à la maison forestière à 2 kms de Rambouillet, nous la trouvons entourée de troupes allemandes qui y cantonnent. Nous passons au milieu des soldats sans qu'ils s'en préoccupent. L... nous reçoit dans la salle du rez-de-chaussée. Il va chercher une carte à grande échelle et énumère sur la carte tous les détails de la défense de la ville : là un tank, ici deux canons, là un canon camouflé au Saut-du-Loup, à l'extrémité du parc du château, plus loin 1.500 fantassins avec fusils mitrailleurs, etc... A... prend des notes. Les Allemands vont et viennent autour de la maison, l'un d'eux qui a des lunettes, vient regarder un instant à la fenêtre du rez-de-chaussée... Nous buvons une tasse de café chaud, nous nous serrons la main et je sors avec A... qui a le plan dans sa poche; nous repassons au milieu des soldats qui ne se doutent guère de ce que notre visite leur réserve. Nous remontons en voiture et retrouvons les agents de liaison avec lesquels A... part pour rejoindre l'Etat-Major américain à son P.C. Je quitte Saint-Arnould, à 9 heures. Une heure après, les blindés américains y entraient. A 15 heures, ils attaquaient et occupaient Rambouillet. Après un détour par Rouillon au P.C. de mes médecins, nous rentrons D... et moi à Paris, en prenant de préférence les petites routes et les sous-bois. Les grandes routes sont malsaines en raison des avions de chasse américains qui foncent et mitraillent toute voiture isolée.

Passé Limours, nous rencontrons un premier et sérieux barrage protégeant Paris. Il nous oblige à faire demi-tour. Une patrouille, déployée en tirailleurs, remonte de chaque côté de la route, en se camouflant derrière les arbres; ils nous arrêtent à 30 mètres d'une barricade qui coupe la route et nous intimant l'ordre de retourner. Nous retournons alors vers le nord-ouest, en direction de Versailles, par Saint-Rémy-les-Chevreuse. Les sous-bois sont, ici et là, occupés par des deta-

chements de troupes camouflés. A Toussus-le-Noble où nous devons prendre à travers champs, la route étant complètement labourée sur plusieurs centaines de mètres par les bombardements, nous sommes à nouveau arrêtés par un poste de jeunes S.S., qui examinent nos papiers. Ils nous détournent encore une fois et nous arrivons à Versailles à 12 heures. Je laisse les consignes et je rentre à Paris à 13 heures... »

En Seine-et-Marne, notons rapidement que, là aussi, le département fut découpé en deux zones principales avec postes de secours, postes chirurgicaux et équipes chirurgicales mobiles dès la période de clandestinité. Il existait un poste de secours tous les dix ou douze kilomètres.

Organisation de la Région d'Évreux

(III^e Région Militaire)

Le matériel sanitaire arrivant en grande quantité de Paris, par transports rapides routiers, était entreposé par les soins du médecin chef départemental dans sa clinique d'Évreux. De là, il était réparti chez les médecins de chaque chef-lieu de canton, dont le cabinet aurait pu fonctionner comme poste de secours de première urgence, les blessés étant ensuite évacués sur l'hôpital noyauté à cet effet.

En un point névralgique, au sud d'Évreux, signalé par le commandement militaire, on installa une infirmerie clandestine avec médecins et infirmières; de même, au nord d'Évreux, sous couvert de la Croix-Rouge officielle.

A Evreux même, existaient quatre groupes sanitaires de première urgence, correspondant aux quatre secteurs militaires. Là aussi, de nombreuses tournées d'inspection permirent la mise au point du dispositif sanitaire; c'est au cours de l'une d'elles que le Responsable du Service de Santé, le Dr Bergouignan, faillit trouver la mort sous un violent bombardement allié.

Organisation de la Région de Toulouse

(XVII^e Région Militaire)

A Toulouse, siégeait un Directoire Régional ayant la confiance absolue de tous les médecins et étudiants en médecine patriotes de la région.

Les trois membres de ce Directoire n'ont pas cessé, un seul

instant, de payer de leur personne pour que les maquis C.F.L. (Corps Francs de Libération), F.T.P. et O.R.A. de la Région, soient pourvus de médecins et suffisamment ravitaillés en médicaments et matériel sanitaire. Un groupe de cinq femmes médecins ayant déjà une activité résistante, entra en rapport avec le C.M.R. et travailla désormais en liaison avec le Directoire Sanitaire ; des étudiants en médecine se mirent immédiatement à sa disposition pour assurer la liaison avec les différents départements. Dans chacun le responsable sanitaire, suivant la topographie et la situation des maquis, organisa deux ou trois infirmeries, des centres chirurgicaux, en général créés de toute pièce. Afin de pourvoir toutes ces installations — et les corps de troupe — du personnel nécessaire, on fonda des écoles d'infirmiers. Leur but était de donner dans le minimum de temps le maximum d'instruction à des hommes, choisis parmi les plus aptes à devenir infirmiers-brancardiers. Ainsi, à Alvignac, existait une école dont les cours duraient quinze jours et où les futurs infirmiers recevaient une instruction assez étendue ; un concours comprenant une interrogation, une épreuve pratique sur le terrain, une note sur la tenue pendant la durée des cours sanctionnait le stage.

Une cinquantaine d'infirmières patriotes suivirent les cours de l'Ecole clandestine de Secourisme Social de Toulouse et, outre les soins aux blessés, visitèrent les familles des victimes de la Gestapo, leur apportant le secours moral et le cas échéant matériel, dont elles avaient besoin.

Grâce à ce travail intensif, tous les blessés ou malades de la résistance bénéficièrent des soins qu'exigeait leur état.

Organisation de la Région de Limoges

(XII^e Région Militaire)

Bien que ce soit une région où les maquis jouèrent un rôle capital dans la libération du territoire, fortement équipée au point de vue sanitaire, nous n'insisterons pas longuement sur son organisation, car le plan qui nous a été communiqué par le docteur Marx montre parfaitement le dispositif mis en place. Notons seulement le nombre important d'hôpitaux de campagne (de 10 à 30 lits), installés dans des maisons abandonnées, des fermes, même chez les particuliers, et de très nombreux maquisards furent opérés dans l'une de ces cachettes avec l'aide d'un chirurgien allié parachuté.

Dans les villes, à Limoges, Ussel, Tulle, des salles-maquis fonctionnèrent constamment et l'on sait cependant la sauvagerie de la répression allemande et milicienne dans ces départements. Pour les blessés prisonniers, les médecins prolongèrent le traitement, gardant à l'hôpital les « terroristes » guéris, jusqu'à ce que le service des évasions prévenu par leurs soins, puisse en assurer l'enlèvement et le camouflage. Signalons cependant l'admirable activité du professeur Fontaine, de Strasbourg qui opéra dans le service de chirurgie de l'hôpital de Clairvivre en Dordogne, dans une région entièrement contrôlée par le maquis, près de 500 blessés !

Organisation du Département de l'Allier

Montluçon, à cause de sa position géographique, fut choisi comme centre de l'activité; l'hôpital mixte était acquis à la Résistance, les évacuations secondaires se faisant sur Cérilly et Hérisson. La Résistance n'oublia pas le siège du gouvernement officiel, Vichy; un centre d'évacuation existait à côté de Montmarault.

Différents hôpitaux secrets pouvaient être rapidement mis en état de service avec un matériel restreint, mais suffisant : Cérilly, Hérisson, Ainay-le-Château, Saint-Eloi-les-Mines, Commentry, Néris, Bourbon l'Archambault, Blomard, Lurcy-Lévy, avec un total de 350 à 400 lits. On décida, en principe, d'évacuer, après intervention, le plus rapidement possible et le plus loin possible tous les blessés transportables.

Voici le schéma de certaines de ces évacuations :

Postes de Secours

Hôpital Secret le plus proche

ou hôpital de Montluçon

ou Clinique de Montluçon

ou Cliniques de Moulins

(Hôpital occupé par les Allemands).

Hôpitaux Secrets éloignés

ou Infirmeries fixes.

Organisation de la Région de Lyon

(XIV^e Région Militaire)

L'étendue et l'importance stratégique de la région de Lyon sont telles que les responsables jugèrent nécessaire de la subdiviser en trois sous-régions :

- Sous-Région de Lyon, comprenant l'Ain, le Jura et le Rhône;
- Sous-Région des Savoies;
- Sous-Région Dauphiné-Drôme.

La Sous-Région des Savoies contrôlait les maquis de Savoie et Haute-Savoie, avec un délégué départemental du C.M.R., à Chambéry...

Le Service de Santé des Maquis de Savoie et de Haute-Savoie

C'est vers la fin de 1942, que les maquis commencèrent à s'organiser véritablement en Haute-Savoie. Déjà, les groupes de 10, 50 et même davantage, improvisaient de petites pharmacies, possédaient des infirmiers — en titre ou en fait — et connaissaient les médecins sympathisants ou la manière de faire hospitaliser et opérer leurs malades, sous une fausse identité. Quelques groupes plus importants étaient accompagnés d'un étudiant en médecine ou même d'un médecin.

Au mois de juillet 1943 fut conçu et mis en œuvre, un plan d'ensemble sous l'impulsion du Dr Marx. Le médecin départemental choisi habitait Annecy, et, sous ses ordres, un « itinérant » visita et organisa les maquis de la région. Ceux-ci s'installèrent dans les chalets, les refuges de montagne, formant autant de points d'appui, pratiquement inaccessibles aux troupes allemandes. Le ravitaillement arrivait, mais difficilement, à dos de mulet, ainsi que l'équipement sanitaire, tandis que des parachutages fournissaient la majorité des armes et un peu de matériel sanitaire. L'infirmier s'installait à côté du chef de maquis, infirmerie bien modeste, avec un matériel réduit : quelques boîtes « maquis », un panier de pansements et médicaments. Cependant, le rôle du médecin demeura immense, non seulement au point de vue technique, mais encore plus, moral, l'infirmier jouant un peu le rôle de la maison de famille du maquis. Ces garçons courageux qui, *volontairement*, avaient tout abandonné, menacés à chaque instant de mort violente, trouvèrent souvent auprès du médecin, aux moments d'inévitable cafard, à mesure que les mois passaient et que le débarquement ne venait pas, un merveilleux réconfort.

Pour chaque camp, le système des appels médicaux, des évacuations — affreusement difficiles et longues — fut mis au point par les médecins du maquis et ceux de la plaine. Evacuations particulièrement dangereuses, car les Allemands gardaient toutes les routes : combien de médecins et d'étudiants trouvèrent ainsi la mort au cours de missions dans la vallée.

Durant les périodes de calme, le médecin facilitait et surveillait le ravitaillement en vivres, viande surtout, véritable base de l'alimentation au maquis. Chaque jour, des hommes viennent à la visite — inutile de dire qu'il n'y a jamais ici de « consultations non motivées » — et les infirmeries eurent à soigner des entérites, des dysenteries, des érysipèles, des anthraxs, des gripes, bronchites, pneumonies, etc. Les médecins des postes de secours pratiquèrent également quelques interventions chirurgicales d'urgence, lorsqu'il n'était pas possible d'évacuer le malade, sous une fausse identité, vers l'hôpital ou la clinique de la ville la plus proche, pansèrent quelques blessés, car, avouons-le, de trop nombreux accidents se produisirent à cause du manque d'expérience des jeunes recrues.

Dans le département de Haute-Savoie, divisé en sept secteurs, un médecin, dégagé de toute obligation civile, se chargea d'organiser chaque secteur et le service de santé des compagnies qui s'y trouvaient cantonnées. Vers la fin, toutes possédaient leurs médecins et leur ambulance dotée du matériel médico-chirurgical d'urgence.

Pour l'ensemble des compagnies, un car avait été aménagé en ambulance chirurgicale avec salle d'opération. Cette immense ambulance, surnommée le « Strasbourg » comprenait :

1 médecin chef responsable

1 chirurgien

1 médecin, aide chirurgical.

une infirmière

1 chauffeur, mécanicien, anesthésiste

1 matériel médical et chirurgical complet provenant d'apports personnels des médecins, de la Croix-Rouge et des prises de guerre allemandes

1 éclairage sur accus.

Cette installation mobile, à peu près unique en son genre, fonctionnait, le plus souvent, à proximité d'une maison susceptible de servir d'hôpital provisoire; les évacuations se faisant à mesure, après les opérations, vers de gros centres chirurgicaux.

Ainsi, dans ces régions sauvages, premières parcelles de terre française libre, où, chaque matin montaient les couleurs, le Service de Santé de la Résistance devint véritablement celui d'une armée en campagne.

Voici l'une de ses plus belles réalisations où les médecins montrèrent le plus de courage et d'abnégation et dont le nom résonne douloureusement et glorieusement : le *camp des Glières*, créé à la fin du mois de janvier 1943.

Là, le chalet, complètement autonome, transformé en infirmerie, comprenait :

- 1 salle de malades médicaux avec lits;
- 1 salle de malades chirurgicaux avec lits;
- 1 salle de consultation et opérations où l'on pratiqua également des soins dentaires;
- 1 cuisine;
- 1 immense salle dortoir chauffée par un tube de parachutage transformé en poêle à sciure. Elle comprenait en outre, une sorte d'abreuvoir avec eau chaude pour la toilette; les bains même étaient possibles.

Chaque section de trente hommes fut dotée d'un infirmier qualifié, d'une pharmacie d'urgence et d'un traîneau sur skis pour les évacuations. Les deux médecins du plateau — dont l'un devait être capturé — se relayaient pour assurer une permanence à l'infirmerie et pour la visite des douze sections (chaque section étant visitée tous les deux jours), dispersées sur un terrain long de six heures de marche et large de quatre heures.

Organisation de la Région du Vercors

Nous parlerons, en dernier, de ce haut-lieu justement célèbre. L'organisation sanitaire y fut réalisée suivant un type très spécial tenant à ce fait fondamental : il n'y avait pas, il n'y avait plus d'Allemands dans le Vercors. La région, entièrement conquise et occupée par le maquis, vivait en territoire souverain, en terre française. Les officiers circulaient en uniforme, le Service de Santé, lui aussi, s'installa au grand jour, en tenant compte évidemment de tous les hasards que comportait la situation de ce bastion avancé de la Résistance. Dans ces conditions, on peut à peine parler de maquis et aucune comparaison n'est possible avec ces camps que nous avons déjà décrits : là, il s'agissait de groupes isolés plus ou moins nombreux, vivant dans les forêts ou les montagnes, en pleine zone ennemie, se cachant et n'apparaissant sou-

dain que pour des coups de mains rapides et se repliant aussitôt. Lorsque nous parlions du Service de Santé du maquis, c'est à cela que nous pensions, alors se posaient les problèmes des premiers soins en pleine nature, des évacuations, puisque les voitures circulaient en territoire infesté par l'ennemi.

Au Vercors, rien de pareil. Comme on le voit sur la carte, le Vercors constituait une véritable citadelle « entre Grenoble à l'Est, Valence à l'Ouest, la courbe de l'Isère au Nord, le Diois et la Provence vers le Sud », à l'intérieur de celle-ci... mais je laisse la parole à « Renaud » qui inspecta le Vercors, au nom du C.M.R. et au Dr Etienne Bernard, chef du Service de Santé F.F.I. du Vercors :

« Au cours d'une tournée d'inspection que j'ai faite dans le Vercors, j'ai pu me rendre compte sur place du fonctionnement du service de santé, dans un des secteurs militairement les plus importants de la zone sud. Le Vercors est actuellement complètement libéré. Depuis le 6 juin, l'ennemi avait essayé à deux reprises d'attaquer ce massif (Saint-Nizier et Saint-Gervais), à chaque fois, il a été repoussé avec de lourdes pertes. Depuis lors, il ne s'attaque plus à ce plateau que par la voie des airs et, au cours de mon séjour, j'ai assisté à une attaque aérienne durant laquelle j'ai pu constater l'activité du service de santé. Le Vercors est parfaitement organisé, tant au point de vue civil que militaire. Le Comité de Libération du Vercors, présidé par Clément, dirige la vie politique, économique et sociale; du côté militaire, on y rencontre un esprit de discipline et d'ordre qui traduit l'organisateur qu'est le commandant Hervieu. J'ai passé deux jours dans une ambiance de liberté, de sécurité et de confiance que je n'avais pas ressentie depuis des années.

Le Vercors, ayant été considéré comme une région autonome, au point de vue militaire, nous avons, dès juillet 1943, adapté notre dispositif sanitaire sur celui des militaires. D'un accord commun avec R... qui était à cette époque le chef militaire du Vercors, nous avons désigné le Dr G..., chirurgien à Romans, comme responsable sanitaire du plateau. Il était entendu que G... resterait dans la vallée et soignerait les malades et les blessés qu'on lui amènerait ou bien monterait donner ses soins sur place. G..., qui est un résistant de la première heure, s'est toujours parfaitement acquitté de sa mission. Il avait organisé des dépôts de matériel sur le plateau et préparé l'installation de l'hôpital. Au mois de février dernier, alors que l'importance du maquis se développait, nous avons installé sur place Ferrier, ancien interne de Paris, et neuro-chirurgien, qui a participé à toutes les actions militaires de février à juin 1944. »

Après le 6 juin, le Vercors est devenu un véritable camp retranché et les cadres du Service de Santé ont été augmentés parallèlement. A l'heure actuelle, il existe dans le Vercors :

- Un hôpital chirurgical ;
- un hôpital militaire ;
- sept postes de secours de l'avant.

L'hôpital est aménagé, dans le Sud-Ouest du secteur, à Saint-Martin-en-Vercors, dans une maison de convalescence pour enfants, spacieuse et riante, entourée d'un jardin et située à quelques centaines de mètres de l'agglomération. Il possède 700 lits, répartis en chambres de 2 à 4 lits et un dortoir : une salle d'opérations, une salle de pansements, une salle de stérilisation, une pharmacie, des chambres pour les médecins et le personnel.

La salle d'opérations est aussi bien aménagée que possible, eu égard aux difficultés des locaux et du matériel. Toutefois, les chirurgiens se plaignent du mauvais éclairage et seraient heureux de posséder un système plus perfectionné (scialytique ou lampes frontales). Au moment de mon séjour, l'hôpital abritait 36 blessés, dont plusieurs graves (une trépanation, une plaie de poitrine, une amputation de cuisse, une fracture de cuisse).

Le personnel de l'hôpital du Vercors comprend :

Un médecin-chef, le médecin capitaine Ganimède (chirurgien de Romans) ;

Un adjoint, le médecin capitaine Ferrier, neuro-chirurgien ;

Un dentiste qui fait en même temps fonction d'anesthésiste ;

Un pharmacien et un aide pharmacien ;

Huit infirmières ;

Un gestionnaire et le personnel des services généraux.

(Il faut signaler que la femme du médecin capitaine Ganimède s'occupe avec beaucoup de dévouement des services généraux : cuisine, lingerie, etc., et que son fils conduit les autos, ambulances ou camions du service).

L'hôpital médical, moins grand que le précédent, a été aménagé dans un village voisin. On y traite les contagieux, les galeux, les blennoragiques, etc... A cet hôpital sont attachés le médecin lieutenant O... et un médecin auxiliaire.

Telles sont les formations sanitaires lourdes de l'arrière. A l'avant, chaque bataillon en ligne est pourvu d'une équipe de deux médecins (étudiants, élèves de l'École de Santé, externes) vivant avec les formations de combat. Les sept postes de secours, ainsi constitués, possèdent un matériel élémentaire, mais suffisant, et une voiture d'évacuation, souvent, il faut l'avouer, en bien piteux état. Malgré cela, nous n'avons pas eu à déplorer d'accident dû à une intervention trop tardive.

Marcel Ulmann, ancien interne des Hôpitaux de Paris, remplit les fonctions de médecin divisionnaire, surveille les équipes des postes avancés et les ravitaille en matériel. La tâche de ces équipes reste très rude et périlleuse, car chacune dessert un secteur montagneux très étendu aux accès difficiles. Outre ces médecins de bataillon, existe une équipe volante, en permanence à l'hôpital et prête à se transporter d'urgence aux points réclamant des renforts. A côté des services sanitaires militaires, j'ai été heureux de constater que les problèmes sanitaires civils n'ont pas été négligés. Au Comité de Libération du Vercors siège, en effet, un médecin de Grenoble, Allix, qui s'occupe avec beaucoup de dévouement de toutes les questions médico-sociales et d'hygiène publique.

Enfin, coiffant l'ensemble, un médecin inspecteur des services sanitaires de la région Vercors-Drôme : le médecin commandant Etienne Bernard, professeur agrégé et médecin des hôpitaux de Paris. Il fait fonction en même temps de médecin consultant, attaché à l'Etat-Major du commandant Hervieu.

Le service du matériel. — Au cours des envois de matériel que nous faisons depuis plus d'un an, nous avons toujours porté une attention particulière au Vercors. D'un autre côté, nos services ont reçu et reçoivent encore des pansements et des produits pharmaceutiques par parachutage.

Toutefois, il manque à nos formations différents articles médico-chirurgicaux et pharmaceutiques, notamment des instruments de chirurgie. Nous avons établi, à l'occasion de mon passage, un système de liaisons et de points de chute qui permettra de ravitailler aussi rapidement que possible nos services du plateau.

J'ajouterai deux anecdotes que le docteur Etienne Bernard confia au « Médecin Français » :

« Nous eûmes à créer, non loin de l'hôpital, une école d'infirmiers-brancardiers. Au moment des premiers combats de Saint-Nizier, les 13 et 15 juin, nous dûmes constater que lorsqu'un soldat était blessé, c'était n'importe quel camarade de combat, plein de bonne volonté, mais incompetent, qui essayait de lui donner les premiers soins. Cela enlevait des combattants sur la ligne de feu, sans apporter aux blessés une aide efficace. Nous eûmes à éduquer une cinquantaine de volontaires qui suivirent les cours théoriques et pratiques avec la meilleure bonne volonté et un grand profit... »

L'hôpital de Saint-Martin avait huit infirmières, quelques-unes diplômées et rompues aux disciplines hospitalières, quelques autres bénévoles et de plus jeune expérience. Toutes étaient pleines d'entrain et montrèrent un dévouement magnifique. Je n'oublierai pas cette jeune apprentie infirmière qui assistait Ferrier pansant la blessure faciale d'un chasseur récemment arrivé. Ferrier dut lui apprendre que son œil droit était perdu. Le soldat fut absolument bouleversé. Alors l'infirmière lui parla, lui parla longuement. Je n'oublierai pas ses paroles, si simples et si doucement consolatrices. En elles montait toute la fraternité humaine.... »

Je n'ajouterai rien à ces témoignages, si ce n'est, en guise de conclusion, la conclusion même du rapport sur le Vercors adressé au C.M.R. :

« Nous avons un service sanitaire qui fonctionne de façon très satisfaisante. A l'insuffisance matérielle de leur installation, nos médecins suppléent par leurs qualités professionnelles. Ils sont courageux, dévoués, infatigables; ils ne vivent que pour le maquis... »

FONCTIONNEMENT
DU SERVICE DE SANTÉ
PÉRIODE CLANDESTINE
INSURRECTION

A travers toute la France, se bat une armée obscure, inconnue presque autant de ses amis que de ses ennemis. Les différents groupes d'action directe, les divers réseaux d'espionnage s'ignorent les uns les autres, les membres d'une même organisation ne se connaissent que sous des pseudonymes plus ou moins bizarres. Pas de listes, pas d'archives qui permettent de reconstituer ces événements dont la majeure partie restera toujours secrète.

Et, dans cette lutte de chaque heure — car n'oublions pas que le repos et la sécurité n'existaient jamais pour les combattants de la Résistance, — des hommes tombent. Alors, apparaît le Service de Santé clandestin qui doit non seulement soigner, mais se cacher pour soulager la souffrance, car l'ignoble et déshonorante loi de l'ennemi frappe de mort tous ceux qui ne trahissent ou ne dénoncent pas.

Comment débrouiller tous ces fils emmêlés, comment raconter la Résistance ? Beaucoup ont disparu, beaucoup sont partis au front et bien peu de rapports demeurent, pour témoigner de cette immense activité.

Aussi, n'est-ce pas sans une certaine appréhension que j'aborde ce chapitre. Il fallait, à vrai dire, ou renoncer ou accepter le reproche d'être très incomplet, voire inexact. Mais, je crois qu'à la réalité, un récit purement imaginaire rendrait aussi fidèlement le *vrai* visage de la Résistance qu'une longue exégèse. Mon propos n'est pas cependant aujourd'hui d'écrire un roman, ni un livre d'histoire. Puisque la Résistance médicale, comme toute la Résistance, est faite d'anecdotes pittoresques, héroïques ou tragiques qui nous viennent des quatre coins de France, je choisirai tout simplement parmi ces anecdotes, celles qui me semblent porter en elles une valeur exemplaire. Elles sont là,

comme les morceaux d'un puzzle qu'il me faut reconstituer. Travail passionnant, d'ailleurs, et j'espère que le lecteur éventuel aura autant de plaisir à les lire que j'ai eu moi-même à les rassembler.

Le 6 juin 1944, la Radio de Londres diffusait le message suivant :

« Médecins, chirurgiens, étudiants en médecine, l'heure de la libération approche. Déjà, plusieurs régions de France sont libérées par les Forces Françaises de l'Intérieur. Dans quelques semaines, c'est tout le territoire métropolitain qui verra fuir l'Allemand.

Dès maintenant, avant la libération effective de tout le pays, votre devoir vous appelle dans le service de santé national de la Résistance. Chaque jour, des combattants tombent, quelle serait votre responsabilité à vous autres, médecins français, si des Français restaient sur le champ de combat sans avoir été secourus.

Médecins et chirurgiens de France, le temps n'est plus de penser à vos occupations habituelles : vous devez entrer dans la Résistance et rejoindre les F.F.I. Vous, médecins qui avez été suspendus par les lois odieuses de Vichy, vous planquer n'est pas un acte de courage, sachez que le pays vous jugera d'après votre attitude actuelle.

Etudiants, le temps n'est plus aux examens : il faut chasser l'envahisseur. Aucune pensée ne peut prévaloir contre celle-ci.

Assistants, internes, externes, vous êtes l'élite médicale du pays, prouvez-le. Outre que votre devoir est de faire partie de l'armée nationale, sachez que dans les concours futurs les titres qui vaudront tous les autres seront les titres militaires.

Nous avons confiance en votre esprit d'initiative pour savoir comment vous soustraire pendant un temps, qui s'avère devoir être court, à vos travaux actuels.

Chirurgiens, médecins, étudiants, venez tous à nous.

Heureux ceux qui auront vécu la vie prestigieuse que vous offre l'armée de la Résistance.

Malheur à ceux qui s'abstiennent, ils seront rejetés par les Français qui auront combattu et vaincu. »

Le stade du volontariat était terminé.

Parcourons maintenant, au gré des notes et des souvenirs, quelques provinces de France, regardons vivre ensemble le Service de Santé de la Résistance, dans la nuit des premières années ou le lever du jour de la Libération.

La SEINE-et-OISE

Le sous-secteur Agro

Entre la boucle de la Seine et de la Marne, Paris à l'Est, la Seine-et-Marne à l'Ouest, s'étend une étroite bande de terre, connue sous le nom de « Sous-Secteur Agro ». L'explication de cet indicatif, donné par le Responsable militaire du Secteur Est, est simple : le commandant « Ferté », chef des F.F.I. de cette portion de Seine-et-Oise, était un agriculteur — d'où le nom de baptême de son secteur. Comme nous le verrons, ceci présenta, en plus d'une occasion, des avantages remarquables, car une vaste ferme peut être, sans trop de bizarrerie, le théâtre d'innombrables allées et venues. Il y a peu de chose à dire ici de la période clandestine. Malgré la proximité de la voie ferrée et l'activité que cela supposait, nous n'eûmes pas à déplorer de pertes dans les équipes de sabotage ou d'action directe. Quant au maquis, si près d'agglomérations importantes, dans une région fortement occupée, il ne pouvait en être question avant la période insurrectionnelle. Alors, en effet, un petit groupe, chargé de missions particulièrement dangereuses, se réunit dans la forêt de Sénart. Ceci ne veut pas dire que les médecins chômèrent complètement, car de nombreux aviateurs alliés tombèrent dans la campagne, souvent blessés, toujours à dissimuler. On ne s'en étonnera pas si l'on veut bien se rappeler les effroyables raids aériens que subit ce secteur, surtout à Villeneuve-Saint-Georges et ses environs. Aussi, à V., une charmante clinique abrita bien souvent, dans ses chambres roses ou bleues, de curieux clients d'un singulier mutisme. Le chirurgien, sa femme et l'infirmière-major, effectuèrent là un travail remarquablement dangereux, mais sans histoire, puisque jamais, fort heureusement, ils ne furent inquiétés par la Gestapo. Différents militants de la Résistance, évacués de Seine-et-Marne ou d'ailleurs, séjournèrent aussi dans cet asile avant de repartir à l'aventure sous une nouvelle identité. Tout cela paraît simple, naturel même : que l'on veuille bien penser, un instant aux risques courus par ce médecin comme par tant d'autres, aux horribles menaces qui pesèrent sur lui et toute sa famille durant des années.

Mais j'en arrive tout de suite à la « grande semaine », celle qui devait s'achever par la libération totale du secteur sans que les Américains aient à tirer un coup de canon ou même un coup de fusil.

Le sang-froid du commandant Ferté évita du reste, seul, avant le début des combats, un faux départ qui aurait pu annihiler tout le travail accompli par la résistance. Nous sommes au 13 Août, les nouvelles se succèdent à un rythme incroyable, plus rapides encore que l'avance alliée : ils sont à Chartres, ils sont à Rambouillet, ils sont à Versailles... L'évacuation allemande s'accélère et, sur les Champs Elysées, une foule goguenarde regarde descendre une cohue de camions couverts de branchages, aux chargements les plus inattendus, tel cet énorme « 5 tonnes » ne portant qu'une caisse de cognac, alors que des armoires s'entassaient dans une voiture de reconnaissance. On eût dit quelque dessin de Dubout, miraculeusement animé par la panique allemande, que des feld gendarmes, encore majestueux et raides, essaient de canaliser, d'ordonner. Pas d'autres nouvelles que celles colportées de bouche en bouche, presque aussi fausses que celles des derniers journaux allemands : pas de courant, la T.S.F. reste désespérément muette, sauf un tout petit moment le soir que chacun attend impatiemment dans la pénombre de son appartement, tandis que les concierges devisent sur le pas de leur porte. J'oubliais les alertes qui précipitaient chacun vers sa boîte de Pandore ou son fer électrique. J'attendais, moi aussi, ce dimanche soir, lorsque sonna le téléphone : c'était le commandant Ferté : « Nous entendons, me dit-il en langage convenu, le canon tout près : on dit que les Américains arrivent. Vous devriez partir immédiatement. » On imagine facilement l'effet que me produisit cette rapide conversation. Malheureusement l'heure du couvre-feu était trop proche pour me permettre d'enfourcher immédiatement ma bicyclette. Le lendemain matin, je pars à la première heure. Paris semble calme. Quai de Bercy cinq chars tigres arrêtés et dont les équipages dorment au soleil. Depuis quelques jours, les boches raflent les bicyclettes aux sorties de Paris. Après quelques détours, je suis une petite route bordée des vastes cratères creusés par les derniers bombardements alliés, de maisons et de fermes écroulées. Au passage à niveau, pas de garde, comme je m'y attendais, mais seulement une dizaine d'Allemands qui se lavent et jouent sous la bouche d'eau.

J'arrive au P.C. du Commandant à Valenton, pas le moindre bruit de canon, au contraire, un calme délicieux. J'apprends alors l'explication de cette fausse alerte : les Allemands avaient disposé

un certain nombre de pièces antichars, non loin de là, à un carrefour de routes, et toute la nuit ces pièces tirèrent... à blanc. Pendant ce temps certaines personnes — vous devinez de quelle espèce — répandaient les bruits les plus troublants. Le résultat de cette comédie ne se fit pas attendre et rapidement les chefs de groupe impatients vinrent aux ordres, voulant à toute force attaquer ces « derniers Allemands »... Heureusement on put les retenir, sans cela je ne doute pas que le service de santé ait eu un travail épouvantable. Quelques jours plus tard l'heure de l'insurrection nationale était venue.

J'avoue que, lorsque je suis parti ce vendredi 18 Août, chargé de médicaments et de brassards, avec mon adjoint Bernard, je n'osais espérer la libération du secteur par les seules forces F.F.I. D'ailleurs, à ce moment, nous pensions tous voir arriver les Américains le lendemain, ou au plus tard le dimanche : en quittant Paris certaine personne bien informée ne me confia-t-elle pas : « Ils sont là mais on ne veut pas le dire » ! Et puis les armes étaient si rares ! Peu de temps avant, la Gestapo avait mis la main sur tout un stock de mitraillettes que quelques transports d'armes par route et un maigre parachutage à l'occasion d'un bombardement de Villeneuve-St.-Georges ne pouvait remplacer.

Cependant, le samedi matin, ça commençait, sans que nous sachions trop comment. « Chacun son boche », en somme, suivant la devise qui devait faire fortune quelques jours plus tard à Paris. De petits groupes de jeunes garçons circulaient innocemment, le doigt sur la gâchette de leur mauvais revolver dissimulé au plus profond de la poche. Des Allemands tombèrent un peu partout, les armes récupérées allant grossir le petit arsenal du début : ainsi à Villeneuve, Brunoy, Sucy, Villiers-sur-Marne, partout. Le téléphone fonctionnait, miraculeusement protégé par des forces, à la réalité insignifiantes, et nous téléphonions régulièrement à tous nos médecins, transmettant les instructions qui nous venaient de la même façon de Paris, du médecin chef du secteur Est. Et toujours nous « tournions » dans le secteur avec nos fidèles bicyclettes. Je me souviens de la désagréable impression que me fit la première voiture en patrouille que je rencontrai, chargée d'Allemands, armés jusqu'aux dents, fusils et mitraillettes braqués, mais que nos sacs à dos gonflés de médicaments ne semblèrent pas surprendre.

Dans la gare de Valenton, stationnait un train allemand que l'on disait contenir des mitraillettes et des grenades, ce qui s'avéra faux. Aussi, dès le premier jour, des groupes de F.F.I. l'attaquè-

rent, tandis que, dans l'étang, situé à quelques centaines de mètres de la voie de chemin de fer, des couples se baignaient avec une belle inconscience. Ce soir-là nous fûmes appelés pour notre premier blessé. Quelques minutes après l'appel, arrivait l'ambulance D.P. Nous avons dû attendre, malheureusement car, en dépit de toute Croix-Rouge, des rafales de mitrailleuse balayaient périodiquement le champ de pommes de terre où le garçon était tombé. Je me souviendrai toujours de cette nuit du mois d'Août. Il fait une chaleur accablante d'orage, une nuit lourde, griffée d'éclairs. Du côté de Paris, d'énormes incendies, des plaques rouges dans le ciel, et soudain de grandes lueurs oranges suivies d'explosions. Plus près de nous, du côté de Brévannes, un train d'essence, bombardé le matin, continue de flamber. Dans cette nuit sinistre nous avançons avec notre brancard, buttant contre les mottes de terre craquelées par la chaleur. Enfin, nous découvrons le corps, que reconnaît son jeune frère en sanglots. Il peut bien pleurer, en effet, car cette mort aura été inutile. Il est là ce jeune garçon de 19 ans, presque nu, son slip lui couvrant à peine les reins. Une vaste plaie de la région axillaire a manifestement entraîné la mort immédiate. Tout à l'heure il riait parmi le groupe des baigneurs. Quand les Allemands ont commencé à mitrailler, il s'est mis à courir. Ils l'ont tiré comme un lapin, le voici figé dans l'attitude même de sa course éperdue et je pense — je ne sais trop pourquoi — à ces momies de cendres du musée de Pompéi que la mort a surpris dans leurs gestes familiers.

Le lendemain, pour la première fois, le réseau clandestin eut à fonctionner. A Brunoy, devant la gare, une escarmouche met aux prises deux Allemands et quelques F.F.I. Un Allemand est tué, l'autre grièvement blessé. De notre côté : un blessé. A tout instant, on pouvait craindre l'arrivée de voitures blindées comme il en circulait de nombreuses dans la région, prêtes, au moindre prétexte — ou même sans prétexte — à tuer et incendier. Nos médecins dirigèrent les opérations avec une présence d'esprit qui sauva, sans doute, bien des vies françaises. Le responsable de Brunoy alerta d'urgence le chirurgien de Villecresnes, tandis que les F.F.I. enlevaient le cadavre allemand. Un quart d'heure après, une ambulance emmenait les deux blessés à la clinique. L'Allemand, porteur de six perforations intestinales, devait mourir soixante-douze heures après l'intervention; quant au jeune F.F.I., il présentait une plaie perforante pleuro-pulmonaire, s'accompagnant d'hémithorax et d'hémoptysies, mais sans projectile inclus. Notre chirurgien ne jugea pas utile d'intervenir dans ces conditions et, quelques heures après les premiers soins,

il réintégra son domicile où il fut suivi par le médecin du groupe franc de Brunoy..

Toute trace de la bagarre était effacée et jamais, apparemment, les Allemands ne surent le sort tragique de leurs camarades.

Les attaques se multipliaient de tous côtés; des promeneurs inconscients, hommes, femmes ou enfants, prématurément rassemblés devant les mairies, tombaient victimes de leur imprudente agitation. Un matin, il y eut ainsi dix tués ou blessés devant la mairie de Villeneuve-Saint-Georges. Cependant, le premier drapeau français flottait gaiement sur le stade des cheminots.

Dans la soirée — car, chose curieuse, il n'y eut de nuit qu'une activité de patrouille sans incident — nous nous accrochions désespérément à la T.S.F.. Par quelque mystère incompréhensible, les Alliés semblaient arrêtés du côté de Rambouillet et de Corbeil à la fois. Or, nous n'étions presque plus clandestins et trop de gens connaissaient l'activité du P.C. militaire et sanitaire de Valenton, pour ne pas entraîner un désastre. Un véritable conseil de guerre siégeait en permanence dans un pavillon attendant à la ferme, tandis que, dans une pièce voisine, nous avions disposé une réserve de médicaments et des brancards. Toute la journée, dans la cour aux portes closes, allaient et venaient des hommes à l'aspect parfois, avouons-le, un peu inquiétant, et qui posaient sur la table, avant de parler, un gros revolver responsable en général de la mort de plusieurs Boches. Des femmes aussi arrivaient, apportant des renseignements précieux sur l'emplacement des points d'appui allemands : on ne dira jamais assez le rôle magnifique des femmes de la Résistance. Quand nous ne pouvions plus passer sur les routes, elles passaient encore. De nombreux détails parvenaient aussi par téléphone, et, tandis que les Allemands s'embusquaient au bord d'une grand'route, leur position était déjà notée sur la carte. Au milieu de la cour de ferme, assis sur le parapet de la mare aux canards, un jeune garçon en bras de chemise, un balai à la main, contemplait d'un œil distrait les visiteurs... Distraction purement apparente, car sa mission, au contraire, était de donner l'alerte en cas d'incident. Alors, on voyait les papiers et les armes disparaître au plus profond des bottes de paille et chacun s'affairer auprès de la machine à battre ou de l'écurie.

Bientôt, quelques voitures aux lettres F.F.I. ou F.T.P. commencèrent à circuler, armées des rares fusils-mitrailleurs dont disposait le secteur et je pourrais décrire quelques poursuites dignes des films d'avant-guerre. Toute cette activité n'alla pas évidemment sans morts ni blessés de part et d'autre : ils furent

évacués par les voitures de combat et soignés au poste de secours, ou, en cas de blessure grave, à l'hôpital de Villeneuve-Saint-Georges dont nous avions, dès lors, la libre disposition.

Chaque nuit, nous nous relayons à une fenêtre donnant directement sur la rue pour monter la garde, car les Allemands devenaient de plus en plus nerveux et vindicatifs. C'est ainsi qu'un soir — au milieu d'un demi-sommeil, je l'avoue — j'ai cru entendre arriver les Américains. Tout à coup, bruits de camions, des vociférations, des cris que je transforme en de joyeux hip-hip-hourrah ! Je passe la tête par la fenêtre... et la rentre aussitôt car, juste au-dessous de moi, débouche un camion allemand ! Le téléphone, toujours le téléphone, nous tenait au courant de la bataille de Paris où l'on attendait, avec la même impatience croissante, l'arrivée des chars alliés. En réalité, le cercle se refermait peu à peu et, dès le 23 août, il fut tout à fait impossible de communiquer avec les postes de secours de Corbeil (où le pont avait sauté) et d'Étiolles, situé dans le no man's land, entre les Américains qui se préparaient à traverser la Seine et les Allemands retranchés dans le village. Le médecin, en même temps maire de la commune, installa un poste de secours remarquable aux écoles et, grâce au courage de ses brancardiers, soigna une quinzaine de blessés français, tandis que le chirurgien allemand, après l'avoir félicité de son organisation, opérait dans la pièce voisine une vingtaine de soldats. Le 25 août, les Américains restèrent définitivement maîtres du terrain.

D'après ce que nous pouvons savoir par la radio, les agents de liaison, une réunion le 23 août, à Créteil, avec le médecin chef du secteur Est, il semble bien que tout notre territoire va former le fond d'une poche où nous serons oubliés en tête à tête avec les Allemands. Perspective charmante, je me console en pensant que les deux salles d'opérations clandestines et les réserves de médicaments, jusque là inutilisées, n'auront pas été prévues en vain... (à la réalité, il y eut une demande que je ne pus satisfaire, du moins avec le matériel prévu : un soir, un homme barbu, à la figure poupinie, arrive en traînant ses savates. Nous le connaissions bien, car, sous des dehors peu flatteurs, il s'agissait d'un vrai « dur ». Je le vois un peu gêné : en effet, il venait demander des... serviettes hygiéniques pour les prisonnières gardées par les F.T.P., dans les dépendances d'un château voisin, transformé par nous, en hôpital complémentaire).

Pendant ce temps, la lutte s'envenime; ici, en tout cas — nous ne savons pas au juste comment les choses se passent à

Paris — les Allemands sont bien décidés à traiter les F.F.I. en francs-tireurs. A Ormesson, trois camarades, le brassard tricolore au bras, sont surpris par une voiture allemande qui ouvre le feu. Deux d'entre eux peuvent s'échapper, le troisième blessé au ventre est *achevé* d'une balle de revolver tirée dans la région sous-mentale. Malgré cela, nous envoyons les blessés à l'hôpital (Villeneuve-Saint-Georges, Créteil) car il est manifeste que les Allemands, s'ils veulent massacrer, ne prendront même pas la peine de fouiller les hôpitaux.

Le soir du 23 août, nous nous couchons éreintés, mais heureux, car il devient évident que la seule action des F.F.I. désorganise complètement la défense allemande; inquiets, tout de même, sur la suite des opérations, car l'on n'entend toujours pas le moindre canon qui annonce l'arrivée de ce que nous pouvons désormais considérer comme des renforts. Dans la nuit, je suis réveillé par des explosions d'une extraordinaire violence, on dirait que la maison reçoit des claques, et, en me mettant à la fenêtre, je sens le souffle d'air qui passe devant moi et va briser les vitres de la serre. Non, ce n'est pas encore l'artillerie, mais sûrement quelque dépôt de munitions incendié car à travers les arbres, le ciel apparaît pourpre, une grande flamme dorée précédant chaque explosion, toujours au même endroit.

Le lendemain matin, je fume ma première cigarette américaine depuis quatre ans, apportée par un agent de liaison qui a traversé la Seine en barque durant la nuit et pris contact avec les Américains du côté de Choisy-le-Roi. Cette fois, enfin, *ils* sont bien là !

L'activité des groupes F.F.I. redouble, celle du Service de Santé également depuis le haut du secteur, autour de Villiers-sur-Marne et Ormesson, où l'on soignera une vingtaine de blessés, jusqu'à Villeneuve-Saint-Georges où une barricade interdit le pont sur l'Yerres.

Bien que l'allée plantée d'arbres qui borde la clinique de Villecresnes soit envahie de camions allemands, une entrée détournée permet d'amener de nombreux blessés; en particulier, lors d'un engagement à Santeny, où un petit groupe F.F.I., commandé par un chimiste chez qui nous avons installé une salle d'opérations clandestine, fait prisonniers une quinzaine d'Allemands, sous-officiers en tête. Nous nous croyons presque libérés... Hélas ! le soir de ce jeudi 24 août, arrive toute une batterie allemande, avec ses canons et ses chevaux. Ils mettent leurs pièces en position tout autour du P.C. L'officier qui commande a décidé de

dîner dans une annexe de la ferme, située à cinquante mètres de là. Or, dans cette même maison, sont enfermés les prisonniers capturés durant les derniers jours, gardés par des gendarmes ! Nous prévoyons un affreux cocktail. Encore une fois, le commandant Ferté fait preuve d'un sang-froid remarquable : les prisonniers sont avertis qu'à la moindre démonstration, ils seront abbatués ; les gendarmes, que, des événements de la nuit, dépendra leur promotion à un grade supérieur. Les Allemands remercient leur hôte forcé de s'affairer aussi aimablement dans la maison qu'ils vont occuper pour une nuit. Prisonniers et gardiens sont, pendant ce temps, claquemurés dans les greniers, tandis qu'au rez-de-chaussée s'installent les officiers, au second les sous-officiers et quelques hommes (malheureusement, trop bien armés et trop nombreux pour qu'une attaque soit possible). Vers 9 heures du soir, tandis qu'on me téléphone de Paris que des gens fous de joie et d'émotion acclament place de la Bastille les éléments avancés de l'armée Leclerc, les batteries allemandes se mettent à tirer... quelques coups espacés d'abord, puis, vers 11 heures, des salves presque ininterrompues. Peu de temps après, le sifflement du départ, on entend le bruit sourd de l'obus qui éclate. Horrible impression d'impuissance ; cependant, aussitôt leur arrivée, la position des canons avait été signalée exactement aux troupes américaines et françaises. Nous attendons, avec quelque inquiétude, le tir de contre-batterie ou un bombardement en piqué qui ne manquera pas de pulvériser la ferme ; heureusement, les abris sont solides. Vers 2 heures du matin, le calme revient peu à peu. Mon tour de garde est terminé, je vais me coucher. Au lever du jour, les Allemands décrochent... emmenant quelques chevaux. Nous respirons mieux ! J'entends tout à coup ce samedi matin de grandes clameurs : les voilà ! les voilà ! je me précipite, un petit gars de chez Leclerc est dans la cour : natif de Valenton, il est le premier Français libre à faire son entrée dans la bourgade. On se précipite sur lui, on l'embrasse. Chacun parle à la fois, personne ne sait trop ce qu'il dit. Depuis la veille déjà toutes les rues sont pavoisées, mais de nouveaux drapeaux sortent de partout. Brusquement, on entend au loin les sirènes de Villeneuve-Saint-Georges. Alerte ? Non, le signal convenu pour annoncer l'arrivée de voitures américaines. Quelques minutes après, les premières Jeeps entrent dans la cour. Notre agent de liaison leur a indiqué la route à suivre et l'emplacement du P.C.. Nouvelles effusions, chacun essayant ses quelques mots d'anglais auxquels un jeune Canadien répond dans un français savoureux. Nous

ouvrons alors la première bouteille de Champagne de la Libération et nous trinquons, silencieux tout à coup, ne sachant que dire devant cette réalité dont nous avions tant rêvé...

Mais la guerre continue, les Allemands sont là, à un ou deux kilomètres. Ils tiennent la gare de Boissy-Saint-Léger avec des auto-mitrailleuses et des chars tigrés. Nous nous penchons sur la carte avec le capitaine américain qui dirige la reconnaissance et il pointe exactement l'emplacement des blindés et des troupes. Entre autres renseignements, nous pouvons lui dire qu'il s'agit d'environ 200 Autrichiens qui ont tous, dans leurs poches, un carré blanc, et sont prêts à l'agiter dès l'avance du gros des troupes alliées. Mais ce n'est là qu'un ignoble stratagème, les chars, dissimulés derrière le remblai du chemin de fer, ont ordre de tirer dès que les Américains, mis en confiance, s'avanceront à découvert. Sur le conseil du Commandant Ferté, l'officier décide de demander une mission aérienne, afin de détruire les quelques dix chars qui barrent la route.

Mais, les F.F.I., follement audacieux, n'ont aucune envie d'attendre l'arrivée des avions. Une troupe assez importante à laquelle se joignent des éléments venus d'Athis-Mons, beaucoup mieux armés que les jours précédents, décide d'attaquer. A vrai dire, ce ne sont pas, en effet, les deux voitures de reconnaissance qui pourraient empêcher les chars de venir ravager, avant de s'enfuir, tous ces villages pavoisés et joyeux. Je pense qu'à me lire, ceci doit paraître un peu ridicule, car que faire avec des fusils, des mitraillettes et des grenades contre des chars et des armes lourdes ? Tout le miracle de la Résistance est là : il fallait être fou pour y travailler et encore plus fou pour se battre avec les moyens dont elle disposait. Malgré leur ténacité, leur courage, les Allemands n'ont certainement jamais réalisé cette espèce de bricolage héroïque qui permit l'insurrection. Ce samedi, ne sachant pas exactement où étaient les Américains, fatigués et moroses, alors que nous étions au comble de l'excitation et de la joie, ils ont sûrement cru avoir à faire à une troupe bien armée... on leur eût dit qu'il ne s'opposait à eux que des fusils et des grenades... aussi, cette journée de libération définitive fut-elle la plus dure et la plus sanglante.

Voici, d'après le rapport du Dr Vincent, l'activité, pendant ces attaques, du Service de Santé de Sucy-en-Brie :

« Peu avant midi, je suis appelé au poste de secours de l'Auberge du Feu, rue de Villeneuve, où l'on attend des blessés que les brancardiers sont allés chercher. Les équipes de brancardiers se replient et nous apprennent que deux de leurs camarades ont tenté de s'appro-

cher des blessés et ont essuyé des coups de feu. On ne les a pas vu reparaître.

Je pense que les brassards n'étaient pas assez visibles et je fais confectionner un grand drapeau de Croix-Rouge avec lequel je me dirige vers le chemin où sont signalés les blessés, accompagné d'un étudiant en pharmacie, secouriste, porteur d'un brancard. Nous avançons à découvert, brandissant notre Croix-Rouge. Arrivés un peu avant le pylône de la ligne de transport électrique, nous apercevons un blessé qui s'agit au milieu du chemin, puis un autre qui bouge près de la haie qui borde le talus. Tout de suite, nous découvrons, au sommet du talus, une mitrailleuse braquée sur nous et la silhouette d'un Allemand. Nous avançons. Le blessé du chemin nous supplie : « Enlevez-moi, n'allez pas plus loin. » Comme nous approchons du blessé, ordre nous est intimé de ne pas nous arrêter : « Avancez ! ». Nous avançons en disant au blessé que nous reviendrons. Je pensais que les Allemands allaient nous fouiller, et, ayant constaté que nous n'avions pas d'armes, nous laisser emmener nos blessés. Plus loin, sur le chemin, nous dépassons deux corps inertes, des cadavres me semble-t-il. Mais nous ne pouvons pas nous arrêter : Une mitrailleuse et un fusil sont braqués sur nous et l'Allemand hurle : « Avancez ! Offizier ! » Au premier sous-officier qui nous accueille, je demande l'autorisation d'emmener les blessés. « Non, terroristes ! » me répond-il. Je demande où est l'officier et on nous conduit au P.C. installé au Café du « Tohubohu » à l'angle de la route Nationale et de la rue de Paris.

Dans le jardin sont assis trois hommes. Le premier est un jeune interprète, aimable et doux, qui s'excuse à tout bout de champ : « Moi, je ne peux rien, je suis trop petit. » Derrière lui, un ober-lieutenant paraît accessible aux sentiments humains et entend un peu le français. A la gauche de l'officier, un homme à la face de brute, vêtu d'un blouson bleu, affalé derrière une table à côté d'un verre d'alcool (est-ce un S.S. ?). Malheureusement, c'est la brute qui commande. Par le truchement de l'interprète, un dialogue s'engage :

— Nous venons vous demander de laisser enlever les blessés. Nous sommes de la Croix-Rouge ; nous n'avons pas d'armes.

— Non, ce sont des terroristes, ils n'ont pas d'uniformes, ce ne sont pas des combattants.

— Pour moi, médecin, ce sont des blessés. Je soigne aussi les blessés allemands.

— Les blessés allemands sont des combattants. Eux sont des terroristes. Ils n'ont pas d'uniformes. C'est contraire aux lois de Genève.

— Pardon : les F.F.I. sont des combattants, reconnus par votre Kommandant von Gross Paris, puisque celui-ci a signé sa capitulation avec le Général Kœnig qui commande les F.F.I.

Mes interlocuteurs se regardent un peu éberlués (je devais savoir un peu plus tard que j'étais le deuxième à leur annoncer cette reddition). Mais la brute répond : « Ce sont des histoires de radio, ce n'est pas vrai. » Je reviens à la charge et propose d'aller chercher les blessés, de les amener au P. C. allemand et de les y soigner. La brute

me répond : « Si vous les amenez, quand vous les aurez soignés, je serai obligé de les faire fusiller. »

On me fait entrer avec le secouriste dans la boutique du « Tohubohu » où s'empilent déjà plusieurs de nos compatriotes, car les sentinelles allemandes arrêtent tous les civils qui passent sur la route. Bientôt je compte dix-sept personnes dont une femme. En commun, nous méditons sur notre sort. Déjà, nous avons retrouvé l'équipe de brancardiers qui nous a précédés dans la captivité. Un infirmier de la Croix-Rouge de Brévannes est aussi dans la nasse : nous l'adoptons. Bientôt, je sors de la boutique et vais demander au trio l'autorisation de rejoindre mon poste de secours de Sucy avec mes brancardiers, car on peut avoir besoin de nous. La brute répond : « Nein, nichts ! »

Contrairement à notre attente, on ne nous a pas fouillés. Faisant l'inventaire de mon portefeuille, je découvre un laissez-passer récent, signé d'un Colonel et me permettant de circuler librement sur tout le territoire de Sucy. Je m'approche de la brute en lui tendant le papier : il y a un cachet avec l'aigle allemand, ça devrait l'impressionner ! Mais la brute répond : « Nein, nichts » et m'intime l'ordre de rentrer. J'ai l'impression cependant que l'officier plaide ma cause. Au bout d'un instant, il me fait signe, « der Artz », et m'explique que nous ne pouvons regagner Sucy, mais que nous sommes autorisés à nous rendre au poste de secours voisin de la Marjolaine. Nous y partons, mes quatre brancardiers et moi, sous l'œil d'une sentinelle.

Le poste de la Marjolaine est accueillant. Mon jeune confrère et des parents nous abritent et nous restaurent généreusement. Nous téléphonons à nos familles pour les rassurer, puis nous songeons à notre liberté. Nous avons vu, en montant, deux autos-mitrailleuses dissimulées dans une ruelle au-dessous du poste. En-dessus de lui, des sentinelles allemandes veillent. Nous aussi. Bientôt, nous les voyons descendre la route nationale et disparaître au prochain tournant vers le P.C. Nous reprenons alors nos brancards et notre croix rouge et nous dirigeons vers la demeure du Docteur Catonné. Nous nous arrêtons en passant au P.C. des F.F.I. de Boissy ; notre camarade de Brévannes nous quitte. Nous le laissons aller et rejoignons vers 17 heures Sucy. Malheureusement, une mauvaise nouvelle nous y attend. Vers 15 h. 30, ne nous ayant pas vus revenir, deux jeunes infirmières avaient voulu secourir les blessés et s'étaient engagées sur le petit chemin fatal. C'était Fernande D... et Bernadette T...

Elles avaient rejoint le blessé, s'étaient penchées sur lui, sans même voir la mitrailleuse allemande. *Aucun ordre de s'éloigner ne leur avait été donné* : une rafale de mitrailleuse les avait couchées à terre, Fernande D... blessée au ventre et à l'avant-bras, Bernadette T... indemne. Celle-ci resta longtemps immobile, puis regagna, en rampant, la route de Sucy... »

Fernande D..., voilà un nom, parmi beaucoup d'autres, parmi trop d'autres, une martyre du Service de Santé. Les jeunes filles et les jeunes hommes de France qui tombèrent ainsi, sont morts pour nous, pour nous tous, et leurs ombres forment le cortège

invisible qui permet à ceux qui nous conduisent d'affirmer hautement, à la face du monde, les droits de notre pays. Ces morts-là n'appartiennent qu'au seul parti de la France, je souhaite que personne ne l'oublie jamais.

L'éloge le plus émouvant que l'on puisse faire de cette jeune infirmière, le Dr Vincent l'a écrit :

« Fernande D... était une très jeune fille, qui faisait ses études d'infirmière à la Croix Saint-Simon; chrétienne fervente, elle pratiquait la charité chrétienne au vrai sens du mot. Son dévouement, son abnégation se remarquaient à peine, tellement ils faisaient partie de sa personne; tellement ils étaient humblement pratiqués. Dès le début de la retraite allemande, elle était venue se mettre à ma disposition pour faire « n'importe quoi ». Elle portait des plis, des médicaments, travaillait au Poste de Secours. Elle ne put supporter l'idée que des blessés étaient sans soins sur le terrain depuis des heures. Couchée par les balles allemandes, elle attendit patiemment qu'on vint la relever. Consciente jusqu'aux derniers instants, elle rassurait ses parents et son amie. C'est à peine si la crispation de ses traits accusait, de temps en temps, un paroxysme douloureux. Elle mourut entre les bras de ses parents et d'un prêtre qui connaissait ses vertus et son esprit de sacrifice. »

L'armée allemande, de nombreuses fois, hélas, s'est déshonorée par d'aussi ignobles assassinats. Voici, par exemple, le compte rendu des journées du 26 et du 27 août à Neuilly-sur-Marne :

« La situation sanitaire à Neuilly-sur-Marne est caractérisée par l'impossibilité absolue d'approcher les blessés avec l'ambulance depuis 6 heures du matin jusqu'au lendemain matin (il s'agissait d'ailleurs de *blessés civils*, les groupes de résistance ayant été dirigés sur Neuilly-Plaisance). Un pompier, M. P... est blessé à trois reprises, alors qu'il se rend en uniforme à son service communal, à 6 heures du matin. Deux ambulances essaient vainement de l'approcher. Des voisins tentent de le transporter dans leur villa. Ils sont sommés par les Allemands de l'abandonner dans le jardin où il râle durant 15 heures et où il meurt sans que le médecin puisse même en être averti, sans que ses proches puissent se rendre auprès de lui.

Tous les blessés, signalés plus bas, n'appellent le médecin que le 27. Le 26, la terreur et la fusillade sont telles que toute sortie est impossible. Les familles des blessés atteints de coups mortels ne peuvent même pas les relever dans leur jardin, les Allemands tirent à la moindre tentative de sortie.

Un pompier ambulancier, M. W... est cependant pressenti, ainsi que moi-même, vers 5 heures, pour deux grands blessés. Il essaie, sur les conseils de la Municipalité, d'obtenir des Boches l'autorisation d'aller voir ces deux grands blessés, puis de les transporter à Montfermeil. *Il est immédiatement fusillé...* »

Le même jour, non loin de là, en Seine-et-Marne, près de Moret-sur-Loing, un groupe de S.S. se distinguait par un supplice

particulièrement atroce. La tragique histoire de Claude Hanriot, d'une valeur exemplaire, doit être contée.

Ce jeune garçon, originaire de Paris, faisait lui aussi, partie des équipes de secours de la Croix-Rouge. Au moment de l'insurrection nationale, il se trouvait en Seine-et-Marne, prêt à servir, comme il l'avait toujours été. Les F.F.I., au cours d'une attaque audacieuse contre la passerelle de Champagne, le vendredi 25 août, restaient maîtres du terrain et s'emparaient de quelques prisonniers. Plus loin, d'autres Allemands résistaient encore. Sachant qu'il y avait des blessés, notre secouriste arrive sur le lieu de combat avec sa trousse d'urgence. Les F.F.I. cherchaient à ce moment un parlementaire afin de faire savoir aux Allemands que s'ils se rendaient on les traiterait en prisonniers de guerre, pensant que puisque la partie était jouée, mieux valait éviter la perte inutile d'autres vies humaines. Hélas ! ces Allemands-là connaissaient bien les leçons de leur maître. Claude Hanriot, le seul qui parlait allemand, se présente et part vers les positions ennemies, accompagné d'un sous-officier allemand fait prisonnier.

Que se passa-t-il alors, nul ne le saura sans doute jamais, mais le lendemain, à quelques kilomètres de là, on retrouva son corps percé de balles et dans la poche du veston, le document bouleversant que nous publions. Quelques mots seulement, mais singulièrement émouvants et nobles, quelques lignes écrites avec une allumette trempée dans le flacon de mercurochrome qu'il portait sur lui. Ce message d'adieu, il l'a griffonné sur une carte de la Préfecture de Police, les balles qui le tuèrent, ou mieux l'assassinèrent, ont déchiré les angles du papier, le marquant d'un sceau ineffaçable.

Toute la nuit, les meurtriers — nous n'osons pas appeler ces hommes des soldats — le traînèrent avec eux, le menaçant sans doute et lui annonçant qu'il allait être fusillé le lendemain matin. En vérité, cette nuit-là, soufferte dans un coin de l'Ile-de-France, ne rejoint-elle pas, par-delà les siècles, cette autre nuit d'agonie dans un petit jardin de palmiers et d'oliviers ?

Voici le texte de la citation décernée par la Croix-Rouge :

« La grande médaille d'honneur de la Croix-Rouge française est décernée à titre posthume à M. Claude Hanriot, jeune chef d'Equipe, secouriste du 19^e arrondissement, âgé de 17 ans, animé d'un esprit de sacrifice et d'un idéal rayonnant, toujours volontaire pour les missions périlleuses.

Le vendredi 25 août 1944, à la passerelle de Champagne, près de Moret-sur-Loing (Seine-et-Marne), au cours d'un engagement entre les

troupes F.F.I. et allemandes, est accouru, sans armes, avec son brassard de secouriste, pour porter aide à des blessés.

Confiant dans l'emblème de la Croix-Rouge dont il était porteur, s'est offert comme parlementaire auprès des troupes allemandes qui l'ont fait prisonnier. A été fusillé par ces dernières, le samedi 26 août, à Gastins par Nangis. Restera pour tous un magnifique exemple d'abnégation et d'héroïsme. »

En parcourant les archives du C.M.R., j'ai retrouvé deux lettres écrites, l'une par la femme d'un fusillé, l'autre par son mari lui-même, quelques heures avant l'exécution. Je ne sais rien de ce Français et de cette Française que ces deux témoignages auxquels je ne veux rien ajouter, aucune vaine littérature qui ne pourrait que défigurer leur pureté :

« L'année dernière, écrit Mme M... à son institutrice, mon mari, mon père, ma jeune sœur et moi-même avons été arrêtés par les autorités allemandes. Ma sœur a été libérée au bout de quelques mois. Elle a eu si froid et si faim que parfois elle ne réalisait plus qu'elle était un être humain. Son attitude a été splendide. À une Allemande qui lui disait le soir de son arrestation : « Du courage », elle a répondu : « On ne dit pas du courage à une Française que l'on met en cellule. »

Pour moi, vous devez savoir comment, ayant deux enfants et étant enceinte, j'ai fait une fausse couche pour laquelle je n'ai reçu aucun soin, ou la visite d'aucun docteur ni de sage-femme et comment, au bout de... mois de prison, j'ai été libérée. Papa a été condamné à... ans de prison-forteresse. Il est actuellement en Allemagne, mais j'ignore où, ni s'il est encore en vie. Il est parti, sachant que son gendre, qu'il aimait autant que nous, ses filles, allait être exécuté. Mon mari, papa et leurs camarades de la même affaire (il y avait également des prêtres dont un fut condamné à mort) ont été jugés le même jour. Mon mari est un héros et un martyr. Nul ne sait les souffrances physiques et morales qu'il a endurées en prison. Il a eu si faim qu'il mâchonnait de la paille et des bouts d'étoffe. Pendant tout le procès, qui a duré plusieurs semaines, j'ai eu le droit de le voir chaque jour, entouré d'officiers allemands. Evidemment je n'ai pas besoin de vous dire qu'auparavant nous ne pouvions ni nous voir ni nous écrire. Il n'a pas cessé de rire, de plaisanter et de faire preuve du plus grand courage. Quand on a lu l'acte d'accusation, il s'est levé et a crié : « Vive la France ». Après le jugement, il m'a demandé si j'avais des regrets; sur ma réponse négative, il a pleuré d'émotion, en me disant que cela avait été sa seule crainte. Pourtant, il me connaissait suffisamment pour savoir que des regrets, j'étais incapable d'en avoir. Quand parfois la douleur me semble trop forte, je pense à ce que m'ont dit les commissaires allemands qui m'interrogeaient : « Vous pouvez être fière d'être la fille et la femme de tels hommes. Votre mari est un héros, il mérite une statue; s'il y en avait beaucoup comme lui dans le pays que nous occupons, il y a longtemps que nous aurions été forcés d'en partir. »

Il a donc été condamné à mort le... puis douze jours après, il a été grâcié. J'ai eu le droit de le voir une fois par semaine. Ensuite, mon droit de visite m'a été retiré et, le... avec d'autres de la même affaire,

il a été exécuté. On les a prévenus à 10 heures du matin et exécutés à 16 heures. Il a communiqué sur le terrain même de l'exécution. Il n'a pas eu d'action de grâces : au moment où il recevait Dieu, Dieu le recevait. Au poteau d'exécution il a retiré les objets qu'il me laissait particulièrement : son Christ, son chapelet, son alliance, sa chevalière, pour bien me montrer combien jusqu'au bout il avait pensé à moi. L'aumônier allemand l'a béni. Il a crié une dernière fois : « Vive Dieu, vive la France », les autres ont aussi crié : « Vive la France » quand la salve éclata.

A la caserne où il a été fusillé, il a noté sur la page de garde de son missel ses dernières pensées :

« 15 heures, que la volonté de Dieu soit faite.

« 15 heures 30, je vais recevoir la Commission. Je me sens plus fort. Que ma petite conserve toujours ce livre de prières en souvenir de moi. »

Il était foncièrement chrétien. Quand il a agi, il savait ce qu'il risquait. A son frère qui lui reprochait de s'exposer puisqu'il était père de famille, il a répondu : « Il y en a qui refusent d'agir parce qu'ils ont des enfants. Moi, c'est parce que j'ai des enfants que je fais quelque chose. Dans vingt ans, quand mes fils me diront : « Papa, la France a été coupée en deux par les Allemands, qu'as-tu fait ? » Je ne veux pas leur répondre : « Rien ». Il a ajouté, les larmes dans les yeux : « Ma mort même, si je dois mourir, leur sera plus utile que ma vie sans avoir le courage de faire quelque chose pour la France. » Il disait cela deux mois avant son arrestation. Son père avait brisé son épée au moment des « inventaires ». Il y a des familles où les âmes sont magnifiques. Maintenant, il me reste deux fils à élever et à rendre dignes de leur père. Le dernier a dit, pour la première fois « papa », le jour où j'ai appris la mort de son père... »

Avant de mourir, ce soldat de la France envoya à sa femme ce dernier message :

« Le Procureur K... vient de nous annoncer la fatale nouvelle. Ma pauvre chérie, je dois mourir. Je souhaite de le faire avec courage, en chrétien et en Français. Je te demande d'être très courageuse. Aie toujours confiance en Dieu et élève nos deux enfants dans ces nobles sentiments. Je te demande pardon de l'immense chagrin que je vais te faire. Tu es jeune, belle et bonne. Regarde la vie en face. Du ciel où j'espère aller, je veillerai sur vous tous.

Mes pauvres camarades ont le même courage que moi et notre dernière pensée va aux chers nôtres; notre dernier cri sera « Vive la France ». Tu as été le plus bel et le plus grand amour de ma vie. L'unique. Je te demande, comme une prière suprême, d'aimer la vie. Pense que mon âme immortelle sera toujours à tes côtés. Je te répète que tu es jeune et que c'est dans la prière que tu dois chercher la consolation. Je t'aime de toutes mes forces. C'est grâce à notre amour que je me suis rapproché de Dieu; je t'en remercie de tout mon cœur. A cause de cela, je te demande de ne pas désespérer de la vie. Pense à ma dernière volonté qui est de te supplier de vivre avec courage pour élever nos enfants, comme je l'aurais fait moi-même. Ne cesse pas de

prier et d'espérer en Dieu; cette dernière preuve d'amour, je te la demande au pied du fatal poteau d'exécution. Je suis sûr que tu me comprendras et cette suprême pensée me donne tous les courages. Ma douce chérie, je te dis « Adieu »; dans ce mot, je mets tout mon amour et toute ma tendresse. Je t'embrasse comme je t'aime, ainsi que nos petits. Puisse mon sacrifice les aider et les guider dans la vie. Qu'ils craignent et aiment Dieu et servent la France jusqu'à la mort comme je l'ai fait moi-même... »

Au bas de ces deux lettres, une note : « Les deux lettres ont été adressées par la jeune femme à son institutrice. Elle est depuis dans un sana, très malade à la suite des traitements dont elle parle au début de sa lettre et totalement privée de ses enfants, sa seule consolation... »

Donc, les F.F.I., ce samedi 26 août, cernaient les troupes allemandes, retranchées autour de la gare de Boissy-Saint-Léger, et s'infiltrant à travers les bois de la Grange, ils arrivèrent jusqu'à proximité de la route nationale, gardée par de forts détachements ennemis.

Vers 16 heures, un combattant qui se trouvait en lisière du bois où tout un groupe tirait avec les Allemands, arrive précipitamment au P.C. pour demander du secours. Un de ses camarades, agent de police de Villeneuve-Saint-Georges, vient de tomber à côté de lui. Nous partons à quatre, un infirmier sur l'aile de la voiture, un grand drapeau Croix-Rouge à la main. Arrivés dans les bois, nous passons, sans nous arrêter, à côté d'une section F.F.I. déployée en position de combat et qui garde la route. Les Allemands sont à quelques centaines de mètres. Tout à coup, le brave homme qui nous avait alertés (et que j'avais emmené comme guide), s'aperçoit qu'il a dans sa poche un énorme revolver. Je fais stopper la voiture à la maison de la garde-barrière et lui confie l'arme jusqu'à notre retour. Les conventions de Genève étant ainsi respectées — il n'y a plus dans la voiture qu'une trousse d'urgence et les brancards — nous repartons.

Au tournant de la route, nous apercevons des Allemands, plus ou moins dissimulés dans les fossés, quelques voitures blindées enfoncées dans la haie. Première satisfaction, l'ambulance est accueillie sans coup de feu. Dans un baragouin invraisemblable, j'essaie de faire comprendre au premier soldat que nous venons chercher un blessé qui vient d'être signalé dans le champ voisin. Comme il ne manifeste aucune réaction, je demande à parler à l'officier et nous repartons, en ambulance, jusqu'à un carrefour de routes à l'entrée de Boissy-Saint-Léger. Là, je me rends encore mieux compte de la témérité de nos camarades —

qui tirent de temps à autre quelques salves — car, au moins cinq chars tigres se cachent sous les arbres. Un des hommes de l'équipage, Autrichien, dit-il, nous sert d'interprète. L'officier ne ressemble physiquement en rien à la brute de tout à l'heure : grand, mince, le teint pâle, accentué par des cheveux légèrement roux. Seuls ses yeux, d'un bleu glacial, me donnent quelque inquiétude. Je ne rapporterai pas notre conversation, assez semblable à celle qui se déroulait un peu plus tôt non loin de là. Il en résulte que nous devons garer l'ambulance juste au croisement de routes et pas ailleurs ; au bout d'une demi-heure, nous pourrions approcher les blessés. J'ai beau me débattre, il tourne les talons et se replonge dans l'examen d'une carte avec d'autres officiers. Autour de nous, vont et viennent des soldats, tous lourdement armés et qui nous regardent d'une façon fort déplaisante. Ce sont encore des jeunes. Toutes les minutes à peu près, arrivent et repartent des motocyclistes qui prennent la route de Paris. Les chars et les autos blindées, par contre, ne bougent pas : il semble évident que ce groupe de retardement a pour mission de défendre à tout prix la route nationale. Sachant que les Américains de ce matin ont soigneusement repéré avec un de nos officiers les positions allemandes, je m'attends à tout instant à voir l'ambulance voler en éclats... et peut-être nous avec. Mais, il n'y a absolument rien à faire pour bouger d'un centimètre et nous restons tous les quatre piqués autour de la voiture.

L'Autrichien de tout à l'heure semble le plus affable de toute la bande. Dans un français très compréhensible, il engage la conversation, après avoir montré en souriant les drapeaux qui se balancent aux premières maisons du village. On ne voit du reste pas un civil, les volets sont clos. Au bout de quelques minutes je m'aperçois que je suis en train de subir une espèce d'interrogatoire : « D'où venons-nous, qui nous a prévenus, comment savons-nous qu'il y a des blessés : ce sont des terroristes. La Croix-Rouge ne s'occupe pas des terroristes... où sont les Américains... » Je lui dis que je n'en sais rien, que la Croix-Rouge s'occupe de tous les blessés et qu'on nous a prévenus par téléphone : « Ah ! par téléphone... mais qui... Est-ce que, par hasard, nous ne connaîtrions pas les terroristes ? » Ce dialogue commence à me déplaire tout à fait et j'arrive à faire dévier la conversation en m'écriant : « Bald das Krieg fertig ? » Une des rares phrases que je sache en allemand. L'effet est immédiat et j'ai compris ce jour-là le pouvoir de M. Goebbels. Ce soldat, d'après la façon dont il avait essayé d'obtenir des renseignements, ne devait sûrement pas être stupide. Et, cependant, le voici lancé

maintenant dans une véritable conférence où j'entends les raisonnements cent fois ressassés par la radio et les journaux allemands. Il me parle encore du danger bolchevique, de la communauté européenne, des torts de l'Angleterre et surtout de l'Amérique qui ferait mieux de libérer les noirs que les Français. Sans eux, comme nous nous serions bien entendus, etc... Je lui fais remarquer qu'il est un peu trop tôt ou un peu trop tard et que nous en reparlerons après la guerre.

La fatale demi-heure écoulée, rien ne se passe. Je vais chercher mon Autrichien qui était remonté sur son char. et, de la nouvelle conversation avec l'officier, il ressort que nous ne pouvons ni aller ramasser le blessé, ni retourner à l'hôpital. « Alors, lui dis-je, nous sommes prisonniers. » « Exactement », me répondit-il, avec un large et bienveillant sourire. Nous continuons, entourés d'autres troupes fraîchement arrivées, notre attente énervante. Quelques crépitements de mitrailleuse qui me semblent se rapprocher. Tout à coup, d'autres chars arrivent et viennent se ranger sous les arbres. Les équipages semblent très agités et regardent tout le temps en l'air. Là-haut, une dizaine d'avions américains tournent lentement. « Danger aérien », me dit, en les désignant, avec un sourire ironique, l'aimable et curieux interprète. Nous ne nous sommes pas parlé avec les brancardiers, mais tous, nous avons la même pensée, car tous, nous étions au P.C., ce matin, avec les officiers américains : voilà la mission de reconnaissance et bombardement demandée ! Je décide de chercher un abri éventuel. Peine inutile, nous sommes coincés entre la route et le mur du Château de Grosbois. Un des secouristes s'accroche au mur et une vigoureuse traction a tôt fait de l'amener au sommet. Par une chance extraordinaire, je me retourne à ce moment... et je vois un des Allemands qui met en joue le grimpeur ! Quelques gestes lui font comprendre le but de cette escalade, et notre camarade descend aussitôt. Nous nous le tenons pour dit, mais je me demande vraiment si, en ce jour où nous fêtons l'arrivée des Alliés, nous ne serons pas doublement libérés... Après avoir rôdé pendant près de trois-quarts d'heure, les avions disparaissent : j'avoue que, pour une fois, je me suis félicité de la qualité du camouflage allemand !

Encore des coups de feu échangés avec les F.F.I. — qui ne font plaisir à personne ! — et quelques minutes après, des motocyclistes allemands arrivent en trombe : enfin c'est l'ordre de repli ! Les voitures s'alignent, les chars referment leurs couvercles, et la caravane disparaît en direction d'Ormesson. Nous som-

mes libres ! Aussitôt, de toutes les maisons qui paraissaient mortes, sortent des gens joyeux et des enfants agitant des drapeaux de papier. Je croyais voir paraître sur la route quelques « Sherman », motifs de cette retraite précipitée. Mais non, aussi fou que cela paraisse, si la crainte salutaire des Américains y fut pour quelque chose, c'est aux F.F.I. que revient essentiellement le mérite de cette victoire.

Et ce fut là ma dernière vision des Allemands...

Nous avons eu beau battre en tous sens le champ, appeler, siffler, aucune réponse, pas le moindre blessé (on devait hélas, retrouver dans la soirée son cadavre)...

Au moment de repartir, un inconnu m'avertit que plus bas des brancardiers montent avec des blessés. Nous descendons la côte : et ainsi, je pus ramener, vers 6 heures du soir seulement, les blessés qui gisaient là depuis le matin — dont Fernande D..., et qui, tous, devaient mourir quelques jours après cette intervention trop tardive. Quatre morts étaient aussi restés sur le terrain toute la journée dont un, porteur d'une plaie bénigne de la fesse, fut achevé à coups de crosse sur la tête, comme en témoignaient le crâne défoncé et la face horriblement défigurée.

Cette affaire des bois de la Grange marque — à part quelques escarmouches — la libération définitive du territoire. Beaucoup de postes de secours n'avaient pas eu à fonctionner, deux salles d'opérations clandestines ne servirent que pour des Allemands, ainsi que leur réseau d'évacuation dont ce fut l'occasion de vérifier l'efficacité.

Ce soir-là, en rentrant au P.C., j'eus la satisfaction de voir dans la cour, entourés par nos hommes au brassard, les prisonniers allemands de ces grandes et tristes journées dont le bilan, pour le sous-secteur Agro, se montait à 40 tués et 30 blessés.

Le lendemain, dimanche 28 août, sous les acclamations, défilaient les camions, les voitures, l'artillerie et les chars alliés. Les Boches ne reviendront plus...

La SEINE-et-OISE

Zône Nord

Beaucoup de gens ne savent sûrement pas que, tout près de Paris, en forêt de Carnelle et dans le bois de Grainville, des maquis importants menèrent contre les Allemands une lutte acharnée où nos médecins de bataillon se couvrirent de gloire. Si leur

action put être non seulement brillante, mais efficace, ils le doivent en grande partie à l'organisation conçue et dirigée par Tristan, responsable sanitaire de la Zone Nord de Seine-et-Oise.

Tristan, c'est-à-dire le Dr Claude Dufourmentel, auquel le Service de Santé doit une grande partie de son organisation provinciale.

« Les préoccupations principales qui ont présidé à l'organisation chirurgicale du Secteur I de la région Nord de Seine-et-Oise sont la mobilité et la rapidité, lit-on dans le rapport adressé par Gilles à Tristan, la mobilité obtenue grâce à un matériel léger, peu encombrant quoique complet, pouvant être transporté en voiture, à bicyclette, voire même à pied; la rapidité grâce à la présence auprès du chirurgien, d'une façon permanente, du personnel qualifié nécessaire, fait à mon sens plus important pour la rapidité que le moyen de transport lui-même. Celui-ci a été le plus souvent ma voiture personnelle, un petit cabriolet Rosengard deux places, ou des bicyclettes.

Ma position officielle de chirurgien des Hôpitaux de Beaumont-sur-Oise, Luzarches, Pontoise, Eaubonne, autorisé à opérer au sanatorium de Saint-Martin-du-Tertre, permettait d'avoir à la disposition des F.F.I., dans la mesure où l'autorisait la sécurité des blessés, un réseau d'hôpitaux où les soigner dans d'excellentes conditions matérielles et techniques. Mais nous avons dû travailler dans des maisons particulières, ne disposant comme salle d'opérations que d'une pièce débarrassée des meubles les plus encombrants. Nous avons dû aussi soigner parfois en pleine nature. Il a fallu également prévoir, et trouver, des refuges pour nos blessés chez les particuliers. Ce fut là une des grandes difficultés de notre service, les personnes sollicitées se dérobaient parfois au dernier moment, ou étant au bout de quelque temps fatiguées d'héberger et de soigner un pensionnaire jugé encombrant et compromettant.

Il y eut heureusement de nombreuses personnes au dévouement inaltérable.

Il fallait que ces gens prissent le risque et gardent, pour la sécurité des blessés, la plus grande discrétion.

Nous avons parfois changé nos blessés plusieurs fois de refuge et pour les trois blessés de Ronquerolles, il n'a pas fallu moins de douze refuges.

Bien qu'ayant à notre disposition les excellentes valises chirurgicales du Service de Santé F.F.I., nous avons utilisé le matériel chirurgical de l'hôpital, dont nous pouvions assurer la stérilisation dans de bonnes conditions, et ma table d'opération portative..

On voit donc que nous avons pu mettre sur pied dans le secteur I de Seine-et-Oise, une organisation sanitaire clandestine dont le fonctionnement a fait ses preuves en s'appuyant sur le système sanitaire officiel existant.

Avec des moyens simples, mais suffisants, nous avons fait face à toutes les exigences de l'armée secrète dans des conditions parfois dangereuses et difficiles. »

Dangereuses et difficiles... en effet! Peu de chirurgiens, je

pense, ont confectionné un plâtre dans les circonstances suivantes :

« Le 4 août 1944, le médecin Jean Rebertot nous signale un aviateur anglais blessé dans la forêt de l'Isle-Adam. Nous nous rendons, le docteur S. et moi, au lieu indiqué, pénétrons en rampant dans un fourré et nous trouvons là un officier aviateur qui présente une fracture malléolaire du péroné gauche, sans déplacement ni diastasis. .

Alors commence, par une multitude d'appareils, le bombardement de la forêt de l'Isle-Adam. C'est au milieu d'un fracas effroyable de bombes tombant tout autour de nous, que le docteur S. fit une botte plâtrée avec des moyens de fortune puisque pour mouiller les bandes, on dut utiliser un mélange d'eau et de lait, seuls liquide à notre disposition.

Toujours sous un bombardement intense, il nous a fallu attendre que le plâtre fut sec avant de commencer le transport du blessé, extrêmement difficile étant donné la taille peu commune de cet officier.

Le transport du fourré à la voiture eut lieu toujours sous le bombardement, ce qui nous donnait, d'une façon un peu paradoxale, une grande sécurité, car personne, soit Allemand, soit civil français, ne se serait risqué dans ces parages sous un tel bombardement.

Comme ma voiture atteignait Nerville, l'alerte cessa, nous traversâmes le village au moment où la population sortait des abris: L'officier anglais, conduit d'abord chez moi, fut transporté le même jour chez Mlle L., à Beaumont-sur-Oise. C'est là que, dans de meilleures conditions, un examen approfondi du blessé permit de constater sur tout le corps de nombreuses contusions, de multiples égratignures superficielles et une fracture du deuxième métatarsien gauche. Après une semaine, la botte plâtrée est remplacée par un Delbet, permettant la marche sans difficulté.

Le logement de Mlle L., risquant d'être réquisitionné par les Allemands, je transportai l'officier anglais chez moi, et après chez Mme D., à Beaumont, où il resta jusqu'au 31 août, date à laquelle une ambulance américaine est venue le chercher pour une destination inconnue !... »

Le chef militaire de la Seine-et-Oise Nord « Philippe », recherché par la Gestapo, depuis longtemps, pour sa belle activité, ne doit qu'au Service de Santé d'avoir échappé une fois de plus à la mort certaine.

Un matin du mois de juillet, sur la route, une patrouille allemande arrête un homme jeune dont l'aspect hirsute leur apparaît tout de suite bizarre. Ses papiers paraissent en règle, mais quelle valeur accorder aux papiers, d'autant que voici peu de jours un violent engagement a mis aux prises dans la région Werhmacht et F.F.I. ? Ils décident donc d'emmener sous bonne garde le suspect jusqu'à la Kommandantur de Pontoise pour un supplément d'enquête.

« Philippe » sait ce qui l'attend là-bas, car les papiers sont

malheureusement à son vrai nom et il figure depuis longtemps sur les listes de la police allemande. Aussi, profitant d'un moment d'inattention de ses gardes du corps, il tente de s'enfuir. Des rafales de mitrailleuse l'abattent aussitôt : quatre balles se sont logées dans la jambe, dans la cuisse et le pied fracturant un orteil, il présente en outre une plaie pariétale et une plaie transfixiante thoraciques.

Les soldats le jettent dans une voiture et le transportent à l'hôpital de Pontoise où ils l'abandonnent, pensant certainement qu'il allait mourir.

Comme beaucoup d'autres, l'Hôpital de Pontoise avait été soigneusement noyauté et le chirurgien acquis à la Résistance. Celui-ci pratique une radio et opère aussitôt. Dans l'après-midi, on transporte le blessé dans un des refuges prévus où il est accueilli avec la plus grande sollicitude par le propriétaire, père de dix enfants.

A 6 heures du soir, le camouflage est chose faite. A 9 heures, arrive de Paris — où un coup de téléphone l'avait mis au courant de la situation — le médecin chef de Seine-et-Oise :

« L'impression générale est bonne, pouls satisfaisant, malade oppressé, un peu de fièvre. J'estime que le blessé est encore trop près de l'hôpital, son transport n'ayant certainement pas dû passer inaperçu, et qu'il est indiqué de l'emmener plus loin. Je décide de le transporter au Sanatorium de Franconville, à Saint-Martin-du-Tertre. Je téléphone au sergent infirmier de venir me rejoindre immédiatement à Pontoise d'où il téléphonera à Paris pour qu'une sanitaire militaire vienne chercher le blessé dès l'aube.

A 10 h. 30 du soir, le sergent n'est pas encore arrivé. Craignant un incident, je décide de profiter de la voiture du Dr Gilles qui vient d'arriver, pour transporter le blessé directement au sanatorium. Nous retournons près de lui. Après l'avoir résolu au transfert immédiat pour sa sécurité, je pratique une injection de morphine. Il est 22 h. 45, le couvre-feu est à 23 h., il fait nuit noire.

L'auto est entrée dans la cour. Nous habillons sommairement, mais non sans difficultés, Philippe, et le descendons dans la voiture. On attend que quelques voitures allemandes soient passées, puis on ouvre le portail. L'auto est poussée dehors à la main, pour ne pas éveiller l'attention par le bruit du moteur, et démarre sur la rue en pente. Au cours de ce trajet, elle sera par deux fois arrêtée à des postes allemands qui, après vérification des papiers, la laissent repartir.

Un accident mécanique prolonge le voyage et nous n'arrivons à Sain-Martin-du-Tertre qu'à 2 heures du matin. Le blessé est alors porté dans la villa du Dr K., où il sera caché et soigné pendant une dizaine de jours... »

Malgré tous ces transports, la guérison complète fut acquise sans incident, dans des délais normaux. Nul doute que, sans la

mise en action du dispositif clandestin prévu à l'avance, le sort de Philippe eût été le même que celui d'Huguet :

« Le matin du 23 août, au cours d'une mission, la voiture qu'il occupait, est entrée en collision avec un camion allemand. Ses trois camarades ont réussi à s'échapper, lui n'a pas pu. Les Allemands l'ont questionné et frappé à coups de crosse jusqu'à ce qu'il perde connaissance. Ils ont appelé notre ambulance et l'ont conduit à l'hôpital...

Il présentait des arrachements des téguments faciaux et crâniens, une luxation de l'épaule droite — sans doute accompagnée de fracture — un hématome considérable de toute la région scapulaire et thoracique droite, enfin des symptômes éveillant l'idée d'une fracture du rachis. Le blessé n'a pu être examiné à la radio faute de courant.

Nous avons recousu les plaies, et mis Huguet en extension dans un lit spécial avec des bottes plâtrées.

Le lendemain, alors qu'il était encore très shocké, nous recevons un coup de téléphone de la Kommandantur, demandant s'il était transportable : nous avons répondu non. Si on pouvait l'interroger : nous avons répondu également non.

Au début de l'après-midi, se présentent un feldwebel, deux sous-officiers et un interprète qui, sur ordre écrit et signé du major commandant la place, venaient emmener le blessé en prison. Le directeur de l'hôpital commence à expliquer l'impossibilité du transport, mais devant l'entêtement des Allemands, fait appeler l'interne qui essaie, en allemand, de leur expliquer de son mieux qu'il ne peut laisser partir le blessé sans qu'il risque peut-être sa vie; qu'à la rigueur on pourrait l'interroger sur place et que tant que dureraient ses blessures, il appartenait à l'hôpital et à personne d'autre. Finalement, l'interprète amené au lit de Huguet, se laisse fléchir et fait appeler son feldwebel qui, après un rapide coup d'œil, ordonne qu'on l'emporte tout de suite.

Le directeur et l'interne continuent à discuter, mais devant la menace armée doivent laisser partir le blessé qui hurlait de douleur au moindre mouvement. Le seul adoucissement qu'ils ont pu obtenir est qu'il soit transporté allongé sur un brancard par nos infirmiers jusqu'à la prison allemande. Il a dû être fusillé : un témoin aurait entendu le major allemand s'écrier : « Allez à l'hôpital chercher le terroriste et faites-le fusiller. » Aucune trace d'Huguet n'a pu être retrouvée après le départ des Allemands. »

Grâce à Tristan, un autre blessé fut également *camouflé*, en pleine période insurrectionnelle, le 25 août.

« Ce jour-là, les Allemands surprennent Anne, chef du groupe B.O.A., et son second, en train de déplanter des poteaux indicateurs. Ils les arrêtent évidemment et les font monter tous deux avec quelque brutalité dans leur camion. Le sort qui les attend ne fait pas non plus de doute. Anne se décide à sauter en pleine vitesse. Les Boches tirent sur lui, mais il réussit néanmoins, quoique grièvement blessé à s'échapper dans le bois et, après avoir rampé toute la nuit, arrive enfin complètement épuisé, à une ferme d'où un émissaire part avertir Tristan. L'ambulance démarre aussitôt, le blessé est opéré 16 heures après sa

blessure au P.C. sanitaire de Vallangoujard, installé dans une maison spécialement louée à cet effet.

Mais là ne s'arrête pas l'aventure. Le lendemain, deux camarades partent en mission avec la voiture de Tristan. Au retour, deux S.S. les arrêtent et leur demandent leurs papiers. Or, il n'y a aucun papier, vrai ou faux, à présenter, et seul, Tristan, qui n'est pas là, possède la carte Croix-Rouge franco-allemande d'un si merveilleux effet.

« Nous avons oublié les papiers à la maison » déclarent les occupants de la voiture. Cette réponse ne satisfait en rien les deux Allemands; aussi, après une longue palabre, est-on obligé de les conduire « à la maison » où se trouve la salle d'opérations clandestine, une réserve de médicaments et le blessé de la veille... Par un hasard presque miraculeux, tandis que l'un des infirmiers monte chercher le fameux ausweiss, les SS. restent dehors à discuter. Ils s'en vont enfin, se déclarant satisfaits des papiers sans valeur qu'on leur a exhibés. Cette satisfaction étonne tout le monde, à tel point que Tristan craignant un retour ennemi en force décide l'évacuation immédiate du P.C., à l'exception du peu de matériel qui semble normal dans la maison d'un médecin sinistré, et replié dans la région parisienne.

Malgré l'intervention tardive, malgré le transport quelques heures plus tard, Anne guérit parfaitement... et le P.C. ne fut jamais plus jamais inquiété ! »

Les Maquis de la Seine-et-Oise Nord et les Allemands se menèrent la vie dure.

Le maquis de la forêt de Carnelle, trop peu nombreux pour entreprendre des opérations offensives au sens habituel du mot, n'entrava pas moins de manière efficace les mouvements de troupes par le sabotage des voies ferrées, des écluses et des barrages. La façon simple et élégante dont sauta un barrage important sur la Seine vaut la peine d'être contée — d'autant plus que nous devons, je crois, cette réussite à deux médecins auxiliaires désœuvrés... tout au moins le semblait-il aux Allemands qui gardaient le barrage et voyaient, depuis quelques jours, deux jeunes garçons se baigner avec leur canoë, qu'ils renversaient sans cesse en plongeant.

Seulement, un beau soir de l'été dernier, le barrage sautait, faisant baisser de plusieurs mètres le niveau de la Seine et échouant les pontons et les bacs dont l'ennemi disposait seuls pour traverser avec son matériel lourd. Il dut l'abandonner et on le vit prendre le chemin du Nord, poussant ses bagages dans des voitures d'enfants.

L'explication de ce mystère est simple : le canoë ce jour-là contenait un sac de plastic avec son détonnateur et, au moment

du naufrage, il coula tout contre le barrage... le lendemain, les deux hommes vinrent encore se baigner aussi tranquillement !

Cette anecdote me rappelle un autre exploit qui aboutit à la destruction d'une passerelle de bois sur l'Oise. Sans que les hommes de garde y prêtent attention, un brave homme, poussant une brouette remplie de paille, s'engage sur le pont, arrivé au milieu il fait un geste maladroit et la brouette se renverse... avec le bidon d'essence qu'elle dissimulait. Extrêmement adroit cette fois, il y met le feu et la passerelle flambe déjà avant que les Allemands aient compris ce qui se passait.

Ce fut une belle fusillade, mais notre homme était déjà loin. Les seuls blessés de l'histoire, ce furent les sentinelles. Pour comble de malheur, un avion allemand qui passait en rase-motte, voyant l'incendie, mitrilla tant et plus, ce qui ne fit qu'ajouter à la confusion des uns et la satisfaction des autres.

Toutes les histoires, hélas ! ne se terminèrent pas de cette façon rocambolesque et le secteur I eut à pleurer la mort de trois jeunes externes des Hôpitaux de Paris, surpris par une embuscade, alors qu'abandonnant le brassard Croix-Rouge, ils transportaient un chargement d'armes. Clément Roche, Jean et Michel Rebertot moururent en héros de la Résistance, fusillés après une nuit de tortures dont témoignaient leurs corps mutilés, tortures qui n'apprirent pas à l'ennemi un seul secret.

Une des affaires les plus importantes de la Zone Nord fut déclanchée par les Allemands, lors de leur attaque contre le maquis de Ronquerolles-Hédouville.

Au moment de l'offensive, ce secteur comprenait le P.C. du chef de région, Philippe, avec son médecin auxiliaire Jean-Claude et son corps franc de protection (dont l'un des membres était un externe de Paris : Marceau), un corps-franc et un groupe de F.T.P.

L'infirmerie du secteur se trouvait dans un village à environ un kilomètre du maquis, deux médecins auxiliaires et une étudiante en médecine, assurant à la fois le service de l'infirmerie et des camps voisins.

Voici le récit de Jean-Claude lui-même :

« Le 19 août, au matin, alors que je revenais de ma garde de nuit, nous sommes brusquement réveillés par des coups de feu en rafales. Ils ont été tirés par des Allemands, en direction de Philippe, sorti dans la plaine pour donner des ordres au conducteur d'une voiture partant en mission.

Nous répondons de toutes les armes disponibles. Un Allemand est blessé, les Boches regagnent la voiture qui les a amenés et disparaissent.

On m'appelle alors auprès de Marceau qui est frappé à mort, baignant dans le sang, une balle a dû atteindre les vaisseaux de la base du cœur, lui fracturant en même temps les deux bras. Il a, en outre, une balle dans l'abdomen et une autre dans la cuisse gauche. Il meurt en quelques instants.

Deux des nôtres ont des plaies légères à la joue et à l'oreille. Le déménagement du camp en direction du bois des Tuileries, dont nous sépare un champ de 300 à 400 mètres de large, est immédiatement ordonné et entrepris.

Pendant ce temps, je creuse hâtivement une fosse pour Marceau. Philippe, deux ou trois membres du corps franc qui sont restés là, et moi-même, lui rendons les derniers honneurs.

J'entreprends la traversée de la plaine. Il est environ 8 h. 45. Alors que j'ai fait les trois quarts du chemin, j'aperçois à 200 mètres, une voiture précédée de fantassins boches qui ouvrent le feu dans ma direction. Je fais demi-tour et vais prévenir Philippe et les quelques hommes qui restent au camp. Un repli de terrain leur a en effet caché la scène et ils risquent de se trouver isolés.

Nous rejoignons le bois des Tuileries, en faisant un détour par voie ouverte. A ce moment, le délégué F.T.P. au P.C. a déjà distribué les postes de combat, la fusillade crépite de toutes parts et nous ne trouvons au lieu de rendez-vous que deux agents de liaison. Ils sont immédiatement envoyés prévenir de ce qui se passe, les différents groupes de la Région.

Philippe a donné l'ordre de repli vers un point précis, hors du secteur, mais en suivant cette direction, nous devons bien vite nous rendre compte que nous sommes encerclés.

Nous progressons en sous-bois, lourdement chargés. J'ai, en effet, un Winchester et 700 cartouches, 4 chargeurs de F.M. pleins, 3 grenades et ma musette de médecin auxiliaire. (Précisons que Jean-Claude ne portait pas de brassard Croix-Rouge, mais seulement le brassard F.F.I.)

Nous abandonnons nos affaires personnelles. Un Allemand est tué à bout portant par Philippe après un duel rapide, fusil-révolver, à quelques mètres de moi.

Nous nous arrêtons pour réfléchir à la situation dans le creux d'un fossé. Il est 10 h. 40. La bataille fait toujours rage. Les Allemands ont amené des mitrailleuses et sans doute de l'artillerie légère ou des mortiers, car nous entendons siffler des projectiles de ce genre.

Il est décidé d'attendre la nuit, chacun de nous gardant une des directions d'où nous pourrions être vus. Nous restons ainsi 14 heures sous la pluie, le doigt sur la gâchette, les patrouilles allemandes passant et repassant à quelques mètres de notre groupe, prêts à ouvrir le feu au moindre signe indiquant que nous sommes signalés. Cinq personnes sont là : Philippe, sa sacrétaire Hélène, son chef d'Etat-major William, Simon, agent de liaison et moi-même.

Vers 0 h. 30, nous entreprenons, d'abord sous une pluie d'orage, puis par une nuit d'un noir absolu, un lent travail de reptation, nous arrêtant tous les dix mètres pour voir si nous n'avons pas été repérés. Notre groupe passe à quelques mètres d'un poste de guet allemand; à un moment j'ai la sensation très nette que nous avons été repérés par

deux ou trois Allemands qui nous suivent en rampant (je rampe en queue de la colonne qui progresse à la boussole, chacun tenant le pied du précédent). Néanmoins, sans doute à cause de l'obscurité intense, ils abandonnent rapidement la poursuite.

Nous continuons ainsi jusqu'à l'aube où nous arrivons en lisière du bois. A ce moment, il nous est vraiment impossible de continuer à ramper comme le voudrait la prudence. Nous avons les mains et les genoux criblés d'épines, nos vêtements sont trempés, en lambeaux, nous n'avons rien mangé depuis trente-six heures. Nous traversons alors la plaine où le combat s'était engagé. On n'ouvre pas le feu dans notre direction. Pendant deux kilomètres, nous ne voyons aucune des nombreuses autos blindées qui ont patrouillé durant la journée du 19 et la nuit du 19 au 20 juin.

Néanmoins, peu avant Hédouville, j'aperçois une auto-mitrailleuse dont la tourelle suit avec une persistance de mauvais aloi tous mes mouvements. Nous l'évitons par un large arc de cercle, elle ne nous attaque pas, mais signale notre présence, comme le montrent une reconnaissance faite une demi-heure plus tard et la descente que les Allemands effectuaient l'après-midi dans le village qu'ils ne devaient guère cesser de surveiller.

Après nous être lavés et restaurés chez des indigènes sympathiques, nous partons en direction de... où je devais rester trois jours. Campement assez pénible en forêt, sans matériel de couchage.

Le 22 juin, je vais me reposer quelques jours chez Tristan. Mais j'ai dû me démunir de mes papiers d'identité, les Allemands ayant pris mes cartes d'alimentation dans mon sac à dos, ce qui est cause de quelques émotions, car de nombreux barrages pour vérification d'identité sont établis sur les routes.

Le 1^{er} juillet, je reprends mon poste à l'Etat-Major. »

Des nombreux blessés de cet accrochage, trois seulement purent rejoindre l'infirmerie où leur furent donnés les premiers soins. L'évacuation se fit ensuite avec la voiture du chef de secteur, vers le chirurgien qui les opéra à son domicile personnel et les camoufla dans des maisons amies.

Malheureusement, il était absolument impossible de s'approcher des quelques vingt autres blessés, sans s'exposer à une mort certaine, aussi furent-ils tous faits prisonniers et deux d'entre eux fusillés sur place. Tel fut également le sort de nos camarades F.T.P., du maquis voisin, « Les Volontaires de l'An II », accourus avec un courage un peu fou, pour secourir le groupe de Philippe et dont pas un n'échappa au massacre.

C'est le maquis, au contraire, qui prit l'initiative de l'opération d'Arthies, Arthies un des nombreux villages martyrs de France où les Allemands perdirent une trentaine d'hommes, contre trois ou quatre F.F.I. Michel, médecin du secteur IV a noté, heure par heure, l'engagement :

« 21 août.

11 heures. — Louis emmène deux hommes du groupe franc récupérer des grenades abandonnées par les Allemands à Drocourt. Premier contact avec des éléments de reconnaissance américains vers 12 h. 30, à Drocourt.

14 heures. — Retour au maquis.

15 heures. — Départ du groupe franc au complet et en armes.

15 h. 30. — A l'entrée d'Arthies, des gendarmes signalent la présence de deux Allemands armés, à bicyclette, et d'une voiture légère, partie de Magny, pour se renseigner sur la position des forces en présence. Michel est un homme du groupe franc, armés de revolvers (provisions que là non plus, les médecins ne s'étaient pas mis sous la protection de la Croix-Rouge) sont désignés pour aller abattre les deux Boches.

Mais, à peine Michel s'est-il avancé sur la route que les deux Allemands surviennent... escortés de six congénères. Immédiatement, le corps franc se découvre, les Allemands se rendent sans qu'un seul coup de feu ait été tiré.

16 heures. — Les Allemands sont désarmés et emmenés au château du lieutenant Charles, chef du groupe d'Arthies.

Le corps franc n'avait pas encore pris ses positions d'embuscade qu'une voiture légère est annoncée. Ses occupants avaient aperçu les F.F.I. Rafale de mitrailleuse, les S.S. refusent la sommation de reddition. (Il ne s'agissait malheureusement pas de la voiture signalée : celle-ci était déjà passée).

Première fusillade nourrie, on arme en hâte le groupe local.

Suivant la voiture de quelques minutes, un camion chargé de troupes avec mitrailleuse et F.M., s'arrête devant le château.

Les Allemands subissent d'abord quelques pertes, mais, grâce à leur écrasante supériorité de feu, forcent le groupe à un léger repli vers le bois qui domine le château. Michel et Louis, placés en pointe, ont l'impression d'être tournés. Le lieutenant Francmesnil, réussissant à s'approcher du camion, y met le feu et détruit le nid de mitrailleuses qui s'abritait derrière les roues avant.

La situation est renversée, les Allemands reculent vers le bas du village, en direction de Magny. Sur l'ordre du lieutenant, le corps franc et ceux du groupe d'Arthies, suivent les Allemands, les tirant dès qu'ils se découvrent. Quatre chenillettes allemandes arrivent en renfort, ainsi que des éléments isolés. Les Allemands maintiennent un feu nourri, mais inefficace, en présence du tir plus espacé, mais meurtrier des F.F.I.

17 h. 30. — Les Allemands ne tiennent plus que quelques maisons de la partie droite du village, sur la route de Magny. Michel et deux hommes du groupe franc tombent sur une mitrailleuse installée au bas du village. Ils décrochent sans dommage. Michel trouve en se repliant un membre du groupe franc, arrivé en liaison au milieu du village au début de l'engagement. Collé au mur, un S.S. a voulu l'abattre. Mais il n'est que légèrement blessé (séton thoracique) et assez shocké. Après un pansement rapide, Michel l'emmène.

19 h. 30. — Le combat a cessé vers 18 h. 30. Michel et son blessé, isolés dans un taillis, ignorent qui tient le village. Michel part en reconnaissance et trouve... les Américains, appelés en renfort, et arrivés trop tard.

Il y a un autre blessé plus sérieux que le Dr A., arrivé sur les lieux avec les Américains, a déjà pansé. Ce blessé a reçu une balle au début de l'engagement : entrée flanc droit, sortie région lombaire. Michel organise le transport du blessé dans une remorque de bicyclette, sur un matelas, jusqu'à Aincourt.

23 heures. — Départ d'Aincourt dans la voiture de la Police d'Etat vers les lignes américaines avec le blessé. Arrivé sans incident dans les lignes alliées, le blessé est laissé au poste de secours.

A 3 heures du matin, nous regagnons Aincourt.

22 août. — Dans la nuit, Arthies a été bombardé en représailles. A 7 heures du matin, un camion, avec quelques S.S., passe à Aincourt, où ils tuent deux hommes chez eux, et arrive à Arthies où ils s'emparent de vingt-quatre otages. Ils les conduisent près de Charmont et leur disent qu'ils sont libres. Mais à peine les Français ont-ils le dos tourné que la mitraille éclate : dix morts restent sur le terrain. Au retour, les S.S. assassinent deux ouvriers agricoles, blessent grièvement un vieillard de 75 ans... »

Pour comprendre tout le tragique de la situation, il faut bien se représenter qu'Arthies est à ce moment un village du front, toutes les routes sont impraticable, du fait des embuscades ennemies ou du bombardement intense de l'artillerie. Comment prévenir un médecin, comment secourir ces blessés ?

Une première tentative fut exécutée par Jean-Jacques, médecin auxiliaire du secteur C, qui arriva à Arthies fortuitement le 23 août, à 6 heures du soir, après avoir traversé les lignes allemandes :

« ...arrivant à Arthies, on me prévient qu'il s'y trouve deux blessés. Je vais les voir : l'un avait l'épaule gauche ouverte par un projectile, l'autre le pied droit traversé par une balle. L'état ancien des blessures (36^e heure), l'état grave des blessés imposaient une intervention immédiate. L'insécurité de la région, l'impossibilité de prévenir Michel ou Tristan, me fit proposer la seule solution possible : demander du secours aux Américains.

Pensant ne pouvoir revenir avec l'ambulance, je pris avec moi une jeune fille d'Arthies qui s'offrit spontanément pour cette mission dangereuse. La traversée des lignes fut délicate, nous passons au travers d'un barrage d'artillerie américaine, à Saint-Cyr-en-Arthies, puis d'un barrage allemand à Vétheuil.

J'obtins de l'Hôpital de Mantes une ambulance qui repartit le 24 août, à 8 heures du soir, conduite par un interne, avec moi comme guide, pour Vétheuil et Arthies. Malheureusement, un bombardement intense de la route de Vétheuil par les Allemands, nous obligea à rebrousser chemin.

Ramenés à notre point de départ, je décidai de passer coûte que coûte, à pied, par la route de Vétheuil. C'est à la sortie de ce village, vers 3 h. 30, que je fus arrêté par une patrouille allemande qui attaquait Vétheuil. Ma garde personnelle se composa à partir de ce moment d'un soldat et d'un sous-officier.

Vers 8 heures du soir, à 200 mètres d'un P.C. où le sous-officier était parti « m'annoncer » au commandement, je profitai d'une seconde d'inattention de la sentinelle pour m'enfuir à travers prés d'abord, enjambant murs et clôtures ensuite. On tira sur moi sans m'atteindre, puis je disparus, en faisant 300 ou 400 mètres dans une rivière. Je me dissimulai dans un buisson, laissant passer les premières patrouilles qui me cherchaient.

Je passai la nuit dans un pré, encerclé par les patrouilles qui tiraient dans les buissons, entouré des éclatements de l'artillerie allemande et américaine.

Le 25 août au matin, profitant du petit jour pour me reconnaître, je remontai en rampant le cours de la rivière. J'atteignis un petit village d'apparence calme et inoccupé... une heure après, les Allemands y entraient. Je disparus encore une fois dans un buisson au fond d'un ravin, au milieu du village. Les Allemands occupèrent la partie libre du ravin, à dix mètres de moi, mais ne me virent jamais... »

Malgré l'échec de l'odyssée de Jean-Jacques, les blessés devaient être soignés.

Le 24 août, Michel peut gagner Arthies, où il fait du sérum anti-gangréneux aux deux hommes qui sont dans un état alarmant.

Aussitôt, il part pour Vallangoujard et rejoint le Dr Tristan à son P.C.. Celui-ci réussit à atteindre Arthies à travers le no man's land, avec son ambulance, son équipe, son matériel chirurgical. Les deux blessés sont opérés chez l'habitant, à 7 heures du soir, grâce à l'éclairage de secours emporté de Vallangoujard. (Tristan pratiqua dans ces conditions sommaires, sous un bombardement intense, une désarticulation de l'épaule).

Jusqu'au 29 août, les blessés reçurent des soins réguliers de Michel. Ce jour-là, les Américains arrivaient, et une heure plus tard, prirent en charge les blessés dont l'état restait, malgré tout, satisfaisant.

Ici, comme ailleurs, un seul but avait guidé l'action des médecins du Service de Santé : sauver à tout prix des vies humaines.

La Région de Versailles

Je terminerai cette tragique promenade à travers la Seine-et-Oise en guerre, par le rapport de Dominique, relatif aux événements survenus à Versailles entre le 24 et le 27 août 1944.

« Le jeudi 24 août dans la matinée, le commandement des F.F.I. de Versailles me fait part de son désir de voir installer un poste de secours supplémentaire à l'Hôtel-de-Ville. Dans une salle, déjà transformée en poste de secours D.P., se tiendront donc Jean-Luc et Mlle T., assistante sociale.

A 14 h. 15, le poste est installé, prêt à fonctionner. Les F.F.I. devant déclencher leur action dans le courant de l'après-midi, je pars alors en tournée voir le Dr B., et les quelques emplacements où nous avions prévu des possibilités de secours.

Vers 15 h. 30, je retourne à l'Hôtel-de-Ville. Tout est calme. Les services municipaux fonctionnent normalement, la grille est fermée pour éviter tout attroupement.

Vers 16 heures, un groupe de voitures allemandes, dont des autos blindées munies de canons et de mitrailleuses lourdes, s'arrêtent avenue de Paris en bordure de la Mairie. Des hommes en descendent qui stationnent sur le trottoir, laissant la foule circuler normalement.

A 16 h. 15, subitement claquent les premiers coups de feu. Alors que, pendant les premiers instants, nous pensions qu'il ne s'agissait que de ces mitraillades sans raison, comme les Allemands nous y avaient habitués depuis vingt-quatre heures, il fallut bientôt nous rendre compte que c'était sur la Mairie qu'ils tiraient. Pendant plus de vingt minutes, nous allons être soumis à un feu ininterrompu de fusils, armes automatiques et canon. Le bruit est assourdissant dans la Mairie d'où *personne ne riposte*.

On aperçoit quelques corps devant la Mairie, mais il est impossible de leur porter secours tellement le feu est intense.

A 16 h. 40, les Allemands passent à l'assaut et pénètrent dans la Mairie où ils jettent des grenades. La plus grande partie du personnel est dans la cave avec des femmes et des enfants. Nous sommes tous trois arrachés du poste de secours par un feldwebel en pleine crise dementielle. On nous réunit avec une vingtaine de policiers et pompiers et nous sommes poussés dehors à coups de crosse par quelques Allemands en état de colère paroxystique. On nous aligne devant la grille, on nous fouille. Nous devons tenir les bras en l'air. Un jeune garçon des Equipes Nationales, gravement blessé à la tête, agonise en travers de la grille, on nous interdit de lui porter secours. Un homme qui passait et se mit à courir, est abattu comme un lapin. Il y avait avec nous trois femmes, les Allemands leur font quitter notre groupe. Notre sort nous semble alors évident...

A ce moment survient un lieutenant de chasseurs de montagne (que nous apprendrons par la suite être autrichien) qui parle

avec le feldwebel. Tout va alors s'arranger progressivement. On nous ramène dans la cour de la Mairie; D... et moi pouvons aller chercher le jeune équipier qui saigne terriblement et vomit sans cesse.

Nous regagnons le poste de secours où l'on nous amène bientôt un pompier qui présente une plaie en séton du bras droit, puis un autre pompier avec une plaie transthoracique supérieure, semblant avoir touché le plexus brachial. Quelques éclopés sont également pansés. Bien qu'il soit encore interdit de sortir de la mairie, nous obtenons l'autorisation de former un convoi à pied, précédé d'un drapeau de la Croix-Rouge, et transportons ainsi trois morts et trois blessés à l'hôpital. D'autres morts sont dans la cour et sur le trottoir de la mairie. On comptera six morts et trente-et-un blessés, dont plusieurs graves, qui seront ultérieurement transportés à l'hôpital.

Le calme revient peu à peu, la circulation reprend. Les Allemands annoncent alors leur intention de détruire la Poste et conseillent l'évacuation de la Mairie. Je décide de replier le poste de secours sur l'hôpital Larrey où nous sommes très bien accueillis.

Le 25 août, vers 7 h. 30, nous regagnons la mairie où nous avons maintenant la grande joie de voir flotter le drapeau français. Nous assistons au lever des couleurs, puis à l'arrivée des premiers éléments de la division française. Nous voici largement payés de nos émotions de la veille.

Quarante blessés allemands, dont certains très graves, sont encore dans les sous-sols de l'hôpital Larrey, gardés par trois médecins allemands qui se constituent prisonniers. Grâce à la complaisance du directeur de l'hôpital civil et du proviseur du lycée, je puis prévoir leur transfert à l'infirmierie de ce dernier où ils seront dans de bien meilleures conditions.

Dans la soirée, on nous signale une colonne allemande qui remonte de Jouy-en-Josas, se dirigeant sur Versailles. Des escarmouches ayant lieu, je décide de passer la nuit à la mairie avec deux infirmières. Nous n'avons pas à fonctionner. Le lendemain, samedi 26 août, je règle les derniers détails du transfert des blessés allemands qui a lieu sans incident dans la soirée, puis je pars en voiture visiter le secteur dont je suis responsable.

A Rambouillet, il y a eu une dizaine de blessés F.F.I. et deux morts.

A Neauphle-le-Château, un mort F.F.I. et quelques blessés légers.

A Montfort-l'Amaury, un F.F.I. pris comme otage, avec trois autres hommes, a été odieusement massacré par l'équipage d'un char allemand (le rapport d'autopsie signale, outre des plaies par balle et des fractures multiples, soixante-quatre plaies par arme blanche).

A Versailles enfin, quatre inconnus ont été fusillés dans l'après-midi du 24 août, jour de l'attaque de la mairie. Ils avaient été arrêtés dans une voiture portant les insignes de la Croix-Rouge... »

Quelques Départements de ZONE NORD

(NORD, MARNE, HAUTE-MARNE, EURE, NORMANDIE)

De Paris rayonnèrent les nombreuses équipes chirurgicales dirigées par le lieutenant-colonel Merle d'Aubigné et le capitaine Denisart. Vingt-cinq équipes furent ainsi envoyées dans toutes les directions, munies d'un équipement chirurgical complet. Leurs journaux de bord nous fournissent des détails extrêmement intéressants sur le Service de Santé de Province.

Voici le récit de l'une de ces missions, effectuée du 2 au 18 septembre 1944, en *Haute-Marne* :

« 1^{er} septembre. — On charge l'ambulance du matériel chirurgical pris au dépôt de la rue de Courcelles.

2 septembre. — Après les formalités de laissez-passer, nous quittons Paris, précédés par une voiture de tourisme où ont pris place le capitaine D... et le lieutenant M..., des F.F.I.

Arrivés à Troyes sans incident à 17 heures.

Nous nous mettons en rapport avec le commandant M... qui nous fait héberger.

3 septembre. — On nous déconseille d'essayer de passer les lignes, un médecin de la région venant d'être trouvé assassiné, après avoir été torturé.

4 septembre. — Départ de Troyes, arrivée à Bar-sur-Aube à 11 h. Le lieutenant René, commandant la place, nous donne de mauvais renseignements sur la possibilité d'un passage. Nous décidons de nous rendre à Juzennecourt où se trouvent les avant-postes américains, sur la route Bar-sur-Aube - Chaumont.

Arrivée à Juzennecourt sans incident à 16 heures où nous installons un poste de secours en attendant les renseignements. Nous opérons un blessé et soignons quelques malades.

5 septembre. — Les renseignements sont toujours mauvais et nous décidons qu'une voiture de tourisme fortement armée ira en reconnaissance sur la route pour y étudier les possibilités de passage.

L'ambulance, ne pouvant rester à Juzennecourt, se replie sur Bar-sur-Aube et se met à la disposition du chirurgien local.

6 septembre. — Rien à signaler.

7 septembre. — Le Capitaine D..., de retour, pense que le passage est possible et nous partons accompagnés de voitures de tourisme. A Autesville, nous aménageons un poste de secours, sous la direction

d'un étudiant en médecine. Nous traversons Arc-en-Barrois, où on nous conseille d'attendre un peu, un convoi allemand nous précédant d'un quart d'heure. Arrivée à Auberive sans incidents à 19 heures. Nous sommes accueillis par le colonel G... et retrouvons le Dr B..., arrivé depuis quinze jours.

8 septembre. — Départ d'Auberive à 14 heures, précédés par une voiture de tourisme, direction de Saulles. A Aubigny, nous sommes mitraillés par erreur par la chasse américaine. L'ambulance n'est pas touchée, mais la voiture d'accompagnement est endommagée et trois de ses occupants blessés. Après pansements sommaires, nous ramenons tout le monde à Auberive.

9 Septembre. — Le colonel G... nous interdit de partir, les convois allemands sillonnent les routes que nous devons emprunter. Nous aidons le Dr B... en visitant quelques malades des environs, le soir nous opérons un blessé.

10 Septembre. — Départ pour Saulles. Arrivée à 19 h. sans incident à la ferme de Sercy. Nous nous installons en plein bois, à 800 mètres de la ferme de Grangeneuve, où se trouve un fort détachement F.F.I. On nous donne un groupe de protection de douze hommes avec un fusil mitrailleur et nous mêmes sommes armés de mitraillettes. La salle à manger disposant d'une cheminée est convertie en salle d'opération. Un établi sert de table opératoire. Deux volets de bois disposés sur des rondins tiendront lieu de tables à instruments. La pièce voisine est arrangée en salle d'hospitalisation, les blessés étant couchés sur de la paille recouverte de toile de parachute. Un puits fournit l'eau. Nous coucherons au grenier.

Du 11 au 15 Septembre. — Nous voyons une quarantaine de blessés et malades et pratiquons 23 interventions chirurgicales.

14 Septembre. — Chalindrey pris par l'Armée du Sud, j'y pars avec F... des blessés y étant signalés. Nous en profitons pour acheter quelques médicaments au pharmacien du pays. Nous ramenons au Poste de Secours un médecin capitaine allemand qui présente un fracas du coude et que nous opérons. Pendant notre absence C... s'est trouvé à 200 mètres du Poste nez à nez avec un petit groupe de fuyards allemands, le fusil mitrailleur est entré en action, mais sans résultats.

15 Septembre. — A 6 h. du matin nouvelle alerte, des Allemands isolés rodent autour de nous, deux d'entre eux sont tués, les autres s'enfuient. Saulles étant libéré, nous recevons l'ordre de nous installer au château qui devait être notre première destination.

J'y pars en reconnaissance avec C... nous trouvons le château complètement détruit et nous apprenons que deux blessés F.F.I. y ont été achevés par les Allemands. Trois jeunes filles de la région qui étaient venues pour nous servir d'infirmières ont été rouées de coups, avec des queues de billards, pendant 24 heures, puis achevées d'une balle dans la nuque. Nous assistons à la découverte des corps enfouis sous un tas de fumier.

Le château nous apparaît trop détruit pour que nous puissions y installer une formation chirurgicale. Langres étant libéré, nous y trans-

portons nos blessés qui sont pris en charge par l'hôpital et nous nous installons sommairement au château de Saullès.

16 *Septembre*. — Nous voyons encore quelques malades légers. Nous faisons des constats de viol sur trois femmes du pays et des constats de coups et blessures sur quelques habitants. A 18 heures arrive l'ordre de rentrer à Paris, les opérations militaires étant terminées dans la Région. De plus les Hôpitaux de Langres et Chaumont peuvent dorénavant recevoir des blessés...

Conclusions. — Nous avons eu une quarantaine de blessés, 23 ont dû être opérés :

3 interventions graves : 1 fracas du coude

1 trépanation

1 plaie pénétrante de l'abdomen

Nous avons eu un décès, la plaie pénétrante de l'abdomen.

Dans l'ensemble les pertes des F.F.I. sont relativement légères et ceci est dû à la tactique adoptée : guerre d'embuscades où les Allemands sont fatalement désavantagés. L'absence d'aviation et d'artillerie ennemies explique la légèreté relative des blessures.

Le matériel chirurgical emporté a dans l'ensemble été suffisant. La bouilloire a très bien rempli son office, un autoclave eut été de trop. Le système des multiples petites boîtes d'instruments permettant une intervention minime s'est avéré parfait. Il nous a seulement manqué quelques instruments à os.

L'absence de champs et de casaque stériles fut par contre extrêmement regrettable. De même l'absence de blouses, de tabliers et de calottes. Nous avons opéré la plupart du temps le torse nu pour ménager nos chemises. L'absence de quelques médicaments de médecine générale nous a gênés au début. Nous avons pu nous approvisionner à Chalindrey. Il ne faut pas oublier que, dans de semblables conditions, on ne fait pas que de la chirurgie, mais aussi de la médecine de bataillon. De même nous avons manqué d'urinaux et de bassins.

L'éclairage était parfait grâce à un scyalitique de fortune branché sur accus.

Enfin il serait souhaitable qu'une pareille expédition ne parte jamais sans infirmière, les soins aux blessés et surtout la tenue de la salle d'opération et des instruments s'en ressentent.

Du point de vue des évacuations : les blessés arrivaient presque tous dans les deux heures à l'ambulance. Seul l'un d'entre eux est arrivé 24 heures après, ayant été laissé pour mort sur le terrain. Ses plaies grouillaient d'asticots.

La technique opératoire que nous avons toujours employée a été l'excision et le parage large des plaies. Emploi abondant d'exoseptoplix, jamais de fermeture primitive. Tous les blessés ont reçu du sérum anti-tétanique, quelques-uns du sérum anti-gangréneux.

Dans l'ensemble nous avons eu de bonnes suites opératoires, sans suppuration marquée. A noter que tous les blessés étaient jeunes, en parfaite santé, bien nourris car la guerre d'embuscades n'impose pas aux hommes les fatigues d'une longue série de combats.

Nous n'avons pratiquement pas observé de choc. Même le blessé

qui était resté 24 heures sur le terrain avec une fracture ouverte du crâne a pu être remonté et réchauffé assez facilement. Nous n'avons pas observé de gangrène gazeuse.

Fiches sanitaires. — Tous les blessés ont eu trois fiches :

- 1 remise à l'unité
- 1 pour eux
- 1 gardée par moi-même

Atrocités. — Les Allemands ont fusillé tous les prisonniers et tous les blessés F.F.I. Huit prisonniers du 1^{er} Régiment de France ont été aussi fusillés, bien qu'en uniformes.

Nous avons déjà rappelé le meurtre de 3 jeunes filles. Nous avons fait en tout 4 constats de viol.

Les troupes allemandes de la Région de Chalindrey étaient composées en grande partie de cosaques de l'Armée Vlassof, réputés pour leur cruauté. Par contre les Tchèques, les Polonais et les Russes qui avaient été enrolés de force dans l'armée allemande ne cachaient pas leur joie d'être faits prisonniers.

Certains demandaient à servir dans les rangs des F.F.I.

Dans leur très grande majorité le patriotisme et le courage des F.F.I. est au-dessus de tout éloge...»

Sainte-Menehould, non loin de là, apporte aussi son lot d'atrocités, affreux et monotone :

« Le 30 Août 1944 une colonne d'avant-garde américaine traverse la ville et les troupes F.F.I. s'emploient au nettoyage des postes de résistance après leur passage.

Puis arrive une colonne d'arrière-garde S.S. et des combats s'engagent.

Des otages sont désignés. Parmi les hommes réfugiés dans les caves trois sont exécutés dans la cour de l'hôpital, d'autres sont relevés en ville.

En dépit des protestations au nom de la Croix-Rouge, en dépit de la présence d'un blessé allemand dans l'hôpital, un canon ennemi prend position devant la porte.

A l'arrivée du gros des troupes alliées, un combat se déroule au cours duquel la salle d'opération ne cesse de fonctionner. L'ennemi pille les locaux évacués et perquisitionne sans arrêt parmi les blessés et les opérés. Il emporte sous menace notre sanitaire de la D.P. Enfin dans la soirée, les troupes alliées occupent la ville et les blessés continuent à arriver. Ce jour et les suivants sont traités :

- 1 dizaine de blessés F.F.I.
- 1 dizaine de blessés civils
- 1 quinzaine de blessés allemands. »

A plusieurs centaines de kilomètres, dans l'Eure, le Service de Santé fonctionna d'une façon en tous points remarquable, et cela dès les débuts de l'occupation. En effet, ce n'est un secret pour personne que de nombreux parachutistes tombèrent dans

ces parages. Soigner un parachutiste allié ne fut pas toujours chose facile ! Un jour, l'un de ceux-ci, blessé à l'épaule par balle, camouflé au premier étage d'un dispensaire, se mit dans son délire à « engueuler » violemment dans sa langue natale le chirurgien et l'infirmière qui lui prodiguaient discrètement leurs soins... A l'étage au-dessous, malgré le vacarme, les clients du dispensaire continuèrent à attendre patiemment !

Au moment de l'insurrection, une équipe chirurgicale de renfort venant de Paris traversa les lignes et s'installa à l'Hôpital d'Evreux.

Une centaine de blessés lui furent conduits par les admirables ambulancières de l'Assistance Sanitaire Automobile, et opérés dans les meilleures conditions du 20 Août au 2 Septembre.

Le Département du *Nord* affreusement éprouvé, menacé par l'ennemi d'être arraché à la France, resta comme il y a vingt ans à l'avant-garde de la douleur et de la Résistance. Pour ne citer que quelques exemples, à l'Hôpital de *Seclin* près de Lille, les médecins des F.F.I. magnifiquement secondés par tout le personnel de l'hôpital, soignèrent environ 150 blessés dont une quarantaine d'Allemands et une quinzaine d'Anglais. Durant tout ce temps les Allemands résistaient aux abords immédiats de l'hôpital au-dessus duquel se déroulait un duel d'artillerie...

A *Lille*, se trouvaient, prêts à répondre au premier appel, des médecins auxiliaires, des équipes chirurgicales, du matériel et des ambulances. Ainsi les troupes canadiennes, lors de leur avance sur Dunkerque et Calais, furent précédées des ambulances de l'A.S.A. et des médecins F.F.I. qui foulèrent, les premiers, le sol libéré entre les deux lignes de feu. Grâce à eux, on transforma en hôpital à Socx, une école abandonnée par les Allemands dont tout le matériel fut amené de Roubaix, alors que les combats se déroulaient encore. Cet hôpital rendit de grands services, non seulement aux blessés militaires, mais à la population civile.

Un organisme, dépendant du service de Santé de la Résistance, se spécialisa dans les missions de secours à la population civile : Je veux parler du « *Groupe Médical de Secours* ». On le vit, et on le voit encore partout, puisque ses médecins suivent l'avance de nos troupes en Alsace, où ils rendent d'immenses services. Mais leur plus belle activité, qui coûta la vie à Pierre Baneilles, externe des hôpitaux de Paris, se manifesta en Normandie où, du 14 Juin au 11 Août, 30 médecins G.M.S., répartis dans les postes de secours de l'extrême avant, soignèrent environ 10.000 réfugiés et 2.000 blessés ou malades.

Le rapport-journal des différentes équipes médicales — secondées par les ambulances chirurgicales venues de Paris — mériterait d'être lu en entier, car beaucoup ignorent encore — ou semblent ignorer — le sacrifice que la Normandie fit à la France durant ces premières semaines et les habitués des Galas de Bienfaisance et ceux qui se plaignent de voir occuper leurs maisons par des réfugiés, devraient savoir que d'autres ont risqué leur vie, chaque jour, pour secourir des Français malheureux.

Voici quelques témoignages, choisis au hasard des dossiers qu'à bien voulu me communiquer le médecin capitaine Deniker, chef du Groupe Médical de Secours :

« *Lundi 17 juillet.* — L'évacuation de certains villages devenant obligatoire, trois voitures hippomobiles, réquisitionnées sur place, font office d'ambulance pour tous les vieillards ou impotents. Seules les femmes enceintes et à terme, ainsi que les blessés, sont évacués en ambulance D.P. Cette évacuation se fait sur Le Mesnil Hermant où d'autres voitures remplacent celles de la première étape. Chaque chef de voiture a un papier signé du maire ou du délégué du Préfet afin d'éviter toute réquisition sur la route.

Mardi 18 juillet. — Le matin, avec une sanitaire D.P., premier voyage à Candol, d'où je ne peux ramener qu'un seul blessé. Repérés par avion et pris sous des rafales d'artillerie, nous sommes obligés de repartir sans avoir pu mener à bien notre tâche.

Mercredi 19 juillet. — Le deuxième voyage à Candol est remis, le temps étant trop clair. Dans la nuit, aggravation du tir d'artillerie sur Canisy. A une heure du matin, on nous amène plusieurs poly-blessés.

Jeudi 20 juillet. — Nous partons pour Candol et ramenons les deux derniers impotents qui y étaient restés. On a mis deux jours, mais la mission a été remplie quand même.

Samedi 22 juillet. — Nous fixons les modalités d'évacuation d'un hospice de vieillards à Torigny. Celle-ci se fera pendant deux jours avec les ambulances A. S. A., à raison de deux voyages par jour.

Dimanche 23 juillet. — Ordre d'évacuation allemand de tous les villages de la région du Mesnil-Hermant, ce qui redonne du travail au Poste de Secours de cette localité.

Mardi 25 juillet. — Rien à signaler. Le tir de barrage incessant nous oblige à ne pas quitter le château d'Ergolay. Nous décidons le repli du poste de secours de Canisy et des sanitaires. Le départ est fixé le lendemain matin à 5 heures.

Jeudi 27 juillet. — Baneilles, tué au bombardement de Villebaudon, le 26. Blessé au colon transverse et au foie à 20 h. 30, mort à 23 h. Ai toutes ses affaires. Sommes repliés à Roncey où le travail continue.

Prise de contact avec M.S. qui me fait part de l'impossibilité absolue d'un retour éventuel du corps à Paris. Installation immédiate d'un

local garni de draps et de fleurs. Une garde, prise parmi le personnel de la Préfecture et les équipiers, veillera le cercueil jusqu'au lendemain matin, date à laquelle est fixé l'enterrement.

Vendredi 28 juillet. — S... arrive de Lengronnes en bicyclette, au moment où nous nous apprêtons à l'y rejoindre pour assister à l'enterrement de Baneilles, nous apportant l'ordre de repli immédiat. Décrochage immédiat, arrivée à Saint-Poix en fin de matinée. Nuit calme dans une ferme des environs.

Lundi 31 juillet. — Départ du Teilleul, arrivée à Paris à minuit. Notre travail, bien que pénible par certains côtés, fut toujours facilité par un esprit d'équipe extraordinaire, malgré la diversité des éléments : A.S.A., C.R.F., D.P. et G.M.S.,

Notre activité, tant médicale que d'assistance aux réfugiés, fut pratiquement nulle dès l'arrivée à Roncey. Ceci contraste avec ce qui se passa à Canisy, Villebaudon et au Mesnil-Hermant : 250 blessés et vieillards évacués en quinze jours, une trentaine d'interventions graves dont trois amputations de cuisses. S'il y a eu du bon travail de fait, cela tient essentiellement à notre position avancée, les postes étant échelonnés de 5 à 15 kms à l'arrière des lignes... »

« 17 juillet. — Les colonnes de réfugiés sont très difficiles à diriger. Alors qu'on espérait que chaque colonne effectuerait en un jour un parcours donné, il apparaît que, sur les routes autorisées, les réfugiés s'écouleront, sans cesse, pendant huit jours au moins, à un rythme dépendant des opérations militaires, actuellement ralenties. Les réfugiés ont cru que des zones franches allaient être établies près de Coutainville. Il n'en est rien. Actuellement, ils refusent de partir. Ils sont plusieurs milliers que les Allemands forceront à évacuer, à moins d'une avance rapide du côté américain... »

Une des régions les plus désolées, Saint-Lô, reçut le 25 juin son premier convoi sanitaire, dirigé par un médecin G.M.S. :

« J'ai trouvé dans la région de Saint-Lô, une situation des plus dramatiques. La ville, totalement détruite, est évacuée, la population repliée dans les environs immédiats, vivant entassée dans les fermes et, pour certains, en pleine nature. La situation alimentaire est possible, la viande, les laitages et le beurre complétant abondamment la déficience du pain (100 gr. par jour et par personne).

Le problème vestimentaire est infiniment plus grave. Un nombre important de sinistrés possède essentiellement une chemise de nuit, un pantalon et des pantoufles; certains même se sont fabriqués des chaussons de paille. En cas de pluie, ils se protègent à l'aide d'un sac de toile. Mais il faut insister sur le caractère particulièrement affreux de la situation vestimentaire des enfants en bas-âge. Quant aux multiples ustensiles ménagers, extrêmement pratiques, sinon indispensables, ils sont évidemment défaut.

Mais surtout, c'est la situation sanitaire qui se révèle la plus critique. Le cadre médical de la ville est replié au hameau de Hutrel, minuscule bourgade à un kilomètre de la ville; des deux chirurgiens, l'un a été grièvement blessé. Le bloc opératoire siège dans une ferme,

la table d'opérations, remplacée par une table de cuisine. La stérilisation des quelques instruments existants est effectuée sur un feu de bois. Le stock minime de pansements et de médicaments, sauvé des décombres, était presque épuisé quand je suis arrivé. A signaler l'absence de sérum anti-gangréneux, anti-tétanique et anti-diphtérique. Des cas de décès par tétanos et diphtérie ont été signalés. Les sulfamides, aussi bien pour l'usage interne qu'externe, manquent complètement. Le matériel obstétrical fait totalement défaut : du fait de l'absence de forceps, les médecins, en présence d'un accouchement qui tardait, engageant la vie de la mère et de l'enfant, en furent réduits à pratiquer une césarienne.

C'est, dans de telles conditions que les médecins de campagne assurèrent le service des blessés. Ceux-ci sont nombreux, la grande majorité couche dans la paille. Mais le 25 juin, il n'en restait plus qu'une quarantaine, le triage s'étant effectué par le décès des blessés graves, la guérison des blessés légers. Restaient des fractures fermées, appareillées sommairement, des fractures ouvertes et des fractures par éclats, ces deux dernières catégories étant dans un état de suppuration qui a dû entraîner un certain pourcentage d'amputations pratiquées à Giel.

L'hygiène des réfugiés est désastreuse. Ils vivent entassés à deux cents ou à trois cents dans les dépendances des fermes, avec une ration de savon pratiquement inexistante. Un certain nombre, absolument terrorisés par la présence continuelle des avions, restent terrés nuit et jour au fond d'une tranchée-abri... »

Ailleurs encore, au *Havre*, les G.M.S. participèrent activement à l'organisation et à la mise en œuvre des secours, après la reddition allemande, le 12 septembre 1944. La majeure partie de la ville avait été rasée par les bombardements des 5 et 6 septembre, de 1.500 tonnes chacun. Plus de 600 blessés, plus de 7.000 morts dont 2.000 avaient pu être retirés des décombres, telle était la situation à ce moment. Durant tout le siège, les chirurgiens du Havre n'avaient pas cessé d'opérer dans les abris, tandis que les services de la D.P. ramassaient les blessés en plein bombardement. Dès leur arrivée, les médecins du groupe médical de secours se mirent à l'œuvre dans ce chaos avec le courage et le dévouement que vous connaissez maintenant...

Aperçu du Fonctionnement du Service de Santé dans les Régions de Limoges, Clermont-Ferrand, Toulouse, Marseille.

Nous ne reviendrons pas sur l'activité du Service de Santé durant la période clandestine. Mais, comme sous les trois petits mots « rien à signaler » se cachent la souffrance et la mort, ce silence implique obscurément une foule anonyme d'hommes et de femmes qui, pendant des années, s'exposèrent à la mort, à la torture et sacrifièrent le meilleur d'eux-mêmes aux Combattants de la Résistance.

Très rapidement après le débarquement, *la Région de Limoges* se trouva en état de guerre déclarée avec l'occupant. Dans tous les départements F.T.P. et F.F.I., assez bien armés grâce aux parachutages, entreprirent des opérations d'envergure (en Corrèze particulièrement) et non pas seulement des expéditions punitives, des sabotages, ce qui permit de fonctionner d'une façon plus comparable au Service de Santé de l'Armée :

En première ligne, nous trouvons le poste de secours de bataillon qu'il ne pouvait être question d' « installer » vraiment, vu l'extrême mobilité des formations. Evacuait ses blessés sur l'ambulance chirurgicale de campagne, déployée dans une ferme par exemple, les dépendances permettant d'hospitaliser de 15 à 20 blessés intransportables.

Enfin, l'H.O.E., représenté le plus souvent par les hôpitaux cantonnaires, plus rarement par des hôpitaux clandestins créés de toutes pièces (comme au château de Doux en Corrèze).

Ainsi, les F.F.I. disposèrent entre autres des hôpitaux de Guéret, de Gioux. L'hôpital d'Ussel a toujours fonctionné comme une véritable ambulance chirurgicale de campagne; les blessés étant dirigés sur Bortou-Neuvic, durant les périodes de tension. Malheureusement, ces H.O.E. tombèrent quelquefois aux mains des Allemands : ainsi à Gioux où la majorité des blessés dut être évacuée dans les conditions affreusement difficiles et périlleuses que l'on pense; ainsi, à Tulle. Peu après le débarquement, la ville avait été libérée par les F.F.I., au prix de combats extrêmement durs entraînant un grand nombre de blessés dans les deux camps. Français et Allemands furent soignés avec une

égale attention à l'hôpital, sous la direction du responsable du Comité National des Médecins Français et du médecin chef des F.T.P.

Quelques jours plus tard, des formations S.S. détachées des trop fameuses divisions « Das Reich », « Der Führer » et « Adolf Hitler » reprenaient Tulle. En représailles, les officiers de S.S. décidèrent de raser une partie de la ville et d'exécuter 2.000 otages. Les médecins intervinrent énergiquement, faisant ressortir que les F.F.I. constituaient une armée régulière et que les blessés allemands avaient été soignés dans les mêmes conditions que les F.F.I.

Hélas ! leur protestation n'eut qu'un demi-succès, cependant « la joie de faire le mal » allemande épargna tout de même la ville et les meurtriers s'estimèrent satisfaits après la pendaison, en plein centre, de 120 otages...

L'Allier, fief du pays légal, était aussi l'un des centres les plus actifs du pays réel. A Montluçon, le matériel des postes de la Défense Passive — — trop lourd et trop peu mobile pour être utilisé tel quel — fut récupéré et des postes de secours créés, en accord avec l'Etat-Major, suivant les emplacements des unités en ligne. Ils comportaient un matériel léger suffisant pour les soins immédiats, une équipe de 7 brancardiers et 3 infirmières de la Croix-Rouge.

Au moment de l'insurrection, pendant cinq jours, l'hôpital de Montluçon (centre d'évacuation N° 1) reçut tous les blessés des Postes de Secours établis en arrière des différentes formations. Ils furent opérés dans le plus bref délai : deux équipes chirurgicales se relayant au début, trois ensuite, si bien qu'aucun blessé n'attendit plus de quatre heures avant l'intervention. Lorsque l'affluence était trop importante, les évacuations se firent sur les cliniques de la ville et, dès que l'état des blessés le permit, un convoi se forma à destination de Hérisson, où demeurèrent les blessés légers et de Cérilly où les plus atteints continuèrent à recevoir les soins chirurgicaux.

Après l'évacuation de la caserne par la garnison allemande, les Postes de Secours se déplacèrent avec les troupes, en parfaite coordination avec les ordres donnés par le Commandement militaire. Cette première opération terminée, les F.F.I. se dirigèrent sur Moulins; alors fonctionna le système d'évacuation Bourbon-Larchambault, Moutet.

Comme partout, en dehors des opérations militaires, on éva-

cua des accidentés de toutes sortes sur l'un des nombreux centres chirurgicaux du département.

On se souvient peut-être encore de l'odieuse définition que Laval donna de l'Alsace-Lorraine « ...enfant mineur que se disputent ses parents. » Personne ne répondit à cette injure grossière, aucune voix ne pouvait s'élever : mieux que cela, en terre d'Auvergne, *ceux d'Alsace* donnaient leur vie pour la France.

Le Dr Ganguilhem, de Strasbourg, a rédigé pour le « Médecin Français », le témoignage suivant sur la mort en service commandé du professeur Reiss :

« Au petit cimetière de Saint-Just, du canton de Ruines (Cantal), dans neuf tombes fraîchement creusées, reposent côte à côte, neuf de nos camarades morts pour la Libération dans l'après-midi du jeudi 22 juin. La tombe N° 8 est celle d'un « D' Raymond », Paul Reiss, Professeur agrégé de physique médicale à la Faculté de Strasbourg.

Depuis trois ans, Paul Reiss luttait secrètement contre l'oppression dans les rangs du groupe Clermontois de « Franc-Tireur ». Beaucoup de ceux qui l'ont connu, n'apprendront pas sans surprise que ce savant discret était l'un des informateurs les plus actifs du service de renseignements des M.U.R.

Reiss rejoignait le réduit du Mont Mouchet et prenait la direction de l'infirmerie centrale rattachée à l'Etat-Major F.F.I. Tous les combattants du Mont Mouchet et de Chaudesaigues qui ont eu à faire à l'infirmerie garderont le souvenir du D' Raymond, de son blouson de cuir aux poches bourrées de sulfamides, de son dévouement méticuleux, de ses remontrances fraternelles, de sa simple modestie. Lorsque Rouvres — sous qui perçait déjà (ou plutôt à nouveau) Henry Ingrand — ou bien l'admirable docteur Mallet, de Saint-Flour, fusillé par les Allemands le 21 juin, était requis pour quelque intervention chirurgicale, Reiss était l'anesthésiste attitré. Lors des deux décrochages du Mont Mouchet, le 10 juin, de Chaudesaigues le 20 juin, Reiss conserva toute sa tranquillité, sa lucidité. Jamais il ne laissa paraître le moindre désarroi. Son ironie même ne l'abandonna pas. « Mes collègues, disait-il en riant, pensent peut-être que j'ai disparu pour me mettre à l'abri. » Lorsque, le 20 au soir, l'infirmerie reçut l'ordre d'évacuer les blessés en direction d'Albaret-le-Comtal, Reiss fut au premier rang de ceux qui, dans cette nuit tragique, se dépensèrent sans compter. Le mercredi 21, quoique exténué, Reiss eut le courage de faire ce qu'il n'avait jamais fait, une amputation. Mallet n'était plus là. On avait retrouvé un blessé avec le bras fracassé que ses camarades avaient porté en brancard pendant vingt-quatre heures. Aucun retard n'était possible. Reiss, après beaucoup d'hésitation, opéra et s'en tira bien.

Le 22 juin, la situation imposa une nouvelle évacuation des blessés vers Saint-Just, prolongée en cours de route vers Albaret-Sainte-Marie. Il faut dire que depuis la nuit du 20 juin, ayant dû abandonner ses véhicules dans les gorges du Bès, le Service de Santé était réduit à

faire transporter ses blessés par des paysans dévoués, au moyen de chars à bœufs. Une première partie du convoi réussit à franchir, près du village d'Estreminac, la route Nationale N° 9, contrôlée par les Allemands entre Saint-Flour et Saint-Chély-d'Apcher. La deuxième partie du convoi qu'accompagnaient Reiss et Lafont tomba dans une embuscade au moment de parvenir à la route. Reiss est mort face à l'ennemi. Depuis le matin, il savait que la journée serait décisive pour lui comme pour ses compagnons. Depuis quelques heures, il sentait comme tous que la route N° 9 franchie, la sécurité commençait. Reiss est mort aux portes de la Liberté, comme est mort aux portes de la Résurrection le jeune blessé sauvé par l'amputation de la veille et que les Allemands achevèrent ainsi que six autres, d'une balle dans la nuque à même les charrettes qui les transportaient. Telles furent au maquis la vie et la mort du D^r Raymond, un des « terroristes » ! Israélite, Reiss avait été suspendu de ses fonctions, en vertu des lois raciales de Vichy. Mais ses mérites de savant et de chercheur l'avaient, par la suite, fait relever de l'interdiction d'enseigner. On comprendra par là combien sa perte pour la science est lourde. Alsacien, Reiss avec le Professeur Collomp, assassiné par la Gestapo, avec les Professeurs Cavailles, Sadron, Yvon, Kirmann, Terroine, Lassus, Vles, Gery et tous leurs collègues déportés, arrêtés ou pourchassés, est l'un des témoins du tribut bien lourd que l'Université de Strasbourg a payé à la cause de la France, dans l'Auvergne où elle fut repliée.

La mort au maquis du D^r Raymond, mort consentie, qui couche cet Alsacien dans la terre du Cantal, et ce savant parmi les laboureurs, est pour tous ceux qui lui survivent une leçon de foi patriotique, d'unité sociale, de courage humain. »

Dans la région de Toulouse, Toulouse, si souvent critiquée amèrement en zone occupée, les groupes de Résistance ne se montrèrent pas moins actifs. Depuis longtemps, destructions de voies ferrées, attaques de convois, se multipliaient, provoquant chaque fois la mise en état d'alerte du réseau sanitaire clandestin. Le 16 août, l'Etat-Major régional transmet l'ordre d'insurrection et en quatre ou cinq jours, la situation est renversée. Evidemment, la simultanéité ne peut être parfaite dans de telles conditions, mais à vingt-quatre heures près, toute la région se lève pour « chasser le Boche » dont les dernières troupes se retranchent dans les villes. Là, les cheminots se mettent en grève tout en défendant leur matériel; les groupes francs entrent en action. Dès ce moment, la Croix-Rouge, les postes de secours, les cliniques, les hôpitaux sont alertés pour seconder les médecins du Service de Santé.

Dans les campagnes, les médecins suivent les maquis avec leur matériel, récupèrent des voitures aussitôt transformées en ambulances. Parfois, les Allemands se rendent sans combat, ailleurs la bataille prend une tournure dangereuse. A l'attaque du

maquis de Morlas (Basses-Pyrénées) cinq maquisards sont blessés. Immédiatement, le responsable départemental du Service de Santé est alerté. Alors que la bataille continue, le chirurgien arrive, passe sous le feu des mitrailleuses et entre dans le village. Installé immédiatement au premier étage d'une maison, il se met à opérer. A l'entour, les maisons flambent. Après un combat indécis, les Allemands réussissent à pénétrer dans le village et exterminent les suspects. Ils avancent par la route principale, s'arrêtent devant cette maison intacte et pénètrent mitraillette au poing. Ils sont accueillis par une charmante « Mademoiselle » qui les fait entrer en souriant dans la grande pièce du rez-de-chaussée et leur offre à boire de l'Armagnac. Dans la pièce au-dessus, on opère son frère, l'un des cinq blessés. Chaque fois que les verres se vident, elle les remplit et pendant ce temps, seul, les infirmiers comme les blessés s'étant évanouis, le chirurgien termine l'intervention. Les Allemands vident la bouteille et quittent la maison à demi-sâouls : les cinq blessés seront sauvés.

Vers les centres où la bataille se développe, sont dirigés des renforts médicaux. Les F.F.I. pourchassent certaines colonnes ennemies jusque vers Bordeaux et Clermont-Ferrand, suivis du Service de Santé équipé maintenant de véritables ambulances. Le triage des blessés s'effectue sur place, on les évacue ensuite vers les hôpitaux dont les Français sont maîtres.

Pendant ce temps, les responsables désignés se rendent dans les entrepôts de matériel sanitaire allemand. Les sentinelles sont désarmées et les stocks ainsi récupérés se montreront par la suite extrêmement utiles. A Toulouse même, siège de la direction, la relève des blessés a été assurée dans les meilleures conditions par le personnel des unités combattantes, les médecins résistants de Toulouse, et le Service automobile de la Croix-Rouge. L'hospitalisation, dans les différents centres prévus à l'avance, ne donna lieu à aucun incident.

Vers le 24 août enfin, les coups de feu cessèrent : la région était libérée.

Marseille, violentée par les Allemands dès l'occupation de la zone Sud, fournit aussi la preuve que le Midi peut donner naissance à d'autres légendes que celles de Raimu, Pagnol and C°. Centre de la XV^e région militaire, la ville était, durant la clandestinité, le siège du directoire sanitaire de « R 2 ».

On parle beaucoup à Marseille de kidnapping. Ce genre

d'opération n'est pas le propre des nervis, d'excellents médecins organisèrent à l'hôpital Salvator, l'enlèvement suivant :

« Une dizaine de prisonniers malades, dont un Général, grand héros de la Résistance, étaient sur le point de quitter l'hôpital pour retourner à la prison, à ses tortures et, peut-être pour la plupart, mourir au poteau. Une petite bande de gars bien décidés, affublés de blouses, a pu — grâce à une jeune fille interne dans le service — repérer à loisir les lieux, les coutumes des gardiens pendant quelques jours : ceci sous prétexte de conférences cliniques. Puis, un matin, habillés cette fois d'uniformes allemands, ils ont « évacué » vers le maquis en sanitaires allemandes, tous les convalescents, avec une telle maestria que le malheureux directeur s'arrachait les cheveux de n'avoir pas flairé un « truc » et empêché l'enlèvement. Il se précipita chez l'un des chefs de service voisin... qui était justement le responsable départemental, organisateur de toute l'affaire ! »

L'une des plus grosses bagarres se déroula dans la région de Barcelonnette. Au début, le succès des F.F.I. fut tel que l'on



« Poste de secours clandestin. »

équipa à Barcelonnette même une ébauche d'H.O.E., le 16 juin... le 19 juin, la ville était réoccupée. Pour une fois, les Allemands ne massacrèrent pas les blessés. « Non, dirent-ils, nos blessés ont été trop parfaitement soignés pour qu'il s'agisse de terroristes. Vous êtes de vrais soldats. »

A l'annonce du débarquement de Saint-Tropez, la Gestapo arrêta Levallois, responsable militaire régional, sa femme qui lui servait de secrétaire et son agent de liaison

Saint-Martin. Les corps devaient être retrouvés dans un charnier de la banlieue de Marseille. Le contact put être rétabli juste à temps, le 20 août, avec le responsable militaire de Marseille, Vauhan. Le 21 août, dans la matinée, percutaient les premiers coups de feu.

Le Service de Santé disposait dans la ville de postes de secours d'urgence — dont certains postes D.P. — d'hôpitaux militaires, d'hôpitaux de l'A.P. et de certaines cliniques. Les salles d'opérations clandestines ne survécurent pas longtemps, presque aussitôt torpillées par la Gestapo. Le réseau d'évacuation, de soins, d'hospitalisation, fonctionna d'excellente manière grâce à

la présence, dès la clandestinité, dans le C.M.D. des représentants de l'A.P., de la Santé et de l'Hygiène publiques, de la Croix-Rouge et du Service de Santé militaire. Leurs principaux dirigeants étaient acquis à la Résistance et le personnel avait été remarquablement noyauté par les soins du N.A.P. départemental Bernard (fusillé vers le 15 août).

Les opérations militaires des F.F.I. ont consisté à obliger la garnison allemande à se retirer dans des réduits préparés : forts Saint-Nicolas et Saint-Jean, blockaus de Notre-Dame-de-la-Garde, de la Joliette, de Saint-Henry, de Mozorgues, etc... Les barrières ont gêné, là aussi, la circulation ennemie et des groupes d'isolés ont dû se rendre très vite. Ramenés dans les réduits, les Allemands ont arrosé la ville avec des fusants et il a fallu attendre l'arrivée des soldats de l'armée B avec leur artillerie, pour obtenir la reddition du général ennemi après une semaine de combats, du 21 au 30 août, qui coûtèrent environ 700 tués et 500 blessés dont 350 F.F.I.

Ici comme ailleurs, et partout, l'allant et la *foi* suppléèrent aux défauts de l'organisation, au manque de matériel et transformèrent la logique de la défaite en une miraculeuse victoire.

Les MAQUIS

Les médecins du maquis ont choisi la plus belle part, la plus rude aussi. Nous voudrions dire maintenant, d'après les rapports des équipes chirurgicales, les récits de Maîtres ou de camarades, comment ces hors-la-loi témoignèrent pour la seule loi qui compte celle du cœur et de l'esprit. Nulle part, ils ne se firent mieux entendre que dans le silence des forêts ou des montagnes de France.

Dans la région de Dijon, particulièrement dans les départements de la Côte-d'Or et de la Nièvre, des groupes nombreux, bien armés par parachutages, engagèrent durant de longs mois, un terrible combat. Comment vivaient ces médecins du maquis, accompagnant partout les corps francs lors de leurs attaques ?

« Le Commandant, écrit un de nos camarades, interne de Paris, me chargea d'établir un poste chirurgical mobile, avec un aide et un anesthésiste. Je devais être susceptible de me déplacer avec un matériel restreint, de me déployer et de me replier rapidement, selon les mouvements des groupes qui attaquaient les villes environnantes. J'ai donc, à partir de ce jour, installé à la ferme de Grand-Bois, une salle d'opérations, une salle de malades (dans un maquis au voisinage de Saulieu, la formation médicale disposait de deux tentes du type « Marabout » fabriquées avec des parachutes). J'ai réquisitionné une voiture et, avec des boîtes métalliques légères de première urgence récupérées au camp de Beaulieu évacué par les Allemands, je me suis tenu prêt à accompagner les troupes dans leurs déplacements.

Je devais recevoir l'ordre de mouvement du P.C. du Colonel, suivre les troupes au lieu du combat et là organiser le ramassage des blessés, leur évacuation sur les hôpitaux fixes et, si nécessaire, opérer sur place les blessés urgents. Lorsque les troupes effectuaient un déplacement à longue distance, j'étais prêt à partir en une demi-heure avec tout mon équipement et à m'installer dans le même délai à l'arrière de l'action entreprise. Les hôpitaux de Mauvilly et Echalot formaient l'élément fixe. Je devenais l'élément mobile, établissant la liaison entre eux et le combat : j'ai très rapidement constaté le plaisir que les hommes ont éprouvé à sentir près d'eux et avec eux des médecins qui jusqu'ici leur manquaient.

J'avais à ma disposition l'ambulance Croix-Rouge qui restait à la Cazote, en liaison permanente avec moi. Enfin, je devais, aussitôt après la prise d'une ville, prendre contact avec l'hôpital et y évacuer les

blessés afin d'éviter un long transfert vers Echalot ou Mauvilly et, en cas de besoin, faute de chirurgien local, opérer moi-même dans ces hôpitaux. A partir du samedi 26 août, je suivis les troupes. Dans la nuit du 28 au 29 août, un nouveau combat eut lieu entre Saint-Marc et Aisey (deux blessés évacués sur Mauvilly).

Le jeudi 31 août, attaque de Châtillon avec un groupe de soixante hommes environ. J'ai pu pénétrer avec douze d'entre eux dans les rues de la ville où patrouillaient trois Jeeps anglaises qui nous soutenaient. Huit cents Allemands tenaient la ville, nous avons été accrochés à l'ennemi pendant une heure et demie; nous nous sommes repliés, l'ennemi commençant à nous tourner. Aucune perte, aucun blessé de notre côté. Une colonne de deux mille S.S. prêts à pénétrer dans la ville par la route de Montbard fit demi-tour, croyant à une attaque en force de l'armée américaine... »

Beaucoup se scandaliseront, je suppose, à l'idée de ces médecins, les grenades à la ceinture, la mitraillette au poing, attaquant les Boches comme n'importe lequel de leurs compagnons. Je les trouve admirables au contraire. Je sais : le respect de la Croix-Rouge. Mais ils respectèrent toujours, eux, la Croix-Rouge, car, ou bien ils ne portaient jamais de brassard, ou bien celui-ci disparaissait dès le moment où ils quittaient l'infirmierie. Le port de la Croix-Rouge, loin de protéger, exposait au contraire aux balles de l'ennemi et un médecin de maquis capturé avec cet emblème, n'en était pas moins massacré comme terroriste. Aussi, les médecins du maquis eurent-ils à cœur d'entraîner les hommes au combat, n'abandonnant leur poste de tir que lorsque tombait le premier blessé. Lors de l'évacuation forcée des infirmeries de campagne (tel le château Vermot dans la Nièvre), ils tinrent l'ennemi en respect jusqu'au départ du dernier blessé, partageant trop souvent le sort horrible de ceux qui n'avaient pu être évacués.

On aura une idée des difficultés rencontrées pour la création de ces infirmeries en lisant le compte rendu suivant qui nous fait assister à la naissance et au fonctionnement de « l'hôpital chirurgical temporaire N° 1 », installé à Echalot (Côte-d'Or) sur les ordres du Directeur du Service de Santé de la « Région D » :

« J'ai réquisitionné une vaste maison, sauf deux pièces du rez-de-chaussée commandées par une entrée particulière et qui ont été réservées aux fermiers qui l'habitaient. Les locataires qui occupaient le reste de l'immeuble l'ont évacué en vingt-quatre heures, puis il a été procédé au déménagement et au nettoyage des pièces, en particulier celles du premier extrêmement sales et converties en grenier. L'électricité a été installée. Le courant du secteur faisant défaut, j'ai branché une dérivation sur un groupe électrogène de 55 volts placé dans le voisinage. Ce groupe m'a fourni le courant nécessaire pendant toute la durée du fonctionnement de l'hôpital.

Au total, l'ensemble des locaux se composait :

Au rez-de-chaussée :

1° un vestibule d'entrée.

2° une salle d'admission où logeait le médecin auxiliaire de la formation, à proximité du téléphone. C'est dans cette salle que les blessés étaient placés à leur arrivée — sur des matelas — leur identité étant relevée sur des fiches spéciales. Puis déshabillage, examen, pansement et bandage éventuel en salle d'opérations.

3° une salle d'opérations (ancienne cuisine dont les murs furent soigneusement blanchis après avoir été lavés et grattés. Eclairage très satisfaisant assuré par trois réflecteurs d'auto dont :

1 alimenté par le groupe électrogène;

2 alimentés par batterie d'accus (éclairage de secours).

La table d'opération consistait simplement en une longue planche posée sur deux tréteaux.

4° la cuisine principale où j'ai fait installer une très grande cuisinière dotée d'un vaste four servant à la stérilisation du matériel chirurgical.

Au premier étage :

1° deux salles d'hospitalisation.

Salle « Charles » de 14 lits et 1 brancard;

Salle « Claude » de 8 lits et 1 brancard.

Murs blanchis, électricité installée, tables de nuit, chariot roulant, etc...

2° une chambre prévue comme chambre d'officier; elle a servi en fait à un agonisant, puis à un prisonnier allemand blessé, devant être isolé des blessés F.F.I..

3° la salle à manger du personnel, prévue pour servir éventuellement de cuisine.

4° le logement du personnel infirmier.

Au second étage :

Un vaste grenier utilisé comme réserve de matériel. Par la suite, l'hôpital devenant trop petit, j'ai dû réquisitionner une seconde maison, pour y abriter des convalescents et des blessés légers.

Le matériel nous a fait au début complètement défaut, je ne possédais que quelques instruments achetés à mes frais. L'instrumentation et la pharmacie se complétèrent rapidement par récupération, achats, dons et matériel parachuté. En définitive, je suis parvenu à composer :

3 boîtes d'épluchage pour des plaies importantes;

1 boîte de chirurgie osseuse;

1 boîte à laparatomie.

J'étais donc en mesure d'opérer cinq blessés à la suite, sans nettoyage d'instruments et nouvelle stérilisation. Celle-ci se faisait au

début par simple ébullition, ensuite grâce à l'acquisition de formol et de boîtes métalliques, par passage au four.

Le linge d'hôpital manqua tellement les premiers jours que l'équipe chirurgicale ne disposait que d'une seule blouse. Par la suite, la confection de blouses, cagoules, calottes, bottes, etc., a été entreprise avec des parachutes récupérés.

Ouvert avec cinq lits, l'hôpital en possédait à la fin trente, réquisitionnés à la compagnie forestière voisine ou prêtés par des groupes F.F.I.. Matelas, traversins, couvertures, draps furent, ou réquisitionnés ou donnés par la population civile qui fit tout pour amoindrir les difficultés de l'installation.

Fonctionnement de l'hôpital.

L'équipe chirurgicale, composée du médecin chef, de son assistante et d'un médecin auxiliaire, résidait en permanence à l'hôpital. Les quatre infirmières — outre leur service de jour — assuraient à tour de rôle la garde de nuit. Les deux infirmiers n'étaient de service que le jour.

L'hôpital, dont la création avait été décidée le 25 août au soir, était prêt à fonctionner le 28 au matin. Il reçut ce jour-là, à midi, un premier blessé qui a pu être opéré dans des conditions précaires mais suffisantes car il a guéri très simplement.

En tout, du 28 août au 15 septembre, cinquante blessés ont été hospitalisés, un certain nombre d'autres regagnant leur formation après pansement... »

Inutile de multiplier les exemples car cette guerre d'embuscades, exigeant du Service de Santé comme de tous les autres une improvisation de tous les instants, se ressemble toujours. Je crois cependant que peu de maquis possédèrent, comme certain *Groupe du Morvan*, une auto blindée enlevée par je ne sais quel miracle, à une usine de la région parisienne ! Elle protégea bien souvent le repli des blessés, car la relève et l'enlèvement demeurèrent toujours les temps les plus difficiles et aucun plan prévu à l'avance ne fonctionna jamais. A côté des médecins combattants, dont les risques sont évidents, je ne sais si l'on mesure exactement ceux que couraient les équipes chirurgicales en mouvement constant d'un maquis à l'autre dans des contrées gardées par les meilleurs « tueurs » des S.S. et de la Milice (l'une d'elles ne sema une colonne « d'accompagnement » qu'au bout de 10 kms !), et le danger perpétuel qui pesait sur les formations médico-chirurgicales fixes du type décrit plus haut. Le « Groupe de protection » qu'elles méritaient, ne put toujours leur être fourni par le commandement à court d'effectifs — un contre dix, vingt et plus : cela ne faisait reculer personne, au contraire ! — et le minage des chemins n'a jamais constitué un

obstacle infranchissable. Outre ces menaces librement acceptées, on pouvait craindre que la chirurgie pratiquée dans des telles circonstances ne donnât des résultats désastreux. Eh bien, les conclusions, valables, je crois, pour tous les maquis, d'un jeune et brillant chirurgien de Paris qui opéra aux environs d'Auberive et de Langres dans une ferme d'abord, puis une ancienne Abbaye, démontrent au contraire les résultats paradoxalement excellents de cette chirurgie héroïque :

« Sur le plateau de Langres, le terrain boisé et vallonné, propice à la guerre d'embuscades et la guérilla, a permis aux F.F.I. des actions souvent très efficaces et très meurtrières pour l'ennemi, sans qu'eux-mêmes aient à déplorer de trop fortes pertes. Dans notre secteur, la relève fut toujours assurée rapidement, soit par les voitures de combat, soit par les ambulances de la D.P., toujours prêtes à partir et qui emmenaient alors un médecin du groupe. La liaison était demandée, soit par téléphone quand une installation de campagne le permettait, soit par agent motocycliste ou automobile.

Ceci nous a permis de voir arriver nos blessés dans des délais très brefs, une à trois heures après la blessure, et nous pensons avoir ainsi évité des accidents de choc graves et même mortels. Confirmant cette opinion, un de nos blessés a dû être laissé sur le terrain et n'a été relevé que six heures plus tard. C'est le seul qui ait fait un choc grave à l'occasion d'une plaie des membres.

L'évacuation secondaire sur des centres chirurgicaux était impossible, toutes les entrées des villes importantes étant contrôlées par les Allemands; les blessés F.F.I. étant systématiquement achevés et les médecins exécutés. Ceci nous a donc obligés à garder nos blessés jusqu'à la libération de Langres et de Dijon...

Nous avons tenté de remplacer les champs opératoires par des serviettes, mais la stérilisation en était impossible. A une seule occasion, pour faire une laparotomie, les « champs » furent utilisés après avoir été trempés dans une solution de permanganate à 2 pour 1.000 environ. Aucune conclusion ne peut être tirée de cet essai. Le lavage des mains, en l'absence d'eau courante, s'effectuaient dans une cuvette, complété par l'alcool. L'intervention était faite à mains nues, la cuvette d'alcool restant à proximité. Le champ opératoire, désinfecté comme de coutume, restait dégarni de champs comme on l'a vu.

Anesthésie : En l'absence de masque d'Ombredanne, nous avons, à une seule occasion, utilisé le chloroforme à la compresse et avons pratiqué nos interventions soit à l'évipan, soit à la locale. Au préalable, était injecté un cg. de morphine par voie intraveineuse, s'il fallait agir vite ; nous infiltrions la novocaïne directement par la plaie et nous n'avons eu qu'à nous féliciter de ces deux modes d'anesthésie.

Intervention : Il fut toujours très simple d'opérer les plaies des parties molles selon la méthode, maintenant classique, de l'épluchage chirurgical :

— Les décollements étaient contre-incisés et, en l'absence de drains ou lames de caoutchouc, des mèches *non tassées* y étaient glissées en séton.

— Tout le champ opératoire était ensuite inondé à l'éther ou au dakin, s'il n'y avait pas de lésion osseuse, puis bourré de septoplax. Nous disons *bourré*, soit à l'aide d'une cuiller ou du bec de ciseaux fermés, et non saupoudré, de façon à faire pénétrer la poudre jusqu'au cœur du trajet.

— *Aucune fermeture cutanée n'a été pratiquée.*

De même d'autres plaies plus complexes ont été traitées sans difficulté :

— Une plaie de poitrine à thorax ouvert fut refermée aisément après nettoyage et bourrage au septoplax : aucun incident infectieux n'en marqua les suites.

— Une plaie du rein, après lombotomie exploratrice, fut méchée et échappa aux accidents hémorragiques.

Par contre, deux problèmes nous parurent insolubles :

— Une laparatomie fut tentée pour plaie du colon et, dans ces conditions, s'avéra assez pénible, au point que nous aurions hésité à en pratiquer une autre si l'indication s'en fût présentée.

— L'extraction des projectiles ne fut pratiquée que lorsqu'on le rencontra en excisant la plaie : en l'absence de radio, nous ne fîmes aucune recherche et nous n'avons jamais eu à le regretter.

Le Pansement : Après avoir saupoudré au septoplax les plans superficiels, nous pansions soit avec des pansements individuels, si la plaie le permettait, soit avec de la gaze et du coton dont nous disposions en abondance. Fréquemment, il fallut utiliser de la gaze non stérile, auparavant, nous la trempions dans une cupule d'éther pour assurer une désinfection sommaire.

Enfin, en cas de lésion osseuse ou articulaire, un plâtre était appliqué. Nous utilisions un plâtre circulaire. Aucune fenêtre n'était pratiquée au-devant de la plaie (que, répétons-le, nous n'avons jamais refermée). Les blessés étaient suivis attentivement : température, pouls, réaction locale et nous n'avons jamais eu à faire sauter un plâtre ou même à le fenêtrer devant une menace infectieuse quelconque. En l'absence de contrôle radiologique, le plâtre ne visait qu'à éviter des accidents infectieux dramatiques par une immobilisation stricte.

Les soins para-opératoires : Aussi bien à titre pré-opératoire qu'à titre post-opératoire, nous avons utilisé, outre les analgésiques courants :

— Le syncortyl à haute dose, la morphine ;

— Le sérum physiologique adrénalinisé par voie intraveineuse selon la technique préconisée par le Pr. Leveuf.

Les résultats ont été satisfaisants. Trois de nos blessés ayant eu, soit à titre pré- ou post-opératoire, des accidents graves à type de collapsus, les injections de sérum adrénaliné nous ont permis de remonter leur état général, tandis que leur T.A. devenait prenable. Deux ont triomphé de leurs accidents de choc, le quatrième (plaie réno-colique) est mort au quatrième jour d'occlusion.

Trois remarques sont à faire :

1° Nous n'avons pu utiliser ni injections importantes de sérum, ni perfusion comme il est préconisé et nous nous sommes bornés à 1.000 ou 1.500 centimètres cubes de sérum par jour, ce qui, le cas échéant, nous a paru suffisant.

2° Notre stock de sérum ayant été vite épuisé, nous avons utilisé un sérum de fortune préparé extemporanément avec du sel de cuisine et de l'eau bouillie : il fut parfaitement toléré par voie intraveineuse, de même qu'une solution hypertonique à 20 % préparée pour notre blessé en occlusion et pour les autres blessés ayant présenté du météorisme dans leurs suites opératoires.

3° Chez certains blessés (plaies articulaires), projectile crânio-cérébral, plaie de poitrine), nous utilisons les sulfamides à titre préventif. Chez tous nos blessés choqués, l'intolérance gastrique aux sulfamides par la bouche, a été absolue durant les deux à quatre premiers jours. Il nous a fallu utiliser les sulfamides injectables (soludagénan), dont nous disposions en quantité juste suffisante d'ailleurs. Confirmant l'impression qu'il ne s'agissait pas spécialement d'une question de terrain, ces mêmes blessés toléraient parfaitement 5 à 6 gr. de septoplax par voie buccale passé ce délai.

Vingt-et-un blessés ont été opérés dans ces conditions par le groupe mobile. Sur ce nombre, nous n'avons eu à enregistrer qu'un seul décès : la plaie réno-colique, mort d'occlusion. Les suites opératoires des autres blessés ont été d'une relative simplicité et, en définitive, malgré les conditions sommaires de l'installation et l'asepsie plus que rudimentaire, nous n'avons vu survenir aucun accident infectieux, grâce, pensons-nous, à trois facteurs :

1. — Epluchage chirurgical précoce;
2. — Absence systématique de toute fermeture cutanée;
3. — Septoplax local en abondance.

Un point mérite d'être noté : nous n'avons observé sur nos blessés des membres, dont certains présentaient des lésions graves ou sérieuses, aucune section des paquets vasculo-nerveux (exception faite d'un fracas du coude ayant nécessité une amputation).

Il semble donc que l'utilité de ces groupes ait été réelle : leur mobilité leur a permis de s'installer avec facilité dans des fermes ou des locaux quelconques; ils pouvaient aisément se déplacer, soit en cas de menace ennemie, soit pour suivre les déplacements du P.C. de leur groupe de maquis, restant relativement proches des lieux de combats (ce que permettait cette guerre d'embuscades où ni artillerie ni aviation ne menaçaient les arrières et où l'ennemi hésitait à quitter les grands itinéraires). La relève pouvait être assurée dans de bonnes conditions, malgré des moyens souvent peu adaptés au transport des blessés (camions, camionnettes). L'équipement sommaire des groupes chirurgicaux, les moyens d'asepsie bien rudimentaires, ont permis cependant d'excellents résultats immédiats dans les plaies des membres, des parties molles.

L'idéal eût été évidemment pour une telle action, de disposer de camions opératoires et de stérilisation : ceci aurait permis de réaliser des groupes mobiles et bien équipés où des moyens d'asepsie plus con-

venables auraient rendu possible la chirurgie abdominale, malgré un matériel encore peu encombrant... »

Il est à peu près impossible, je crois, de décrire le fonctionnement du *Service de Santé de Savoie et Haute-Savoie*.

En ces pays de montagne, plus qu'ailleurs, le « débrouillage intégral » fut la règle de chacun et nous avons dit les extraordinaires difficultés que rencontrèrent les médecins — trop peu nombreux — des diverses formations. Je n'ai pas de chiffres sous les yeux, mais je crains que la longueur des évacuations — brancardage durant des heures par des chemins impraticables à n'importe quel véhicule — ne vienne infirmer quelque peu la statistique précédente. Beaucoup de blessés purent néanmoins être sauvés grâce au courage et à l'endurance de tous. Rappelons seulement ici que lors de l'affaire des Glières — ce nom qu'on ne se lassera jamais de répéter — le médecin resta seul durant le bombardement dans son chalet-infirmerie avec deux ou trois malades intransportables, tous les autres avec le personnel ayant gagné les abris. Il put, au moment de l'incendie et quoique légèrement blessé, sortir les malades intransportables du poste de secours en flammes. L'évacuation des blessés du plateau se fit dans le calme : seuls furent laissés avec leurs collègues, deux G.M.R. prisonniers (qui devaient être soignés ultérieurement à l'hôpital d'Annecy).

Avant de quitter ces sommets, pensons à l'atroce calvaire des blessés transportés, secoués, brisés de fatigue et de douleur sur leurs brancards improvisés, à l'épreuve physique et morale de ceux qui les transportèrent ainsi pendant des heures sans pouvoir les soulager, à ceux qui les attendait dans la plaine entourés de menaces de mort...

Descendons-nous aussi vers la plaine, loin, très loin de là, jusqu'aux confins du Lot-et-Garonne et de la Dordogne, région de maquis par excellence où la répression allemande fut d'ailleurs à la mesure des pertes considérables que les terroristes leur infligèrent.

C'est là, à 800 mètres environ du petit village de *Parranquet*, à l'écart de la grande route qui mène de Villeréal à Montpazier que s'installa un « maquis sanitaire » qui desservit toute la région. Après des débuts précaires, on trouvait à l'hôpital une vraie salle d'opérations avec lavabos à pédales, bistouris électri-

ques et diathermie, un poste mobile de radiologie, un cabinet dentaire parfaitement outillé; enfin des appareils à fractures, des médicaments, pansements, etc... Surtout — fait assez rare mais pas unique cependant dans l'histoire des maquis — un service de transfusion sanguine des plus précieux, car souvent arrivaient des blessés choqués ayant subi un long transport. Les « réanimations-transfusions » s'opérèrent soit de bras à bras, soit grâce au matériel anglais parachuté, comprenant d'un côté le plasma en poudre, de l'autre l'eau distillée. On imagine facilement les services rendus par ce dernier dispositif permettant au besoin de traiter en plein bois un combattant grièvement atteint.

Les groupes de résistance envoyaient à Parranquet non seulement leurs blessés, mais de nombreux malades. Chaque fois que cela parut nécessaire, on pratiqua outre l'examen clinique, une radioscopie : les prébacillaires étaient renvoyés dans leur foyer (solution rarement praticable) ou traités à l'hôpital et dirigés pour leur convalescence sur les fermes de la région.

Les civils eux aussi affluèrent bientôt des villages voisins coupés de toutes communications avec les centres urbains, et le Service de Santé dut organiser de véritables consultations, alternant avec les visites d'incorporation des hommes qui, de plus en plus nombreux à partir du mois de juillet, rejoignaient le maquis.

Quelle était la vie dans cet hôpital du maquis, modèle du genre ? J'emprunte le passage suivant, comme les détails précédents, à son médecin chef adjoint, le Dr Jean Blum, qui a publié sous le titre « Un groupe sanitaire au maquis » un récit passionnant qui m'a été très obligeamment communiqué par le professeur Bugnard, de Toulouse :

« Presque isolés du reste du monde, il ne se passait guère de jour sans alerte. Les Allemands étaient signalés à Montlanquin, Cancon, Montpazier... De Villéréal, les gens fuyaient à travers champs, leurs objets les plus précieux à la main ou dans des valises.

Nous pensions nous-mêmes ne pas pouvoir demeurer longtemps à la même place. Déjà blessés et malades affluaient. Pas de nuit où nous n'étions réveillés par des urgences, où nous ne recevions des appels pour nous rendre dans des groupes plus ou moins éloignés. Nous dormions mal. La protection de Parranquet, que l'on nous avait promise, ne pouvait être obtenue. Les parachutages d'armes ne se faisaient pas ou peu, l'ennemi était partout. Au ronflement d'un moteur la nuit, nous bondissions de nos lits, ne sachant jamais s'il s'agissait d'un blessé ou d'une surprise plus désagréable.

Dès la venue du soir nous nous asseyons sous les arbres, à l'abri de l'avion « mouchard » qui chaque jour venait planer sur nos têtes et mitrailler les promeneurs attardés. Pas d'électricité permettant d'avoir par T. S. F. les dernières nouvelles. Serrés les uns contre les

autres, nous mangions dans la pénombre nos haricots à la tomate et notre tranche de bœuf... A l'hôpital l'activité devenait fiévreuse. Militaires et civils défilaient chez nous à un rythme accéléré. Les communications étaient coupées, les bruits les plus fantaisistes circulaient sur l'avance allemande dans nos régions. Fallait-il rester, fallait-il partir ? Comment évacuer nos grands blessés si l'ennemi survenait à l'improviste ? Deux fois déjà nous avons chargé nos autos de notre matériel médico-chirurgical le plus précieux pour aller plus loin.

Pourtant nous hésitions... Où retrouver un tel ensemble de solidité, de confort — très relatif bien entendu — ainsi que la proximité d'un bois ? Et puis n'étions nous pas liés déjà à ce coin de terre, à cet hôpital que nous avons vu naître et grandir ? Nous demeurions... Et les jours passaient. Du matin au soir nous n'avions plus un instant de repos ; opérations, pansements, examens radiologiques, conversations militaires, visites aux maquis des environs se succédaient... Le nombre des malades et du personnel allait grandissant. L'hôpital bourdonnait de murmures, les repas se prenaient en deux fois — malades d'abord, personnel ensuite — faute du matériel nécessaire.

Les chefs de groupe les plus divers nous rendaient visite, heureux de voir nos blessés, notre installation, tous les progrès dont nous étions justement fiers : La vie était magnifique... Pourtant au-dessus de toute cette joie la mort sournoisement veillait... Combien de mains douloureuses se sont accrochées aux nôtres dans une étreinte tremblante et désespérée... »

*Ecoutez frères d'Algérie
Les balles chanter l'espérance
Où je tire l'Echo dit la France
Où je meurs renaît la Patrie*

A qui s'appliqueraient mieux ces vers d'Aragon, poète du maquis, qu'à ceux du Vercors ? Leur histoire, nul ne la dira plus sobrement que leur médecin chef, en ce mémorial publié par « Le Médecin Français » :

« Dans la première semaine de juillet, de nombreux parachutages permirent de compléter très heureusement l'armement de nos unités. Certains purent croire dès lors inviolable le Vercors libéré. Le Vercors libéré ! Nous avons vécu cette exaltante aventure d'être les premières Forces Françaises de l'Intérieur occupant un espace de France libre. Toutes les lois de Vichy abolies ! La IV^e République proclamée ! Bientôt nous allions recevoir des canons et des renforts en officiers et en hommes sur l'aérodrome de Vassieux presque terminé. Bientôt nous descendrions dans la plaine, bientôt nous délivrerions Romans et Grenoble. Nous rêvions d'épopée !

Et le 14 juillet commença une apothéose. Les avions anglo-américains au nombre de 120 effectuèrent sur le terrain d'atterrissage le plus important parachutage de matériel. C'était pour certains le prélude d'un débarquement à l'intérieur du Vercors, en même temps qu'aurait lieu le débarquement sur la côte. Tous les espoirs étaient

dans les cœurs, nous étions gonflés au maximum. Mais 10 minutes après le départ du dernier avion ravitailleur, alors que les volontaires recueillaient le matériel qui venait de leur tomber du ciel, une formation aérienne allemande importante les bombarda et les mitrilla. Vassieux fut presque entièrement détruit. Puis ce fut le tour de la Chapelle en Vercors, le village le plus important de la région. Là, de 14 h. à 17 h., les engins explosifs creusèrent partout d'immenses cratères où, une à une, les maisons furent englouties. D'autres villages furent également bombardés et mitraillés en rase-motte. Pour parer au danger que couraient nos blessés, nous dédoublâmes l'hôpital en installant les plus gravement atteints dans une maison de Tourtre, hameau à 3 km. de Saint-Martin. Nous avions désormais deux centres hospitaliers. L'activité était grande. Depuis un mois, 130 interventions avaient été pratiquées, aussi bien sur les civils que sur les militaires, sur les femmes que sur les hommes.

Le 19 juillet nous apprîmes qu'une vaste opération était décidée par les autorités allemandes. Deux de leurs divisions furent chargées d'investir le massif du Vercors. Quelques jours auparavant, le tunnel d'Engins avait sauté, les Allemands coupant là une voie importante par où les hommes du maquis auraient pu s'échapper. Ils occupaient aussi toutes les autres issues. Le bastion était ceinturé. L'intention de l'ennemi était d'exterminer tous les « terroristes » du Vercors et de faire payer cher leur complaisance à ceux qui les avaient aidé et ravitaillé.

La grande attaque se dessina le 20 juillet. De Saint-Nizier, qu'ils tenaient depuis les combats de juin, les boches déferlèrent sur Lans, Meaudre, Autrans et Villard-de-Lans. Simultanément, d'autres forces attaquèrent les cols. Grand déploiement d'aviation et d'artillerie. De notre côté les parachutages continuèrent. Le 21 juillet vers 9 heures du matin, vingt planeurs remorqués par des avions, descendirent sur le terrain d'aviation de Vassieux.

Soudain joyeux il dit : « Grouchy ! » c'était Blücher !

Plus de deux cents Allemands prirent pied sur le terrain d'atterrissage et ouvrirent un feu roulant. L'effet de surprise fut extraordinaire et la défense du maquis prise au dépourvu. On tenta de s'organiser, mais l'aviation allemande, très active, rendit le regroupement difficile. Les troupes aéroportées, puissamment armées, se précipitèrent dans les maisons aux abords desquelles elles avaient atterri et mitraillèrent impitoyablement tous les habitants. Plus de 60 civils furent sauvagement exterminés, sauvagement mutilés. Parmi eux, des femmes et des enfants. Ce fut un monstrueux carnage qui s'inscrit dans l'histoire comme un crime inexpiable.

Pendant ce temps l'ennemi attaquait en force à la périphérie. Il ne tentait point de passer par les routes encaissées dans les gorges, faciles à défendre, mais il faisait donner sa pression sur les cols de façon à pouvoir, en cas de succès, pénétrer rapidement au cœur même du Vercors. Les deux premiers jours ses efforts furent vains malgré son énorme supériorité en hommes et en matériel. Nos troupes, chasseurs notamment, résistèrent magnifiquement. Une page de gloire s'est inscrite dans le bois de Valchevrière, près de Villard-de-Lans. Nous n'étions que 3.500 environ, dont les deux tiers seulement étaient des combattants. L'ennemi attaquait avec deux divisions : 25.000 hommes au moins. Il

amenait avec lui de nombreux mortiers de campagne alors que nos troupes n'avaient pas de canon. Le troisième jour du combat, cette énorme disproportion des forces nous contraignit à céder sur un point par où l'ennemi put s'infiltrer à l'intérieur du Vercors.

Dès le début de la bataille, nous nous étions rendu compte de l'importance inattendue des forces ennemies. C'était à vrai dire une vaste opération menée avec les moyens les plus modernes et dans un but précis d'extermination. Qu'allions-nous faire de nos blessés, ceux-ci au nombre d'une soixantaine environ ? Dans la nuit qui suivit le premier jour de combat, nous tentâmes avec eux une sortie par le Sud, vers le Diois. Mais nous ne pûmes réussir, l'ennemi occupait la route qui nous aurait permis de gagner un autre maquis. Force nous fut de remonter dans le Vercors. Ferrier avait, la veille, prospecté un lieu de repli : *la grotte de la Luire*. Les blessés y furent amenés.

La grotte de la Luire est une espèce de vaste caverne naturelle largement ouverte aux flancs du rocher abrupt. Elle est accessible seulement par un rude sentier qui escalade la forêt. Au prix de dévouement sans bornes, les grands blessés y furent brancardés. Nous fûmes bientôt une centaine dans cet invraisemblable refuge au sol jonché de gros blocs de pierre. Tant bien que mal on nivela par endroits le pourtour de la grotte et les blessés couchés furent disposés côte à côte sur les brancards. Le spectacle de ces hommes étendus presque à même le sol, dans ce décor de pré-histoire suintant l'eau de toutes parts, avait quelque chose de grandiose et de bouleversant.

Quelle était la sécurité ? Sans doute les frondaisons de la forêt masquaient aux convois circulant sur la route l'entrée de la grotte-hôpital. Mais serait-ce suffisant ? Nous engageâmes tous les blessés valides à partir par leurs propres moyens. Ils s'éloignèrent en gagnant la forêt, ou trouvèrent un refuge dans d'autres grottes plus haut situées. Une partie du personnel les accompagna.

Il restait maintenant dans la grotte une trentaine de blessés intransportables et aussi trois prisonniers polonais blessés. Il restait trois médecins et six infirmières qui assurèrent les traitements dans les conditions matérielles les plus difficiles, avec un zèle admirable. Les soins spirituels étaient donnés par le Père Yves Moreau, de la Compagnie de Jésus.

...Les Boches cantonnent maintenant à 200 mètres environ. On ne peut plus bouger, les vivres sont rationnés. On boit l'eau qui tombe goutte à goutte de la grotte et qui est recueillie dans des cuvettes.

Le 27 juillet dans l'après-midi, la grotte est survolée par un avion allemand à plusieurs reprises. Peu après, des coups de feu sont entendus, ils se rapprochent. Vers quatre heures et demie, une vingtaine de silhouettes se profilent menaçantes à l'entrée, une vingtaine de Boches qui tirent au jugé, malgré le fanion Croix-Rouge, malgré la présence des infirmières en tenue. Les trois Polonais blessés se précipitent en criant : « Ne tirez pas ! » et vont expliquer à l'adjudant-chef S.S. qu'ils ont été bien soignés. Mais celui-ci crie : « Debout ! Sortez, les mains en l'air ! » et fait aligner les médecins contre le mur, mitraillettes et fusils braqués sur eux.

Le drame le plus odieux va se dérouler. Le spectacle bouleversant de ces grands blessés n'arrête pas les brutes. Dix-huit d'entre eux sont

amenés sur un terre-plain, les brancards sont alignés, puis un à un, à coups de mitraillette, ces dix-huit Français sont achevés et défigurés.

Les médecins, les infirmières, le Père Yves Moreau et le reste des blessés sont emmenés dans la direction de Rousset. Ils sont molestés et brutalisés. Le long du chemin, vague interrogatoire des médecins. On les accable d'insultes, et même on leur annonce qu'ils vont être fusillés. Une vraie brute assomme un Arabe blessé que l'on ne reverra plus. En arrivant à Rousset, les médecins voient creuser hâtivement des tombes. Bientôt, on les colle dans un immonde réduit. Le lendemain matin, ils sont interrogés, puis ils apprennent qu'on va les transporter à la Gestapo de Grenoble. Après leur départ, les douze blessés qui avaient été emmenés avec eux, sont fusillés. Nous tenons à souligner devant l'Histoire que les trois blessés prisonniers de l'armée allemande avaient été soignés et nourris de la même façon que les Français et, aussi, que tous les blessés français demeurés à la grotte étaient de grands blessés irrécupérables pour le combat.

La grotte de la Luire, hier curiosité pour géologues ou spéléologues, sera demain lieu de pèlerinage. Un monument s'élèvera au milieu des tombes qui perpétuera le nom des martyrs et la honte des bourreaux.

À Grenoble, les médecins furent enfermés à la caserne de Bonne (prison de la Gestapo). Le 4 août, ils furent interrogés. Puis Ganimède réussit à s'échapper. Pendant longtemps, on resta sans nouvelles des deux autres. Cette incertitude persiste encore aujourd'hui pour Ferrier. Mais, parmi les victimes défigurées, exhumées dans le fameux charnier du polygone de Grenoble, on devait hélas ! identifier avec certitude Marcel Ulmann et le Père Yves Moreau. Les infirmières furent emmenées en captivité à Grenoble d'abord, puis au fort Montluc à Lyon, de là vers Dijon. On perd alors leur trace et aujourd'hui on est sans nouvelles.

Médecins et infirmières de la grotte de la Luire, vous avez par votre courage et votre abnégation, écrit une page magnifique qui s'inscrira dans les annales du Service de Santé français...

Lorsque, le 23 juillet, l'ordre de dispersion eut été lancé dans tout le massif du Vercors aux combattants menacés par les atterrissages de Vassieux et la percée de Valchevière, les différentes unités prirent le maquis dans les forêts. Les Allemands occupèrent rapidement tous les villages et sillonnèrent les routes. Notre activité médicale, qui se faisait jusque là au grand jour, dut redevenir clandestine. La tâche fut malaisée. Nous formions un nombre considérable de petits groupes isolés. Les liaisons étaient presque impossibles et ne pouvaient se faire que la nuit. Toute imprudence était payée de mort, les patrouilles ennemies étaient actives. S'il y avait un blessé, on était obligé de le soigner sur place avec les moyens du bord, puisque nous n'avions plus d'hôpital et que l'évacuation hors du Vercors était impossible.

À ce moment, il fallut dans les bois, faire preuve d'une grande, d'une longue patience, il fallut se contenter d'une misérable nourriture. Ceux qui se lassèrent trop vite, soit qu'attirés par le voisinage de leur foyer ils essayèrent de retourner dans leur village, soit que, fatigués par l'inaction, ils tentèrent — ainsi fit Jean Prévost — de gagner un autre maquis pour y reprendre la lutte, ceux-là furent abattus aux

lisières des bois par les patrouilles ennemies. Les pertes furent là plus élevées qu'au cours même du combat. Les Allemands eurent connaissance de ces retours au village. A Villard-de-Lans, vingt jeunes gens de 18 à 20 ans furent ainsi cueillis à leur foyer, ils furent descendus à Grenoble et, quelques jours plus tard, fusillés au Cours Bérriat. Nombreux furent les morts. Page douloureuse, mais page glorieuse. N'oublions jamais qu'entre le 15 juillet et le 15 août, 25.000 Allemands ont été immobilisés autour et à l'intérieur du Vercors et ont été de ce fait éloignés de la côte et de la route Napoléon, au moment du débarquement. Ils quittèrent précipitamment la région; leurs mouvements furent entravés par les F.F.I. en embuscade.

Après leur départ, il fallut fouiller les décombres des villages et les taillis des bois pour retrouver les morts. Puis, il fallut les identifier. Des équipes de la Croix-Rouge et du Secours d'urgence, s'adonnèrent avec ferveur à cette tâche. Tâche difficile entre toutes. Les Allemands mutilaient le visage des morts et enlevaient tout ce qui pouvait permettre de les identifier. Peu à peu, les morts ont été regroupés. On les réunira bientôt dans deux grands cimetières, l'un à Vassieux, qui est au centre du Vercors, l'autre à Saint-Nizier, que l'on peut voir de Grenoble. Le soir, dans les cimetières, une lanterne s'allumera. Et les Grenoblois, tournant leurs regards vers le couchant, pourront apercevoir, brillant sur la montagne, cette petite lumière, qui leur rappellera ceux du Vercors, leur sacrifice, leur grandeur... »

Nous terminerons ce pèlerinage à travers les maquis de France, par le récit fulgurant du Docteur Maheo qui nous vient de *Bretagne*.

« ... Le 6 juin, ce fut dans le Morbihan la levée en masse. Il n'y avait plus de communistes, plus d'ouvriers, plus de situations libérales, plus de pêcheurs, tout le monde se réunit pour prendre le maquis et nous voyions dans les camps voisiner l'Etoile Rouge avec le Sacré-Cœur, les fils des Chouans faire la paix avec les descendants des Bleus.

Dans une commune d'environ 2.500 personnes, 480 jeunes gens et hommes mariés quittèrent leurs familles. Mais un tel déplacement pour rejoindre le camp qui se trouvait à 30 kms, n'était pas chose facile. Nous fîmes courir, dans la Ville infestée de Gestapo, que nous devions traverser, un faux bruit disant que les avions alliés venaient de jeter des tracts annonçant le bombardement de Vannes. C'était un jour de marché, la population affolée prit sacs et valises et se répandit dans la campagne environnante. Nos hommes en profitèrent pour passer et rejoindre le maquis sans être inquiétés. Un de nos capitaines, parti avec dix hommes, fut arrêté en cours de route par un officier allemand qui lui demanda : « Où allez-vous ? » — « Eh bien, dit le capitaine, comme Vannes va être bombardé et que nous ne tenons pas à rester sous le bombardement, nous fuyons. — Qu'allez-vous faire en dehors de Vannés ? — Nous chercherons du travail. » L'officier allemand s'esclaffe sur le peu de courage des Français... Quelques mètres plus loin, ce sont les Français qui rigolent.

Notre maquis le plus important se trouvait au camp de Saint-Marcel, à environ 5 kms de Malestroit. Dans ce camp, qui fut un camp d'instruction et d'armement, il y eut toujours un minimum de 2.000 hommes et même, le 12 juin, un maximum de 7.500. Tout était organisé du poste d'alerte dans les environs, au poste de Police à l'entrée où il fallait donner le mot de passe et montrer son laissez-passer. Nous avions un service d'intendance avec cinquante voitures touristes, vingt camions, des ouvriers mécaniciens pour toutes les réparations, des réserves de vivres : quinze tonnes de conserves, quatre cents quintaux de farine, six mille litres d'essence volés aux Boches. Le Service de Santé était organisé avec son infirmerie, ses ambulances pour transporter les blessés dans les cliniques clandestines. Un chirurgien venait deux fois par semaine visiter les blessés par trop graves. Un Commissaire de Police de Vannes — qui avait pris le maquis avec tous ses hommes — commandait le 2^e Bureau. Enfin, existaient une cordonnerie, une boulangerie un abattoir et tous les jours on servait une moyenne de 5.000 rations.

Dans le camp, il y eut de nombreux parachutages, ce qui permit aux hommes de s'armer et de s'entraîner, même au tir réel, quoiqu'à environ 5 kms des Allemands. Nous avions aussi un groupe électrogène qui nous servait à recharger les accus pour notre T.S.F. et notre éclairage.

Notre camp fut attaqué le 18 juillet à 5 heures du matin et ce fut une bataille homérique. Toute la journée, il y eut des combats fantastiques. Les trois premières voitures allemandes sautèrent sur les mines ou furent attaquées au Bazouka. Le gros des troupes ennemies mis en alerte se déploya immédiatement en ordre de combat, mais, ignorant la puissance de notre organisation, ils s'avancèrent, chantant, en groupes compacts et furent décimés. A un moment, un coin de notre dispositif ayant flanché, et des renforts boches importants étant signalés, nous demandâmes par radio l'appui de la Royal Air Force. Douze appareils « Mosquito » vinrent nous renforcer à 4 h. 30 et bombardèrent les lignes allemandes. Le Colonel et le Commandant des parachutistes décidèrent toutefois, des chars allemands étant signalés, de décrocher. Nous embarquâmes dans nos camions tout ce que nous pûmes : les armes, les munitions et les explosifs, ne laissant sur place que notre ravitaillement, car nous savions que nous en trouverions dans les environs. Une Compagnie seulement assurait la protection et à minuit toutes les troupes sans exception avaient réussi à s'échapper. Aucun homme, sauf les blessés des postes avancés restés sur le terrain, ne fut fait prisonnier. Le Bilan de cette bataille s'éleva de notre côté à 46 tués contre 482 Allemands.

Le lendemain, nous avions trouvé un autre camp et repris notre organisation.

Dans ce camp de Saint-Marcel, nous eûmes des parachutages très intéressants. Dès le début du débarquement, c'est-à-dire le 7 juin, deux officiers parachutistes français des troupes du Général Mac Leod furent parachutés à proximité du camp et, grâce à notre système de surveillance, dirigés sur notre P.C. Ils furent étonnés de trouver une telle organisation et immédiatement envoyèrent plusieurs messages à Londres, pour dire que notre terrain était bien organisé, notre protection

suffisante, et, en une semaine, nous reçûmes un bataillon de parachutistes avec, en tête, le Commandant Bourgoïn qui s'était déjà signalé à la prise de Tunis. Dès que le Commandant s'aperçut de nos possibilités, il envoya à Londres messages sur messages et nous reçûmes un matériel fantastique, c'est-à-dire l'armement pour les 12.000 hommes que comprenait à ce moment-là la résistance du Morbihan. J'ai assisté à plusieurs de ces parachutages, en particulier au plus important, où nous eûmes dans la même nuit trente appareils qui parachutèrent 750 « containers ». C'était vraiment impressionnant de voir ces appareils survoler notre terrain, jalonné de l'éclairage conventionnel, ces parachutes dans le clair de lune s'ouvrir et descendre par groupes de 30 à 35. La première fois, j'eus même très peur : je me trouvais à proximité du centre de parachutage et ne m'attendais pas à voir certains containers descendre si vite. Je préfère cent fois avoir à faire à un bombardement de 105 ou de 88 que de me trouver sous un parachutage !

Un autre jour, nous reçûmes des Jeeps, quatre Jeeps, chacune soutenue par treize parachutes. Elles descendirent toutes intactes, même l'une d'elles qui était tombée sur un arbre qui fut évidemment écrasé. Dès le lendemain, les Jeeps, armées chacune de quatre mitrailleuses lourdes, circulaient et firent un gros travail à la grande stupeur des Boches qui se demandaient d'où pouvaient venir ces voitures.

Le Commandant Bourgoïn, qui était manchot, fut parachuté, à cause de son infirmité avec trois parachutes, et les Anglais en un geste symbolique, avaient donné une couleur différente à chacun d'eux : l'un était bleu, l'autre blanc, le troisième rouge...

...J'avais absolument besoin d'une ambulance pour le transport de nos blessés. Nous nous étions aperçu qu'une ambulance (allemande) circulait dans la région, mais circulait anormalement, conduite toujours par les deux mêmes ambulanciers. Un jour qu'elle se trouvait arrêtée devant un restaurant de Séran, un groupe entra dans le café : les Boches firent mine de se défendre, mais furent abattus. Nous mîmes les deux Allemands dans l'ambulance et nous les ramenâmes au camp. En vérifiant leurs papiers, nous nous aperçûmes que, sous le brassard Croix-Rouge, se camouflaient deux hommes de la Gestapo. A ce camouflage allemand, nous répondîmes nous-mêmes par un camouflage français. Nous avions tous de fausses cartes d'alimentation, de fausses cartes d'identité sur lesquelles était portée notre situation fictive. Maurice, par exemple, chef de la Résistance, devenait chef d'exploitation forestière et moi-même marchand de beurre et d'œufs. Notre tenue, inutile de le dire, était en rapport avec notre situation.

...La Répression allemande et milicienne fut évidemment proportionnée à notre activité. Ainsi, après la bataille de Saint-Marcel, ils détruisirent et brûlèrent complètement le village. Une vieille femme de 83 ans fut tuée, les bonnes sœurs violées et cinq hommes fusillés. Dans une ferme, près de Tréguian, où j'avais un Poste de Secours, cinq hommes blessés furent fusillés sur-le-champ et deux officiers, également blessés, faits prisonniers, dont Alain de Kérillis, aspirant parachutiste. Ces deux officiers échappèrent à la fusillade immédiate, on les embarqua dans un camion, mais nous trouvâmes leurs corps quelques temps

après car, après les supplices ordinaires de la Milice, les Allemands les exécutèrent comme des chiens. Le fermier où se trouvait ce Poste de Secours fut battu à coup de chaîne et jeté vivant dans sa ferme incendiée...

Au village de Gucheno, les patriotes et les parachutistes furent surpris par de faux parachutistes et de faux patriotes et faits prisonniers avant de pouvoir se servir de leurs armes. Ils exécutèrent immédiatement dix-huit patriotes et neuf parachutistes dont le Capitaine Maurienne et pourtant tous les parachutistes étaient habillés en soldats et possédaient des papiers attestant leur appartenance à une armée régulière. Le Commandant Marceau, capturé lui aussi et emmené à la Gestapo, fut pendu par les pieds, dix fois on lui mit la tête sous l'eau. On le retirait lorsqu'il s'évanouissait et les Allemands le ranimaient à coups de nerf de bœuf en lui demandant d'avouer qu'il appartenait à la résistance. Il n'avoua jamais et les Américains le libérèrent. Deux de nos femmes agents de liaison tombèrent encore aux mains des Boches. Chaque fois qu'on les interrogeait, elles étaient mises nues pendant une demi-heure et fouettées à coups de nerf de bœuf. Elles non plus n'avouèrent pas et furent aussi libérées par les Américains. On peut évaluer dans le secteur central du maquis du Morbihan à soixante-dix le nombre de fermes incendiées et dont on fusilla les propriétaires.

...Les médecins du Morbihan étaient presque tous résistants. Quatre médecins prirent effectivement le maquis et tous, chacun dans leur sphère, s'occupèrent outre les questions médicales, de tous les problèmes militaires.

Deux autres médecins nous rejoignirent au moment du débarquement, mais ils ne voulurent à aucun prix s'occuper de médecine ou de chirurgie. Grâce tout de même à deux ou trois jeunes médecins, je pus dans le Morbihan organiser de nombreux postes de secours et des cliniques clandestines. Cinq chirurgiens de Vannes, de Pontivy et de Malestroit se mirent tout de suite à notre disposition pour recevoir nos blessés. Ceux-ci étaient acheminés à environ 2 kms de chacune des villes. Là, nous les cachions dans une ferme tandis qu'un agent de liaison prévenait le chirurgien. Les faux papiers vérifiés, la place préparée à l'hôpital, le malade ou le blessé entraînait dans un service avec sa fausse carte d'identité et se trouvait ainsi à l'abri de tous les contrôles allemands...

L'organisation des postes de secours était beaucoup plus facile car nous trouvions dans presque tous les villages des personnes de bonne volonté qui mettaient à notre disposition soit une ferme, soit un petit appentis, soit un grenier. Je réunissais tous les blessés qui tombaient un peu partout, ce qui me permit de les visiter le plus régulièrement possible. Au début, lorsqu'ils étaient disséminés, comme je ne pouvais plus circuler en voiture, il me fallait faire des kilomètres à bicyclette, emportant chaque fois mon matériel chirurgical. Celui-ci évidemment s'en ressentit. Au départ, j'avais pris tout ce que je possédais comme bistouris, pinces, etc... A Saint-Marcel, je reçus un container uniquement médical dans lequel se trouvait à peu près tout ce qu'il me fallait. Ce matériel, je le mettais dans un petit sac sur ma bicyclette et, lorsque

j'apercevais des Allemands, contrôlant la route, je faisais un à gauche bien discret et laissais tomber mon sac, car évidemment comme marchand de beurre et d'œufs, le transport d'un petit matériel chirurgical aurait paru suspect. Si les Boches n'insistaient pas, le soir je venais récupérer mon sac et mon matériel. Malheureusement, quatre fois je ne pus le faire, et mon instrumentation se raréfiait.

Des infirmières se tenaient en permanence dans les postes de secours, elles s'occupaient, en dehors des soins à donner, des pansements, du ravitaillement, de la lecture, des jeux de nos blessés et aussi des liaisons avec le commandement car nos hommes étaient toujours inquiets de ce qui se passait et voulaient connaître au jour le jour la situation des troupes amies.

Au camp de Saint-Marcel, j'avais une infirmerie avec une table d'opération où je pouvais soigner à peu près tout, sauf les plaies du ventre évidemment. Ici, une anecdote. Le jour de l'attaque de Saint-Marcel, on m'apporta un prisonnier allemand, un adjudant d'artillerie, avec le bras droit complètement broyé. Il attendait comme les autres à la porte de l'infirmerie; je vins le voir et me rendis compte tout de suite qu'une seule chose pouvait le sauver : une amputation. Mais je n'avais ni bistouri ni scie chirurgicale. J'allais à la boucherie, je pris une grande scie et un grand couteau et les ramenai à l'infirmerie. Je les passai à l'alcool, donc aseptise avec des moyens de fortune. Je fis signe de mettre l'Allemand sur la table et lorsque ce dernier s'aperçut que la scie et le couteau étaient pour lui, lorsqu'il vit tous les préparatifs que nous faisons, le masque d'anesthésie, les compresses, tout le matériel, il crut sans doute que c'était pour le supplicier et il eut une telle émotion qu'avant de le toucher il était mort sur la table d'opération.

Une autre Allemand, présentant une fracture de cuisse fut également soigné. Je le plâtrai et le mis tranquillement dans un coin. Le soir, lorsque nous décrochâmes, nous le laissâmes sur place, car nous avions d'autres choses à transporter que des prisonniers. Il fut donc délivré par ses camarades et, dans un rapport trouvé à la Gestapo après la libération, nous avons lu qu'au camp de Saint-Marcel, les Allemands n'avaient pas eu à faire à des terroristes, mais bien à des patriotes, que ces patriotes étaient organisés d'une façon formidable et qu'entre autres, lui-même, grand blessé, avait été soigné et plâtré par un médecin français...

...Le Général Hood, qui commandait la première armée américaine, décerna aux F.F.I. du Morbihan et au Colonel Maurice, la première décoration américaine en France, la « Bronze Star Medal » que les F.F.I. et leur colonel sont heureux de porter... »

*Il n'est pas vrai qu'on nous vainquit
Notre sol ne fut pas conquis
Plus que l'Empire ou que la Corse
Patriotes, gloire à ceux qui
Sont notre amour et notre Force
Gloire au maquis.*

(Aragon, *La Diane Française*).

La BATAILLE de PARIS

« La Bataille suprême est engagée !

Après tant de combats, de fureurs, de douleurs, voici venu le choc décisif, le choc tant espéré. Bien entendu, c'est la bataille de France et la bataille de la France !

Pour les fils de France, où qu'ils soient, quels qu'ils soient, le devoir simple et sacré est de combattre par tous les moyens dont ils disposent. Il s'agit de détruire l'ennemi, l'ennemi qui écrase et souille la Patrie, l'ennemi détesté, l'ennemi déshonoré... » s'écriait le 6 juin 1944 le général de Gaulle. Cette exhortation, Paris, en cette matinée pluvieuse et calme où criaient les sirènes, l'entendit plus que tout autre. Pourtant, on eût dit une ville endormie, mais cette dormeuse reçut en souriant le dernier cadeau, la dernière insulte allemande, la permission accordée aux enfants sages de rentrer à une heure du matin — car Elle préparait son combat.

Le Service de Santé aussi, sous la direction de son chef éminent « Flaubert », c'est-à-dire le professeur Debré.

Comment dire ce que fut l'insurrection de Paris ! Une telle lutte, même lorsqu'un Etat-Major commande aux insurgés, n'est faite que de combats isolés, de faits d'armes multiples dont le nombre héroïque finit par l'emporter sur le nombre même. Je ne sais pourquoi l'on compare toujours ces barricades du mois d'août aux autres journées qu'a connues Paris, car ce qui nous a paru le plus précieux, c'est précisément cette unanimité de tout un peuple contre un seul ennemi, le Boche. Pour une rare fois dans son histoire, la République s'accorda avec sa devise.

Comme de toutes parts se sont dressés des combattants venus se joindre aux F.F.I., toutes les organisations officielles se sont unies au Service de Santé pour secourir les blessés. Ce fut, je crois, l'une des grandes surprises des Parisiens, aussi bien militaires que civils, de voir se lever, à côté de l'autre, cette armée en blouse, casquée de blanc, filles et garçons, méprisant le danger à tel point qu'on les dirait inconscients, si l'on ne savait que ce sont eux justement qui voient le vrai visage de la guerre — même victorieuse, même délirante de joie.

Je ne raconterai pas quartier par quartier, d'une rue ou d'un poste de secours à l'autre, ce que fut l'action du Service de Santé

F.F.I. Et puis, le voudrions-nous, que nous ne pourrions suivre tous ceux qui partirent un beau matin à la chasse aux Allemands, tous ceux qui les suivirent avec leur trousse d'urgence et leurs brancards jusqu'aux postes de combats, jusqu'aux barricades et au-delà même jusqu'aux mitrailleuses et aux chars allemands : partout où attendait un blessé, un mort ; même si cette route de la charité conduisait à la mort, car la charité est plus folle que la peur.

Nous suivrons les rues au hasard de ces incompréhensibles journées où personne enfin, ne disait plus « Qu'est-ce donc que la Résistance ? »

Rappelons que le dispositif parisien comprenait des Postes de Secours fixes, ouverts presque officiellement dès le samedi 19 août et des Groupes Médicaux (G.M.S.) et Chirurgicaux de Secours qui se portèrent vers tous les centres de combats.

Le vendredi 18, alors que déjà quelques coups de feu éclataient, étonnant semble-t-il autant les Français que les Allemands, et que chacun sentait l'imminence d'événements décisifs — Paris ville ouverte, reddition des Allemands sans combat, insurrection ? — le Service de Santé, avant même de soigner les premiers blessés français, eut à secourir des blessés alliés.

A 14 heures, prévenu par coup de téléphone, Léonard, chef des équipes chirurgicales, pénètre dans l'Hôpital de la Pitié. Les blessés sont abandonnés dans un service complètement désorganisé où il ne reste qu'un médecin allemand qui — exception confirmant la règle — s'acquitte de son rôle avec un grand dévouement. Ils sont là 240, dont 8 n'ont encore reçu aucun soin chirurgical. Le responsable des équipes décide alors de prendre possession du service entier au nom du Service de Santé F.F.I. Il se fait conduire auprès de l'officier britannique le plus élevé en grade, entouré de son lieutenant et de son infirmier-major, le salue au nom de la Résistance et lui confirme la libération de tous les soldats de l'armée alliée présents à l'hôpital.

L'officier britannique, visiblement ému, adresse ses remerciements à la Résistance, exprime sa reconnaissance pour les actions individuelles des civils sous l'occupation allemande et son admiration pour tout ce que la Résistance Française a fait depuis quatre ans...

Durant toute la nuit la nervosité n'a fait que croître, les coups de fusils, les vociférations des Boches, les rafales de mitrailleuse ont tenu en alerte de nombreux quartiers et éveillé chez beaucoup le fol espoir d'ouvrir demain leurs fenêtres sur Paris

libéré !... jusque vers le début de l'après-midi du samedi, tout paraît calme dans ce vieux quartier latin qui donnera — une fois de plus le signal de l'insurrection. Le couvre-feu est, dit-on, à 15 heures aujourd'hui. Pas de métros, pas de cinémas ni théâtres ; aussi les nombreux promeneurs s'attardent pour être sûrement dans la rue jusqu'à la dernière seconde. Les bruits les plus fantastiques circulent. On croit les Alliés à Versailles, et l'affolement des Allemands déménageant en hâte les objets les plus inutiles confirme apparemment ces informations. D'autres promeneurs disent qu'on a tiré place de la Concorde, et il y eut en effet des morts et des blessés. Pour l'instant, personne ne sait, chacun s'interroge comme les jours de catastrophe ou de fête.

Soudain, devant la Préfecture de Police des groupes se forment et pénètrent rapidement dans le bâtiment. Quelques minutes après une voiture légère allemande est arrêtée le long des quais par une série de coups de feu. Deux officiers en sortent ahuris, le revolver au poing. Ils sont immédiatement abattus. Quelques instants plus tard un camion de munitions subit le même sort. Très vite encore quelques hommes pénètrent en courant dans la Préfecture dont les portes se barricadent.

Les trois couleurs flottent maintenant au grand mât. Les gens du quartier, émus jusqu'aux larmes, ont compris et partout on fait rentrer les enfants. Les femmes se mettent aux fenêtres, les hommes descendent dans la rue et se dirigent tout naturellement vers les mairies pour voir de quelle manière ils pourront aider. Toutes les classes se retrouvèrent depuis ce gavroche un pistolet à la main, trainant à la ceinture un vieux sabre, jusqu'à ce monsieur avec ses lunettes cerclées d'or, son veston noir et son col dur. Comme on le complimentait sur la précision de son tir « Ah, dit-il, très calmement, d'habitude ça marche mieux, mais aujourd'hui j'ai mis mes mauvaises lunettes... »

Dans tout Paris la bataille éclate, tandis que « le Tout Paris » reste prudemment chez lui.

Pas les brancardiers, ni les médecins. Depuis plusieurs heures les hôpitaux, et en particulier l'Hôtel-Dieu, travaillent. Les équipes de brancardiers sont sorties dès les premières rafales chercher les blessés étendus sur le Parvis. Mais on ne sait encore rien sur la situation sanitaire à l'intérieur de la Préfecture de Police car le passage est des plus dangereux. Les portes sont en effet sous le feu des tirailleurs allemands embusqués sur les quais, derrière les boîtes des bouquinistes.

Deux médecins G. M. S. et une douzaine de brancardiers

quittèrent donc l'Hôtel-Dieu pour aller sur place assurer les soins, mission d'autant plus dangereuse que la porte est barricadée et qu'il faut faire le tour complet pour entrer par le Boulevard du Palais.

« Agitant un drapeau à Croix-Rouge, la petite caravane s'ébranle, il ne faut pas courir, sinon les Allemands qui sont à cent mètres tireront; il ne faut pas non plus leur permettre de s'abriter derrière nous, ce qui gênerait le tir des agents. Embusqués aux fenêtres, ces derniers font éclater les pneus d'une voiture allemande à dix mètres du groupe et abattent les occupants qui veulent en sortir. Trois agents accourent pour prendre les armes des cadavres; ils reviennent en courant et provoquent une riposte violente des Allemands qui oblige tout le monde à rester couché durant dix minutes derrière un kiosque à journaux. Même incident boulevard du Palais; cette fois-ci les coups de feu sont partis du Palais de Justice et sont tirés par les avocats et les magistrats qui se servent d'armes prises au Greffe, et ce sont justement celles saisies aux Cagouleurs, il y a quelques années. Cette seconde voiture est endommagée, mais les occupants faits prisonniers. C'est en leur compagnie que la caravane sanitaire entrera triomphalement à l'intérieur de la Préfecture. Il aura fallu vingt-cinq minutes pour faire cent-cinquante mètres. »

Désormais toutes les deux heures, et plus souvent en cas d'urgence, l'équipe assure la relève des blessés et leur transport à l'Hôtel-Dieu, d'abord sur des échelles matelassées, puis sur des brancards ou des chariots. La même équipe, avec toujours la même jeune secouriste portant le drapeau Croix-Rouge, parcourt tout le quartier où la fusillade fait rage, et de nombreux civils, promeneurs inconscients, seront abattus par les mitrailleuses allemandes.

La liaison avec la rive Sud (Quai Saint-Michel) paraît une folie. Lorsque l'équipe de Brancardiers s'engage sur le pont elle est assaillie par une vive fusillade. Elle passe néanmoins, gagne le Quai Saint-Michel, le Quai des Grands-Augustins. Sous un porche des F. F. I. leur confient deux blessés Français et quatre Allemands. Après les soins d'urgence, on charge les cinq blessés dans une ambulance. Quai Saint-Michel une nouvelle et violente rafale oblige tout le monde à se plaquer contre terre. Peu après la troupe croise deux ambulances allemandes, les arrête avec l'aide des F. F. I. y décharge les brancards et rentre à l'Hôtel-Dieu, acclamée par la population.

La nuit, l'activité ne cesse pas, le drapeau Croix-Rouge est alors éclairé par une lampe de poche, chacun sifflant pour avertir les F. F. I. qu'il s'agit d'amis. Au total, de 14 heures à 1 heure,

environ 120 blessés sont ramassés, aucun ne sera resté sur le terrain plus d'une demie heure avant d'être amené à l'Hôpital.

Dans ce quartier les barricades s'élèvent bientôt arrêtant les incursions meurtrières des camions allemands...

Cependant en ce dimanche 20 août chacun se demande avec angoisse si la Résistance va pouvoir tenir, la force ennemie paraît encore d'une supériorité écrasante. Nous avons oublié cette Foi dont parle l'Évangile... Alors coup de théâtre : dans les rues de Paris passe une voiture de la Préfecture conduite par un agent au brassard tricolore annonçant la conclusion d'une trêve, suivie d'une voiture allemande avec le drapeau blanc. Le téléphone, qui ne fut jamais assiégé par tous de pareille manière, fonctionne de plus belle. Les commentaires, les nouvelles et les fausses nouvelles fusent de toutes parts et l'on entend même parler des combinaisons politiques les plus abracadabrantes.

« En raison des promesses faites par le Gouvernement allemand de ne pas attaquer les édifices publics occupés par les troupes françaises et de traiter tous les prisonniers conformément aux lois de la guerre, le Gouvernement Provisoire de la République Française vous demande de suspendre le feu contre l'occupant jusqu'à l'évacuation de la Capitale. Le plus grand calme est recommandé » annonçait la proclamation faite par haut-parleur. Or ce jour-là les Allemands par d'ignobles crimes dénoncèrent eux-mêmes, comme à l'accoutumée, l'accord qu'ils venaient de conclure avec la Résistance. Je n'en veux donner comme exemple que l'assassinat de deux membres d'un poste de secours F. F. I. du 9^e arrondissement :

« Vers 16 heures, écrit le médecin chef du poste, mes camarades qui portaient de façon très visible un brassard de la Croix-Rouge arrivent au carrefour de l'avenue Daumesnil et de la rue de Lyon, venant de la Bastille. Ils se trouvent alors à la hauteur d'un barrage allemand composé de trois hommes : un soldat, un cheminot, un nazi. Hauville (Scout de France, Externe des Hôpitaux de Paris) descend de bicyclette à la première injonction; presque aussitôt un coup de feu est tiré. Hauville tombe, atteint d'une balle dans la tête et de deux autres balles au thorax. Kervella, qui semble se tenir à l'écart les bras en l'air, est abattu d'une balle qui atteint la région inguinale. A ce moment, le soldat qui avait tiré, sur la prière instantane de l'employé du service des transports, tire de nouveau à bout portant plusieurs coups de fusil, à hauteur de la mâchoire sur Kervella allongé sur le dos et cela, bien qu'à ce moment, semble-t-il, une femme qui s'était fait reconnaître des trois Allemands, ait essayé d'intervenir en sa faveur et que Mathieu Kervella ait tenté d'attendrir le soldat. Les Allemands se sont retirés rapidement dans la direction de la Gare de Lyon, après s'être emparé des deux bicyclettes.

La femme déjà signalée s'approche de Hauville, semble lui fermer les yeux, s'éloigne, disparaît et revient quelques instants après pour le fouiller; elle s'empare du portefeuille et pensant sans doute trouver autre chose, pousse l'ignominie jusqu'à retourner le corps et fouiller la poche arrière, puis elle disparaît... »

La trêve n'a été qu'une parodie, aussi la bataille ne tardera-t-elle pas à se rallumer.

En ce dimanche le drapeau Français est hissé sur la Faculté de Médecine, fermée en 1940 sur l'ordre des Allemands. Instants bouleversants où la joie, comme durant toute cette semaine, est si grande que l'on voudrait pleurer, pleurer enfin de joie. La cérémonie se déroule en présence du Secrétaire Général Provisoire à la Santé et du Doyen de la Faculté. Dans tout Paris, les drapeaux, tant attendus apparaissent aux fenêtres, l'excitation est à son comble...

Mais bientôt la fusillade, qui jamais ne s'était complètement interrompue, reprend. Sous la menace de leurs armes les patrouilles allemandes obligent Paris à amener les couleurs. Les gens s'interrogent, personne ne sachant plus où est la vérité ! Mais cette incertitude ne fut pas de longue durée car le lundi vers 16 heures on apprit que la « trêve » était, cette fois, officiellement dénoncée.

Les dernières journées de combats seront les plus dures. Les premières barricades apparaissent, aussi dérisoires, semble-t-il, que les pistolets d'enfants, du premier jour : elles se montreront en réalité d'une extraordinaire efficacité et plus d'un char, que l'on penserait devoir tout écraser, se trouve bloqué, ou incendié par les « lanceurs de bouteilles ». Tous ces obstacles rendirent plus difficile encore la tâche du Service de Santé. Celui-ci, déjà maître des hôpitaux, prit possession officiellement du Ministère de la Santé. La chose se fit avec une extraordinaire simplicité ! Le Secrétaire Général à la Santé, le Professeur Pasteur Vallery Radot, accompagné d'Olivier pénétra dans les locaux de la rue de Tilsitt et signifia aux médecins militaires présents « qu'ils étaient remis à la disposition de l'autorité militaire ». Leur réponse restera mémorable « Avec mon grade ? » dit l'un ; et l'autre « Avec quelle solde ? »...

Durant ce temps les combats s'intensifient, particulièrement du côté du Châtelet. Un infirmier, volontaire des équipes chirurgicales mobiles F. F. I., fut chargé, pour éviter d'inutiles accidents, de dériver la circulation et les piétons par la rue de la Bourdonnais. Au cours de l'après-midi, seul au milieu de la chaussée, il obligea deux voitures allemandes puissamment équi-

pées à faire demi tour en persuadant à leurs occupants que la Résistance était formidablement armée et qu'ils seraient « tous kapout » !

Vers 18 heures, en provenance du Châtelet, arriva un tracteur remorquant un car et deux plateformes. Ayant essuyé le feu des F. F. I. il s'immobilisa en panne sous les fenêtres du Poste de Secours. Aussitôt 18 Allemands en descendirent et mirent en batterie deux mitrailleuses lourdes, au coin du quai et du Pont-Neuf, ainsi qu'un fusil mitrailleur sous le chassis du tracteur. Les hommes, armés de mitraillettes et de grenades, se déployèrent en tirailleurs, s'abritant derrière les arbres et des rafales nourries balayèrent la chaussée.

Devant l'inégalité trop évidente des forces en présence, l'infirmier avertit téléphoniquement les F. F. I. de l'inutilité d'engager le combat dans ces conditions et annonça qu'il allait tenter de parlementer.

A ses risques et périls, avec pour toute protection son brassard Croix-Rouge, il sortit et demanda aux Allemands de se rendre. Sur leur refus énergique (ils ne voulaient pas surtout abandonner un énorme groupe électrogène sur plate-forme destiné à fournir le courant de la garnison allemande de la Concorde), il resta courageusement sur la chaussée, chassant les passants à coups de sifflets et empêchant par son sang-froid que les Allemands ne tirent et que les F. F. I. n'engagent un combat sans espoir. A la suite de nouveaux pourparlers, il conclut enfin un accord autorisant les Allemands à monter sur le premier convoi qui passerait, à la condition d'abandonner leur matériel. Vers 19 h. 30, les Allemands partirent, tandis que les F.F.I. emmenaient triomphalement le tracteur et le fameux groupe électrogène vers la Cité.

L'infirmier reprend sa faction. Une demi-heure plus tard apparaît un camion chargé d'une vingtaine de soldats allemands dont plusieurs S. S., tous puissamment armés. Malgré les armes braquées sur lui L... arrête ce deuxième véhicule. Aussitôt un officier et deux hommes se précipitent sur lui et ne voyant plus leur remorque l'emmènent comme otage ainsi qu'un jeune homme qui n'avait pas eu le temps de se cacher. Place de la Concorde il subit un long interrogatoire au cours duquel il sut adroitement exagérer la puissance des F. F. I. et plaider sa cause en faisant appel aux sentiments de générosité que sa conduite purement humanitaire devait éveiller. Il sut en outre sauver son compagnon et tous deux furent relâchés...

Encore une journée se passe et les troupes que l'on croyait voir entrer le dimanche n'arrivent toujours pas. Presque plus de gaz ni d'électricité, les magasins aux étalages vides ou tristement garnis de navets, les provisions et les munitions qui s'épuisent : tout cela rappelle les dangers que courra Paris jusqu'à sa libération totale. Cependant la plupart des mairies et des édifices publics tiennent. Mais les pertes se font plus lourdes : pour le mardi 22 août elles se chiffrent à environ 260 blessés, 40 tués Français pour 100 blessés et 50 tués chez l'ennemi.

Et tandis que l'insurrection se transforme en bataille, le premier Conseil des Ministres, ou plus exactement des Secrétaires Généraux Provisoires, se tient à l'Hôtel Matignon.

A l'intérieur de la Préfecture et de l'Hôtel de Ville fonctionnent des Postes de Secours. Dans ce dernier bâtiment on installa le Poste du rez-de-chaussée dans deux pièces du fond. Dans la première médecins et infirmières donnaient les soins d'urgence, dans la seconde les blessés, après le premier pansement, attendaient l'évacuation vers l'Hôtel-Dieu, qui n'était possible qu'au cours d'une accalmie — relative. Là encore les brancardiers, pris parfois entre le feu des chars assaillants et les fusils des défenseurs, négligèrent absolument ce barrage de fer.

Le Poste de Secours ne soigna pas seulement les assiégés, mais les blessés ramassés sur la place et dans les rues avoisinantes. Il faut reconnaître que les médecins de l'Hôtel-de-Ville jouèrent un rôle autant moral que pratique. Ils veillèrent à l'hygiène des combattants, chaque jour ils étaient obligés de faire une ou plusieurs visites pour mettre de force au repos ceux qui ne « tenaient » plus que par un prodigieux effort de volonté, car presque tous passèrent au moins 48 heures sans dormir. Et, une fois hospitalisés à l'infirmerie, il fallait monter bonne garde pour empêcher les F.F.I. d'en sortir. Nos médecins durent surveiller la nourriture, beaucoup sans cela n'eussent même pas pris le temps de manger. Quant à l'hygiène corporelle, ce fut une autre affaire car il y avait très peu d'eau et aucun vêtement de rechange.

De l'un de ceux qui passèrent toute la bataille de Paris à l'Hôtel de Ville, constamment et puissamment attaqué, nous vient le récit d'un exploit qui, même au cours de cette invraisemblable semaine, paraît extraordinaire.

Il est 8 heures du matin, le 23 août. Dans la cour, grosse agitation : gardes mobiles, gardes républicains, équipiers nationaux en uniforme se dirigent vers la cuisine pour se restaurer, les uns après une longue veille de nuit, les autres s'appêtant à affronter une journée de com-

bats. Des munitions viennent d'arriver et les diverses unités se les disputent ; on répare des voitures prises aux Boches, une ambulance charge des blessés, un corps franc s'apprête à partir pour un coup de main dans une voiture hérissée de mitrailleuses.

Pourtant tout ce bruit n'arrive pas à étouffer les clameurs qui s'élèvent subitement des équipes de garde sur la place. Tout le monde se précipite, le spectacle en vaut la peine. Une chenillette blindée, peinte en rouge vif et d'où émerge un drapeau blanc débouche de l'avenue Victoria et se dirige vers l'Hôtel de Ville. Les officiers ont du mal à empêcher leurs hommes de tirer car les Allemands n'hésitent devant aucun subterfuge — ne devait-on pas voir défiler des chars avec des Français attachés à l'avant — et cette chenillette qui maintenant entre dans la cour évoque trop pour les nombreux étudiants qui sont là le classique cheval de Troie.

Mais ces craintes sont vaines, de l'engin descend, vite reconnu et acclamé, un des plus jeunes combattants de l'Hôtel de Ville, Equipier National de 17 ans, parti depuis la veille en mission.

« En revenant ce matin, dit-il, j'ai aperçu l'outil dans un garage, j'ai pensé que ce serait chouette de le ramener ici et qu'il nous servirait. Il n'y avait que 2 Boches pour le garder, je les ai neutralisés avec mon revolver. Le plus dur ça a été de faire démarrer l'ustensile ».

Ce qu'il n'a pas dit c'est que l'arme avec laquelle il a « neutralisé » les deux gardiens était un pistolet espagnol à 3 coups incrusté de nacre, et probablement dérobé dans la vitrine du salon de ses parents. Ce qu'il n'a pas dit non plus, c'est que pour venir avec cette voiture, qui ne pouvait passer inaperçue, d'Auteuil à l'Hôtel-de-Ville, il a dû traverser plusieurs barrages sans arme et ne parlant pas un mot d'allemand...

Durant ce temps que se passait-il à l'intérieur des hôpitaux, devenus véritablement hôpitaux d'évacuation de première ligne ? Je ne saurais mieux faire que de citer, avec l'aimable autorisation de son auteur, la conférence faite à l'Hôtel-Dieu par le Professeur Brocq :

« Pendant les journées du 19 au 27 août, des événements douloureux, parfois sévères, mais toujours magnifiques de réconfort, se sont déroulés à l'Hôtel-Dieu, dans l'Île de la Cité et son voisinage. Ils resteront pour tous ceux qui ont eu l'occasion d'y prendre part à des titres divers, un Souvenir incomparable, peut-être le meilleur de leur vie. L'Hôtel-Dieu d'aujourd'hui n'a pas renié son passé. Une nouvelle page de gloire est inscrite en clair sur la patine foncée des murs criblés de balles. Sept jours durant, il s'est montré le digne successeur de celui que fonda Saint Landry. Sept jours et sept nuits, il a été l'ambulance de première ligne d'une citadelle assiégée, l'Île de la Cité et la Préfecture de Police. Le huitième jour ne devait lui apporter qu'un éphémère repos. La huitième nuit, celle du bombardement, fut la plus cruelle...

...À 14 heures (le samedi 19 août), la fusillade éclate près de l'hôpital, les balles claquent autour des fenêtres. Dès lors, l'arrivée des

victimes s'accélère. Deux abbés de Notre-Dame, venus pour assister les victimes ne nous quitteront plus jusqu'au dernier jour.

Vers 17 heures, j'apprends par téléphone que mes deux équipes chirurgicales travaillent à plein sans cependant être débordées. Néanmoins, après une conversation avec le Professeur Bénard, je réclame la voiture du chirurgien de garde, espérant pouvoir arriver plus facilement à l'Hôtel-Dieu.

Occupée à transporter les chirurgiens et les radiologistes, la voiture n'arrive chez moi qu'à 20 heures. Il ne reste qu'une heure de jour avant celle où toute circulation est interdite. Le chauffeur, dont le courage est au-dessus de tout éloge, me déclare que l'abord de l'Hôtel-Dieu est de plus en plus difficile, que la place du Parvis, les quais et les rues avoisinantes sont pleins de tireurs embusqués le long des trottoirs ou dissimulés dans les jardins. Cependant, il espère atteindre l'hôpital par la rue d'Arcole. Nous prenons un long trajet par la rive gauche. Au passage de la rue Saint-Jacques, nous apercevons un grand incendie : c'est un camion allemand qui, brûlant sur le quai, a mis le feu à l'hôtel Notre-Dame. Nous traversons la Seine à la hauteur de la Halle-aux-Vins et arrivons devant deux tanks « Tigre » qui semblent attendre sur le quai de la rive droite l'heure de l'action. Les officiers allemands nous laissent passer en nous conseillant vivement de nous presser. D'une allure rapide, la voiture atteint le Pont Notre-Dame. A ce moment, nous apercevons toute une série de tanks, huit ou neuf qui, les uns sur le pont, les autres dans la rue d'Arcole, cheminent lentement vers la Place du Parvis, tandis qu'une fusillade prend la rue en enfilade. L'entrée de l'Hôtel-Dieu paraît impossible pour l'heure. Force est d'attendre une accalmie qui ne se produira que dans la nuit.

Il faut prendre un parti, car la voiture ne peut circuler après 9 heures. Je décide alors de me rendre à Saint-Antoine, où j'ai appris qu'il y avait de nombreux blessés, et j'y ai opéré jusqu'à 2 h. 30 la nuit dans le service de mon ami Cadenat, en compagnie de M. Léger, chirurgien des hôpitaux. Dans cet hôpital où j'avais passé treize ans de ma vie chirurgicale je me suis reposé quelques heures sous le portrait de mon vénéré maître Lejars, un grand passionné de la chirurgie et un grand patriote.

Le lendemain matin dimanche à 8 heures, je puis, entre deux rafales de mitrailleuse pénétrer dans l'Hôtel-Dieu.

Rudler et Gandrille avaient fort travaillé. Leur ardeur, leur compétence et aussi leur jeunesse aidant, ils avaient fait face à la situation sans fléchir sous le nombre des opérations, une cinquantaine, de midi à 7 heures du matin. La nuit avait été calme, mais on sentait que le combat allait reprendre ; la fusillade avait recommencé à 7 heures. Tout va bien dans mon service, le moral est très élevé « on travaille dans la joie, malgré l'horreur des blessures et la misère des morts très nombreux » déclare l'une de mes panseuses, cependant la plus humaine des femmes.

Mon interne Lanvin, qui possède déjà une forte instruction chirurgicale, accepte et remplit à merveille le rôle si utile du triage des blessés.

Il s'installe jusqu'à la fin de l'instruction dans les caves parfaitement agencées de la Défense Passive et collabore avec son remar-

quable personnel. Aussitôt des blessés signalés, une équipe de brancardiers les transporte dans des ambulances ou sur des brancards roulants jusque dans des salles de triage...

Dans une première pièce, un inspecteur de la Police, M. Benvenuti, qui nous a rendu les plus grands services par son activité et son dévouement, désarme les blessés. Puis, s'il y a lieu, on fait leur admission, on les déshabille, on récupère leurs vêtements. Le chirurgien chargé du triage, M. Lanvin, les examine, et dicte les fiches médicales qui sont fixées au poignet de l'intéressé. Dans une salle contiguë, on procède au nettoyage du corps et spécialement des régions atteintes, et j'ai félicité à diverses reprises les infirmières qui assument tout à leur honneur, cette tâche obscure et ingrate, car elles en ont compris l'extrême utilité pour l'avenir des blessures.

Là on procède aux injections hypodermiques d'urgence (sérum antitétanique en particulier) à l'appareillage provisoire des fractures, aux premiers pansements. Les blessés, propres, sont habillés et réchauffés. Les grands shockés sont dirigés sur une pièce spéciale où l'on peut pratiquer toutes les thérapeutiques en usage (tonicardiaques, sérums, cerceaux chauffants, oxygénothérapie, transfusions diverses), les autres sont apportées à la radiographie pour repérage des projectiles et identification des fractures, puis divisés en trois catégories :

1^{re} urgence : garrots, plaies vasculaires, plaies de l'abdomen.

2^e urgence : plaies du thorax, fractures ouvertes, grands écrasements, grosses plaies des parties molles.

3^e urgence : plaies des parties molles, sétons, plaies superficielles.

Les premières urgences sont dirigées immédiatement sur les salles d'opération ; les autres sur les salles d'hospitalisation d'où on les conduira, suivant les possibilités, aux chirurgiens.

Somme toute, fonctionnement simple, pratique, excluant toute difficulté provenant de catégorisations trop absolues ou trop complexes...

Dès le dimanche matin, l'Hôtel-Dieu, organisme ramassé sur lui-même, à l'inverse de la plupart des autres hôpitaux de Paris, a l'aspect et la vie intense d'une fourmillière géante, où l'activité est incessante, sans désordre ni vaine agitation.

Très vite, la bataille s'amplifie, tantôt d'une certaine continuité, le plus souvent, coupée de brèves accalmies et de violentes reprises, où revolvers, fusils, mitraillettes, mitrailleuses légères ou lourdes, canons-revolvers, canons de tanks, canons antitanks, que sais-je encore, grenades, éclatements de camions chargés de munitions, mêlaient leurs bruits clairsemés, leurs éclats sifflants, précipités ou crépitants, leur tonnerre, leurs voix légères ou monstrueuses, toujours annonçant malheureusement l'arrivée de blessés, de mourants ou de morts.

Le samedi soir et le dimanche matin les tanks attaquent. L'après-midi de dimanche, deux tanks apparaissent sur le Parvis, face à la Préfecture de Police. L'un d'eux s'avançant très près, enfonce d'un coup de canon la porte du bâtiment, mais n'y pénètre pas. Un gros tank tire du quai des Tournelles par dessus la statue de Charlemagne. Puis les tanks évacuent la place, se rangent dans la rue d'Arcole pour un nouvel assaut qui échoue comme les précédents. La porte de la Préfecture est barrée par des sacs de sable, des barricades s'élèvent dans la nuit,

tout autour de l'île de la Cité, et progressivement débordent sur les quais et les rues voisines, de façon à transformer l'île et ses abords en une sorte de forteresse improvisée.

L'Hôtel-Dieu, fonctionnant dans ces conditions au centre de la bataille, devient en quelque sorte l'hôpital d'une citadelle assiégée. Toute voiture allemande qui s'aventure dans son enceinte est immédiatement assaillie et détruite. Les ambulances et les brancards roulants entrent et sortent sans cesse. Les blessés encombrant les cours de la Défense Passive, remplissent les salles de chirurgie, débordent sur les salles de médecine. Les blocs opératoires avec leurs quatre salles d'opération, travaillent sans relâche avec huit équipes chirurgicales qui se relaient de six heures en six heures. Les panseuses admirables d'entrain, fortes de leur instruction techniques très poussée, soutiennent toutes les difficultés.

Des équipes de la Croix-Rouge, avec une excellente panseuse de mes formations militaires de la guerre 1939-1940, des équipes d'hôpitaux moins surmenés, Vaugirard, Cochin, Saint-Antoine, viennent amicalement et spontanément renforcer mon personnel pendant les nuits les plus pénibles. La stérilisation reste régulière, parfois suppléée par l'ébullition. L'émulation de toutes et de tous est remarquable et va au-devant des désirs ou des ordres que j'ai à peine le temps de formuler avant qu'ils soient exécutés.

L'alimentation, précaire les premiers jours, s'améliore, et je dirai plus loin les exploits peu connus de ceux qui l'assuraient volontairement. Dans les moments de calme, on pouvait voir, et c'était assez pittoresque, une partie du personnel féminin travailler assis sur les marches du grand escalier à l'épluchage et à la préparation des légumes.

Cependant les nuits et les jours passaient, la fatigue s'accumulait, la tension nerveuse augmentait. Tous sentaient obscurément que le sort de l'Hôtel-Dieu restait lié à celui de la Préfecture de Police, sort très précaire les deux premiers jours. Le mot précaire n'est pas excessif, car le samedi des revolvers et 29 mitraillettes constituaient tout l'armement de nos voisins, et le soir, les munitions étaient presque épuisées. L'évacuation fut ordonnée mais repoussée par les Chefs de la Police. La nuit permit d'apporter armes et réserves pour de nouveaux chocs. Sans cela, que seraient devenus la Cité, ses monuments et ses défenseurs ?

La situation dans l'enceinte de l'hôpital n'était pas exempte de danger. Les balles frappaient les murs, entraient par les fenêtres des bureaux, de l'appartement du Directeur où elles brisaient des meubles. Quelques unes s'égarèrent dans les salles des malades ; deux pénétrèrent dans la salle d'opération ouest, un éclat traversa la salle d'opération est. Un gros projectile et quelques balles passèrent au 3^e étage à travers les laboratoires...

Le 23 août, les rumeurs font espérer l'approche des Américains et de la Division Leclerc. Le 24 au soir après une journée un peu moins dure, tout le monde a l'impression que l'arrivée des troupes françaises et alliées est imminente. Dans la cour de la Préfecture, quelques agents ont déjà revêtu l'uniforme. La fanfare répète la *Marseillaise* et la *Marche-Lorraine*.

La nuit tombait lorsque les premiers chars du Général Leclerc font leur apparition sur la Place de l'Hôtel-de-Ville. Une fusillade de joie

et de victoire crépite. La foule se précipite sur la place. Huit chars d'assaut sont là, venus par Antony où l'on s'est fort battu. Les glorieux Français sont arrivés épuisés mais si heureux ! Et il est beau de voir ces infirmières en blanc qui les entourent et les embrassent. L'une retrouve son mari, l'autre son frère, l'autre son fils. C'est le délire !

Les cloches de Notre-Dame se mettent en branle, et le gros bourdon, comme au Moyen-âge, annonce à la Ville la joie de la Victoire et l'aube de la Libération. Dans le lointain d'autres cloches répondent. Cependant, le travail reprend. On apporte un médecin de la Résistance, blessé dans l'intérieur de l'Hôtel de Ville ; une balle a traversé le crâne et affleure par son culot la surface osseuse. Je l'opère aussitôt et j'ai la joie de le guérir.

Le lendemain matin, le soleil éclaire l'Île de la Cité. Les cloches de la cathédrale sonnent à toute volée pendant que les chars français prennent possession de la Place du Parvis. Les infirmières s'envolent littéralement à leur rencontre. L'après-midi la foule est très dense. Une grande voiture se glisse péniblement sous la grande porte de la Préfecture. On dit, mais on dit tant de choses, qu'elle porte le Général allemand qui vient négocier la reddition de la garnison ennemie.

La soirée et la nuit auraient été assez calmes sans quelques ripostes cinglantes des mitrailleuses de Leclerc à quelques attaques clairsemées. On peut à la violence de ces répliques, mesurer la puissance des armes modernes, comparées aux moyens de fortune des Forces Françaises de l'Intérieur, qui presque dépourvues les premières heures de matériel d'attaque, ont su néanmoins avec quelques revolvers et quelques petites mitraillettes, trouver dans leur cœur farouche et sur l'ennemi qu'ils assaillaient, les armes et les munitions nécessaires pour, de vaincus, devenir vainqueurs »...

Revenons aux heures mêlées qui précédèrent cette victoire.

Le 23 août à 9 heures du matin une colonne allemande descend les Champs-Élysées déserts, se dirigeant vers la Concorde : deux autos mitrailleuses, trente voitures hérissées de fusils avec un mitrailleur sur chacune des ailes avant, deux plates-formes de canons à tir rapide et pour finir, deux tanks légers et un Tigre.

Ils descendirent lentement, scrutant attentivement les fenêtres derrière lesquelles grouille une foule invisible, les rues adjacentes prêts à tirer. Un arrêt à la hauteur de la rue Marbeuf où une voiture de liaison du Majestic rejoint la colonne. Nouveau départ toujours aussi lentement, et soudain devant le Grand Palais la fusillade éclate.

Les voitures se groupent, les automitrailleuses et les tanks s'avancent entre elles et le Grand Palais, comme pour les protéger. Les canons à tir rapide entrent eux aussi en action. Deux nouveaux tanks lourds descendent en renfort les Champs-Élysées à toute allure rejoignant les autres et tous les cinq commencent un carroussel étrange, avançant, reculant, tournant pendant plu-

sieurs minutes. Un coup sourd ébranle tout le quartier suivi à intervalles réguliers d'une dizaine d'autres. Les Tigres sont maintenant arrêtés, des bouches de leurs canons sort de la fumée : ce sont donc bien eux qui ont tiré. Les mitrailleuses se taisent aussi et des voitures sortent une centaine de soldats qui avancent en tirailleurs vers le Grand-Palais en flammes. Le Service de Santé décide d'improviser immédiatement un Poste de Secours au Petit-Palais, mais l'officier S.S. qui commande l'opération avertit que les blessés ne pourront être évacués et le feu éteint que lorsque les Français se seront rendus. Il faut avouer que le chef des équipes chirurgicales d'urgence F.F.I. n'eut connaissance des combats tragiques du Grand-Palais que parce qu'il se trouvait à proximité. Là, comme partout ailleurs, la liaison avec les responsables militaires fut pratiquement inopérante, et ce n'est que grâce à des courses en tous sens à travers Paris insurgé que le Service de Santé put accomplir son œuvre.

Le Grand-Palais brûle ! Nous nous serions réjouis avant la guerre de cette nouvelle, mais aujourd'hui, ces flammes signifient des Français pris au piège, voués au massacre. Nous saurons plus tard, par les médecins du Poste de Secours de ce monument, la chasse ignoble à laquelle se sont livrés les Boches contre une poignée de Patriotes — dont des femmes — désorganisés par l'incendie... Pendant la bataille, un cheval hâtivement emmené du cirque du Grand-Palais fut tué devant le Palais de la Découverte... Les habitants du quartier le dépecèrent immédiatement, et une heure plus tard, il ne restait que les os et les viscères !

Partout, l'on retrouve ces détails émouvants et grotesques qui, ni les uns ni les autres, isolément, ne rendent le vrai visage de Paris durant ces journées. Celle du mercredi fut sans doute l'une des plus dures, la bataille suprême, car au point où nous en étions, il fallait réussir ou mourir fusillé. Pourtant, ces pensées n'effleuraient pas, semble-t-il, de charmantes filles à bicyclette dont les jupes flottaient au vent et pour lesquelles de nombreux garçons manquèrent de se faire tuer en leur barrant — contre leur gré — les trajets dangereux. Elles encourageaient, à l'occasion par leur innocente audace ceux qui se battaient. D'autres s'employèrent aux postes de secours disséminés dans Paris et la banlieue, visités journellement et ravitaillés par les soins des médecins G.M.S.

Le 24 août, les journaux pour qui sont morts tant d'hommes et de femmes de France apparaissent au grand jour !

Cette fois, après tant de morts, de craintes, d'incertitude, les

voilà enfin ! A 19 heures, la nouvelle traverse Paris, pouvons-nous croire à ce jour qui ne semble qu'un rêve ? « Les blindés de Leclerc entrent dans Paris... »

A la suite des engagements entre éléments avancés de la division Leclerc et arrières gardes allemandes, on prévient le chef des équipes chirurgicales F.F.I. que le Poste de la Défense Passive de Clamart est encombré de blessés et, se trouvant entre les lignes, ne peut assurer aucune évacuation, de plus, ne possède aucun chirurgien. Immédiatement, l'équipe de Bourg-la-Reine reçoit l'ordre de se porter d'urgence vers Clamart. La voiture-ambulance qui devait rejoindre Bourg-la-Reine ne peut y parvenir. Aussi, tous les membres de l'équipe partent en pleine nuit, à pied, portant le matériel sur leur dos et parviennent vers 3 h. 30 du matin à Clamart, après avoir essuyé le feu ennemi durant la plus grande partie du trajet. Grâce à eux, six blessés urgents purent être sauvés... /

Oui, enfin, déjà — on ne sait plus — les voilà ! Ceux que nous suivions presque sans y croire, depuis le Tchad ! Et c'est grâce au Service de Santé que la liaison a pu s'accomplir à travers les lignes allemandes entre l'Etat-Major du Colonel Rol dans les catacombes de Paris et l'Etat-Major du Général Leclerc, quelque part du côté d'Alençon. Ainsi, Paris n'a pas été contourné, Paris a été libéré, *Libéré par les seules Forces Françaises*, dont voici l'avant-garde à l'Hôtel-de-Ville où l'on crie, on hurle, on pleure, tandis que résonnent à tous vents les cloches de Paris.

Les drapeaux flottent à toutes les fenêtres, partout les trois couleurs, tandis que défilent les blindés, les voitures couvertes de fleurs, de jeunes filles rayonnantes de joie comme tout un peuple qui ne peut que crier sa gratitude. Jusque là dans Paris, sont tombés 3.859 blessés et 1.000 tués. Durant cette journée de « nettoyage » du vendredi, et celle du samedi, tomberont encore des civils et surtout des soldats, soldats des Forces Françaises de l'Intérieur et des Forces Françaises de l'Extérieur, fraternellement unis dans le triomphe et dans la mort, qui viendra abattre à l'Ecole Militaire, place de la Concorde, où flotte enfin le Drapeau tricolore à la place du drapeau blanc et noir de la Kriegsmarine, certains qui traversèrent toute l'Afrique pour vivre cette journée unique, cette Unique journée de l'Histoire de France. La foule attend, massée non pas aux Champs-Élysées que les chars allemands des Tuileries prennent en enfilade, mais dans les rues adjacentes... A 16 heures, cette longue et périlleuse attente — car les tireurs des toits ont déjà fait leur apparition — est

récompensée : quatre chars français arrivent sur le trottoir venant de l'Arc de Triomphe. La foule se précipite, les acclame, les entoure et aussitôt deux coups de canon claquent : ce sont les Tigres des Tuileries qui ont tiré. En un clin d'œil, les Champs-Élysées sont de nouveau vides, des bicyclettes, des sacs, des paquets, des chapeaux jonchent le sol ; malheureusement, des blessés aussi restent étendus. Très vite, des brancardiers et surtout des médecins, des femmes en uniforme se précipitent pour les ramasser. Des coups de feu claquent encore, faisant courber instinctivement le dos aux sauveteurs qui se hâtent.

Après quelques minutes, il ne reste plus de blessés. Peu à peu, hâtivement, leurs propriétaires vont chercher les objets abandonnés et bientôt il ne reste plus que quelques flaques de sang, un réverbère abattu, quelques branches coupées.

Mais ce calme n'est qu'apparent. Sous les portes cochères, à même le sol, on soigne, on panse. Quelques ambulances légères rasant les murs et emportent les blessés. Plusieurs, les jambes arrachées, mourront en route.

Surtout, la riposte ne se fait pas attendre : les tourelles des chars se sont refermées, d'autres sont arrivés accompagnés de voitures légères et tous s'ébranlent pour faire taire les tanks allemands dont ce devait être le dernier exploit... Tout à l'heure les centres de résistance allemands seront réduits les uns après les autres et le Général Von Scholtitz contraint de capituler. Le 25 août au soir, Paris est enfin complètement libéré de la façon dont tous nous l'avions rêvée : par les seules Forces Françaises...

Et le samedi 26 août, l'homme grâce à qui cette union et cette victoire avaient été possibles, se tenait là parmi nous. A la merci de n'importe quel ennemi, de n'importe lequel de ces tireurs embusqués qui ne pouvaient que mordre rageusement, car la seule blessure qui tue un peuple, comme un homme, est la blessure de l'âme. Lui, a sauvé l'âme de la France, que le monde stupéfait a découverte durant ces glorieuses journées. Il s'avance maintenant, impassible au milieu des balles, sur cette même place où il y a huit jours éclatait le premier combat pour Paris ; à l'ombre de cette même cathédrale qui accueillit notre tristesse, notre crainte, notre espoir enfin... Et d'où s'élève maintenant vers le Seigneur, ce grand cri de reconnaissance et de joie de tout un peuple :

« *Te Deum laudamus : te Dominum confitemur...* »

CONCLUSIONS

Nous voici arrivés au terme de notre voyage, ce voyage qui a duré quatre ans : 17 juin 1940-26 août 1944 !

Tant de naufrages, de tempêtes, de suppliciés ou de mourants, tant de victimes pour *mériter notre Patrie* ! Et à peine l'avons-nous retrouvée qu'il faut lutter encore, car les miasmes de l'ennemi dessèchent encore trop de Terre Française et tant que l'esprit nazi marquera un seul rapport entre Français, notre tâche ne sera pas terminée. Après avoir guéri les corps, il nous faut attaquer l'autre mal, plus secret et plus profond.

Nous avons apporté notre modeste témoignage. Il ne nous appartient plus. Le Service de Santé de la Résistance aurait-il pu mieux faire, contribuer davantage à l'œuvre de Libération ? Oui, bien sûr, car jamais on n'aura la sensation d'avoir fait tout son possible. Seuls, nos camarades que nous ne reverrons plus, peuvent revendiquer la perfection. Nous aurions pu être plus nombreux, mieux organisés, mieux outillés et la pensée de ce blessé inconnu qui attendit sans doute en vain, quelque part en France, doit nous rendre modestes.

Surtout aurait-il fallu augmenter le nombre des médecins de bataillon, le nombre des équipes chirurgicales indispensables à un Service de Santé clandestin; pouvoir éparpiller davantage les nids de blessés pour diminuer l'horreur des massacres allemands.

Dieu fasse que ces terribles leçons ne servent jamais, que jamais plus aucun Français ne connaisse ce combat dans l'ombre.

Mais enfin, envers et contre tout, le Service de Santé a fonctionné et, n'hésitons pas à le dire, magnifiquement servi.

Au lendemain de la Libération, dans cette période confuse de gestation, le Service de Santé de la Résistance, devenu Service de Santé des F.F.I., contribua à la réorganisation du Service de Santé de l'Armée, à laquelle étaient venues se joindre les troupes

hier encore secrètes. Nous n'insisterons pas sur ce rôle délicat, qui n'alla pas sans heurts ni sans difficultés. L'important est de savoir qu'en quelques mois, l'amalgame était chose faite : comme il n'y a plus qu'une seule armée, il n'y a plus qu'un seul Service de Santé. Le Service de Santé est mort, vive le Service de Santé !

En face du courage, du dévouement, des incroyables souffrances du peuple français, le corps médical n'a pas failli : il a participé à son combat, il a soulagé sa douleur.

Nous avons plus de devoirs que les autres, et nous tremblons à la pensée que les médecins auraient pu rester « au-dessus » de la mêlée, comme d'autres que nous plaignons sincèrement.

Mais ils furent présents partout. Non seulement en tant que médecins, et si c'est ce côté technique que nous avons presque uniquement envisagé, leur présence en tant qu'hommes nous paraît plus importante encore. Il est facile de critiquer la Résistance, elle a ses faiblesses et ses erreurs comme les autres, mais si vous pensiez faire mieux, pourquoi n'étiez-vous pas là ? Les médecins étaient là. On reproche à la Résistance de vouloir parler trop clairement aujourd'hui, et des libérateurs de la dernière heure ont en effet proclamé bien des choses déplaisantes en son nom. Mais, oublierait-on déjà que ceux qui parlent, ont risqué leur vie pour le faire sans être en contradiction avec eux-mêmes et que ce sont les actes d'hier qui se transforment en paroles.

Nous avons trop vu, médecins de la Résistance, de plaies et de corps mutilés, pour ne pas observer un respect infini avant de critiquer. Mais, à cause de cela précisément, nous ferons taire impitoyablement les faux prophètes qui creusent et fouillent ces blessures et voudraient, suprême horreur, les rendre inutiles. Mais elles ne peuvent pas être inutiles. Nous savons bien que toute souffrance, même l'apparente inaction des prisons, a son but et son utilité et portera un jour son fruit.

La Résistance, telle que nous l'entendons, n'existe plus, elle cesse d'exister avec la Libération. Il ne s'agit pas de maintenir faussement une organisation qui n'a plus de raison d'être. Les postes de secours, les cliniques clandestines sont à jamais fermées et le médecin de campagne n'a plus de camp à visiter au fond des bois.

La Résistance médicale appartient à l'Histoire, son esprit que je définirai comme un amour agissant et intransigeant de l'homme, à nos lendemains glorieux.

Novembre 1944 - Février 1945.

MARTYROLOGUE



“ Heureux ceux qui sont morts dans les grandes batailles
Couchés dessus le sol à la face de Dieu
Heureux ceux qui sont morts sur un dernier Haut-Lieu
Parmi tout l'appareil des grandes funérailles... ”

PÉGUY

Liste des Médecins victimes de la répression allemande

AANVILLE	Seine	DIERAS	Charente-Maritime
ABRAMOVICI	Ille-et-Vilaine	DOLLET Père	
AICHENBAUM	Dordogne	et Fils	Nièvre
ARDOUIN	Manche	DORDIN	Ille-et-Vilaine
ARNAUD	Haute-Savoie	DUBOSC	Seine-Inférieure
ATTIMON	Loire-Inférieure	DUCAMIN	Bouches-du-Rhône
BABIN	Seine-et-Oise	DUGOIS	Territ. de Belfort
BABIN	Seine	DULCY	Vauchuse
BACHMANN	Lot-et-Garonne	DURRBACH	Seine-Inférieure
BANNETEL	Seine	DUVAL	Cher
BARRY	Ardèche	FAURISSON	Haute-Vienne
BAUER	Ardèche	FILDERMANN	Savoie
BEAUMONT	Aisne	FICHER	
BENOIST	Seine	(Ferrier)	Drôme (Vercors)
BERARD	Manche	FOUQUET	Bouches-du-Rhône
BERVET	Corse	FRANÇOIS	Ardennes
BETIO	Meurthe-et-Moselle	FRITSCH	Marne
BLANCHET	Seine-et-Marne		
BLINEAU	Loire-Inférieure	GANOT	Orne
BLITZ	Isère	GEOFFROY	Charente
BOUNIOI	Gard	GIRARD	Isère
BOUPAR	Seine	GIREAUX	Orne
BOURDONCLE	Drôme	GODFRAM	Loire-Inférieure
BOURRELY	Seine	GOULET	Cher
BRAUNBERGER	Seine	GRANPERRIN	Eure
BRIDOT	Creuse	GRANCE	Saône-et-Loire
BOUSQUAIROL	Seine	GRENIER	Seine-Inférieure
		GROLLEAU	Loire-Inférieure
CAILLARD	Manche	GUINIER	Hautes-Pyrénées
CHULMETON	Cantal		
COLPIN	Aisne	HANS	Basses-Pyrénées
COURIER	Manche	HELION	Nièvre
CREISSON	Jura	HIDEUX Père	Seine-Inférieure
CROQUEBOIS	Pas-de-Calais	HUE	Manche
		HUGUES	Var
DAMIDOT	Rhône		
DAUMAS	Basses-Alpes	ILLAIRE	Drôme
DE KERILLIS	Seine	« INCA » nom	
DE MOURGUES	Savoie	de guerre	
DEROCQUE	Seine-Inférieure	(inconnu)	Corrèze
DESOURTEAUX	Haute-Vienne		
DHENIN	Pas-de-Calais	ISRAEL	Saône-et-Loire

1° — Cette liste, communiquée par le C.M.R., est malheureusement incomplète car il est encore impossible de dénombrer exactement les médecins tombés au service de la France.

JACQ	<i>Finistère</i>
JAUSSEAUME	<i>Seine-Inférieure</i>
JALATTE	<i>Seine</i>
JOLY	<i>Ille-et-Vilaine</i>
KOFMANN	<i>Isère</i>
KERVELLA	<i>Seine</i>
LEMONON	<i>Drôme</i>
LENORMAND	<i>Ille-et-Vilaine</i>
LÉONARD	<i>Seine-Inférieure</i>
« LE PROFES- SEUR » nom de guerre (inconnu)	<i>Corrèze</i>
LEVEILLE	<i>Cher</i>
LONG	<i>Rhône</i>
LUCAS	<i>Nord</i>
MARY	<i>Aisne</i>
MALHERBE	<i>Saône-et-Loire</i>
MALLET	<i>Cantal</i>
MARCELLIN	<i>Bouches-du-Rhône</i>
MATHIEU	<i>Vosges</i>
MAZET	<i>Aude</i>
MAZOUYER	<i>Drôme</i>
MEDVEDWSKI	<i>Vaucluse</i>
MEIGNE	<i>Ille-et-Vilaine</i>
MEIRE	<i>Vosges</i>
MENON	<i>Ille-et-Vilaine</i>
MERCIER	<i>Ain</i>
MICHARD	<i>Creuse</i>
MICHEL	<i>Jura</i>
MIGUET	<i>Rhône</i>
MESLIN	<i>Manche</i>
MOLINIE	<i>Corrèze</i>
MOREL	<i>Aube</i>
MORTAGNE	<i>Loir-et-Cher</i>
MOUNIER	<i>Isère</i>
MOURAS	<i>Doubs</i>
NANCEL	<i>Gironde</i>
NICOLAS	<i>Finistère</i>
NOUAILLE	<i>Ille-et-Vilaine</i>
PALIARD	<i>Rhône</i>
PARDE	<i>Isère</i>
PATOUREAU	<i>Loire-Inférieure</i>
PENARD	<i>Gironde</i>
PESQUE	<i>Seine</i>

PHILIPPE	<i>Seine-Inférieure</i>
PLANCHE	<i>Bouches-du-Rhône</i>
POULIN	<i>Seine-et-Marne</i>
QUIGNARD	<i>Côte-d'Or</i>
RAGNAUD	<i>Charente</i>
RAYNAUD	<i>Gers</i>
REISS	<i>Cantal</i>
RIOU	<i>Loire-Inférieure</i>
ROBERT	<i>Côte-d'Or</i>
ROBERTOT	
Jean	<i>Seine</i>
ROBERTOT	
Michel	<i>Seine</i>
ROCHE	<i>Seine</i>
ROCHER	<i>Rhône</i>
ROSENBERG	<i>Seine-Inférieure</i>
ROSENTHAL	<i>Seine-Inférieure</i>
ROSENTHAL	<i>Meurthe-et-Moselle</i>
ROY	<i>Indre-et-Loire</i>
SALOMON	<i>Seine</i>
SCHIFFMANN	<i>Dordogne</i>
SCHREIBER	<i>Haute-Vienne</i>
SOULAMSKI	<i>Cher</i>
SOUEX	<i>Vienne</i>
STEIN	<i>Haute-Vienne</i>
STEINIPOWSKI	<i>Seine-Inférieure</i>
TEMPORAL	<i>Ain</i>
TENINE	<i>Seine</i>
TRASSAGNAC	<i>Dordogne</i>
TZELEPOGLOU	<i>Ardèche</i>
ULMANN	<i>Drôme (Vercors)</i>
VALOIS	<i>Isère</i>
VALOT	<i>Meurthe-et-Moselle</i>
VERMES	<i>Meuse</i>
VERNIER	<i>Meuse</i>
VINCENT	<i>Loire-Inférieure</i>
VOLDOIRE	<i>Ain</i>
WILBORTS	<i>Côtes-du-Nord</i>
« ZOZOL » n. de guerre (inconnu)	<i>Dordogne</i>

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
Préface	1
Avant-Propos	7
Historique	11
Organisation générale du Service de Santé de la Résistance	31
Le Service du Matériel Sanitaire	83
L'Organisation particulière de quelques Régions	91
Fonctionnement du Service de Santé	115
Période clandestine	
Insurrection	
Conclusions	201
Martyrologue	205

Vu et approuvé :

Le Doyen de la Faculté de Médecine,

BAUDOIN.

Vu et approuvé :

Le Président de Thèse,

Professeur LELIERRE.

Vu et approuvé :

Le Recteur de l'Académie,

ROUSSY.

TERMINÉ D'IMPRIMER
LE 12 JUIN 1945
SUR LES PRESSES DE
L'IMPRIMERIE REBOUL ET FILS
13, RUE DE LA GRANGE-BATELIÈRE

PARIS IX^e

C. O. L. N^o 31.1883
CENSURE MILITAIRE N^o 4169
DÉPOT LÉgal 2^e TRIMESTRE 1945.